|  |  |
| --- | --- |
| **Conférence de plénipotentiaires (PP-18) Dubaï, 29 octobre – 16 novembre 2018** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Addendum 1 au Document 63-F** |
|  | **3 octobre 2018** |
|  | **Original: anglais/espagnol** |
|  | |
| Administrations des pays membres de la CITEL | |
| PROPOSITIONs interamÉricaineS pour les travaux de la CONFÉRENCE | |
|  | |
|  | |

SUP IAP/63A1/1

RÉSOLUTION 185 (Busan, 2014)

Suivi des vols à l'échelle mondiale pour l'aviation civile

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** Par sa Résolution 185 (Busan, 2014), intitulée "Suivi des vols à l'échelle mondiale pour l'aviation civile", la PP-14 a chargé la CMR-15, conformément au numéro 119 de la Convention de l'UIT, d'inscrire, d'urgence, à son ordre du jour la question du suivi des vols à l'échelle mondiale, y compris, s'il y a lieu et conformément aux pratiques suivies par l'UIT, divers aspects de cette question, compte tenu des études de l'UIT-R.

La CMR-15 a donné suite à la Résolution 185 de la PP-14 en élaborant une nouvelle Résolution 425 intitulée "Utilisation de la bande de fréquences 1 087,7-1 092,3 MHz par le service mobile aéronautique (R) par satellite (Terre vers espace) pour faciliter le suivi des vols à l'échelle mondiale pour l'aviation civile", dans laquelle elle a invité l'UIT-R à achever, d'urgence, les études relatives à la réception par les stations spatiales de signaux ADS-B dans la bande de fréquences 1 087,7‑1 092,3 MHz. L'Organisation de l'aviation civile internationale a également été invitée à participer à ces études.

Comme il a été donné suite au dispositif et au texte du *invite* de la Résolution, et conformément à l'usage selon lequel les résolutions pour lesquelles les travaux ont été achevés devraient être supprimées, la Résolution 185 n'a plus lieu d'être.

Il est proposé de supprimer la Résolution 185.

MOD IAP/63A1/2

RÉSOLUTION 48 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Gestion et développement des ressources humaines

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

le numéro 154 de la Constitution de l'UIT,

rappelant

*a)* la Résolution 48 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, sur la gestion et le développement des ressources humaines;

*b)* le plan stratégique de l'Union, exposé dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence et la nécessité de disposer d'un personnel hautement compétent et motivé pour atteindre les buts qui y sont fixés;

*c)* que le Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies a demandé à toutes les institutions spécialisées des Nations Unies d'élaborer leur stratégie sur la parité hommes/femmes, afin de mettre en oeuvre la stratégie lancée en septembre 2017 par le Secrétaire général de l'ONU à l'échelle du système des Nations Unies,

notant

*a)* les différentes politiques[[1]](#footnote-1)1 qui ont une incidence sur le personnel de l'UIT, notamment, entre autres, les normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux, établies par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), les Statut et Règlement du personnel de l'UIT et les politiques de l'Union en matière de déontologie;

*b)* l'adoption d'un certain nombre de résolutions depuis 1996 par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui soulignent la nécessité d'assurer l'équilibre hommes/femmes dans l'ensemble du système des Nations Unies;

*c)* la Décision 517, adoptée par le Conseil de l'UIT à sa session de 2004, sur le renforcement du dialogue entre le Secrétaire général et le Conseil du personnel de l'UIT;

*d)* la Résolution 1253, adoptée par le Conseil à sa session de 2006, portant création du groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines et les divers rapports que ce groupe a soumis au Conseil concernant les résultats qu'il a obtenus, par exemple l'élaboration du plan stratégique, l'établissement d'une politique en matière de déontologie et d'autres activités;

*e)* la Résolution 25 (Rév. Busan, 2014) de la présente Conférence relative au renforcement de la présence régionale, en particulier à l'importance du rôle que jouent les bureaux régionaux dans la diffusion d'informations sur les activités de l'UIT aux Etats Membres et aux Membres de Secteur;

*f)* le plan stratégique pour les ressources humaines adopté par le Conseil à sa session de 2009 (Document C09/56) en tant que document évolutif;

*g)* le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP),

considérant

*a)* l'importance que revêtent les ressources humaines de l'Union pour permettre à celle-ci d'atteindre ses buts;

*b)* que les stratégies de l'UIT en matière de ressources humaines devraient mettre l'accent sur le fait qu'il importe d'avoir en permanence des effectifs ayant une formation solide, compte tenu de la répartition géographique équitable et de l'équilibre entre les hommes et les femmes, tout en tenant compte des contraintes budgétaires;

*c)* l'intérêt, pour l'Union et son personnel, que revêt la mise en valeur optimale de ces ressources, grâce à différentes activités de développement des ressources humaines, dont la formation en cours d'emploi et des programmes de formation en fonction du niveau des effectifs;

*d)* l'incidence qu'ont, sur l'Union et son personnel, l'évolution constante des activités dans le domaine des télécommunications et la nécessité, pour l'Union et ses ressources humaines, de s'adapter à cette évolution grâce à la formation et au développement du personnel;

*e)* l'importance que revêtent la gestion et le développement des ressources humaines à l'appui des orientations et objectifs stratégiques de l'UIT;

*f)* la nécessité de suivre une politique de recrutement adaptée aux besoins de l'Union, notamment en redéployant des emplois et en recrutant des spécialistes en début de carrière;

*g)* la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable des fonctionnaires nommés de l'Union;

*h)* la nécessité de faciliter le recrutement d'un plus grand nombre de femmes dans les catégories professionnelle et supérieure, en particulier à des postes à responsabilité;

*i)* les progrès constants des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication et de leur exploitation et, en conséquence, la nécessité de recruter les spécialistes les plus compétents,

décide

1 que le développement et la gestion des ressources humaines à l'UIT doivent demeurer compatibles avec les objectifs et activités de l'Union et avec le régime commun des Nations Unies;

2 que les recommandations de la CFPI approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies doivent continuer d'être mises en œuvre;

3 que, avec effet immédiat, dans les limites des ressources financières disponibles et pour autant que cela soit réalisable, les emplois vacants doivent être pourvus grâce à une plus grande mobilité du personnel en service;

4 que la mobilité interne doit, pour autant que cela soit réalisable, être conjuguée à la formation, de manière que le personnel puisse être utilisé là où il est le plus nécessaire;

5 que la mobilité interne doit être appliquée, dans la mesure où cela est réalisable, pour répondre aux besoins lorsque des fonctionnaires partent en retraite ou quittent l'UIT, afin de réduire le niveau des effectifs sans mettre fin à des contrats;

6 que, conformément au *reconnaissant* ci-dessus[[2]](#footnote-2)2, les fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieure doivent continuer d'être recrutés au niveau international et que les emplois devant faire l'objet d'un recrutement extérieur doivent être diffusés aussi largement que possible et doivent être communiqués aux administrations de tous les Etats Membres de l'Union et par le biais des bureaux régionaux; cependant, des possibilités de promotion raisonnables doivent continuer d'être offertes au personnel en fonction;

7 que, lorsque des emplois vacants sont pourvus par recrutement international, lors du choix entre plusieurs candidats ayant les qualifications requises pour l'emploi, la préférence doit être donnée aux candidats des régions du monde qui sont sous-représentées dans les effectifs de l'Union, compte tenu de l'équilibre entre le personnel féminin et le personnel masculin prescrit dans le régime commun de Nations Unies;

8 que, lorsque des emplois sont pourvus par recrutement international et qu'aucun candidat ne réunit toutes les qualifications requises, le recrutement pourra se faire au grade immédiatement inférieur, étant entendu que, puisqu'il ne satisfait pas à tous les critères requis, le candidat retenu devra remplir certaines conditions avant d'assumer toutes les responsabilités inhérentes à l'emploi et d'être promu au grade de l'emploi considéré,

charge le Secrétaire général

1 de veiller à ce que la gestion et le développement des ressources humaines contribuent à la réalisation des objectifs de gestion de l'UIT, compte tenu de la stratégie sur la parité hommes/femmes à l'échelle du système des Nations Unies lancée par le Secrétaire général de l'ONU ainsi que des sujets présentés dans l'Annexe 1 de la présente résolution;

2 de continuer d'établir, avec l'assistance du Comité de coordination et en collaboration avec les bureaux régionaux, et de mettre en œuvre des plans de gestion et de développement des ressources humaines à moyen et à long termes pour répondre aux besoins de l'Union, de ses membres et de son personnel, y compris en définissant des critères de référence dans le cadre de ces plans;

3 d'étudier les modalités d'application, à l'Union, des meilleures pratiques de gestion des ressources humaines et de faire rapport au Conseil sur les relations entre la direction et le personnel de l'Union;

4 d'élaborer à brève échéance des politiques et des procédures complètes de recrutement visant à faciliter une répartition géographique équitable et l'équilibre hommes/femmes des fonctionnaires nommés (voir l'Annexe 2 de la présente résolution);

5 de recruter, s'il y a lieu et dans les limites financières disponibles, compte tenu de la répartition géographique et de l'équilibre entre le personnel féminin et le personnel masculin, des spécialistes en début de carrière aux niveaux P.1/P.2;

6 afin d'encourager la formation pour valoriser les compétences professionnelles au sein de l'Union, et sur la base de consultations des membres du personnel, s'il y a lieu, d'examiner les moyens de mettre en œuvre un programme de formation à l'intention des gestionnaires comme du personnel, dans les limites des ressources financières disponibles de l'Union, et de faire rapport au Conseil sur la question;

7 de continuer à présenter au Conseil des rapports annuels sur la mise en œuvre du Plan stratégique pour les ressources humaines et de présenter au Conseil, si possible sous forme électronique, des statistiques concernant les points présentés dans l'Annexe 1 de la présente résolution et sur d'autres mesures prises pour donner suite à celle-ci,

charge le Conseil

1 de faire en sorte que les ressources humaines et financières nécessaires soient mises à disposition pour traiter les questions liées à la gestion et au développement des ressources humaines à l'UIT dès qu'elles se posent, compte tenu des niveaux budgétaires approuvés;

2 d'examiner les rapports du Secrétaire général sur ces questions et de décider des mesures à prendre;

3 de dégager pour la formation en cours d'emploi, en fonction d'un programme établi, les ressources voulues, qui devraient, dans la mesure du possible, représenter trois pour cent du budget consacré aux dépenses de personnel;

4 de suivre avec la plus grande attention la question du recrutement et d'adopter les mesures qu'il juge nécessaires, dans la limite des ressources existantes et d'une façon qui soit compatible avec le régime commun des Nations Unies, pour attirer un nombre suffisant de candidats qualifiés auxemplois mis au concours par l'Union, compte tenu, en particulier, des points *b)*, *c) et h)* du *considérant* ci-dessus.

ANNEXE 1 DE LA RÉSOLUTION 48 (RÉV. DUBAÍ, 2018)

Sujets à traiter dans les rapports soumis au Conseil sur les questions de personnel, y compris le personnel des bureaux régionaux et des bureaux de zone,   
et les questions de recrutement

– Harmonisation entre les priorités stratégiques de l'Union, d'une part, et les fonctions du personnel et les emplois, d'autre part

– Politique en matière de carrières et de promotion du personnel

– Politique en matière de contrats

– Conformité avec les politiques et/ou recommandations du régime commun des Nations Unies

– Utilisation des bonnes pratiques

– Processus de recrutement du personnel et application du principe d'ouverture

– Equilibre entre recrutement externe et recrutement interne

– Emploi des personnes handicapées, et notamment services et moyens mis à la disposition du personnel handicapé

– Programmes de départ volontaire et de retraite anticipée

– Planification du renouvellement des effectifs

– Emplois pour des périodes de courte durée

– Caractéristiques générales de la mise en œuvre d'un plan de développement des ressources humaines indiquant les résultats des travaux menés en vue de "veiller à l'utilisation efficace et efficiente des ressources humaines, financières et en capital et de garantir un environnement de travail propice, sûr et sécurisé"

– Total des dépenses pour le développement du personnel et ventilation en fonction des différentes rubriques du plan de développement

– Examen de la conformité de l'ensemble des prestations offertes par l'UIT dans le cadre du régime commun des Nations Unies, en vue d'examiner tous les éléments des prestations offertes au personnel conjointement avec d'autres éléments des ressources humaines, de façon à trouver des moyens de réduire la pression sur le budget

– Amélioration des services fournis en matière de ressources humaines

– Evaluation du comportement professionnel et rapports d'évaluation

– Personnel des bureaux régionaux et des bureaux de zone

– Formation en cours d'emploi (sans interruption des fonctions)

– Formation externe (avec interruption des fonctions)

– Représentation géographique

– Equilibre hommes/femmes

– Structure du personnel par âge

– Protection sociale du personnel

– Souplesse des conditions de travail

– Relations entre la direction et le personnel

– Diversité sur le lieu de travail

– Utilisation d'outils de gestion modernes

– Garantie de la sécurité au travail

– Moral du personnel et mesures à prendre pour l'améliorer

– Prise en compte de l'avis de tout le personnel sur divers aspects du travail et des relations au sein de l'organisation au moyen d'enquêtes et de questionnaires (s'il y a lieu), afin de recueillir des données

– Conclusions et propositions fondées sur l'identification et l'analyse des points forts et des points faibles (risques) concernant le développement du personnel de l'Union et propositions de modification du Statut du personnel et du Règlement du personnel

– Mesures propres à faciliter le recrutement des femmes, comme indiqué dans l'Annexe 2 de la présente résolution.

ANNEXE 2 DE LA RÉSOLUTION 48 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Faciliter le recrutement des femmes à l'UIT

1 L'UIT devrait diffuser les avis de vacance le plus largement possible, afin d'encourager les candidatures féminines.

2 Les Etats Membres de l'UIT sont encouragés à mettre en avant des candidates.

3 Dans les avis de vacance, les candidatures féminines devraient être encouragées.

4 Il conviendrait de modifier les procédures de recrutement à l'UIT, afin de faire en sorte que, si le nombre de candidatures le permet, à chaque étape de la sélection, 50 pour cent de tous les candidats retenus en vue de l'étape suivante soient des femmes.

5 Si les objectifs en matière de parité hommes/femmes ne sont pas atteints pour certains grades, le responsable du recrutement rédigera une note pour justifier la proposition d'un candidat qui n'améliore pas la représentation hommes-femmes à l'UIT.

**Motifs:** La CITEL propose d'apporter des modifications à la Résolution 48 de la Conférence de plénipotentiaires pour les raisons ci-après:

Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies a demandé à toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies d'élaborer leur stratégie sur la parité hommes/femmes, afin de mettre en oeuvre la stratégie lancée en septembre 2017 par le Secrétaire général de l'ONU à l'échelle du système des Nations Unies.

A la session de 2018 du Conseil de l'UIT, le Secrétaire général a soumis un rapport (Document C18/63-F) sur la stratégie de l'UIT en matière de parité hommes/femmes, qui contient trois (3) recommandations principales ainsi que des propositions de modification de l'Annexe 2 de la Résolution 48 (Faciliter le recrutement des femmes à l'UIT) visant à exploiter toutes les possibilités d'améliorer l'équilibre hommes-femmes au sein du personnel de l'Union à tous les niveaux. Bien que le Conseil ait été invité à approuver la stratégie sur la parité hommes/femmes, certains Etats Membres ont fait valoir que les mesures qui s'imposent ne pouvaient être prises à la session de 2018 du Conseil. En conséquence, la décision a été reportée à la Conférence de plénipotentiaires de 2018.

La CITEL est d'avis que la mise en oeuvre de la stratégie sur la parité hommes/femmes à l'échelle du système des Nations Unies est un impératif fonctionnel urgent dont il faut tenir compte si l'on veut renforcer et moderniser l'UIT et, surtout, si l'on veut garantir un processus d'affectation du personnel équitable et transparent au plus haut niveau de l'Union.

MOD IAP/63A1/3

RÉSOLUTION 188 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Lutter contre la contrefaçon de dispositifs de télécommunication fondés sur   
les technologies de l'information et de la communication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 177 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur la conformité et l'interopérabilité;

*b)* la Résolution 47 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), intitulée "Mieux faire connaître et appliquer les Recommandations de l'UIT dans les pays en développement[[3]](#footnote-3)1, y compris les essais de conformité et d'interopérabilité des systèmes produits sur la base de Recommandations de l'UIT";

*c)* la Résolution 79 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur le rôle des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la lutte contre la contrefaçon de dispositifs de télécommunication/TIC et le traitement de ce problème;

*d)* la Résolution 96 (Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, sur les études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT visant à lutter contre la contrefaçon des dispositifs de télécommunication/technologies de l'information et de la communication,

reconnaissant

*a)* que l'augmentation notable des ventes et de la circulation de dispositifs de télécommunication/TIC de contrefaçon sur les marchés a des incidences négatives pour les gouvernements, les fabricants, les fournisseurs et les consommateurs;

*b)* que les dispositifs de télécommunication/TIC de contrefaçon risquent de nuire à la sécurité et à la qualité de service pour les utilisateurs;

*c)* que les dispositifs de télécommunication/TIC de contrefaçon présentent souvent une teneur en substances dangereuses supérieure à la limite autorisée ou inacceptable, ce qui représente une menace pour les consommateurs et l'environnement;

*d)* que plusieurs pays ont organisé des campagnes de sensibilisation et mis en place des pratiques et des réglementations sur leurs marchés, afin de limiter la contrefaçon de produits et de dispositifs et de décourager cette pratique, lesquelles ont eu des effets positifs, et que les pays en développement pourraient tirer parti de cette expérience;

*e)* que les dispositifs mobiles sont dotés d'identifiants de dispositifs uniques, de façon à limiter et à prévenir la multiplication des dispositifs mobiles de contrefaçon;

*f)* que des initiatives ont été prises par le secteur privé pour établir une collaboration entre les opérateurs, les fabricants et les consommateurs;

*g)* que les Etats Membres rencontrent d'importantes difficultés pour trouver des solutions efficaces au problème de la contrefaçon de dispositifs, étant donné que les personnes qui se livrent à cette activité illicite ont recours à des méthodes novatrices et innovantes pour se soustraire aux mesures d'exécution ou aux mesures prévues par la loi;

*h)* que les Programmes de l'UIT sur la conformité et l'interopérabilité ainsi que sur la réduction de l'écart en matière de normalisation visent à contribuer à clarifier les processus de normalisation et la conformité des produits aux normes internationales;

*i)* que l'un des principaux objectifs des recommandations de l'UIT devrait être d'assurer l'interopérabilité, la sécurité et la fiabilité,

considérant

*a)* que, d'une manière générale, les dispositifs de télécommunication/TIC qui ne sont pas conformes aux processus de conformité nationaux applicables, aux prescriptions réglementaires nationales ou aux autres dispositions juridiques applicables, devraient être considérés comme non autorisés à la vente ou en vue de leur utilisation sur les réseaux de télécommunication du pays concerné;

*b)* que l'UIT et les parties prenantes intéressées ont un rôle déterminant à jouer en encourageant la coordination entre les parties concernées pour étudier les conséquences de la contrefaçon de dispositifs et le mécanisme à mettre en place afin de les limiter et pour définir des moyens de traiter cette question aux niveaux international et régional;

*c)* que la Commission d'études 11 de l'UIT-T travaille actuellement à l'élaboration de rapports techniques et de recommandations en vue de lutter contre les produits TIC de contrefaçon et de qualité médiocre;

*d)* qu'il est important que les utilisateurs puissent bénéficier en permanence d'une connectivité,

consciente

*a)* du fait que les gouvernements jouent un rôle important dans la lutte contre la production et le commerce international de dispositifs de contrefaçon en élaborant des stratégies, des politiques et des législations appropriées;

*b)* des travaux et études connexes effectués par les Commissions d'études 5, 17 et 20 de l'UIT-T, ainsi que des mandats actuels des Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D;

*c)* du fait que l'altération volontaire des identificateurs de dispositifs uniques limite l'efficacité des solutions adoptées par des pays;

*d)* qu'il existe une coopération continue avec l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les questions relatives à la contrefaçon de produits,

décide de charger les Directeurs des trois Bureaux

1 d'aider les Etats Membres à répondre à leurs préoccupations en matière de contrefaçon de dispositifs de télécommunication/TIC, dans le cadre de l'échange d'informations au niveau régional ou mondial, y compris en ce qui concerne les systèmes d'évaluation de la conformité;

2 d'aider tous les membres, compte tenu des recommandations UIT-T pertinentes, à prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou mettre en évidence l'altération volontaire ou la duplication des identificateurs de dispositif uniques, en collaborant avec les autres organisations de normalisation des télécommunications s'occupant de ces questions,

invite les Etats Membres

1 à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la contrefaçon de dispositifs de télécommunication/TIC et à examiner leur réglementation;

2 à coopérer et à échanger des avis spécialisés entre eux dans ce domaine;

3 à encourager la participation aux programmes de lutte contre la contrefaçon de dispositifs de télécommunication/TIC menés par le secteur privé,

invite tous les membres

1 à participer activement aux études de l'UIT relatives à la lutte contre la contrefaçon de dispositifs de télécommunication/TIC, en soumettant des contributions;

2 à prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou mettre en évidence l'altération volontaire des identificateurs de dispositifs de télécommunication/TIC uniques,

invite en outre les Etats Membres et les Membres de Secteur

à tenir compte des cadres juridiques et réglementaires d'autres pays concernant les équipements qui nuisent à la qualité de l'infrastructure et des services de télécommunications de ces pays, en prenant notamment en considération les préoccupations des pays en développement en matière de contrefaçon d'équipements.

**Motifs:** L'objectif des modifications apportées à la Résolution 188 – *Lutter contre la contrefaçon de dispositifs de télécommunication fondés sur les technologies de l'information et de la communication* est le suivant:

a) mettre à jour les Résolutions de la Conférence de plénipotentiaires citées en référence et apporter plusieurs modifications de forme pour rendre le texte plus fluide;

b) modifier le texte du point *f)* du *reconnaissant*:

Le texte proposé vise à reconnaître que les dispositifs mobiles sont dotés d'identifiants de dispositifs uniques, de façon à limiter et à prévenir la multiplication des dispositifs mobiles de contrefaçon. Cependant, il conviendrait de ne plus faire mention de solutions techniques précises, telles que les identités internationales d'équipement mobile (IMEI).

c) supprimer la mention des solutions techniques précises au point *e)* du *reconnaissant*.

Dans ses Résolutions, la Conférence de plénipotentiaires devrait donner des instructions de haut niveau et se garder de prescrire des approches ou de suggérer des solutions techniques précises. Il devrait appartenir aux membres de l'UIT d'examiner et de déterminer les solutions appropriées.

MOD IAP/63A1/4

RÉSOLUTION 165 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Délais de présentation des propositions et procédures d'inscription des participants aux conférences et assemblées de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

*a)* le numéro 224 de la Constitution de l'UIT, aux termes duquel tout Etat Membre peut proposer tout amendement à la Constitution, sous réserve qu'une telle proposition parvienne au Secrétaire général au plus tard huit mois avant la date d'ouverture fixée pour la Conférence de plénipotentiaires;

*b)* le numéro 519 de la Convention de l'UIT, en vertu duquel les amendements à la Convention doivent parvenir au Secrétaire général au plus tard huit mois avant la date d'ouverture fixée pour la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* la Résolution 114 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires, relative à l'interprétation des numéros 224 de la Constitution et 519 de la Convention,

reconnaissant en outre

*a)* la section 8 des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union relative aux délais et modalités de présentation des propositions et des rapports aux conférences;

*b)* la section 17 des Règles générales, relative aux propositions ou amendements présentés au cours de la conférence,

considérant

la Décision 556 adoptée par le Conseil de l'UIT à sa session de 2016, concernant la soumission de documents aux sessions du Conseil, qui indique que toutes les contributions devraient être soumises au plus tard 21 jours calendaires avant l'ouverture d'une session du Conseil, afin de pouvoir assurer leur traduction dans les délais voulus et leur examen approfondi pendant la session du Conseil,

notant

*a)* que les présentations tardives alourdissent non seulement la charge de travail du Secrétariat de l'UIT lors du traitement de ces contributions, mais désavantagent également les délégations, en particulier les petites délégations, lorsqu'il s'agit de les lire et de définir leurs positions en temps voulu et de façon utile;

*b)* que les contributions tardives nuisent par ailleurs au bon fonctionnement des conférences, assemblées et réunions de l'UIT ainsi que de leurs commissions et groupes de travail;

*c)* qu'il est nécessaire de fixer dans l'avenir un délai raisonnable pour la soumission des documents aux réunions susmentionnées de l'Union,

tenant compte

d'une proposition soumise à la Conférence de plénipotentiaires de 2010, dans laquelle il est demandé au Conseil, après consultation du Secrétariat général et des directeurs des trois Bureaux, d'étudier, conjointement avec les groupes consultatifs des Secteurs, la question de l'harmonisation des délais de présentation des documents et des procédures régissant l'inscription aux réunions de l'Union,

décide

d'établir un délai fixe pour la présentation de toutes les contributions, exception faite des délais indiqués aux points a) et b) du reconnaissant ci-dessus, d'au plus tard vingt-et-un jours calendaires avant l'ouverture des conférences et assemblées de l'Union, y compris des Conférences de plénipotentiaires, afin de pouvoir assurer leur traduction dans les délais voulus et leur examen approfondi par les délégations,

charge le Secrétaire général, après consultation des directeurs des Bureaux

1 d'établir de façon suivie un rapport à l'intention du Conseil sur les questions susmentionnées, notamment sur les incidences financières pertinentes;

2 d'étudier, conjointement avec les groupes consultatifs des Secteurs, le cas échéant, la question de l'harmonisation des délais de présentation des propositions et des procédures régissant l'inscription aux réunions de l'Union.

**Motifs:** La CITEL propose d'apporter les modifications ci-dessus à la Résolution 165 de la Conférence de plénipotentiaires. En effet, les délais actuellement fixés pour la soumission des contributions imposent une lourde charge au Secrétariat de l'UIT, qui doit les faire traduire, et pose des problèmes aux Etats Membres du Conseil qui ont à examiner comme il se doit les questions et propositions contenues dans ces contributions. Il est de la plus haute importance que les participants aux réunions aient suffisamment de temps pour examiner la nature des questions soulevées dans les propositions.

MOD IAP/63A1/5

DÉCISION 11 (Rév. dubaï, 2018)

Création et gestion des groupes de travail du Conseil

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que l'objet de l'Union est énoncé dans l'article 1 de la Constitution de l'UIT;

*b)* que, aux termes de l'article 7 de la Constitution, le Conseil de l'UIT agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* que, aux termes de l'article 10 de la Constitution, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle‑ci;

*d)* que la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, intitulée "Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023", identifie les questions, objectifs, stratégies et priorités essentiels de l'ensemble de l'Union, pour chacun des Secteurs et pour le Secrétariat général;

*e)* que le Conseil, à sa session de 2016, a adopté la Résolution 1333 révisée, relative aux principes directeurs régissant la création, la gestion et la cessation des activités des groupes de travail du Conseil;

*f)* la Résolution 70 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, la promotion de l'égalité hommes/femmes et l'autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication,

considérant en outre

*a)* que le calendrier actuel du Conseil et de ses Groupes de travail a fait peser une pression considérable sur les ressources des Etats Membres et des Membres de Secteur;

*b)* que les contraintes liées à la conjoncture économique mondiale ont également pour effet d'alourdir encore les exigences croissantes imposées aux activités de l'Union et de mettre en évidence le peu de ressources émanant des Etats Membres et des Membres de Secteur;

*c)* que, compte tenu de la crise économique à laquelle l'Union, les Etats Membres et les Membres de Secteur doivent donc faire face, il faut d'urgence réfléchir à des moyens novateurs de rationaliser les coûts internes, d'optimiser l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité,

reconnaissant

que le Conseil a systématiquement nommé des candidats compétents et qualifiés à la direction des groupes de travail, mais qu'il demeure nécessaire de promouvoir et d'améliorer l'application du principe de répartition géographique équitable et l'équilibre homme/femmes,

décide

1 que le Conseil doit décider de créer des groupes de travail sur la base des questions, objectifs, stratégies et priorités essentiels identifiés dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018)[[4]](#footnote-4)1;

2 que le Conseil doit décider du mandat et des méthodes de travail des groupes de travail, conformément au Règlement intérieur du Conseil;

3 que, lorsqu'un Groupe de travail du Conseil est créé, le Conseil doit en définir clairement le mandat et éviter, dans la mesure du possible, tout double emploi et toute répétition des tâches avec d'autres Groupes de travail du Conseil et commissions d'études des Secteurs;

4 que le Conseil devra décider de la direction des groupes de travail, en tenant compte du *reconnaissant* ci-dessus, en vue de promouvoir et d'améliorer, entre autres, l'application du principe de répartition géographique équitable et l'équilibre hommes/femmes;

5 que le Conseil doit examiner en permanence le nombre et le mandat des Groupes de travail du Conseil, ainsi que l'état d'avancement de l'exécution de leur mandat, tel qu'établi par la Conférence de plénipotentiaires ou le Conseil;

6 que, compte tenu des résultats de l'examen mené au titre du point 4 du *décide*, le Conseil doit renouveler ou modifier le mandat de chaque Groupe de travail du Conseil ou y mettre fin, selon le cas, et conformément aux décisions pertinentes de la Conférence de plénipotentiaires, le cas échéant;

7 que, dans la mesure du possible, le Conseil devra fusionner certains groupes de travail existants, afin d'en réduire le nombre et de limiter également le nombre et la durée de leurs réunions, en vue d'éviter la répétition des tâches et de réduire autant que possible les incidences budgétaires;

8 que, dans la mesure du possible, le Conseil devra intégrer les réunions des groupes de travail dans l'ordre du jour et le temps alloué aux sessions annuelles du Conseil;

9 que tous les Groupes de travail du Conseil devront faire l'objet d'un examen à la séance finale du Conseil qui se tiendra avant la Conférence de plénipotentiaires;

10 que, s'il n'est pas possible de satisfaire aux dispositions du point 7 du *décide* ci-dessus, il conviendra d'organiser au même endroit les réunions de différents groupes, pour qu'elles puissent se tenir les unes à la suite des autres ou en parallèle;

11 que le Conseil devra examiner les résultats des mesures qu'il aura prises à cet égard à ses sessions ordinaires ultérieures.

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter à la Décision 11 de la Conférence de plénipotentiaires visent à:

• mettre davantage l'accent sur le rôle du Conseil dans l'examen des travaux des Groupes de travail du Conseil, et lorsqu'il s'agit de fusionner, de dissoudre ou de modifier ces groupes dans un souci d'efficience et d'efficacité;

• faire en sorte que les travaux des Groupes de travail du Conseil ne fassent pas double emploi avec ceux menés par les commissions d'études des Secteurs;

• indiquer clairement que les Groupes de travail du Conseil devraient faire l'objet d'un examen à la séance finale du Conseil qui se tient avant la Conférence de plénipotentiaires.

ADD IAP/63A1/6

Projet de nouvelle dÉcision [IAP-1]

Création d'un Groupe de travail du Conseil sur l'administration et la gestion

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que l'objet de l'Union est énoncé dans l'article 1 de la Constitution de l'UIT;

*b)* que, aux termes de l'article 7 de la Constitution, le Conseil de l'UIT agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* que, aux termes de l'article 10 de la Constitution, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle‑ci;

*d)* qu'en vertu du numéro 74A de la Constitution, le Secrétaire général est chargé de fournir les données nécessaires à l'élaboration d'un plan stratégique;

*e)* que, conformément au numéro 70A de la Constitution, le Conseil établit un rapport sur la politique et sur la planification stratégique recommandées pour l'Union ainsi que sur leurs répercussions financières, sur la base des données visées au point *d)* du *considérant* ci-dessus;

*f)* que, conformément aux numéros 61 et 61A de la Convention, le Conseil examine régulièrement le Plan stratégique de l'Union;

*g)* que les numéros 62A et 62B de la Convention définissent notamment les procédures et le calendrier pour l'élaboration du Plan stratégique de l'Union;

*h)* que la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, intitulée "Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023", identifie les questions, objectifs, stratégies et priorités essentiels de l'ensemble de l'Union, pour chacun des Secteurs et pour le Secrétariat général;

*i)* que conformément à la Résolution 72 (Rév. Busan, 2014), les progrès réalisés dans l'accomplissement des objectifs de l'UIT peuvent être mesurés et notablement améliorés grâce à la coordination des plans stratégique, financier et opérationnel;

*j)* la Résolution 151 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur la mise en oeuvre de la gestion axée sur les résultats à l'UIT,

reconnaissant

*a)* qu'un processus d'évaluation et d'examen réguliers est essentiel pour mettre en œuvre avec succès la gestion axée sur les résultats, afin d'instaurer un environnement dynamique, éclairé et tourné vers l'avenir, d'appuyer la mise en oeuvre d'une stratégie efficace de gestion des risques et de permettre à l'UIT de suivre et d'examiner attentivement les cibles stratégiques, les résultats et les produits définis dans le plan stratégique;

*b)* que les membres devraient participer activement à l'élaboration des plans opérationnels de l'UIT;

*c)* que le fait de transformer la planification stratégique en un processus permanent permet de sensibiliser davantage les membres et le personnel de l'UIT et de renforcer leur participation;

*d)* la nécessité de traiter les questions importantes relatives aux ressources humaines et aux ressources financières de l'Union de la façon la plus efficace et cohérente possible,

notant

que, dans le rapport du Secrétaire général sur le mandat actuel des Groupes de travail du Conseil et sur les chevauchements possibles de leurs activités avec celles d'autres instances (Document C16/55), il est noté que le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (GTC-FHR) fournit un appui au Conseil pour assurer le suivi de la mise en oeuvre, dans la pratique, du plan stratégique et des plans opérationnels, même si cette tâche ne figure pas expressément dans son mandat,

décide

1 d'établir un nouveau Groupe de travail du Conseil sur l'administration et la gestion (GTC‑ADM) pour examiner la gestion et l'administration globales de l'Union, y compris les mesures à prendre pour moderniser et améliorer la structure de la gouvernance, les méthodes de travail et les procédures d'élection de l'Union, ainsi que les questions actuellement examinées par le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (GTC-FHR);

2 de dissoudre le GTC-FHR;

3 que le GTC-ADM sera ouvert à tous les Etats Membres et Membres de Secteur et aura pour mandat:

a) d'examiner la mise en oeuvre de la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée "Plan stratégique de l'Union pour 2020-2023:

– en analysant et évaluant la mise en oeuvre des plans stratégique, financier et opérationnels au moyen des indicateurs de performance, des objectifs et des produits recensés dans la Résolution et en proposant des améliorations au Conseil;

– en analysant les rapports d'activité annuels et les recommandations établis par le Secrétaire général, les Directeurs des trois Bureaux et les Groupes consultatifs des Secteurs sur la mise en oeuvre du plan stratégique;

b) d'examiner la mise en oeuvre de la Résolution 72 (Rév. Busan, 2014), intitulée "Coordination des planifications stratégique, financière et opérationnelle à l'UIT", et de la Résolution 151 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur la mise en oeuvre de la gestion axée sur les résultats à l'UIT;

c) d'examiner les projets de plan opérationnel élaborés par le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux (en collaboration avec les groupes consultatifs des Secteurs et le GTC-ADM) et de proposer des modifications au Conseil, en vue de garantir la coordination de ces plans avec les plans stratégique et financier et de renforcer leur rôle dans la réalisation des buts et des objectifs stratégiques de l'Union;

d) d'examiner la mise en oeuvre de la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018) et les instructions données au Secrétaire général ainsi qu'aux Directeurs des Bureaux avant qu'elles soient soumises au Conseil;

e) sur la base des contributions des Etats Membres et des Membres des Secteurs, des contributions du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux, ainsi que des résultats des travaux des groupes consultatifs des Secteurs et des conférences/assemblées mondiales, d'élaborer le projet de plan stratégique et les projets de plans financiers et de les présenter à la dernière session ordinaire du Conseil qui se tiendra avant la Conférence de plénipotentiaires de 2022 et de soumettre au Conseil des propositions pertinentes visant à moderniser et à améliorer la structure, les méthodes de travail et les procédures d'élection de l'Union;

f) de soumettre au Conseil des rapports assortis de recommandations, pour examen et approbation;

4 que le GTC-ADM tiendra deux réunions par an d'une durée de trois jours, en octobre et en janvier, afin de ménager la possibilité d'examiner et d'intégrer, le cas échéant, les conclusions des rapports du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG) établis conformément à la Résolution 162 (Rév. Busan, 2014), et les rapports du vérificateur extérieur des comptes conformément à la Résolution 94 (Rév. Busan, 2014),

charge le Conseil, à sa session extraordinaire qui se tiendra immédiatement après la présente Conférence,

de créer le GTC-ADM,

charge le Conseil, à sa session ordinaire,

de modifier toutes les Décisions et Résolutions pertinentes du Conseil afin de mettre en oeuvre la présente Décision.

|  |  |
| --- | --- |
|  | RÈGLES GÉNÉRALES RÉGISSANT LES CONFÉRENCES, ASSEMBLÉES ET RÉUNIONS DE L'UNION |
|  | CHAPITRE III  Procédures d'élection |
|  | 32 Règles de procédure applicables à l'élection du Secrétaire général, du Vice-Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux des Secteurs |

ADD IAP/63A1/7

|  |  |
| --- | --- |
| 178A | *aa)* Les auditions des candidats sont menées la veille du premier jour de la session annuelle du Conseil, au moins six mois avant la Conférence de plénipotentiaires. Les auditions sont ouvertes à tous les Etats Membres. Les candidats seront invités à faire un bref exposé, indiquant ce qu'ils envisagent pour l'UIT, qui sera suivi d'une séance de questions-réponses. Le temps imparti aux candidats pour présenter leur exposé et pour la séance de questions-réponses sera déterminé en fonction du nombre de candidats. Le temps imparti sera le même pour tous les candidats. |

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter aux "Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union" et le projet de nouvelle Décision ont trois objectifs principaux\*:

1) mettre en place un processus d'auditions pour les candidats aux postes de fonctionnaires élus;

2) modifier l'Article 12.2 du Statut du personnel de l'UIT, pour permettre la mise en oeuvre des nouvelles lignes directrices de l'UIT en matière d'éthique et assurer l'équilibre entre les fonctionnaires élus de l'UIT et les fonctionnaires de l'UIT pour ce qui est des conditions applicables aux candidatures;

3) élaborer les procédures applicables aux auditions.

\* Cette question est traitée de manière détaillée dans le Document [C18/95 (Contribution de la République fédérative du Brésil – Mise en place d'auditions pour les candidats aux postes de fonctionnaires élus)](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0095/en) du Conseil de l'UIT.

MOD IAP/63A1/8

RÉSOLUTION 146 (Rév. dubaï, 2018)

Examen et révision périodiques du Règlement des télécommunications internationales

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* l'article 25 de la Constitution de l'UIT sur les conférences mondiales des télécommunications internationales (CMTI);

*b)* le numéro 48 de l'article 3 de la Convention de l'UIT "Autres conférences et assemblées";

*c)* que conformément au point *e)* du *reconnaissant* de la Résolution 4 (Dubaï, 2012) de la CMTI "Examen périodique du Règlement des télécommunications internationales", le Règlement des télécommunications internationales comprend des principes directeurs de haut niveau qui ne devraient pas nécessiter d'amendements fréquents mais qui, au vu de l'évolution rapide du secteur des télécommunications/TIC, devront peut-être faire l'objet d'un examen périodique,

considérant

*a)* que, dans sa Résolution 146 (Rév. Busan, 2014), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Secrétaire général de soumettre le rapport final du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI) à la session de 2018 du Conseil, pour qu'il l'examine, le publie et le transmette ensuite à la Conférence de plénipotentiaires de 2018;

*b)* que le groupe EG-RTI a tenu quatre réunions en 2017 et en 2018 et a présenté son rapport final à la session de 2018 du Conseil;

*c)* que le rapport présente tous les différents avis formulés sur toutes les questions qui sont examinées par le groupe EG-RTI, conformément à son mandat,

décide

1 de mettre fin aux activités du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI);

2 qu'un examen du Règlement des télécommunications internationales (RTI) dans sa version de 2012 sera réalisé par le Conseil sur la base des contributions soumises par les groupes consultatifs des Secteurs et les commissions d'études de l'UIT, chacun selon ses rôles et ses objectifs,

charge le Conseil

d'examiner les contributions des groupes consultatifs des Secteurs, en prenant l'avis des commissions d'études, concernant l'examen du RTI dans sa version de 2012,

prie les trois Secteurs

1 chacun dans son domaine de compétence, en prenant l'avis des groupes consultatifs concernés, de contribuer à l'examen du RTI dans sa version de 2012 sur la base des contributions des Etats Membres et des Membres de Secteur soumises aux commissions d'études, et d'établir un rapport sur les résultats de cet examen qui sera examiné par le Conseil;

2 de soumettre les résultats des travaux effectués par leur Secteur au Conseil;

3 d'étudier la possibilité d'accorder des bourses, lorsque des ressources sont disponibles, aux pays classés par l'ONU comme pays en développement ou pays les moins avancés, afin d'accroître leur participation à l'examen du RTI dans sa version de 2012,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

à soumettre des contributions relatives à l'examen du Règlement des télécommunications internationales dans sa version de 2012 au Conseil, aux groupes consultatifs des Secteurs et aux commissions d'études concernées,

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter à la Résolution 146 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires visent à remplir deux grands objectifs:

1) Mettre fin aux activités du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI), étant donné qu'il a mené à bien son mandat.

2) Permettre à l'UIT de poursuivre l'examen du RTI dans le cadre de sa structure actuelle, en s'appuyant sur les contributions reçues, sans faire appel à un groupe de travail précis.

MOD IAP/63A1/9

RÉSOLUTION 66 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Documents et publications de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* le numéro 484 de la Convention de l'UIT;

*b)* la nécessité d'assurer une commercialisation et une diffusion efficaces des documents et des publications de l'Union pour encourager l'utilisation accrue des recommandations et des autres publications de l'UIT;

*c)* l'évolution du traitement et de la transmission électroniques de l'information;

*d)* la constante mise au point de nouvelles techniques de publication et méthodes de distribution;

*e)* l'utilité d'une coopération avec les organismes qui travaillent à l'élaboration des normes pertinentes;

*f)* l'importance que revêtent toujours les droits d'auteur dont jouit l'Union en ce qui concerne ses publications;

*g)* la nécessité de tirer des recettes des publications;

*h)* la nécessité de mettre en œuvre un processus rapide et efficace de normalisation à l'échelle mondiale;

*i)* les politiques de fixation des prix d'autres organes de normalisation compétents;

*j)* l'importance que revêtent les documents en format libre aux fins d'accessibilité;

considérant en outre

*a)* que l'un des objectifs premiers de l'Union est d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;

*b)* qu'il est nécessaire de poursuivre une politique cohérente de financement et de fixation des prix, qui reflète les coûts de production, de commercialisation et de distribution, tout en garantissant la continuité des publications, y compris la mise au point de nouveaux produits et le recours à des circuits/méthodes de diffusion modernes;

*c)* les activités menées par la Coalition dynamique sur l'accessibilité et le handicap (DCAD) du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), appuyées par le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB), et le partenariat entre l'UIT-T et la DCAD pour optimiser les avantages que peuvent retirer tous les secteurs de la communauté mondiale actifs dans les domaines de la communication électronique et de l'information en ligne sur Internet,

décide

1 que les documents destinés à faciliter la mise au point rapide de recommandations de l'Union doivent également être disponibles sous forme électronique et en format libre, et être accessibles à tous les Etats Membres, Membres des Secteurs et Associés;

2 que les documents devraient être publiés dans divers formats libres, à savoir des formats de fichier de données qui sont fondés sur une norme ouverte, élaborée par une communauté ouverte, confirmée et tenue à jour par un organisme de normalisation, très détaillée et accessible au public;

3 que, nonobstant les objectifs de l'accès en ligne gratuit, les publications de l'Union, y compris toutes les recommandations des Secteurs de l'Union, doivent elles aussi, au besoin, être rendues accessibles aux Etats Membres, aux Membres des Secteurs et aux Associés ainsi qu'au grand public sous forme électronique et par la vente ou la diffusion électronique contre paiement approprié effectué à l'Union pour toute publication ou série de publications demandée;

4 que quiconque obtient ou achète une publication de l'Union, sous quelque forme que ce soit, s'engage à respecter les droits d'auteur de l'Union qui y sont énoncés;

5 qu'une publication contenant une recommandation d'un Secteur de l'UIT obtenue auprès de l'UIT, sous quelque forme que ce soit, peut être utilisée par l'entité qui la reçoit ou qui l'achète pour, notamment, faire progresser les travaux de l'Union ou de tout organisme ou instance de normalisation compétent élaborant des normes connexes, pour fournir des directives destinées à la conception et à la mise en œuvre de produits ou de services, ou pour compléter la documentation relative à un produit ou à un service;

6 que rien de ce qui précède ne saurait porter atteinte aux droits d'auteur détenus par l'Union, de sorte que toute personne ou entité qui souhaite reproduire ou copier, en totalité ou en partie, des publications de l'Union en vue de les revendre devra obtenir un accord à cette fin;

7 d'établir une politique de double prix, selon laquelle les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés acquittent un prix calculé sur la base du recouvrement des coûts, tandis que toutes les autres entités, c'est-à-dire les entités non membres, acquittent "le prix du marché"[[5]](#footnote-5)1,

charge le Secrétaire général

1 de prendre les mesures nécessaires pour faciliter la mise en œuvre de la présente Résolution;

2 de mettre en œuvre des stratégies et des mécanismes, compte tenu des contraintes financières de l'Union, afin de permettre à l'ensemble des Etats Membres, des Membres des Secteurs et des Associés d'acquérir et d'utiliser les moyens nécessaires pour accéder aux documents et aux publications de l'Union existant sur support électronique;

3 de veiller à ce que le prix de tous les types de publication de l'Union soit raisonnable, afin d'encourager leur diffusion à grande échelle;

4 de mener des consultations avec les groupes consultatifs des trois Secteurs de l'UIT, afin que ceux-ci collaborent à l'établissement et à la mise à jour d'une politique en matière de documentation et de publication;

5 de faire rapport chaque année au Conseil de l'UIT,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

de mettre en œuvre en priorité, en étroite coordination avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications, des stratégies et des mécanismes visant à encourager et à faciliter l'utilisation efficace, par les pays en développement, et en particulier par les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition, des documents et publications mis sur le web.

**Motifs:** Ces modifications visent à encourager et à renforcer les mesures propres à faire de l'UIT une organisation sans papier et plus accessible.

MOD IAP/63A1/10

RÉSOLUTION 157 (RÉv. DUBAÏ, 2018)

Renforcer les fonctions d'exécution et de suivi de projets à l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* le numéro 118 de la Constitution de l'UIT qui met en exergue la double responsabilité de l'Union en tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies et agent d'exécution pour la mise en œuvre de projets dans le cadre du système de développement des Nations Unies ou d'autres arrangements de financement, afin de faciliter et d'améliorer le développement des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) en offrant, organisant et coordonnant les activités de coopération et d'assistance techniques;

*b)* la Résolution 34 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, relative à l'assistance et à l'appui aux pays ayant des besoins spéciaux pour la reconstruction de leur secteur des télécommunications;

*c)* la Résolution 135 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à d'autres programmes du système des Nations Unies et à d'autres arrangements de financement, par laquelle le Conseil de l'UIT est chargé de prendre toute mesure nécessaire pour assurer un maximum d'efficacité à la participation de l'Union aux activités du PNUD et à d'autres arrangements de financement;

*d)* la Résolution 52 (Rév. Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), sur le renforcement du rôle d'agent d'exécution du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D), qui met l'accent sur l'importance que revêtent l'établissement de partenariats entre secteur public et secteur privé en tant que moyen efficace pour mettre en œuvre des projets de l'UIT durables et le recours aux compétences localement disponibles dans l'exécution de projets de l'UIT à l'échelle régionale ou nationale;

*e)* la Résolution 17 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur la mise en oeuvre aux niveaux national, régional, interrégional et mondial des initiatives régionales approuvées par les régions;

*f)* l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence relative aux mesures de réduction des dépenses, dans laquelle la Conférence de plénipotentiaires souligne l'importance de la coordination avec les organisations régionales, en vue de mettre en commun les ressources disponibles et de réduire au minimum les coûts de participation,

reconnaissant

*a)* que, pour pouvoir fournir une assistance technique et des avis aux pays en développement et s'acquitter de son rôle d'agent d'exécution de projets de développement, l'UIT a besoin des fonds nécessaires à leur mise en oeuvre;

*b)* que le financement émanant du PNUD et d'autres institutions internationales de financement pour la mise en oeuvre de projets continue d'être insuffisant;

*c)* qu'il faut encourager une plus grande interaction avec les Etats Membres, les Membres de Secteur, les institutions de financement et les organisations régionales ou internationales, afin de trouver d'autres moyens de financement pour la mise en oeuvre de ces projets;

*d)* qu'il est important de promouvoir les partenariats public-privé, notamment, pour garantir un accès financièrement abordable, équitable et universel aux télécommunications/TIC,

notant

*a)* qu'à long terme, le rôle de l'UIT-D dans la mise en œuvre de projets de coopération technique avec des pays en développement[[6]](#footnote-6)1, ainsi que dans l'établissement de relations entreprise/client, dépend de la création et du maintien, au sein du secrétariat, d'un niveau de compétences spécialisées permettant au Bureau de développement des télécommunications (BDT) de gérer des projets avec efficacité et efficience et en temps voulu; à cet égard, le renforcement des capacités de formation à l'Union, prévu dans la Résolution 48 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, devrait contribuer à assurer la pérennité des compétences spécialisées requises afin de renforcer la fonction d'exécution de projets;

*b)* que le perfectionnement des compétences spécialisées du BDT en matière de gestion et d'exécution de projets nécessitera également l'amélioration des compétences dans le domaine de la mobilisation des ressources et du financement;

*c)* quel'Union met en oeuvre la budgétisation axée sur les résultats (BAR) et la gestion axée sur les résultats (GAR), pour veiller à ce que les activités menées à bien bénéficient de ressources suffisantes pour permettre d'obtenir les résultats prévus;

*d)* que l'efficacité de la fonction d'exécution de projets de l'UIT serait renforcée grâce à une collaboration et à une coordination plus étroites avec des organisations spécialisées aux niveaux régional et international,

décide de charger le Secrétaire général, en étroite collaboration avec le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de mettre en oeuvre une stratégie visant à renforcer la fonction d'exécution de projets, compte tenu de l'expérience acquise et des enseignements tirés par l'UIT-D, en définissant des méthodes de mise en oeuvre adaptées, des moyens de financement possibles et des partenaires stratégiques pour la mise en oeuvre d'initiatives régionales;

2 de continuer à recenser les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le système des Nations Unies et au sein d'organisations n'en faisant pas partie, en vue de promouvoir ces pratiques lorsque des activités de coopération et d'assistance techniques sont offertes, organisées et coordonnées, conformément au numéro 118 de la Constitution;

3 de faire en sorte que les priorités et les modalités de financement soient définies d'un commun accord avant la mise en oeuvre et l'exécution d'initiatives, afin d'encourager un processus participatif et inclusif associant les Etats Membres et les organisations régionales;

4 de faire en sorte que soient définies les compétences spécialisées requises dans le domaine de la gestion et de l'exécution de projets, ainsi que dans celui de la mobilisation des ressources et du financement;

5 d'encourager les projets élaborés par différentes sources, en tenant compte du Plan stratégique de l'UIT tel qu'adopté dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, en favorisant la participation du public, des organisations régionales, du secteur privé et des milieux universitaires;

6 de privilégier la mise en œuvre de projets à grande échelle, tout en examinant attentivement l'exécution de projets de moindre envergure;

7 de faire en sorte que, à titre d'objectif, au moins 7% des dépenses d'appui liées à l'exécution de projets menés dans le cadre du PNUD ou d'autres arrangements de financement soient recouvrées, tout en ménageant une certaine souplesse pour les négociations lors des discussions sur le financement;

8 de continuer d'examiner le pourcentage des ressources au titre des dépenses d'appui en ce qui concerne ces projets, l'objectif étant d'accroître ces ressources afin d'en tirer parti pour améliorer la fonction de mise en oeuvre;

9 de recruter du personnel qualifié en interne ou à l'extérieur, si nécessaire, dans les limites financières fixées par les Conférences de plénipotentiaires, ou à l'aide de ressources au titre des dépenses d'appui pour ce qui est de ces projets, afin de rendre l'Union mieux à même de s'acquitter de sa responsabilité concernant l'organisation et la coordination des activités de coopération et d'assistance techniques et afin d'assurer la continuité et la pérennité de cette fonction;

10 de promouvoir une collaboration étroite avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications en ce qui concerne la mise en oeuvre des initiatives régionales;

11 de soumettre chaque année au Conseil un rapport détaillé sur les progrès accomplis dans l'exercice des fonctions énoncées au numéro 118 de la Constitution et dans la mise en oeuvre de la présente résolution, qui contient notamment des recommandations sur la manière d'améliorer l'exécution des programmes et des projets à l'UIT, et des renseignements détaillés sur les objectifs, les produits, le financement et les bailleurs de fonds des programmes et des projets;

12 d'étendre la base de données en ligne actuelle de l'UIT-D sur les programmes et projets à tous les Secteurs de l'UIT et au Secrétariat général, afin de permettre une amélioration du suivi pendant toute la durée de leur mise en oeuvre, notamment sous l'angle des objectifs atteints et de l'analyse des coûts, et d'assurer le libre accès de toutes les parties prenantes à cette base de données;

13 d'indiquer clairement les coûts des programmes et des projets de l'UIT dans tous les rapports pertinents concernant le budget,

décide en outre

1 de renforcer la fonction d'exécution de projets, conformément au numéro 118 de la Constitution, lors de la fourniture d'une assistance en matière de coopération technique et de l'exécution de projets, par le biais des mesures suivantes:

i) coopérer avec des bailleurs de fonds, que ce soit au sein du système des Nations Unies, du PNUD ou selon d'autres arrangements de financement, et de multiplier les partenariats avec des Etats Membres, des Membres de Secteur, des institutions financières et des organisations internationales ou régionales, pour le financement des activités liées à la mise en œuvre de la présente résolution;

ii) collaborer et établir des partenariats avec les organisations spécialisées compétentes aux niveaux régional et international, notamment dans les domaines où des compétences spécialisées seraient profitables à l'UIT;

iii) faire appel à des experts locaux ou régionaux lorsque des activités de coopération et d'assistance techniques sont offertes et coordonnées, afin d'optimiser l'utilisation des ressources et de garantir une continuité après la fin du projet;

iv) mettre à la disposition des membres de l'UIT les documents pertinents établis dans le cadre d'une activité de coopération ou d'assistance technique, afin qu'ils puissent être utilisés en vue d'activités à venir;

2 de poursuivre le Programme volontaire spécial de coopération technique du BDT, sur la base de contributions financières, de services d'experts ou de toute autre forme d'assistance, afin de contribuer à mieux satisfaire les demandes des pays en développement dans le domaine des télécommunications/TIC, autant que possible;

3 de continuer de fournir les services d'experts techniques hautement qualifiés qui donneront des avis sur des sujets importants pour les pays en développement, à titre individuel ou collectif, et d'assurer des compétences spécialisées adéquates par le biais de recrutements ou de contrats de courte durée, selon qu'il conviendra,

charge le Conseil

d'encourager un processus participatif et inclusif avec les Etats Membres et les organisations régionales, afin de faire en sorte que les priorités et les modalités de financement possibles soient définies d'un commun accord avant la mise en oeuvre et l'exécution des initiatives,

invite les organisations et les institutions financières régionales et internationales, les équipementiers, les opérateurs et tous les partenaires potentiels

à examiner la possibilité de financer tout ou partie de la mise en œuvre de programmes de coopération visant à développer les télécommunications/TIC, y compris dans le cadre des initiatives approuvées sur le plan régional au titre du Plan d'action de Buenos Aires et conformément à la Résolution 17 (Rév.Buenos Aires, 2017) de la CMDT,

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter à la Résolution 157 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Renforcer la fonction d'exécution de projets à l'UIT" sont les suivantes:

• mises à jour d'ordre rédactionnel;

• intégration de dispositions pertinentes de la Décision 13 intitulée "Mécanisme de suivi des programmes et projets de l'UIT";

• intégration de dispositions pertinentes de la Résolution 135 intitulée "Rôle de l'UIT dans le développement des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication, dans la fourniture d'une assistance technique et d'avis aux pays en développement et dans la mise en œuvre de projets nationaux, régionaux et interrégionaux";

• suppression (SUP) de la Décision 13 et de la Résolution 135.

SUP IAP/63A1/11

DÉCISION 13 (Busan, 2014)

Mécanisme de suivi des programmes et projets de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Décision 13 porte sur la question du suivi de la mise en oeuvre des projets et des programmes de l'UIT. La Résolution 157 a pour objet d'établir la fonction d'exécution de projets à l'UIT. Dans la mesure où ces deux instruments concernent la mise en oeuvre et le suivi des projets, il est possible d'intégrer les dispositions pertinentes de la Décision 13 dans une version révisée de la Résolution 157. Par conséquent, la Décision 13 peut être supprimée.

SUP IAP/63A1/12

RÉSOLUTION 135 (Rév. Busan, 2014)

Rôle de l'UIT dans le développement des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication, dans la fourniture d'une assistance technique et d'avis aux pays en développement[[7]](#footnote-7)1 et dans la mise en oeuvre de projets nationaux, régionaux et interrégionaux

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Résolution 135 est consacrée à la question de la fourniture d'une assistance technique et d'avis dans le cadre de projets et de programmes, mais elle reproduit des dispositions qui figurent dans des Résolutions approuvées par la CMDT. La Résolution 157 a pour objet d'établir la fonction d'exécution de projets à l'UIT. Dans la mesure où ces deux Résolutions portent sur la mise en oeuvre des projets, il est possible d'intégrer dans la Résolution 157 les dispositions pertinentes de la Résolution 135 concernant la fourniture d'une assistance et d'avis aux pays en développement. Par conséquent, la Résolution 135 peut être supprimée.

MOD IAP/63A1/13

RÉSOLUTION 203 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Connectivité aux réseaux large bande

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* les résultats des travaux approfondis menés par la Commission des Nations Unies "Le large bande au service du développement numérique", qui a notamment reconnu, dans ses rapports, qu'il est indispensable de disposer d'une infrastructure large bande, financièrement abordable et accessible, en se fondant sur une politique et une stratégie appropriées, pour encourager l'innovation et stimuler le développement des économies nationales et de l'économie mondiale ainsi que de la société de l'information;

*b)* que, conformément à la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence et au Plan stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023, l'un des buts stratégiques de l'Union est de réduire la fracture numérique et d'offrir un accès large bande à tous;

*c)* l'Avis 2 (Genève, 2013) du cinquième Forum mondial des politiques de télécommunication/technologies de l'information et de la communication intitulé "Promouvoir un environnement propice à la croissance et au développement accrus de la connectivité large bande";

*d)* que la Conférence mondiale de développement des télécommunications (Dubaï, 2014) (CMDT-14) avait pour thème général "Le large bande au service du développement durable";

*e)* la Résolution 77 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT-17 intitulée "Les technologies et les applications large bande au service de la croissance et du développement accrus des services de télécommunication/d'information et de communication et de la connectivité large bande", ainsi que la Question 1/1 relevant de la Commission d'études 1 de l'UIT-D intitulée "Stratégies et politiques pour le déploiement du large bande dans les pays en développement";

*f)* la Résolution 9 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur la participation des pays, en particulier des pays en développement, à la gestion du spectre radioélectrique, la Résolution 10 (Rév. Hyderabad, 2010) de la CMDT sur l'assistance financière pour les programmes nationaux de gestion du spectre et la Résolution 43 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur l'assistance à fournir pour la mise en oeuvre des télécommunications mobiles internationales;

*g)* que, conformément au document d'information élaboré en vue de la session spéciale de la Commission sur le large bande organisée dans le cadre de l'édition de 2017 de la réunion annuelle du Forum économique mondiale de Davos et intitulé "Connecting the Unconnected: Working together to achieve Connect 2020 Agenda Targets" (Connecter ceux qui ne le sont pas encore: Travailler en bonne intelligence pour réaliser les objectifs du Programme Connect 2020), les initiatives en faveur du large bande visent non seulement à réduire la fracture numérique, mais aussi à promouvoir l'autonomie des communautés rurales;

*h)* le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, en particulier, la cible 9.c "Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020";

*i)* l'Objectif 2 du Plan d'action de Buenos Aires (CMDT-17) intitulé "Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC: Promouvoir le développement d'infrastructures et de services", et les activités associées visant à collecter et à diffuser des informations et des analyses sur l'état actuel de l'infrastructure dorsale large bande et des câbles sous-marins, afin d'aider les membres à planifier leurs réseaux en évitant toute dispersion des efforts et des ressources, et à diffuser des informations,

notant

*a)* que la connectivité large bande rend les familles, les personnes, les sociétés et les entreprises plus autonomes, et joue un rôle fondamental dans le développement social, économique, culturel et environnemental de l'ensemble de la société;

*b)* l'importance de la connectivité large bande pour faciliter la fourniture d'une gamme plus complète de services et d'applications, promouvoir les investissements, fournir un accès à l'Internet à des prix abordables, tant aux utilisateurs existants qu'aux nouveaux utilisateurs dans les communautés mal desservies ou non desservies, et réduire la fracture numérique existante;

*c)* que la connectivité large bande peut jouer un rôle déterminant dans la fourniture d'informations essentielles dans les situations d'urgence et pour les opérations de secours en cas de catastrophe;

*d)* que l'élaboration et la mise en oeuvre, au niveau national, de plans, de politiques ou de stratégies sur le large bande sont essentielles pour le développement social, économique, culturel et environnemental,

reconnaissant

*a)* que la connectivité aux réseaux large bande est directement et indirectement assurée et facilitée par un grand nombre de technologies différentes, y compris des technologies fixes et mobiles de Terre et des technologies fixes et mobiles par satellite;

*b)* qu'il est essentiel de disposer de bandes de fréquences à la fois pour fournir directement aux utilisateurs une connectivité large bande hertzienne par des moyens par satellite et de Terre et pour prendre en charge les technologies de base sous-jacentes;

*c)* que l'instauration d'un environnement réglementaire et politique qui permet de réduire les obstacles inutiles au déploiement de l'infrastructure et d'encourager la concurrence, la promotion de l'innovation et de l'investissement, ainsi que la participation de la communauté rurale, entre autres, peut contribuer à accroître la connectivité large bande,

décide

d'oeuvrer en vue de réduire la fracture numérique et d'offrir un accès large bande à tous,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

de continuer de travailler en étroite coopération avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités qui permettraient aux pays de mieux comprendre leur infrastructure des TIC actuelle afin d'élaborer et de mettre en œuvre leurs propres stratégies nationales pour faciliter le déploiement de réseaux large bande, y compris de réseaux hertziens large bande, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles de l'Union,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

de travailler en coopération avec les Membres de Secteur participant à la fourniture de services et d'applications aux personnes, aux familles, aux entreprises et à la société, pour tenir compte de la nécessité d'améliorer encore les réseaux large bande, y compris les réseaux hertziens large bande, et d'échanger les informations, les données d'expérience et les compétences spécialisées pertinentes avec le Bureau de développement des télécommunications,

invite les Etats Membres

1 à continuer d'améliorer et de reconnaître l'ensemble des avantages socio-économiques qu'offre la connectivité pour les réseaux et services large bande;

2 à appuyer le développement et le déploiement rentable des réseaux hertziens large bande dans le cadre de leurs stratégies et politiques nationales en matière de large bande;

3 à promouvoir un accès généralisé et financièrement abordable au large bande et à créer un environnement propice au déploiement du large bande, en encourageant la concurrence, l'innovation, les investissements publics ou privés, les partenariats public-privé et la participation de la communauté rurale, entre autres;

4 à simplifier les règles et à réduire ou à supprimer les obstacles réglementaires inutiles, ainsi que les charges fiscales, selon le cas, afin de permettre la mise au point et le déploiement de l'infrastructure large bande;

5 à faciliter la connectivité aux réseaux hertziens large bande en tant qu'élément important pour permettre l'accès aux services et applications large bande;

6 à contribuer activement aux études de l'UIT et à échanger des bonnes pratiques qui permettent d'améliorer la qualité, l'accessibilité financière, la mise au point et le déploiement des réseaux large bande, notamment au profit des communautés non desservies ou mal desservies.

**Motifs:** L'accès au large bande rend les familles, les personnes, les sociétés et les entreprises plus autonomes, et joue un rôle fondamental dans le développement social, économique, culturel et environnemental de l'ensemble de la société. Toutefois, encore aujourd'hui, trop de parties du monde n'ont pas accès au large bande. Force est de constater qu'une fracture numérique subsiste, en particulier dans les zones rurales et isolées.

De nombreuses administrations de la CITEL accordent une priorité absolue au large bande, comme en témoigne l'initiative régionale pour les Amériques adoptée par la CMDT-17 et intitulée "Déploiement de l'infrastructure large bande, en particulier dans les zones rurales et délaissées, et renforcement de l'accès large bande à des services et applications". Conformément au plan stratégique de l'Union pour 2016-2019, les travaux visant à réduire la fracture numérique et à mettre le large bande à la portée de tous constituent un but stratégique important pour l'UIT.

Les modifications que la CITEL proposent d'apporter visent à:

• mettre à jour les références à la Résolution 77 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT-17;

• reconnaître que de nombreux pays ont déjà établi des plans sur le large bande, et mettre l'accent sur les activités de renforcement des capacités qui permettraient à ces pays de mettre en oeuvre leurs plans et d'accroître la connectivité large bande;

• souligner l'importance d'un environnement réglementaire et politique propre à stimuler les investissements en faveur du déploiement du large bande;

• encourager fortement les Etats Membres à examiner les cadres réglementaires en vigueur, afin de simplifier et de réduire les éventuels obstacles réglementaires à la mise au point et au déploiement de la connectivité large bande.

Ces modifications permettront de donner forme aux travaux importants que l'UIT effectuera dans le domaine du large bande ces quatre prochaines années. Les Etats Membres sont en outre encouragés à prendre des mesures de leur côté pour faire progresser la connectivité large bande et réduire la fracture numérique.

ADD IAP/63A1/14

Projet de nouvelle DÉcision [IAP-3]

Refus, de la part de l'UIT, d'assumer le rôle d'Autorité de surveillance du système international d'inscription pour les biens spatiaux conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que l'article 1 de la Constitution de l'UIT définit l'objet de l'Union;

*b)* qu'à la Conférence qu'il a tenue à Berlin en 2012, l'Institut international pour l'unification du droit privé ("UNIDROIT") a adopté le Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles ("Protocole portant sur les biens spatiaux");

*c)* que le Protocole portant sur les biens spatiaux n'entrera pas en vigueur tant qu'au moins dix Etats Parties ne l'auront pas ratifié, accepté, approuvé, ou n'y auront pas adhéré, et que l'Autorité de surveillance n'aura pas confirmé que le Registre est opérationnel,

notant

*a)* les discussions approfondies et infructueuses sur le rôle que pourrait jouer l'UIT en tant qu'Autorité de surveillance du système international d'inscription pour les biens spatiaux qui se sont tenues aux sessions de 2012, de 2013, de 2014, de 2015 et de 2016 du Conseil, ainsi qu'à la Conférence de plénipotentiaires de 2014;

*b)* qu'en 2014, la Conférence de plénipotentiaires a décidé que la décision finale quant à la question de savoir si l'UIT pourrait devenir l'Autorité de surveillance serait prise à la Conférence de plénipotentiaires de 2018,

observant

*a)* que quatre pays seulement ont signé le Protocole portant sur les biens spatiaux au moment de son élaboration et qu'aucun d'eux n'a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ce qui fait que le Protocole n'est pas juridiquement en vigueur;

*b)* que, en dépit de l'absence de Protocole portant sur les biens spatiaux, le secteur des télécommunications par satellite est en plein essor dans les économies émergentes du monde entier,

s'inquiétant

*a)* du fait que l'UIT dépense continuellement des ressources pour un sujet qui ne semble susciter que très peu d'intérêt au niveau mondial;

*b)* du fait que cette activité détourne l'UIT-R de ses responsabilités fondamentales;

*c)* de la manière dont l'UIT sera remboursée, en particulier à court terme, dans le cas où il n'y aurait pas suffisamment d'inscriptions pour couvrir toutes les charges,

décide

que l'UIT décline le rôle d'Autorité de surveillance conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux.

**Motifs:** Le Secrétaire général a soumis à la Conférence de plénipotentiaires de 2014 un rapport (Document [PP-14 INF/1](https://www.itu.int/md/S14-PP-INF-0001/en)) pour donner le suivi des questions et des commentaires que plusieurs administrations ont formulés pendant les sessions de 2012, de 2013 et de 2014 du Conseil concernant le rôle que l'Union internationale des télécommunications (UIT) pourrait jouer en tant qu'Autorité de surveillance du système international d'inscription pour les biens spatiaux conformément au Protocole d'UNIDROIT portant sur les biens spatiaux. Ce point a été examiné ultérieurement aux sessions de 2015 et de 2016 du Conseil, et il a été noté que la décision finale quant à la question de savoir si l'UIT pourrait ou non devenir l'Autorité de surveillance serait prise, au plus tôt, à la Conférence de plénipotentiaires à venir.

Lors de discussions avec des opérateurs de satellites et des constructeurs d'engins spatiaux, un certain nombre de points importants ont été soulevés concernant d'éventuelles dispositions du Protocole et leurs effets sur le secteur, ainsi que le rôle que pourrait jouer l'UIT en tant qu'Autorité de surveillance conformément au Protocole d'UNIDROIT portant sur les biens spatiaux. Depuis 2009, les entreprises du secteur ont exprimé leurs inquiétudes et leurs réserves vis-à-vis du Protocole d'UNIDROIT portant sur les biens spatiaux, et ont noté en particulier que le Protocole constituait une solution à un problème inexistant. De plus, la CITEL est convaincue que le fait pour l'UIT d'assumer le rôle d'Autorité de surveillance ne relèverait pas de ses compétences, conformément à l'article 1 de la Constitution et de la Convention de l'UIT. La CITEL remercie le Secrétaire général d'avoir participé, durant les années qui ont précédé la tenue de la PP-18, aux travaux de la Commission préparatoire et de ses groupes de travail.

La CITEL propose, dans la présente Décision, que l'UIT décline le rôle d'Autorité de surveillance conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux.

SUP IAP/63A1/15

RÉSOLUTION 89 (Minneapolis, 1998)

Faire face à l'utilisation décroissante du service télex international

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Minneapolis, 1998),

**Motifs:** La Résolution 89 de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Faire face à l'utilisation décroissante du service télex international" a été adoptée en 1998. Depuis, aucune modification n'a été apportée à cette résolution.

Considérant:

1) que, à l'heure actuelle, le service télex n'est plus utilisé, sauf pour certaines applications maritimes;

2) qu'il a été donné suite au dispositif de la Résolution, et que le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications n'a fait rapport d'aucune activité depuis la PP-02; et

3) l'usage selon lequel les résolutions pour lesquelles les travaux ont été achevés devraient être supprimées lorsqu'elles n'ont plus de raison d'être.

Il est proposé de supprimer la Résolution 89.

NOC IAP/63A1/16

RÉSOLUTION 119 (RÉv. Antalya, 2006)

Méthodes visant à accroître l'efficacité et l'efficience du Comité   
du Règlement des radiocommunications

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Antalya, 2006),

**Motifs:** Le texte de cette résolution a été rédigé sous une forme générale en 2006 et a résisté à l'épreuve du temps. L'efficience et l'efficacité ont été accrues, comme en témoignent les nombreuses différences entre les versions de 2005 et de 2017 de la Partie C des *Règles de procédure*, approuvées par le Comité du Règlement des radiocommunications. La Partie C porte sur les dispositions internes et les méthodes de travail du Comité du Règlement des radiocommunications. Il est possible d'accroître encore l'efficience et l'efficacité sans devoir modifier cette résolution.

MOD IAP/63A1/17

RÉSOLUTION 136 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 36 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur les télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) au service de l'assistance humanitaire;

*b)* la Résolution 182 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, sur le rôle des télécommunications/TIC en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement;

*c)* la Résolution 34 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) sur le rôle des télécommunications/TIC dans la préparation aux catastrophes, l'alerte rapide, l'atténuation des effets des catastrophes, les interventions et les opérations de recours et de sauvetage;

*d)* la Résolution 66 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, intitulée "Les technologies de l'information et de la communication et les changements climatiques";

*e)* la Résolution 48 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur le renforcement de la coopération entre organismes de régulation des télécommunications;

*f)* la Résolution 646 (CMR‑12) de la CMR sur la protection civile et les secours en cas de catastrophe;

*g)* la Résolution 647 (Rév.CMR-15) de la Conférence mondiale des radiocommunications sur les aspects des radiocommunications, y compris les lignes directrices relatives à la gestion du spectre, liés à l'alerte avancée, à la prévision ou à la détection des catastrophes, à l'atténuation de leurs effets et aux opérations de secours en cas d'urgence et de catastrophe;

*h)* la Résolution 673 (CMR-12) de la CMR sur l'importance des applications de radiocommunication liées à l'observation de la Terre;

*i)* l'Article 5 du Règlement des télécommunications internationales sur la sécurité de la vie humaine et la priorité des télécommunications;

*j)* les mécanismes de coordination d'urgence des télécommunications/TIC établis par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies,

tenant compte

de la Résolution 60/125, intitulée "Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles: de la phase des secours à celle de l'aide au développement" adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en mars 2006,

notant

*a)* le paragraphe 51 de la Déclaration de principes de Genève adoptée par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), concernant l'utilisation des applications TIC pour prévenir les catastrophes;

*b)* le paragraphe 20 c) du Plan d'action de Genève adopté par le SMSI, qui traite de la cyberécologie et dans lequel il est demandé d'établir des systèmes de contrôle utilisant les TIC pour prévoir les catastrophes naturelles et les catastrophes causées par l'homme et pour en évaluer l'incidence, en particulier dans les pays en développement[[8]](#footnote-8)1, les pays les moins avancés et les petits pays;

*c)* le paragraphe 30 de l'Engagement de Tunis adopté par le SMSI, sur l'atténuation des effets des catastrophes;

*d)* le paragraphe 91 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information adopté par le SMSI, sur la lutte contre les effets des catastrophes;

*e)* le travail de coordination efficace du Groupe de coordination des partenariats TDR (télécommunications pour les secours en cas de catastrophe et l'atténuation des effets des catastrophes), conduit par le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT‑T);

*f)* les travaux des commissions d'études du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) et de l'UIT‑T en ce qui concerne l'adoption de recommandations qui fournissent des informations techniques sur les systèmes de radiocommunication par satellite et de Terre et les réseaux filaires et leur rôle dans la gestion des catastrophes, y compris de recommandations importantes sur l'utilisation des réseaux à satellite en cas de catastrophe;

*g)* les travaux des commissions d'études de l'UIT-T en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de recommandations relatives aux télécommunications d'urgence et aux services de télécommunication d'urgence (ETS) prioritaires/préférentiels, notamment dans la perspective de l'utilisation tant des systèmes de télécommunication de Terre que des systèmes de télécommunication hertziens dans les situations d'urgence, ainsi que les activités menées par la Commission d'études 2 de l'UIT-D dans le cadre de l'étude de la Question 5/2 sur l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe;

*h)* les Objectifs de développement durable 9 (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation) et 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts, sûrs, résilients et durables) adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies,

considérant

*a)* l'état de dévastation qu'entraînent les catastrophes dans le monde, et notamment, mais non exclusivement, les tsunamis, les tremblements de terre et les tempêtes, en particulier dans les pays en développement qui risquent d'en souffrir d'autant plus qu'ils manquent d'infrastructures, et sont donc ceux qui ont le plus à gagner d'informations sur la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours;

*b)* que les télécommunications/TIC modernes jouent un rôle important dans l'alerte avancée en cas de catastrophe et facilitent la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs effets, ainsi que les opérations de secours et de rétablissement;

*c)* la coopération qui existe entre les commissions d'études de l'UIT et les autres organisations de normalisation traitant des systèmes de télécommunications d'urgence, d'alerte et d'information;

*d)* la Résolution 59 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT relative au renforcement de la coordination et de la coopération entre l'UIT‑R, l'UIT-T et le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) sur des questions d'intérêt mutuel;

*e)* l'Article 5 du Règlement des télécommunications internationales, qui établit que les télécommunications se rapportant à la sécurité de la vie humaine, telles que les télécommunications de détresse, bénéficient d'un droit absolu à la transmission et jouissent, dans la mesure où cela est techniquement possible, d'une priorité absolue sur toutes les autres télécommunications, conformément aux articles pertinents de la Constitution et de la Convention et compte dûment tenu des recommandations UIT-T pertinentes;

*f)* la nécessité de prévoir la mise à disposition immédiate de services de télécommunication dans les situations d'urgence ou de catastrophe dans les zones ou régions touchées, par l'intermédiaire de systèmes de télécommunication principaux ou de secours, y compris les systèmes mobiles ou portatifs, afin de réduire autant que possible les conséquences de ces situations et de faciliter les opérations de secours;

*g)* que les services par satellite, entre autres services de radiocommunication, peuvent constituer une plate-forme fiable pour la sécurité du public, en particulier en cas de catastrophes naturelles lors desquelles les réseaux de Terre existants sont souvent interrompus, et sont très utiles pour la coordination de l'aide humanitaire fournie par des organismes publics ou d'autres organismes humanitaires,

reconnaissant

*a)* les activités entreprises à l'échelle internationale et régionale par l'UIT et d'autres organisations compétentes pour établir des moyens, reconnus au plan international, d'exploitation harmonisée et coordonnée des systèmes de protection civile et de secours en cas de catastrophe;

*b)* l'élaboration permanente par l'UIT, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, de lignes directrices relatives à l'utilisation de la norme internationale en matière de contenu pour les systèmes d'alerte publique utilisant tous les types de support pour toutes les situations de catastrophe et d'urgence;

*c)* la contribution du secteur privé à la prévention des catastrophes, à la préparation aux situations d'urgence et à la préparation en prévision des catastrophes, à l'atténuation de leurs effets et aux opérations de secours dans les situations d'urgence et de catastrophe, laquelle se révèle être efficace;

*d)* la nécessité d'une vision commune des éléments d'infrastructures de réseau requis pour fournir des équipements de télécommunication rapides à installer, interopérables, dotés de capacités d'interfonctionnement et solides lors des opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe;

*e)* l'importance qu'il y a à travailler à l'établissement de systèmes de contrôle et de systèmes mondiaux d'alerte avancée reposant sur des normes et basés sur les télécommunications/TIC, qui soient reliés aux réseaux nationaux et régionaux et facilitent les interventions en réponse aux situations d'urgence et aux catastrophes dans le monde entier, particulièrement dans les régions très exposées;

*f)* que la redondance, la résilience des infrastructures et la présence d'une alimentation électrique sont des facteurs importants lors de la planification en prévision des situations de catastrophe;

*g)* le rôle que l'UIT-D peut jouer, par exemple par l'intermédiaire du Colloque mondial des régulateurs et des commissions d'études de l'UIT D, dans la collecte et la diffusion de bonnes pratiques réglementaires nationales concernant les équipements de télécommunication/TIC pour la prévention des catastrophes, la préparation en prévision des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours;

*h)* que les réseaux publics et privés offrent diverses fonctionnalités de communication pour la sécurité du public ou de communication de groupe, qui peuvent jouer un rôle déterminant dans la préparation aux situations d'urgence et la préparation en prévision des catastrophes, la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours,

convaincue

*a)* qu'une norme internationale relative à la communication d'informations d'alerte et d'avertissements peut faciliter la prestation d'une assistance humanitaire efficace et appropriée et l'atténuation des conséquences des catastrophes, en particulier dans les pays en développement;

*b)* qu'il est nécessaire de dispenser aux organismes de sauvetage et de secours, ainsi qu'au grand public, une formation à l'utilisation des techniques de communication modernes, en vue d'améliorer la préparation en prévision des catastrophes et les interventions en cas de catastrophe,

décide de charger les Directeurs des Bureaux

1 de poursuivre leurs études techniques et de recenser, par l'intermédiaire des commissions d'études concernées de l'UIT et en prenant l'avis des groupes consultatifs, les bonnes pratiques relatives aux politiques publiques et aux cadres réglementaires applicables aux télécommunications d'urgence aux niveaux local, national et régional, concernant la mise en œuvre technique et opérationnelle, selon qu'il conviendra, de solutions évoluées permettant de répondre aux besoins de protection civile et de télécommunication/TIC pour la prévention des catastrophes, la préparation en prévision des catastrophes et les opérations de secours et de rétablissement, compte tenu des fonctionnalités et de l'évolution des systèmes existants ainsi que de la transition que devront éventuellement opérer ces systèmes, en particulier ceux de nombreux pays en développement, pour les opérations nationales et internationales;

2 d'organiser des programmes de formation, des ateliers et des activités de renforcement des capacités, notamment en tenant compte du rôle et de la participation des établissements universitaires et d'autres parties prenantes, à l'intention des formateurs des organisations et entités concernées, en particulier dans les pays en développement, sur les aspects techniques et opérationnels des réseaux et leur utilisation aux fins du suivi et de la gestion des situations d'urgence et de catastrophe;

3 d'appuyer, pour les opérations de prévision et de détection des catastrophes, d'alerte avancée, d'atténuation des effets des catastrophes et de secours, la mise au point de systèmes solides, complets et applicables à toutes les situations d'urgence, qui tiennent également compte des besoins particuliers des personnes handicapées, des enfants, des personnes âgées, des personnes déplacées et des analphabètes, à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale, notamment de systèmes de contrôle et de gestion faisant intervenir les télécommunications/TIC (par exemple, télédétection), en collaboration avec d'autres institutions internationales, pour renforcer la coordination sur le plan régional et sur le plan mondial;

4 d'encourager la mise en œuvre, par les autorités compétentes en matière d'alerte, de la norme internationale pour les systèmes d'alerte publique utilisant tous les types de supports, parallèlement aux lignes directrices élaborées par l'UIT par l'intermédiaire des commissions d'études compétentes de l'Union en vue de leur application à toutes les situations de catastrophe et d'urgence;

5 de continuer à collaborer avec les organisations qui travaillent dans le domaine des normes relatives aux télécommunications/TIC d'urgence et à la communication d'informations d'alerte et d'alarme afin d'établir s'il convient d'inclure dans les attributions de l'UIT ce type de normes et leur diffusion, en particulier dans les pays en développement;

6 d'analyser les travaux en cours dans tous les Secteurs de l'UIT, les entités régionales et d'autres organisations spécialisées et d'encourager les activités communes, afin d'éviter tout chevauchement des activités et tout gaspillage de ressources en ce qui concerne le développement, l'utilisation et l'interfonctionnement des systèmes de télécommunication/TIC publics et privés, y compris des systèmes de radiocommunication et des systèmes à satellites, dans les situations d'urgence et pendant les opérations de secours à la suite de catastrophes naturelles;

7 d'aider les Etats Membres à améliorer et à renforcer l'utilisation de tous les systèmes de communication disponibles, y compris les services par satellite, de radioamateur et de radiodiffusion, en cas d'interruption des sources d'alimentation électrique classiques ou des réseaux de télécommunication;

8 d'appuyer les travaux de commissions d'études concernées lors de l'élaboration de rapports et de recommandations relatifs aux besoins de fréquences radioélectriques pour la gestion des catastrophes,

encourage les Etats Membres

1 dans les situations d'urgence et pour les secours en cas de catastrophe, à répondre aux besoins temporaires de spectre, en plus des fréquences normalement prévues dans le cadre d'accords avec les administrations concernées, tout en recherchant une assistance internationale pour la coordination et la gestion du spectre, conformément aux dispositions légales en vigueur dans les pays considérés;

2 à travailler en étroite collaboration avec le Secrétaire général, les Directeurs des Bureaux et d'autres Etats Membres, tout en collaborant avec le groupe chargé de la coordination pour les télécommunications/TIC d'urgence relevant des Nations Unies, en vue de l'élaboration et de la diffusion d'outils, de procédures et de bonnes pratiques pour la coordination et l'exploitation efficaces des télécommunications/TIC dans les situations de catastrophe;

3 à faciliter l'utilisation par les organisations compétentes de techniques, systèmes et applications, nouveaux ou existants (par satellite et de Terre), dans la mesure où cela est possible, pour répondre aux besoins d'interopérabilité et contribuer à la réalisation des objectifs liés à la protection civile et aux secours en cas de catastrophe;

4 à créer et à appuyer des centres d'excellence nationaux et régionaux dans le domaine de la recherche, de la planification, du positionnement préalable des équipements et du déploiement des ressources de télécommunication/TIC au service de l'aide humanitaire et de la coordination des secours en cas de catastrophe;

5 à adopter et à promouvoir des politiques qui incitent les opérateurs publics et privés à investir dans la mise au point et la construction de systèmes de télécommunication/TIC, y compris de systèmes de radiocommunication et de systèmes à satellites, pour l'alerte avancée et la gestion des situations d'urgence;

6 à prendre les mesures appropriées, afin de faire en sorte que tous les opérateurs communiquent aux utilisateurs locaux ou en itinérance, dans les meilleurs délais et gratuitement, les numéros à utiliser pour contacter les services d'urgence;

7 à étudier la possibilité de mettre en place un numéro d'urgence harmonisé à l'échelle mondiale qui remplacerait les numéros d'urgence nationaux existants, compte tenu des recommandations pertinentes de l'UIT-T;

8 à élaborer des plans de préparation en prévision des catastrophes ainsi que des plans de rétablissement et de continuité des activités en cas de catastrophe offrant aux systèmes d'information essentiels des gouvernements la redondance et la résilience nécessaires,

invite le Secrétaire général

1 à informer l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, de la présente résolution;

2 à coordonner les activités menées par les Secteurs de l'UIT conformément au point 5 du *décide*, afin que l'Union agisse le plus efficacement possible en la matière;

3 à collaborer avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, le Bureau pour la réduction des risques de catastrophe et le Programme alimentaire mondial de l'ONU, ainsi qu'avec d'autres organisations compétentes, pour que l'Union participe davantage aux activités se rapportant à la planification des communications d'urgence et aux systèmes d'alerte avancée.

**Motifs:** La CITEL propose de mettre l'accent sur les activités de l'UIT se rapportant à la préparation en prévision des catastrophes et de faire référence au Groupe des télécommunications d'urgence qui relève du Programme alimentaire mondial de l'ONU, étant donné qu'il s'agit d'une des organisations importantes avec lesquelles l'UIT coopère dans le cadre d'activités relatives aux communications d'urgence et à l'alerte avancée.

Il est proposé d'apporter plusieurs modifications à cette résolution afin de tenir compte des toutes dernières activités menées par l'UIT dans ce domaine.

De plus, il est proposé de charger les Directeurs des Bureaux de poursuivre leurs études techniques et de recenser, par l'intermédiaire des commissions d'études concernées de l'UIT, les bonnes pratiques relatives aux politiques publiques et aux cadres réglementaires applicables aux télécommunications d'urgence aux niveaux local, national et régional.

La CITEL suggère en outre de charger le Secrétaire général de travailler en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, le Bureau pour la réduction des risques de catastrophe et le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, ainsi qu'avec d'autres organisations compétentes, pour que l'Union contribue davantage aux activités se rapportant aux communications d'urgence et aux systèmes d'alerte avancée.

MOD IAP/63A1/18

RÉSOLUTION 196 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Protection des utilisateurs/consommateurs de services de télécommunication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 64 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications sur la protection et l'appui pour les utilisateurs/consommateurs de services issus des télécommunications/ technologies de l'information et de la communication (TIC);

*b)* l'Article 4 du Règlement des télécommunications internationales;

*c)* la Résolution 84 (Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications sur les études relatives à la protection des utilisateurs de services de télécommunication/TIC,

reconnaissant

*a)* les principes Directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur, revus et approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa Résolution 70/186 de 2015, qui énoncent les principales caractéristiques requises pour assurer l'efficacité de la législation relative à la protection du consommateur, des institutions chargées d'en assurer l'application et des mécanismes de recours;

*b)* l'alinéa e) du paragraphe 13 du Plan d'action de Genève du Sommet mondial sur la société de l'information, qui dispose que les pouvoirs publics devraient continuer d'actualiser leur législation sur la protection du consommateur, afin de tenir compte des nouveaux besoins de la société de l'information,

considérant

*a)* que les législations, politiques et pratiques relatives aux consommateurs limitent les comportements commerciaux frauduleux, trompeurs et déloyaux et que ces mesures de protection sont indispensables pour gagner la confiance des consommateurs et établir une relation plus équitable entre les fournisseurs de services de télécommunication/TIC et les consommateurs;

*b)* que les avancées et les progrès accomplis dans le domaine des télécommunications/TIC doivent aller de pair avec le renforcement des droits des utilisateurs et des consommateurs, raison pour laquelle des mesures de nature réglementaire et politique sont nécessaires, ainsi que des mécanismes visant à fournir des informations plus nombreuses et de meilleure qualité sur les produits et services, et peuvent apporter de nouveaux avantages non négligeables aux consommateurs, notamment une certaine commodité et l'accès à un large éventail de biens ou de services ainsi que la possibilité de recueillir et de comparer des informations sur ces biens ou services;

*c)* que les consommateurs auront d'autant plus confiance dans les télécommunications/TIC que des politiques visant à garantir et à encourager la fourniture de services de qualité, ainsi que des politiques et des mécanismes de transparence fournissant des informations concrètes, comparables, actualisées et fiables, qui sont facilement lisibles, compréhensibles et accessibles, afin de pouvoir prendre des décisions concernant les services seront mis en place;

*d)* qu'il faut encourager la sensibilisation et la diffusion d'informations sur la consommation et l'utilisation adaptée de ces produits et services de télécommunication/TIC, essentiellement en ce qui concerne les apports de l'économie numérique, étant donné que les consommateurs s'attendent à avoir accès tant aux contenus juridiques qu'aux applications de ces services;

*e)* que l'accès aux télécommunications/TIC doit être ouvert, financièrement abordable et inclusif, une attention particulière étant accordée aux personnes ayant des besoins particuliers et aux autres groupes vulnérables;

*f)* que des activités sont actuellement menées par la Commission d'études 1 de l'UIT-D en vue d'établir des lignes directrices et de bonnes pratiques relatives à la protection des consommateurs,

décide

1 d'établir et de tenir à jour des bonnes pratiques relatives à la protection des utilisateurs et des consommateurs de services de télécommunication/TIC, en accordant une attention particulière aux questions liées à la qualité, à la sécurité, aux prix, aux tarifs et à la protection des données personnelles, entre autres, afin de permettre aux consommateurs d'exercer leurs droits;

2 que le Secteur du développement des télécommunications continue de diriger les travaux en la matière par l'intermédiaire de ses commissions d'études,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 d'attirer l'attention des décideurs et des autorités nationales de régulation sur le fait qu'il est important de tenir les utilisateurs et les consommateurs informés des caractéristiques de base mentionnées dans le *décide* ci-dessus;

2 de collaborer étroitement avec les Etats Membres, afin de déterminer les éléments indispensables à l'établissement de politiques générales et de cadres réglementaires pour la protection des consommateurs et des utilisateurs;

3 de renforcer les relations avec d'autres entités et organisations internationales s'occupant de protection des consommateurs et des utilisateurs;

4 d'appuyer l'organisation de forums internationaux et régionaux permettant de faire connaître les droits des utilisateurs de télécommunications et d'échanger des données d'expérience sur les bonnes pratiques entre les pays Membres;

5 de coordonner les travaux nécessaires avec le Secteur de la normalisation des télécommunications en ce qui concerne les questions relevant de sa compétence,

invite les Etats Membres

1 à encourager l'élaboration et la promotion de politiques générales propres à garantir la fourniture aux utilisateurs finals, gratuitement et en toute transparence, d'informations actualisées et exactes sur les services de télécommunication, les tarifs et les prix, en particulier de l'itinérance internationale, ainsi que sur les conditions applicables associées, et ce dans les meilleurs délais;

2 à fournir des contributions permettant de faire connaître les bonnes pratiques et les politiques générales qui ont été mises en œuvre, afin d'être mieux à même d'élaborer des politiques publiques relatives aux mesures juridiques, réglementaires et techniques visant à assurer la protection des consommateurs et des utilisateurs, y compris la protection des données;

3 à échanger au sujet des bonnes pratiques et des politiques publiques qui ont eu des effets bénéfiques pour les utilisateurs de services de télécommunication, afin de les reproduire et de les adapter aux spécificités de chaque pays;

4 à promouvoir l'adoption de politiques qui favorisent la fourniture de services de télécommunication selon des modalités qui permettent d'offrir une qualité satisfaisante aux utilisateurs;

5 à promouvoir la concurrence dans la fourniture des services de télécommunication, en encourageant la formulation de politiques qui stimulent la compétitivité des prix;

6 à tenir compte des bonnes pratiques, des mécanismes et des recommandations qui s'appliquent à la fourniture, par les prestataires de services de télécommunication, d'informations précises et complètes aux utilisateurs,

invite les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés

1 à fournir des contributions permettant de faire connaître les bonnes pratiques et les politiques relatives à la protection des consommateurs et des utilisateurs, à la qualité de service , aux prix, aux tarifs des services, ainsi qu'à la sensibilisation des consommateurs;

2 à encourager les activités visant à promouvoir la confiance des utilisateurs et des consommateurs dans l'utilisation et l'exploitation des services de télécommunication/TIC et de communication;

3 à participer activement aux travaux des commissions d'études concernées du Secteur du développement des télécommunications et du Secteur de la normalisation des télécommunications, afin de promouvoir et de cultiver un environnement propice à la protection des utilisateurs des services de télécommunication/TIC.

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter à la Résolution 196 (Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sont soumises pour examen. L'objectif principal est d'éviter que les travaux du Secteur du développement des télécommunications sur ce sujet ne fassent pas double emploi avec ceux menés par le Secteur de la normalisation des télécommunications.

La CITEL est d'avis qu'il appartient au Secteur du développement des télécommunications d'élaborer des lignes directrices et des bonnes pratiques dans ce domaine, sans préjudice concernant la coordination des tâches sur les sujets étudiés par les commissions d'études de l'UIT‑D.

De plus, il est proposé d'apporter des modifications au texte afin de souligner combien il est important de fournir des informations aux consommateurs, pour susciter leur confiance et leur permettre de prendre des décisions fondées sur des informations claires et communiquées dans les meilleurs délais.

MOD IAP/63A1/19

RÉSOLUTION 198 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Autonomisation des jeunes au moyen des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que les jeunes de moins de 25 ans sont les utilisateurs les plus actifs de l'Internet;

*b)* que les jeunes, dans un grand nombre de pays développés et de pays en développement[[9]](#footnote-9)1, sont confrontés de manière disproportionnée à la pauvreté et au chômage;

*c)* que les jeunes sont en droit de bénéficier d'une inclusion économique, sociale et numérique à part entière;

*d)* que les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent aux jeunes un moyen de contribuer et de participer activement à leur développement économique et social et d'en tirer parti;

*e)* que les jeunes sont nés avec le numérique et constituent les meilleurs promoteurs des TIC;

*f)* que les outils et les applications TIC peuvent élargir les perspectives de carrière des jeunes,

rappelant

*a)* que les TIC sont l'un des quinze domaines prioritaires identifiés dans le Programme d'action mondial pour la jeunesse adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies aux termes de sa Résolution 62/126;

*b)* la Résolution 169 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, sur l'admission d'établissements universitaires, d'universités et d'instituts de recherche associés à participer aux travaux des trois Secteurs de l'Union;

*c)* la Résolution 76 (Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, intitulée "Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service de l'autonomisation socio‑économique des jeunes femmes et des jeunes hommes";

*d)* l'Engagement de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) lors de sa phase de 2005, dans lequel les Etats Membres réaffirment leur volonté d'autonomiser les jeunes, qui sont des acteurs essentiels de l'édification d'une société de l'information inclusive, afin d'impliquer activement ces derniers dans des programmes de développement innovants basés sur les TIC, et de multiplier les possibilités pour eux de participer aux processus de cyberstratégie;

*e)* la Déclaration de San José du Sommet mondial sur la jeunesse BYND2015, qui souligne que l'emploi et l'esprit d'entreprise, l'éducation, l'inclusion politique, la cybersécurité, la santé et la durabilité de l'environnement sont les domaines dans lesquels les jeunes estiment qu'un accès accru aux TIC a le plus de répercussions, et qui a été reconnue officiellement par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 68ème session,

reconnaissant

*a)* que, pendant l'été 2014, l'UIT a lancé l'initiative #PP14Youth, qui vise à mettre à profit les bons résultats obtenus lors du Sommet BYND2015 qui s'est tenu à San José (Costa Rica) en septembre 2013;

*b)* le concours du meilleur article organisé chaque année par le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) dans le cadre de la conférence universitaire "Kaléidoscope", qui s'adresse aux jeunes scientifiques, chercheurs et ingénieurs du secteur des TIC;

*c)* le Concours pour "jeunes innovateurs", organisé chaque année depuis 2011 dans le cadre d'ITU TELECOM World;

*d)* la coordination par l'UIT de la "Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC", qui vise à encourager les jeunes femmes à choisir une carrière dans le secteur des TIC;

*e)* les progrès accomplis par l'UIT, en particulier par le Bureau de développement des télécommunications (BDT), dans l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives et de projets qui utilisent les TIC au service de l'autonomisation socio‑économique des jeunes;

*f)* les travaux importants du BDT sur l'inclusion numérique des jeunes, y compris des activités de recherche et d'analyse, en particulier le suivi statistique et les rapports du BDT concernant les données relatives aux TIC ventilées par âge;

*g)* que l'UIT soutient l'Emissaire du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, participe activement au Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes et contribue au Plan d'action pour la jeunesse à l'échelle du système des Nations Unies;

*h)* l'initiative "Jeunes décideurs dans le domaine des TIC" lancée lors de la PP‑14, qui donne la possibilité à de jeunes professionnels de participer, dans le cadre des délégations nationales, aux manifestations et conférences de l'UIT,

décide

1 que l'UIT doit poursuivre les échanges avec les jeunes, par le biais des communications, du renforcement des capacités et des activités de recherche, en ce qui concerne l'inclusion numérique;

2 que l'UIT doit promouvoir l'innovation, l'esprit d'entreprise et le développement des compétences, afin de donner aux jeunes les moyens de leur autonomisation et de leur permettre de participer de manière satisfaisante à l'économie numérique et à tous les aspects de la société;

3 que l'UIT devra encourager les partenariats avec les établissements universitaires en vue de l'épanouissement des jeunes;

4 d'accorder un rang de priorité élevé à l'intégration des jeunes professionnels dans les ressources humaines et les activités de l'UIT;

5 de poursuivre le travail accompli actuellement à l'UIT, et en particulier au BDT, afin de favoriser l'autonomisation des jeunes grâce aux TIC, en encourageant les politiques propres à améliorer la situation socio-économique des jeunes, notamment dans les pays en développement;

6 de tenir compte des préoccupations relatives aux jeunes dans la mise en œuvre du plan stratégique et du plan financier de l'UIT pour la période 2020-2023, ainsi que dans les plans opérationnels des Bureaux et du Secrétariat général;

7 que l'UIT doit examiner, analyser et mieux comprendre les incidences des télécommunications/TIC sur les jeunes;

8 de continuer d'organiser chaque année le Concours pour jeunes innovateurs dans le cadre d'ITU TELECOM World;

9 que toutes les activités prévues dans la présente résolution devront être mises en œuvre dans les limites des ressources financières existantes de l'Union;

10 de noter que les groupes d'âge pour les jeunes doivent être définis au cas par cas, en fonction de la nature des activités de l'UIT,

charge le Conseil

1 de tirer parti des initiatives menées à bien au cours des quatre dernières années et d'accélérer l'autonomisation des jeunes dans l'ensemble de l'UIT, dans les limites des ressources budgétaires existantes, afin de garantir le renforcement des capacités et la promotion des jeunes;

2 d'envisager de faire participer les jeunes aux célébrations de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, conformément à la Résolution 68 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, et de créer un prix spécial récompensant les jeunes qui apportent une contribution exceptionnelle dans le domaine des TIC,

charge le Secrétaire général

1 de continuer à faire en sorte que les préoccupations relatives aux jeunes soient prises en compte dans les programmes de travail, les méthodes de gestion et les activités de développement des ressources humaines de l'UIT, et de soumettre chaque année au Conseil de l'UIT un rapport écrit sur les progrès accomplis;

2 de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus et les progrès réalisés en ce qui concerne l'intégration des préoccupations relatives aux jeunes dans les activités de l'UIT et sur la mise en œuvre de la présente résolution;

3 de porter la présente résolution à l'attention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, afin de promouvoir le renforcement de la coordination et de la coopération en ce qui concerne les politiques, programmes et projets de développement établissant un lien entre les TIC et la promotion ainsi que l'autonomisation des jeunes;

4 d'assurer la coordination des activités de l'UIT, afin d'éviter autant que possible tout double emploi ou tout chevauchement des activités entre les trois Secteurs de l'UIT;

5 de renforcer le rôle des établissements universitaires au sein de l'Union, et de rendre la participation aux travaux de l'UIT plus intéressante pour les établissements universitaires et les jeunes,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de poursuivre les travaux menés par le BDT pour promouvoir l'utilisation des TIC en faveur de l'autonomisation socio-économique des jeunes;

2 de procéder régulièrement à un suivi, à l'établissement de rapports et à la réalisation d'études en ce qui concerne l'adoption et l'utilisation des TIC par les jeunes, y compris à la fourniture de données ventilées par sexe et d'informations sur les aspects comportementaux susceptibles d'être nuisibles et dangereux,

charge les Directeurs des Bureaux

de continuer à réfléchir aux moyens de faire participer les jeunes professionnels aux travaux des Bureaux,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à apporter leur soutien et à participer activement aux travaux menés par l'UIT pour encourager l'utilisation des TIC en faveur de l'autonomisation socio‑économique des jeunes;

2 à encourager la mise en place de formations actualisées pour les jeunes sur l'utilisation des TIC;

3 à encourager la collaboration avec la société civile et le secteur privé, afin de proposer une formation spécialisée aux jeunes qui innovent;

4 à renforcer l'élaboration d'outils et de lignes directrices relatives à l'élaboration de programmes, dans le but de soutenir les jeunes et de promouvoir leur autonomisation socio‑économique;

5 à coopérer avec les organisations internationales concernées ayant acquis une certaine expérience en matière d'autonomisation socio‑économique des jeunes dans le cadre de projets et de programmes,

encourage les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à examiner et à revoir, le cas échéant, leurs politiques et pratiques respectives pour garantir le recrutement, l'emploi, la formation et la promotion des jeunes grâce aux télécommunications/TIC;

2 à promouvoir les perspectives de carrière dans le secteur des télécommunications/TIC, y compris dans les administrations de télécommunication/TIC, les instances gouvernementales et de régulation, les organisations intergouvernementales et le secteur privé;

3 à inciter davantage de jeunes à faire des études en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM);

4 à encourager les jeunes à tirer parti des possibilités qu'offrent les TIC pour leur épanouissement et à promouvoir l'innovation et le développement économique à l'échelle nationale et internationale,

invite les Etats Membres

1 à échanger de bonnes pratiques sur les approches nationales visant à utiliser les TIC au service du développement socio-économique des jeunes;

2 à élaborer des stratégies nationales visant à utiliser les TIC au service du développement éducatif et socio-économique des jeunes;

3 à encourager l'utilisation des TIC au service de l'autonomisation des jeunes et de leur participation aux processus décisionnels du secteur des TIC;

4 à appuyer les activités menées par l'UIT dans le domaine des TIC au service du développement socio-économique des jeunes;

5 à envisager de mettre en place un programme visant à inclure de jeunes délégués, compte tenu d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes, dans la délégation officielle des pays aux grandes conférences de l'UIT, afin de sensibiliser les jeunes, de leur permettre d'acquérir des connaissances et de susciter leur intérêt pour les TIC,

invite les établissements universitaires

1 à continuer de mettre à disposition les structures nécessaires pour des échanges efficaces avec les jeunes, en leur proposant un accès à l'information ainsi que des bourses et en reconnaissant leur participation aux activités de l'UIT;

2 à soutenir les réseaux de jeunes, afin qu'ils puissent servir de plates-formes communautaires et de centres d'innovation pour apporter des contributions aux processus intellectuels de l'UIT;

3 à associer de jeunes enseignants et chercheurs, ainsi que des étudiants, aux activités pertinentes de l'UIT et à leur donner les moyens d'y participer efficacement, y compris par le biais du renforcement des capacités.

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter à la Résolution 198 de la Conférence de plénipotentiaires (Autonomisation des jeunes au moyen des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication) sont d'ordre rédactionnel.

MOD IAP/63A1/20

RÉSOLUTION 2 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Forum mondial des politiques de télécommunication et des technologies de l'information et des communications

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que l'environnement des télécommunications a connu de profonds changements, sous l'effet conjugué des progrès techniques, de la mondialisation des marchés et de la demande croissante de services transfrontières intégrés, toujours mieux adaptés aux besoins des usagers;

*b)* que la restructuration du secteur des télécommunications, notamment la séparation des fonctions de réglementation et d'exploitation, la libéralisation des services et l'apparition en permanence de nouveaux régulateurs, est possible dans la majorité des Etats Membres;

*c)* que la nécessité d'un cadre global d'échange d'informations sur les stratégies et les politiques de télécommunication ainsi que sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) est toujours impérieuse;

*d)* qu'il faut admettre l'existence de politiques et de réglementations nationales des télécommunications/TIC et les comprendre, afin de permettre le développement de marchés mondiaux susceptibles de favoriser le développement harmonieux des services de télécommunication;

*e)* les contributions importantes des Etats Membres et des Membres des Secteurs aux précédents Forums mondiaux des politiques de télécommunication/TIC (FMPT) et les résultats obtenus par ces Forums,

consciente

*a)* que l'Union a notamment pour objet de promouvoir, au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication/TIC, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète et d'harmoniser les efforts des Etats Membres et des Membres des Secteurs vers ces fins (se reporter aux résultats du Sommet mondial sur la société de l'information);

*b)* que l'UIT occupe toujours une position exceptionnelle et est une instance privilégiée pour la coordination, l'examen et l'harmonisation des politiques et stratégies nationales, régionales et internationales en matière de télécommunication/TIC ainsi que pour l'échange d'informations à ce sujet;

*c)* que le FMPT, qui a été créé par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) et dont les éditions de 1996, 1998, 2001, 2009 et 2013 ont été couronnées de succès, a constitué un cadre de discussion où des participants de haut niveau ont pu débattre de questions de portée mondiale ou intersectorielle, contribuant ainsi au progrès des télécommunications mondiales ainsi qu'à l'élaboration de procédures applicables aux travaux du Forum mondial des politiques de télécommunication lui‑même;

*d)* que l'édition de 2013 du FMPT, qui a réuni 126 Etats Membres de l'UIT et pas moins de 900 délégués, a été particulièrement réussie,

soulignant

*a)* que les Etats Membres et les Membres des Secteurs, conscients de la nécessité de réexaminer en permanence leurs propres politiques et législations en matière de télécommunication/TIC et de les coordonner dans un environnement des télécommunications/TIC qui évolue rapidement, ont adopté le FMPT comme mécanisme de discussion sur les stratégies et les politiques;

*b)* qu'il est nécessaire pour l'Union, en tant qu'organisation internationale jouant un rôle sans précédent et de tout premier plan dans le domaine des télécommunications/TIC, de continuer à organiser le FMPT pour faciliter l'échange d'informations, par des participants de haut rang, sur les politiques de télécommunication/TIC;

*c)* que l'objet du FMPT est de servir de cadre à l'échange de vues et d'informations et, partant, à l'élaboration, par des décideurs du monde entier, d'une vision commune des questions découlant de l'apparition de nouveaux services et de nouvelles technologies de télécommunication/TIC et d'étudier toute autre question de politique générale des télécommunications/TIC pour laquelle un échange de vues au niveau mondial serait utile, en plus de l'adoption d'avis reflétant des points de vue communs;

*d)* que le FMPT devrait continuer d'accorder une attention particulière aux intérêts et aux besoins des pays en développement[[10]](#footnote-10)1, dans lesquels les techniques et les services modernes peuvent contribuer de façon significative au développement de l'infrastructure des télécommunications;

*e)* qu'il continue d'être nécessaire de prévoir un temps de préparation suffisant pour le FMPT;

*f)* l'importance d'une préparation et de consultations au niveau régional avant la convocation du FMPT;

*g)* que les débats sur les questions relatives aux services et aux technologies de télécommunication/TIC qui se font jour tirent parti de la participation de toutes les parties prenantes concernées,

décide

1 que le FMPT, créé en application de la Résolution 2 (Kyoto, 1994) de la Conférence de plénipotentiaires, sera maintenu, afin de continuer de débattre des politiques de télécommunication/TIC et des questions de réglementation, en particulier des problèmes mondiaux et intersectoriels et de procéder à des échanges de vues et de renseignements à cet égard;

2 que le FMPT ne doit pas produire de règlements contraignants; toutefois, il établira des rapports et adoptera des avis, par consensus, qu'il soumettra aux Etats Membres et aux Membres des Secteurs ainsi qu'aux réunions compétentes de l'UIT;

3 que le FMPT sera ouvert à tous les Etats Membres et à tous les Membres des Secteurs;

4 que le FMPT organisera des débats entre plusieurs parties prenantes sur les avis formulés par le groupe d'experts sur le FMPT (EG-FMPT), qui seront ouverts à toutes les parties prenantes concernées;

5 que le FMPT sera convoqué en fonction des besoins pour réagir rapidement aux nouveaux problèmes de politique générale posés par l'évolution de l'environnement des télécommunications/TIC;

6 que le FMPT devra être convoqué dans les limites des ressources budgétaires existantes et, dans la mesure du possible, à l'occasion des réunions ou forums de l'Union, afin de réduire au minimum les conséquences budgétaires pour l'Union;

7 que le Conseil continuera d'arrêter la durée et les dates en prévoyant suffisamment de temps pour la préparation, ainsi que le lieu, l'ordre du jour et les thèmes du FMPT;

8 que l'ordre du jour et les thèmes continueront d'être arrêtés sur la base d'un premier rapport établi par le Secrétaire général et soumis à un groupe d'experts convoqué par le Conseil;

9 que le groupe d'experts procédera à un examen et donnera des précisions, sur la base des contributions de toute conférence, assemblée ou réunion de l'Union, ainsi que des contributions des Etats Membres et des Membres des Secteurs;

10 que, pour veiller à ce qu'ils soient bien ciblés, les débats du FMPT seront fondés exclusivement sur le rapport du groupe d'experts ainsi que sur les contributions dans lesquelles les Etats Membres, les Membres des Secteurs, les Associés, les établissements universitaires et les parties prenantes expriment leurs vues, conformément à une procédure adoptée par le Conseil;

11 que le FMPT ne prendra en considération aucun projet de nouvel Avis qui n'aura pas été présenté au cours de la période préparatoire avant le forum;

12 qu'une large participation au FMPT et qu'une grande efficacité opérationnelle pendant le Forum seront favorisées,

charge le Secrétaire général

1 de prendre les dispositions préparatoires nécessaires pour la convocation du FMPT, compte tenu du *décide* ci-dessus;

2 de soumettre son rapport au FMPT,

charge le Conseil

1 de continuer d'arrêter la durée, les dates, le lieu, l'ordre du jour et les thèmes des FMPT qui pourraient être organisés dans l'avenir;

2 de convoquer un groupe d'experts (EG-FMPT) ouvert à la participation de tous les Etats Membres et Membres des Secteurs, qui tiendra des consultations en ligne publiques ouvertes à toutes les parties prenantes intéressées et dont le mandat et les méthodes de travail seront définis par le Conseil, chargé d'assurer la préparation en vue du FMPT et d'élaborer le rapport et les projets d'Avis;

3 d'examiner le rapport du groupe EG-FMPT et de le soumettre au forum pour examen,

charge en outre le Conseil

de soumettre à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur le FMPT pour suite à donner.

**Motifs:** La CITEL propose d'apporter les modifications ci-avant à la Résolution 2 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires.

MOD IAP/63A1/21

RÉSOLUTION 154 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 67/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le multilinguisme;

*b)* la Résolution 154 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires;

*c)* la Résolution 115 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires;

*d)* la Résolution 104 (Minneapolis, 1998) de la Conférence de plénipotentiaires;

*e)* la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;

*f)* la Résolution 165 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;

*g)* la Résolution 168 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;

*h)* la Résolution UIT-R 36-4 de l'Assemblée des radiocommunications de l'UIT, sur la coordination du vocabulaire;

*i)* la Résolution 67 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, sur l'utilisation au sein du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT des langues de l'Union sur un pied d'égalité;

*j)* la Résolution 86 (Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, sur l'utilisation au sein du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT des langues de l'Union sur un pied d'égalité,

réaffirmant

le principe fondamental de l'égalité de traitement des six langues officielles, consacré dans les Résolutions 115 (Marrakech, 2002) et 154 (Rév. Guadalajara, 2010) relatives à l'utilisation des six langues sur un pied d'égalité,

prenant note avec satisfaction et se félicitant

*a)* des mesures prises à ce jour pour mettre en œuvre la Résolution 115 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires à compter du 1er janvier 2005 ainsi que la Résolution 154 (Rév. Busan, 2014);

*b)* des progrès accomplis pour assurer le succès de la mise en œuvre de la Résolution 104 (Minneapolis, 1998) ainsi que des gains d'efficacité et des économies qui en ont résulté;

*c)* des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Résolution 154 (Rév. Busan, 2014), en ce qui concerne l'harmonisation des méthodes de travail et l'optimisation des niveaux des effectifs dans les six langues, le regroupement des bases de données linguistiques relatives aux définitions et à la terminologie ainsi que la centralisation des fonctions d'édition;

*d)* de la participation de l'UIT à la Réunion annuelle interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (IAMLADP);

*e)* des travaux du Comité de coordination de l'UIT pour la terminologie (CCT de l'UIT), du Comité de coordination pour le vocabulaire de l'UIT-R (CCV) et du Comité de normalisation pour le vocabulaire de l'UIT-T (SCV) concernant l'adoption et l'approbation de termes et de définitions dans le domaine des télécommunications/TIC dans les six langues officielles de l'Union,

reconnaissant

*a)* que la traduction est un élément essentiel des travaux de l'Union qui permet à l'ensemble des membres de l'UIT d'avoir une compréhension commune des questions importantes à l'examen;

*b)* qu'il importe de préserver et renforcer le multilinguisme des services exigé par l'universalité des organisations appartenant au système des Nations Unies, ainsi que le préconise le Corps commun d'inspection des Nations Unies dans son rapport intitulé *Le multilinguisme dans le système des Nations Unies* (Document JIU/REP/2002/11);

*c)* que, nonobstant le succès de la mise en œuvre de la Résolution 115 (Marrakech, 2002), il n'est pas possible, pour diverses raisons, de passer à l'utilisation des six langues du jour au lendemain et qu'une "période de transition" vers une mise en œuvre pleine et entière est donc inévitable;

*d)* les travaux du Groupe de travail du Conseil de l'UIT sur l'utilisation des langues (GTC-LANG), ainsi que le travail accompli par le secrétariat pour mettre en œuvre les recommandations du groupe de travail, comme convenu par le Conseil à sa session de 2009, en particulier en ce qui concerne le regroupement des bases de données linguistiques relatives aux définitions et à la terminologie, de même que la centralisation des fonctions d'édition, l'intégration de la base de données terminologique pour l'arabe, le chinois et le russe et l'harmonisation et l'homogénéisation des méthodes de travail des six services linguistiques,

reconnaissant en outre

*a)* les contraintes budgétaires qui pèsent sur l'Union, et l'importance de veiller à ce que les travaux de l'UIT sur l'utilisation des langues de l'Union sur un pied d'égalité soient examinés parallèlement au budget de l'Union, de façon à parvenir à une répartition efficace des dépenses;

*b)* la Décision 5 (Rév. Dubaï 2018) de la présente Conférence, notamment:

– le point 1.2 du *décide* selon lequel les dépenses d'interprétation, de traduction et de traitement de texte afférentes aux langues officielles de l'Union ne dépasseront pas 85 millions CHF pour la période 2020‑2023;

– le point 3 du *charge le Secrétaire général*, dans lequel le Secrétaire général est chargé de ne ménager aucun effort pour parvenir à des budgets biennaux équilibrés et de porter à l'attention des membres, par l'intermédiaire du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (GTC-FHR), toute décision susceptible d'avoir des incidences financières qui pourraient influer sur la réalisation d'un tel équilibre; et

– l'Annexe 2 sur les mesures de réduction des charges, où il est proposé de réduire le nombre des groupes de travail du Conseil afin de réduire les dépenses;

*c)* la Décision 11 (Rév. Dubaï 2018) de la présente Conférence, sur la création et la gestion des groupes de travail du Conseil, conformément à laquelle, dans la mesure du possible, les groupes de travail du Conseil existants devraient être fusionnés, afin d'en réduire le nombre et de limiter également le nombre et la durée des réunions, en vue d'éviter la répétition des tâches et de réduire autant que possible les incidences budgétaires;

*d)* la Résolution 1386 adoptée par le Conseil à sa session de 2017, intitulée "Comité de coordination de l'UIT pour la terminologie (CCT de l'UIT)",

décide

1 de continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité, et pour assurer l'interprétation et la traduction des documents de l'UIT, même s'il se pourrait que certains travaux de l'UIT (par exemple ceux des groupes de travail et des conférences régionales) ne nécessitent pas l'utilisation des six langues;

2 de transférer les activités du GTC-LANG au GTC-FHR en tant que groupe ad hoc,

charge le Secrétaire général, en collaboration étroite avec les Directeurs des Bureaux

1 de présenter chaque année au Conseil et au Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (GTC-FHR) un rapport rendant compte:

– de l'évolution du budget affecté à la traduction des documents dans les six langues officielles de l'Union depuis 2010, compte tenu des variations du volume des services de traduction assurés chaque année;

– des procédures adoptées par d'autres organisations internationales faisant partie ou non du système des Nations Unies et des études comparatives sur les coûts de traduction;

– des initiatives prises par le Secrétariat général et les trois Bureaux pour accroître les gains d'efficacité et les économies dans la mise en œuvre de la présente résolution, au regard de l'évolution du budget depuis 2010;

– des autres méthodes de traduction qui pourraient être adoptées par l'UIT, et de leurs avantages et inconvénients;

– des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des mesures et des principes adoptés par le Conseil à sa session de 2014 en ce qui concerne la traduction et l'interprétation;

2 de publier immédiatement toutes les contributions soumises au Secrétariat de l'UIT pour une manifestation donnée de l'UIT, dans leur langue d'origine, sur le site web de la manifestation en question, avant même qu'elles n'aient été traduites dans les autres langues officielles de l'Union,

charge le Conseil

1 d'analyser l'adoption par l'UIT d'autres méthodes de traduction, en tenant compte de leurs incidences financières et en tirant pleinement parti des avantages qu'offrent les nouvelles technologies, afin de réduire les dépenses de traduction et de dactylographie dans le budget de l'Union, tout en maintenant ou en améliorant la qualité actuelle de la traduction et l'utilisation correcte de la terminologie technique dans le domaine des télécommunications;

2 d'analyser, y compris à l'aide d'indicateurs appropriés, l'application des mesures et des principes actualisés en matière d'interprétation et de traduction adoptés par le Conseil, à sa session de 2014, en tenant compte des contraintes financières et en gardant à l'esprit le fait que l'objectif est en définitive de mettre intégralement en œuvre le traitement des six langues officielles sur un pied d'égalité;

3 de prendre des mesures opérationnelles appropriées et d'en suivre l'application, par exemple:

– poursuivre l'examen des services ayant trait aux documents et aux publications de l'UIT en vue d'éliminer tout chevauchement d'activités et de créer des synergies;

– faciliter la production simultanée et en temps voulu de services linguistiques efficaces et de qualité (interprétation, documentation, publications et documents d'information pour le public) dans les six langues, pour appuyer les buts stratégiques de l'Union;

– favoriser l'optimisation du niveau des effectifs, y compris en ce qui concerne le personnel fixe, les surnuméraires et la sous‑traitance, tout en garantissant le niveau élevé de qualité requis de l'interprétation et de la traduction;

– continuer d'utiliser de manière judicieuse et efficace les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine linguistique et des publications, compte tenu de l'expérience acquise par d'autres organisations internationales et des bonnes pratiques en la matière;

– continuer d'étudier et de mettre en œuvre toutes les mesures propres à réduire la taille et le volume des documents (limitation du nombre de pages, résumés exécutifs, éléments d'information joints en annexe ou sous forme d'hyperliens) et faire en sorte que les réunions utilisent encore moins de documents papier, lorsque de telles mesures se justifient et sans qu'elles n'aient d'incidence, ni sur la qualité, ni sur la teneur des documents à traduire ou à publier, en gardant clairement à l'esprit la nécessité de respecter l'objectif de multilinguisme du système des Nations Unies;

– prendre en priorité, autant que possible, toutes les mesures nécessaires pour garantir l'utilisation équitable des six langues sur le site web de l'UIT, pour ce qui est des contenus multilingues et de la convivialité du site;

4 de suivre les travaux du secrétariat de l'UIT en ce qui concerne les points suivants:

– mener à bien les projets de terminologie en langue arabe approuvés par le Conseil, en utilisant les crédits déjà alloués à cette fin;

– fusionner toutes les bases de données de définitions et de terminologie existantes dans un système centralisé, en prenant des mesures appropriées pour assurer la maintenance, le développement et la tenue à jour de ce système;

– achever l'élaboration de la base de données de l'UIT relative à la terminologie et aux définitions dans le domaine des télécommunications/TIC et la tenir à jour, en mettant particulièrement l'accent sur l'une ou plusieurs des langues, en particulier l'arabe, dans lesquelles la terminologie reste insuffisante;

– doter les unités des six services linguistiques du personnel qualifié et des outils nécessaires pour répondre à leurs besoins dans chaque langue;

– améliorer l'image de l'Union et l'efficacité de son travail d'information auprès du public, en recourant aux six langues de l'Union, notamment pour la publication des Nouvelles de l'UIT, la création de pages web de l'UIT, la diffusion en ligne des débats, l'archivage des enregistrements des séances et la publication de documents destinés à informer le grand public, y compris les annonces de la tenue des manifestations ITU Telecom, les bulletins d'information électroniques (e‑Flash), etc.;

5 d'examiner, en collaboration avec les groupes consultatifs des Secteurs, les types d'informations qui devront figurer dans les documents finals et être traduits;

6 de continuer d'examiner en permanence les mesures à prendre pour réduire, sans nuire à la qualité, le coût et le volume de la documentation, en particulier pour les conférences et les assemblées;

7 de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur la mise en œuvre de la présente résolution,

invite les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à faire en sorte que les différentes versions linguistiques des documents et des publications soient utilisées, téléchargées et achetées par les différentes communautés linguistiques, afin d'optimiser leur utilité et leur rentabilité;

2 à soumettre leurs contributions et leurs documents suffisamment tôt avant le début des conférences et des assemblées et à réduire autant que possible la taille et le volume de ces derniers.

MOD IAP/63A1/22

RÉSOLUTION 72 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Coordination des planifications stratégique, financière et opérationnelle à l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

que les progrès réalisés dans l'accomplissement des buts et objectifs de l'UIT peuvent être mesurés et notablement améliorés grâce à la coordination des plans stratégique, financier et opérationnel énonçant les activités prévues pendant la période visée par ces plans,

reconnaissant

*a)* que les plans opérationnel et financier de l'UIT devraient énoncer les activités de l'Union, leurs objectifs et les ressources associées et qu'ils pourraient être efficacement utilisés, notamment pour:

– suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de l'Union;

– améliorer la capacité qu'ont les Etats Membres et les Membres des Secteurs d'évaluer, en utilisant des indicateurs de performance, les progrès accomplis dans la réalisation des activités au titre des programmes;

– améliorer l'efficacité de ces activités;

– assurer la transparence, en particulier dans l'application du recouvrement des coûts;

– encourager la complémentarité entre les activités de l'UIT et celles d'autres organisations internationales ou régionales de télécommunication compétentes;

*b)* qu'en raison de la mise en oeuvre en cours de la planification opérationnelle et de sa coordination effective avec la planification stratégique et la planification financière, il faudra peut‑être apporter des modifications au Règlement financier pour définir les liens qui existent entre les documents correspondants et harmoniser la présentation des informations qu'ils contiennent;

*c)* qu'il faut mettre en place des mécanismes de supervision efficaces et précis pour que le Conseil de l'UIT puisse bien suivre les progrès accomplis dans la coordination des fonctions stratégique, opérationnelle et financière et évaluer la mise en œuvre des plans opérationnels;

*d)* que, pour aider les Etats Membres à élaborer des propositions à l'intention des conférences, le Secrétariat devrait être invité à élaborer des lignes directrices permettant de déterminer les critères à appliquer pour évaluer les incidences financières et à diffuser ces lignes directrices sous forme de lettres circulaires du Secrétariat général ou des Directeurs des Bureaux;

*e)* que les Etats Membres, en tenant compte des lignes directrices élaborées par le secrétariat, devraient, dans la mesure pratiquement réalisable, insérer les informations pertinentes dans une annexe à leurs propositions afin que le Secrétaire général/les Directeurs des Bureaux puissent déterminer les incidences financières probables de ces propositions,

décide de charger le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

1 de déterminer des mesures et des éléments particuliers, devant être considérés comme indicatifs et non exhaustifs, qui seront inclus dans les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général, pour assurer une cohérence entre ces plans, mesures et éléments qui aideront l'Union à appliquer les plans stratégique et financier et permettront au Conseil de revoir cette application;

2 de revoir le Règlement financier de l'Union en tenant compte des points de vue des Etats Membres et de l'avis des groupes consultatifs des Secteurs et de faire des propositions appropriées que le Conseil examinera à la lumière des points *b)* et *c)* du *reconnaissant* ci-dessus;

3 d'élaborer, pour chacun d'eux, des plans opérationnels de synthèse coordonnés tenant compte de leurs relations avec les plans stratégique et financier de l'Union, tels que définis respectivement dans la Résolution 71 et la Décision 5 de la présente Conférence, plans opérationnels qui seront examinés chaque année par les groupes consultatifs des Secteurs et approuvés par le Conseil;

4 d'aider les Etats Membres qui en font la demande à préparer des estimations des coûts afférents aux propositions qu'ils soumettent à toutes les conférences et assemblées de l'Union;

5 de contribuer à la transparence de l'UIT en publiant des renseignements détaillés sur tous les coûts encourus lors de l'utilisation ou du déploiement de ressources humaines extérieures pour répondre aux besoins approuvés par les membres de l'UIT;

6 de fournir aux conférences et assemblées les informations nécessaires provenant de l'ensemble des nouveaux mécanismes financiers et des nouveaux mécanismes de planification disponibles pour qu'elles puissent procéder à une estimation raisonnable des incidences financières des décisions qu'elles prendront, y compris, dans la mesure du possible, à des estimations des coûts des propositions éventuelles soumises à toutes les conférences et assemblées de l'Union, compte tenu des dispositions de l'article 34 de la Convention de l'UIT,

charge le Conseil

1 d'évaluer les progrès réalisés dans la coordination des fonctions stratégique, financière et opérationnelle ainsi que dans la mise en œuvre de la planification opérationnelle, et de prendre les mesures voulues pour atteindre les objectifs de la présente résolution;

2 de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les plans stratégique, financier et opérationnel futurs soient élaborés conformément aux dispositions de la présente résolution;

3 d'élaborer un rapport, assorti d'éventuelles recommandations, qui sera examiné par la Conférence de plénipotentiaires de 2022,

prie instamment les Etats Membres

d'établir une liaison avec le secrétariat au tout début de l'élaboration de propositions ayant des incidences financières, afin que le programme de travail et les besoins associés en matière de ressources puissent être identifiés et, dans toute la mesure possible, inclus dans ces propositions.

ADD IAP/63A1/23

Projet de nouvelle Décision [IAP-2]

Elaboration des procédures pour les auditions des candidats aux postes de fonctionnaires élus et lignes directrices de l'UIT en matière d'éthique applicables aux activités susceptibles d'être menées dans le cadre de la campagne électorale précédant les Conférences de plénipotentiaires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

les modifications apportées au numéro 178 des "Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l’Union" approuvées par la présente Conférence sur la mise en place d'auditions pour les candidats aux postes de fonctionnaires élus.

reconnaissant

*a)* le rapport de 2009 du Corps commun d'inspection (CCI) du système des Nations Unies intitulé "Sélection et conditions d'emploi des chefs de Secrétariat au sein des organismes des Nations Unies", dans lequel il est recommandé aux institutions spécialisées de l'ONU de mettre en place un processus d'auditions pour les candidats aux postes de fonctionnaires élus;

*b)* que l'Assemblée générale des Nations Unies et plusieurs institutions du système des Nations Unies ont officiellement adopté des processus d'auditions lors desquels les candidats font part de leurs vues et répondent aux questions de l'auditoire,

tenant compte du fait

*a)* que le processus d'auditions a pour objet d'informer les Etats Membres de la déclaration d'intention et des qualifications de chaque candidat au poste et devrait donc se dérouler le plus tôt possible;

*b)* qu'il y a depuis toujours des fonctionnaires de l'UIT qui se portent candidats aux élections à l'UIT et qui, en raison des termes du Statut du personnel de l'UIT, ne soumettent leur candidature officielle que 28 jours avant la Conférence de plénipotentiaires, conformément au numéro 170 des Règles générales,

tenant compte en outre

des lignes directrices relatives aux aspects éthiques de certaines activités susceptibles d'être menées dans le cadre de la campagne électorale précédant la Conférence de plénipotentiaires de 2018, présentées à la session de 2018 du Conseil de l'UIT, qui les a adoptées,

décide

1 d'adopter les lignes directrices relatives aux aspects éthiques de certaines activités susceptibles d'être menées dans le cadre de la campagne électorale précédant la Conférence de plénipotentiaires de 2018 comme lignes directrices types pour toutes les Conférences de plénipotentiaires de l'UIT;

2 de mettre en place des procédures pour les auditions des candidats aux postes de fonctionnaires élus, conformément au numéro 178 des Règles générales, en respectant ce qui suit:

• les auditions devraient se tenir avant la session du Conseil qui se déroule la même année que la Conférence de plénipotentiaires, au moins six mois avant ladite Conférence;

• les auditions devraient être diffusées sur Internet et il devrait être possible de participer à distance,

charge le Secrétaire général

de présenter un rapport annuel au Conseil sur la mise en oeuvre des lignes directrices de l'UIT en matière d'éthique,

charge le Conseil

1 d'approfondir et d'améliorer les lignes directrices de l'UIT en matière d'éthique mentionnées au point 1 du *décide*;

2 d'élaborer les procédures mentionnées au point 2 du *décide*, aux fins d'approbation par le Conseil de l'UIT à sa session de 2020;

3 d'améliorer en permanence les procédures associées au processus d'auditions,

charge en outre le Conseil

de modifier le Statut du personnel de l'UIT, en particulier l'Article 12.2, afin de supprimer l'obligation pour un fonctionnaire nommé de l'UIT d'être placé en situation de congé spécial sans traitement lorsqu'il se porte candidat à l'un des postes de fonctionnaire élu,

encourage les Etats Membres

1 à promouvoir le processus d'auditions et à y participer activement;

2 à s'intéresser tôt à la campagne électorale de leurs candidats afin que ceux-ci puissent participer et prendre part aux auditions,

*prie instamment les futurs candidats*

de soumettre officiellement leur candidature au Secrétaire général, conformément au numéro 170 des Règles générales, le plus tôt possible.

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter aux "Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union" et le projet de nouvelle Décision ont trois objectifs principaux\*:

1) Mettre en place un processus d'auditions pour les candidats aux postes de fonctionnaires élus.

2) Modifier l'Article 12.2 du Statut du personnel de l'UIT, pour permettre la mise en oeuvre des nouvelles lignes directrices de l'UIT en matière d'éthique et assurer l'équilibre entre les fonctionnaires élus de l'UIT et les fonctionnaires de l'UIT pour ce qui est des conditions applicables aux candidatures.

3) Elaborer les procédures applicables aux auditions.

\* Cette question est traitée de manière détaillée dans le Document [C18/95 du Conseil de l'UIT (Contribution](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0095/en) de la République fédérative du Brésil – Mise en place d'auditions pour les candidats aux postes de fonctionnaires élus).

MOD IAP/63A1/24

RÉSOLUTION 77 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Planification et durée des conférences, forums, assemblées et sessions du Conseil de l'Union (2019-2023)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* le numéro 47 de l'article 8 de la Constitution de l'UIT, qui dispose que la Conférence de plénipotentiaires est convoquée tous les quatre ans;

*b)* les numéros 90 et 91 de l'article 13 de la Constitution, qui disposent que les conférences mondiales des radiocommunications (CMR) et les assemblées des radiocommunications (AR) sont normalement convoquées tous les trois à quatre ans et sont associées en lieu et dates;

*c)* le numéro 114 de l'article 18 de la Constitution, qui stipule que les assemblées mondiales de normalisation des télécommunications (AMNT) sont convoquées tous les quatre ans;

*d)* le numéro 141 de l'article 22 de la Constitution de l'UIT, qui dispose qu'entre deux Conférences de plénipotentiaires, il se tient une conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT);

*e)* le numéro 51 de l'article 4 de la Convention de l'UIT, qui dispose que le Conseil de l'UIT se réunit une fois par an en session ordinaire au siège de l'Union;

*f)* la Résolution 111 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires,

reconnaissant

*a)* la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur le plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 et les priorités qui y sont définies;

*b)* que, dans l'examen du projet de plan financier de l'Union pour la période 2020-2023, l'augmentation des recettes pour répondre aux besoins croissants au titre des programmes pose un problème considérable,

considérant

*a)* l'importance que revêt le respect mutuel des préceptes religieux et spirituels des délégués participant aux conférences, assemblées et sessions du Conseil de l'UIT;

*b)* combien il est important d'associer tous les délégués aux travaux essentiels des conférences, assemblées et sessions du Conseil de l'UIT et de ne pas les empêcher d'y participer;

*c)* le processus de planification des conférences, assemblées et sessions du Conseil de l'UIT et d'invitation à celles-ci, tel qu'il est prévu dans la Convention de l'UIT,

considérant en outre

*a)* qu'il est nécessaire de tenir compte des ressources financières de l'Union lors de la planification des conférences, assemblées et forums, et en particulier de garantir le fonctionnement efficace de l'Union, dans le cadre de ressources limitées;

*b)* qu'il est nécessaire de veiller à ce que l'espace de réunion disponible soit suffisant pour accueillir les activités fondamentales des Secteurs de l'UIT;

*c)* l'augmentation du nombre total de manifestations organisées par l'Union pendant l'année et, en conséquence, un espace de réunion parfois suffisant pour pouvoir accueillir les activités fondamentales des Secteurs de l'UIT;

*d)* que la tenue de conférences, d'assemblées et de forums la même année que la Conférence de plénipotentiaires représente une charge pour les membres et le personnel de l'Union,

ayant examiné

*a)* le Document PP-18/XX du Secrétaire général concernant les conférences et assemblées prévues;

*b)* les propositions présentées par plusieurs Etats Membres,

tenant compte

*a)* des diverses dispositions de la Constitution et de la Convention relatives aux trois Secteurs de l'Union ainsi qu'à leurs éléments constitutifs, notamment les conférences, assemblées, commissions d'études et groupes consultatifs;

*b)* des exigences croissantes imposées aux Etats Membres, aux Membres des Secteurs, au Secrétariat général et aux Secteurs de l'Union et des travaux préparatoires qu'ils doivent effectuer avant chaque conférence, assemblée et forum de l'Union;

*c)* que la tenue du Conseil plus tôt dans l'année calendaire améliore la coordination entre les plans stratégique, financier et opérationnel, le budget et les autres activités que doit mener le Conseil,

notant

*a)* que, conformément à la Résolution 1380 du Conseil (C16, dernière mod. C17), l'Assemblée des radiocommunications de 2019 (AR-19) se tiendra du 21 au 25 octobre 2019, et la Conférence mondiale des radiocommunications de 2019 (CMR-19) se tiendra du 28 octobre au 22 novembre 2019;

*b)* que les rapports du vérificateur extérieur des comptes sur les finances de l'Union devraient normalement être mis à la disposition du Conseil suffisamment tôt avant ses sessions,

décide

1 que l'Union et ses Etats Membres devront tout faire, dans la mesure du possible, pour éviter que la période prévue pour une conférence ou assemblée de l'UIT coïncide avec la période de célébration d'une fête religieuse considérée comme importante par un Etat Membre;

2 que l'Union et les Etats Membres du Conseil devront tout mettre en œuvre, dans la mesure du possible, pour éviter que la période prévue pour une session du Conseil de l'UIT coïncide avec la période de célébration d'une fête religieuse considérée comme importante par un Etat Membre du Conseil;

3 que le gouvernement invitant d'une conférence ou d'une assemblée de l'UIT ou, en l'absence de gouvernement invitant, le Secrétaire général, doit vérifier avec les Etats Membres que la période proposée pour une conférence ou assemblée ne coïncide pas avec une période de célébration d'une grande fête religieuse;

4 que les conférences et assemblées de l'UIT se tiendront en principe pendant le dernier trimestre de l'année, et non la même année[[11]](#footnote-11)1, sauf dans le cas prévu au point *b)* du *rappelant* ci‑dessus;

5 que les Conférences de plénipotentiaires seront, sauf nécessité urgente, limitées à une durée de trois semaines;

6 que les expositions, les forums, les manifestations de haut niveau et les colloques de l'UIT ayant un caractère mondial devront être organisés dans les limites des ressources allouées dans le plan financier et le budget biennal approuvés par le Conseil, et sous réserve des impératifs en matière de calendrier et d'espace de réunion pour les activités fondamentales des Secteurs de l'UIT et autres manifestations obligatoires de l'Union, comme les conférences, assemblées et sessions du Conseil;

7 que le programme des conférences, assemblées et sessions futures du Conseil pour la période 2019-2024 sera le suivant:

7.1 que le Conseil tiendra, en principe, sa session ordinaire pendant la période juin-juillet de l'année calendaire ou aux environs de cette période;

7.2 que la CMR-19 se tiendra à Charm el-Cheikh (Egypte) du 28 octobre au 22 novembre 2019, précédée de l'Assemblée des radiocommunications, qui se déroulera du 21 au 25 octobre 2019;

7.3 que l'AMNT se tiendra pendant le dernier trimestre de 2020;

7.4 que la CMDT se tiendra pendant le dernier trimestre de 2021;

7.5 que la Conférence de plénipotentiaires se tiendra pendant le dernier trimestre de 2022;

7.6 qu'une AR et qu'une CMR se tiendront pendant le dernier trimestre de 2023,

8 que l'ordre du jour des conférences mondiales ou régionales doit être établi conformément aux dispositions pertinentes de la Convention et que l'ordre du jour des assemblées doit être établi, le cas échéant, en tenant compte des résolutions et recommandations des conférences et assemblées concernées;

9 que les conférences et assemblées dont il est question au point 4 du *décide* devront avoir lieu pendant les périodes indiquées, que les dates et les lieux précis seront fixés par le Conseil après consultation des Etats Membres, en ménageant un laps de temps suffisant entre les conférences, et que les durées précises seront déterminées par le Conseil, une fois que les ordres du jour correspondants auront été établis,

charge le Secrétaire général

1 de prendre les mesures appropriées pour utiliser au mieux, pendant ces conférences, le temps et les ressources disponibles;

2 de donner la priorité aux activités fondamentales des Secteurs de l'UIT lors de la planification des expositions, forums, manifestations de haut niveau et colloques d'envergure mondiale de l'UIT;

3 de faire rapport au Conseil sur la mise en œuvre de la présente résolution, en proposant, au besoin, d'autres améliorations,

charge le Conseil

1 de planifier, à chaque session ordinaire, les trois prochaines sessions ordinaires en juin‑juillet, et de revoir cette planification d'une année à l'autre;

2 de prendre les mesures appropriées pour faciliter la mise en œuvre de la présente résolution et de faire rapport aux futures conférences de plénipotentiaires sur les améliorations possibles de sa mise en oeuvre.

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter à la Résolution 77 (Rév. Busan 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée "Planification et durée des conférences, forums, assemblées et sessions du Conseil de l'Union (2015-2019)" visent à:

• apporter des changements de forme;

• transférer l'intégralité du contenu de la Résolution 111 (Prise en compte des grandes fêtes religieuses dans la planification des conférences, des assemblées et des sessions du Conseil de l'UIT), sans modification, dans la Résolution 77 de la PP, étant donné qu'elles portent sur le même sujet;

• supprimer (SUP) la Résolution 111 de la PP.

SUP IAP/63A1/25

RÉSOLUTION 111 (Rév. Busan, 2014)

Prise en compte des grandes fêtes religieuses dans la planification des conférences, des assemblées et des sessions du Conseil de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** Les Résolutions 77 et 111 portent toutes deux sur la question de la planification des conférences, forums, assemblées et sessions du Conseil de l'UIT. Dans le souci de rationaliser et de regrouper les résolutions de la PP qui sont similaires, la Résolution 77 a été modifiée de façon à intégrer entièrement toutes les dispositions de la Résolution 111 sans modification. La Résolution 111 peut donc être supprimée.

NOC IAP/63A1/26

RÉSOLUTION 152 (RÉv. Busan, 2014)

Amélioration de la gestion et du suivi de la contribution des Membres des Secteurs et des Associés aux dépenses de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** La Conférence de plénipotentiaires tenue à Busan a révisé la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) sur l'amélioration de la gestion et du suivi de la contribution des Membres des Secteurs et des Associés aux dépenses de l'UIT, afin d'octroyer au Secrétaire général une plus grande souplesse pour mettre en oeuvre le point 6 du *décide* de ladite Résolution concernant la négociation de plans d'amortissement avec les Membres de Secteur et les Associés, de façon à réduire le nombre d'entités exclues pour retard de paiement de droits et à faciliter le recouvrement des dettes antérieures, à garder les Membres de Secteur et Associés actuels et à attirer de nouveaux membres.

A sa session de 2018, le Conseil a confirmé que cette nouvelle procédure continue de produire des résultats satisfaisants, et a noté que la souplesse accordée au Secrétaire général a eu des effets positifs sur le paiement des contributions et a permis d'améliorer le taux de recouvrement et de réduire les dettes des Membres de Secteur et des Associés, ainsi que de recouvrer des arriérés, qu'il aurait été difficile de récupérer autrement. Pour ces raisons, il conviendrait de maintenir la Résolution 152, telle que révisée à la Conférence de plénipotentiaires tenue à Busan, produit des résultats satisfaisants, comme l'a observé le Conseil.

ADD IAP/63A1/27

Projet de nouvelle Résolution [IAP-1]

Le journal de l'UIT: à la découverte des TIC

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

que, par la Résolution 169 (Rév. Busan, 2014), la Conférence de plénipotentiaires a créé une nouvelle catégorie de participants aux travaux de l'UIT pour les établissements universitaires,

considérant

*a)* que les établissements universitaires jouent un rôle important en recherche‑développement dans le domaine des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC);

*b)* que les contributions intellectuelles et scientifiques des établissements universitaires sont utiles pour les travaux de l'Union, en particulier pour les activités des commissions d'études de l'UIT ainsi que des groupes spécialisés;

*c)* que les établissements universitaires contribuent grandement à mieux faire connaître les activités de l'Union à la communauté internationale des chercheurs dans le domaine des TIC ainsi qu'aux jeunes, et à en accroître la visibilité,

notant

*a)* que la manifestation pluridisciplinaire Kaléidoscope, organisée chaque année depuis 2008, a permis de renforcer le dialogue entre les établissements universitaires et les experts dans le domaine de la normalisation des TIC, et de repérer, grâce à des articles originaux évalués par les pairs, les domaines dans lesquels des normes internationales sont nécessaires pour faciliter le développement de la société de l'information;

*b)* que le Journal de l'UIT a été officiellement lancé en septembre 2017 lors d'une édition d'ITU Telecom World, dans le but d'illustrer une approche interdisciplinaire qui rende compte du vaste domaine d'activité de l'UIT et qui permette d'étudier la convergence entre le secteur des télécommunications/TIC et d'autres disciplines, et contient des articles de synthèse, des tutoriels sur la mise en oeuvre des bonnes pratiques et des études de cas,

décide

1 d'appuyer la poursuite de l'élaboration du Journal de l'UIT, revue technique et professionnelle de l'UIT, avec évaluation par les pairs et accessible en ligne sous forme numérique;

2 de publier des travaux de recherche scientifique originaux sur les avancées techniques dans le domaine des télécommunications/TIC, ainsi que sur leurs aspects politique, réglementaires, économiques, sociaux et juridiques, l'objectif étant de susciter des débats prospectifs sur les nouvelles tendances qui présentent un intérêt pour les travaux de l'Union;

3 d'établir des collaborations avec la communauté internationale des chercheurs et de mieux faire connaître le Journal à l'échelle mondiale, afin de le faire figurer dans des classements de revues scientifiques,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

de continuer de diriger l'ensemble des activités relatives au Journal de l'UIT, y compris le processus de rédaction,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

1 de contribuer à l'élaboration du Journal de l'UIT, en fournissant des avis sur des questions de fond, notamment sur la politique et la portée du Journal;

2 de recenser de nouveaux sujets qui seront traités dans le Journal et de désigner des chercheurs et des professionnels de renom en tant que candidats pour faire partie du Comité de rédaction du Journal;

3 de promouvoir le Journal de l'UIT et de diffuser les appels à contribution qui le concernent le plus largement possible auprès des membres de l'UIT, des universités et des instituts de recherche, ainsi que d'autres communautés concernées, afin d'encourager la soumission d'articles scientifiques originaux,

invite les Etats Membres de l'UIT

1 à informer leurs communautés d'universitaires et de chercheurs de la présente résolution, et à les encourager à contribuer à l'élaboration du Journal et à leur fournir un appui en la matière;

2 à recenser eux aussi de nouveaux sujets à traiter dans le Journal et à désigner des chercheurs et des professionnels de renom en tant que candidats pour faire partie du Comité de rédaction du Journal.

**Motifs:** La CITEL propose un projet de nouvelle résolution en vue d'appuyer la poursuite de l'élaboration du Journal de l'UIT, revue technique et professionnelle, avec évaluation par les pairs et accessible en ligne sous forme numérique.

La CITEL est convaincue que les établissements universitaires contribuent à mieux faire connaître les activités de l'Union à la communauté internationale des chercheurs dans le domaine des TIC, et à en accroître la visibilité. En outre, force est de constater que les établissements universitaires ont accueilli favorablement la création du Journal de l'UIT, en tant que produit de l'UIT de nature à promouvoir les travaux universitaires.

Pour ces raisons, il est proposé d'appuyer cette publication qui rend compte des travaux de l'Union et de ces trois Secteurs, et promeut l'importance des travaux des établissements universitaires à l'UIT.

MOD IAP/63A1/28

RÉSOLUTION 175 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Accessibilité des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* l'Article 12 du Règlement des télécommunications internationales (RTI) adopté par la Conférence mondiale des télécommunications internationales (CMTI) (Dubaï, 2012), qui dispose que les Etats Membres devraient promouvoir l'accès des personnes handicapées aux services internationaux de télécommunication, compte tenu des Recommandations pertinentes du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT‑T);

*b)* le document final de la Réunion de haut niveau sur la question du handicap et du développement (HLMDD) organisée le 23 septembre 2013 par l'Assemblée générale des Nations Unies au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, sur le thème "Utiliser les TIC pour instaurer un cadre de développement tenant compte de la question du handicap", dans lequel l'accent est mis sur l'objectif d'un développement n'excluant personne et d'une société dans laquelle les personnes en situation de handicap sont à la fois acteurs et bénéficiaires;

*c)* l'Objectif de développement durable (ODD) 10, qui souligne la nécessité de garantir à tous, y compris les personnes handicapées, l'égalité quant à l'accès aux TIC et à leur utilisation;

*d)* le Groupe spécialisé de l'UIT-T sur l'accessibilité des supports audiovisuels (FG‑AVA), dont les travaux portent sur la radiodiffusion et la télévision par Internet, afin d'inclure l'audiodescription pour les personnes malvoyantes et le sous-titrage pour les personnes sourdes ou malentendantes, ainsi que sur l'accessibilité de la participation à distance par Internet;

*e)* la Déclaration de Phuket sur la préparation des personnes handicapées aux tsunamis (Phuket, 2007), qui met l'accent sur la nécessité de disposer de systèmes inclusifs d'alerte dans les situations d'urgence et de gestion des catastrophes utilisant des équipements de télécommunication/TIC fondés sur des normes mondiales, ouvertes et non propriétaires;

*f)* la Résolution 67 (2015) de l'Assemblée des radiocommunications de l'UIT sur l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers;

*g)* la Résolution 70 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, sur l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers;

*h)* la Résolution 58 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, sur l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers,

reconnaissant

*a)* les travaux en cours au sein du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT‑R), du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et du Secteur du développement des télécommunications (UIT-D) sur l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers;

*b)* les documents techniques sur les cas d'utilisation visant à aider les personnes handicapées à utiliser les applications mobiles; les lignes directrices pour des réunions accessibles; les lignes directrices pour faciliter la participation à distance aux réunions pour tous; et la liste de contrôle sur l'accessibilité des télécommunications;

*c)* que le plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019, tel qu'approuvé par la présente Conférence, comporte l'objectif intersectoriel I.5: "Améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers", ainsi que les résultats et les produits correspondants;

*d)* les résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui demande qu'une attention particulière soit accordée aux personnes handicapées et aux personnes ayant des besoins particuliers;

*e)* que lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, il a été reconnu qu'une attention particulière doit être accordée à la résolution des difficultés propres aux technologies de l'information et de la communication auxquelles les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers font face;

*f)* le paragraphe 13 de la Déclaration de principes de Genève et le paragraphe 18 de l'Engagement de Tunis, dans lesquels est réaffirmé l'engagement à fournir un accès équitable et abordable aux TIC, en particulier aux personnes handicapées et aux personnes ayant des besoins particuliers;

*g)* les diverses mesures prises au niveau régional ou national pour élaborer ou revoir des directives et des normes en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées et applicables aux télécommunications/TIC;

*h)* la politique de l'UIT en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers, adoptée par le Conseil de l'UIT en 2013;

*i)* que la diffusion sur le web via des pages web et des documents accessibles, le recours au sous-titrage et aux audiodescriptions dans les contenus audiovisuels, ainsi que le recours à l'interprétation en langue des signes sont des outils précieux qui sont utiles aux personnes handicapées et aux personnes ayant des besoins particuliers,

considérant

*a)* que l'Organisation mondiale de la santé estime qu'un milliard de personnes handicapées dans le monde, soit 15% de la population mondiale, vivent avec des handicaps plus ou moins graves, physiques, sensoriels ou cognitifs, et que 80% d'entre elles vivent dans des pays en développement[[12]](#footnote-12)1;

*b)* que les TIC peuvent offrir aux femmes et aux jeunes filles handicapées des possibilités et des avantages leur permettant de surmonter l'exclusion dont elles sont victimes du fait de leur sexe et de leur handicap;

*c)* que dans son article 9 sur l'accessibilité, la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, entrée en vigueur le 3 mai 2008, appelle instamment les Etats Parties à prendre des mesures appropriées, et notamment à:

i) 9 (2 g): *"Promouvoir l'accès des personnes handicapées aux nouveaux systèmes et technologies de l'information et de la communication, y compris l'Internet";*

ii) 9 (2 h): *"Promouvoir l'étude, la mise au point, la production et la diffusion de systèmes et technologies de l'information et de la communication à un stade précoce, de façon à en assurer l'accessibilité à un coût minimal";*

*d)* que le Conseil des droits de l'hommedes Nations Unies a créé la fonction de Rapporteur spécial pour les droits des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers, pour permettre l'identification des barrières et des obstacles que les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers doivent encore surmonter pour avoir toute leur place dans la société et au sein de l'UIT, et qui aura pour mandat de travailler en coordination étroite avec tous les mécanismes et toutes les entités du système des Nations Unies, les mécanismes régionaux, la société civile, les organisations de personnes handicapées et les organisations s'occupant des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers, et d'intégrer le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, la coopération internationale et le renforcement des capacités dans toutes ses activités, conformément aux principes énoncés dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées;

*e)* l'importance d'une coopération entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les organisations publiques et privées concernées afin d'offrir des possibilités d'accès bon marché;

*f)* que les gouvernements et les multiples parties prenantes doivent prêter attention aux résultats présentés dans le rapport élaboré conjointement par l'Initiative G3ict et Disabled People's International (DPI), étant donné que les progrès accomplis en matière d'accessibilité de l'infrastructure de l'information, considérée comme un élément essentiel de l'accessibilité des TIC qui a une incidence considérable sur un très grand nombre d'utilisateurs, sont limités au regard des dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées du point de vue du respect général de ces dispositions par les pays qui l'ont ratifiée,

consciente

des travaux menés par l'Activité conjointe de coordination sur l'accessibilité et les facteurs humains (JCA-AHF) à des fins de sensibilisation, de conseil, d'assistance, de collaboration, de coordination, d'échanges en réseau et d'établissement de précédents, compte tenu du mandat de la JCA-AHF, qui est chargée de la coordination et de la communication entre tous les secteurs au sujet des travaux sur l'accessibilité afin d'éviter toute redondance des tâches,

décide

1 d'associer les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers aux travaux de l'UIT, en tenant compte de leur expérience, de leurs compétences techniques et de leurs avis, afin qu'elles puissent collaborer à l'adoption d'un plan d'action détaillé visant à étendre l'accès aux télécommunications/TIC, en collaboration avec les entités et organismes extérieurs s'occupant de ces questions;

2 d'encourager le dialogue et la communication avec les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers (moyennant une interprétation si nécessaire), entre ceux qui élaborent des politiques publiques et des statistiques sur les télécommunications/TIC et les utilisateurs handicapés et ceux ayant des besoins particuliers, afin d'obtenir davantage d'informations et de connaissances sur les données à recueillir et à analyser au niveau national, à l'aide de normes et de méthodes internationales;

3 d'encourager la coopération avec les organisations et institutions régionales et mondiales qui s'occupent de l'accessibilité pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers, afin d'inclure la question de l'accessibilité aux télécommunications/TIC dans leurs programmes et de tenir compte de sa nature transversale avec d'autres sujets;

4 d'utiliser le plus possible les moyens accessibles de diffusion sur le web et le sous-titrage (y compris la transcription des sous-titres) et si possible la langue des signes, compte tenu des contraintes financières et techniques de l'Union, d'assurer ce sous-titrage dans les six langues officielles de l'Union pendant et après chaque séance lors des conférences, assemblées et réunions de l'Union, comme indiqué dans la Section 12 "Constitution des commissions" du Chapitre II des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union,

charge le Secrétaire général, après consultation des Directeurs des Bureaux

1 de coordonner les activités relatives à l'accessibilité entre l'UIT-R, l'UIT-T et l'UIT-D, par l'intermédiaire de la JCA-AHF et en collaboration avec les autres organisations et entités concernées, le cas échéant, de façon à éviter tout double emploi et à faire en sorte que les besoins des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers soient pris en considération;

2 d'étudier les incidences financières qu'aurait pour l'UIT la fourniture, dans les limites des ressources disponibles, d'informations dans des formats accessibles et par l'intermédiaire des TIC, ainsi que d'un accès à ses installations, services et programmes pour les participants malvoyants, malentendants ou souffrant de troubles moteurs, et les personnes ayant des besoins particuliers, principalement au moyen d'un service de sous-titrage lors des réunions, de l'interprétation en langue des signes, d'un accès à des informations via le site web de l'UIT, en version papier et dans des formats adaptés, d'un accès physique aux bâtiments et aux installations de réunion de l'UIT, et de faciliter l'adoption par l'UIT de pratiques accessibles en matière de recrutement et d'emploi;

3 conformément à la Résolution 61/106 de l'Assemblée générale des Nations Unies, de tenir compte des normes et des lignes directives en matière d'accessibilité, lors de toute rénovation ou de tout réaménagement des locaux, afin que les critères d'accessibilité soient respectés et qu'aucun nouvel obstacle ne soit involontairement mis en place;

4 d'encourager et de promouvoir la représentation des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers, pour faire en sorte que leur expérience et leurs avis soient pris en compte lors de la mise au point et de la réalisation des travaux de l'UIT;

5 d'envisager d'élargir le programme de bourses, afin de permettre aux délégués handicapés et aux délégués ayant des besoins particuliers, dans le cadre des limites budgétaires existantes, de participer aux travaux de l'UIT;

6 d'identifier, de documenter et de diffuser des exemples de bonnes pratiques en matière d'accessibilité dans le domaine des télécommunications/TIC entre les Etats Membres de l'UIT et les Membres de Secteur;

7 de travailler en collaboration avec l'UIT-R, l'UIT-T et l'UIT-D concernant les activités liées à l'accessibilité, par l'intermédiaire de la JCA-AHF, et en particulier dans le domaine de la sensibilisation aux normes sur l'accessibilité des télécommunications/TIC et de leur rationalisation et en élaborant des programmes qui permettent aux pays en développement de mettre en place des prestations permettant aux personnes handicapées et aux personnes ayant des besoins particuliers d'utiliser efficacement les services de télécommunication/TIC;

8 de travailler en collaboration et en coopération avec les autres organisations et entités régionales ou mondiales concernées, en particulier afin de garantir la prise en compte des travaux en cours dans le domaine de l'accessibilité;

9 de travailler en collaboration et en coopération avec des organisations de personnes handicapées dans toutes les régions, pour faire en sorte que les besoins des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers soient pris en compte;

10 de charger les bureaux régionaux, dans les limites des ressources dont elles disposent, d'organiser des concours régionaux en vue de concevoir des technologies d'assistance à l'intention des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers, compte dûment tenu des différences de cultures et de langues et compte tenu du fait que certains concepteurs sont aussi des personnes handicapées;

11 d'utiliser et d'échanger des informations concernant la manière dont les TIC peuvent contribuer à l'autonomisation des personnes souffrant de handicaps, quels qu'ils soient, et des personnes ayant des besoins particuliers, quels qu'ils soient, par exemple des lignes directrices, des outils et des sources d'information élaborés par l'UIT et d'autres organisations concernées telles que l'initiative G3ict, qui sont utiles aux travaux de l'UIT et des membres;

12 d'encourager les bureaux régionaux, dans les limites des ressources dont ils disposent, à coopérer avec les parties prenantes concernées, afin de promouvoir la mise au point de nouvelles technologies à l'intention des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers;

13 de faire rapport chaque année au Conseil et à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les mesures prises en application de la présente résolution;

14 d'encourager la collecte et l'analyse de données statistiques sur les handicaps et l'accessibilité des télécommunications/TIC que les Etats Membres peuvent prendre en considération lorsqu'ils élaborent et conçoivent leurs propres politiques publiques en vue de promouvoir l'accessibilité,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à élaborer, conformément à leur cadre juridique national, des lignes directrices ou d'autres mécanismes visant à renforcer l'accessibilité, la compatibilité et la possibilité d'utiliser des services, produits et terminaux de télécommunication/TIC, et à apporter un appui aux initiatives régionales liées à cette question;

2 à envisager de mettre en place des services de télécommunication/TIC appropriés et à encourager la mise au point d'applications pour les dispositifs et produits de télécommunication, pour permettre aux personnes handicapées et aux personnes ayant des besoins particuliers d'utiliser ces services sur la base de l'égalité avec les autres, et à promouvoir la coopération internationale en la matière;

3 à promouvoir la création de possibilités d'apprentissage pour former les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers à l'utilisation des TIC au service de leur développement socio-économique, y compris dans le cadre de cours de formation de formateurs et de l'apprentissage à distance;

4 à prendre une part active aux activités ou études liées à l'accessibilité de l'UIT‑R, l'UIT‑T et l'UIT‑D, notamment aux travaux des commissions d'études concernées, et de la JCA-AHF, et à inclure et à promouvoir la représentation des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers, pour veiller à ce que leur expérience et leurs avis soient pris en compte;

5 à encourager la coordination et l'établissement de consensus afin de veiller à ce que les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers aient accès aux services de télécommunication/TIC;

6 à échanger les bonnes pratiques mises en oeuvre en faveur de l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers;

7 à tenir compte des points *c)* ii) et *e)* du *considérant* ci-dessus et des avantages de l'accessibilité financière des équipements et services destinés aux personnes handicapées et aux personnes ayant des besoins particuliers, y compris du principe de conception universelle;

8 à encourager la communauté internationale à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale créé par l'UIT, afin d'appuyer les activités liées à la mise en œuvre de la présente résolution.

MOD IAP/63A1/29

RÉSOLUTION 151 (RÉv. DUBAÏ, 2018)

Amélioration de la gestion axée sur les résultats à l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* laDécision 5 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, qui indique les restrictions de ressources pour la période 2020-2023 et énonce les buts et objectifs relatifs à l'amélioration de l'efficacité des activités de l'UIT;

*b)* la Résolution 48 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, en vertu de laquelle il a été décidé que le développement et la gestion des ressources humaines à l'UIT devraient continuer d'être compatibles avec les objectifs et activités de l'Union et avec le régime commun des Nations Unies;

*c)* la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, qui énonce les buts et objectifs stratégiques de l'Union et des Secteurs, sur la base d'un cadre de gestion axée sur les résultats (GAR);

*d)* la Résolution 72 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, dans laquelle il est souligné que les progrès réalisés dans l'accomplissement des objectifs de l'UIT peuvent être mesurés et notablement améliorés grâce à la coordination des plans stratégique, financier et opérationnel énonçant les activités prévues pendant la période visée par ces plans;

*e)* la Résolution 151 (Rév. Busan, 2014), par laquelle la Conférence de plénipotentiaires a chargé en outre le Secrétaire général de continuer d'améliorer les méthodes associées à la mise en œuvre complète de la budgétisation axée sur les résultats (BAR) et de la GAR, y compris la présentation des budgets biennaux,

reconnaissant

*a)* que pour poursuivre la mise en œuvre de la BAR et de la GAR à l'UIT, il faut opérer un nouveau changement de culture et faire participer le personnel, à tous les niveaux, afin d'intégrer les concepts et la terminologie de la GAR dans la planification et la gestion de programmes, ainsi que dans l'établissement de rapports;

*b)* que le Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI) a considéré, dans un rapport publié en 2004 et intitulé "*Application de la gestion axée sur les résultats dans les organismes des Nations Unies*", qu'une stratégie globale visant à modifier la façon dont fonctionnent les organisations, axée principalement sur l'amélioration de leur efficacité (c'est-à-dire l'obtention de résultats), est une étape essentielle vers l'application de la GAR;

*c)* que le CCI a déterminé que les principaux piliers d'un système solide de GAR sont le processus de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation; la délégation de pouvoir et la responsabilisation; la performance du personnel et la gestion des contrats;

*d)* qu'il est nécessaire de mettre en oeuvre les recommandations du CCI figurant dans le Document JIU/REP/2016/1 – Examen de la gestion et de l'administration de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en tenant compte de l'adoption de la GAR dans les organisations du système des Nations Unies,

soulignant

que l'objectif de la GAR et de la BAR est de faire en sorte que des ressources suffisantes soient allouées aux activités ayant un rang de priorité élevé afin de parvenir efficacement aux résultats prévus,

décide de charger le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

1 de continuer d'améliorer les méthodes et les processus associés à la mise en oeuvre intégrale de la GAR et de la BAR aux niveaux du traitement et de l'application, et notamment d'améliorer en permanence la présentation des budgets biennaux;

2 de continuer d'élaborer un cadre UIT détaillé de présentation des résultats pour appuyer la mise en oeuvre des plans stratégique, financier et opérationnels, ainsi que le suivi de leur réalisation;

3 d'élaborer un cadre détaillé de suivi et d'évaluation des performances pour appuyer le cadre UIT de présentation des résultats;

4 de poursuivre l'intégration du cadre de gestion des risques, à l'échelle de l'UIT, dans le contexte de la GAR, pour faire en sorte que les contributions des membres et d'autres entités soient utilisées au mieux;

5 de progresser constamment pour ce qui est de renforcer les capacités du personnel ainsi que la contribution au cadre UIT de présentation des résultats;

6 d'améliorer en permanence l'efficacité de toutes les activités en évitant tout double emploi, au moyen des mécanismes actuels permettant d'assurer une coordination intersectorielle et d'éviter tout chevauchement, compte tenu de la complémentarité entre les activités de l'UIT et celles d'autres organisations internationales ou régionales de télécommunication compétentes, ainsi que du mandat respectif de chaque Secteur de l'UIT;

7 de veiller, dans le cadre des activités permanentes du Comité de coordination, à assurer la cohérence et à éviter les doubles emplois entre les plans opérationnels et les budgets biennaux, qui seront examinés par le Conseil, tout en recensant les mesures et les éléments particuliers dont il faut tenir compte;

8 de garantir la transparence des rapports annuels, en fournissant des renseignements détaillés sur l'attribution des ressources;

9 de suivre chaque année la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence de plénipotentiaires et de faire rapport au Conseil de l'UIT, dans le cadre du rapport annuel sur la mise en oeuvre du plan stratégique et l'activité de l'Union (rapport d'activité annuel de l'UIT),

charge le Conseil de l'UIT

1 de continuer de prendre les mesures appropriées pour améliorer encore et mettre en oeuvre comme il se doit la GAR et la BAR à l'UIT;

2 de suivre la mise en oeuvre de la présente résolution à chacune de ses sessions ultérieures et de faire rapport à la prochaine conférence de plénipotentiaires.

**Motifs:** La CITEL propose d'apporter les modifications ci-avant à la Résolution 151 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Mise en oeuvre de la gestion axée sur les résultats à l'UIT".

MOD IAP/63A1/30

DÉCISION 5 (RÉv. DUBAÏ, 2018)

Produits et charges de l'Union pour la période 2020-2023

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur le plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023, ainsi que les priorités qui y sont définies;

*b)* la Résolution 72 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur la coordination entre les plans stratégique, financier et opérationnels à l'UIT;

*c)* la Résolution 91 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence relative aux principes généraux régissant le recouvrement des coûts,

considérant en outre

que, dans l'examen du projet de Plan financier de l'Union pour la période 2020/2023, l'utilisation efficace et efficiente des ressources financières et des ressources humaines en vue de réaliser les buts et objectifs du plan stratégique représente un défi de taille,

notant

la Résolution 151 (Rév.  Dubaï, 2018) de la présente Conférence concernant l'amélioration de la gestion axée sur les résultats à l'UIT, dont un élément important a trait à la planification, à la programmation, à la budgétisation, au contrôle et à l'évaluation, et qui se traduit effectivement, entre autres, par le renforcement du système de gestion de l'Union, y compris la gestion financière,

notant en outre

que la Résolution 48 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence souligne l'importance que revêtent le développement et la gestion des ressources humaines de l'Union pour lui permettre d'atteindre ses buts et objectifs,

décide

1 d'autoriser le Conseil à établir les deux budgets biennaux de l'Union de telle sorte que les charges totales du Secrétariat général et des trois Secteurs correspondent aux produits prévus sur la base de l'Annexe 1 de la présente Décision, compte tenu des limites suivantes:

1.1 que le montant de l'unité contributive des Etats Membres pour la période 2020-2023 sera de 318 000 CHF;

1.2 les charges d'interprétation, de traduction et de traitement de texte afférentes aux langues officielles de l'Union ne dépasseront pas 85 millions CHF pour la période 2020-2023;

1.3 lorsqu'il adoptera les budgets biennaux de l'Union, le Conseil pourra décider de donner au Secrétaire général la possibilité, pour faire face à la demande imprévue, d'accroître le budget pour les produits ou services faisant l'objet d'un recouvrement des coûts dans les limites des produits au titre du recouvrement des coûts pour cette activité;

1.4 le Conseil examinera chaque année les produits et les charges inscrits au budget, les différentes activités et les dépenses correspondantes inscrites au budget, ainsi que les principaux indicateurs financiers qui sont importants pour l'Union;

2 que, si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 2022, le Conseil établira les budgets biennaux de l'Union pour les années 2024-2025 et 2026-2027 et au-delà, après avoir obtenu de la majorité des Etats Membres l'approbation des valeurs annuelles de l'unité contributive prévues au budget;

3 que le Conseil pourra autoriser un dépassement de charges par rapport au budget pour des conférences, réunions et séminaires si ce dépassement peut être compensé par des économies réalisées au cours des années précédentes ou à prélever sur l'année suivante;

4 que, pour chaque exercice budgétaire, le Conseil devra évaluer les changements intervenus et les changements qui pourraient se produire pendant les exercices budgétaires en cours ou à venir, sous les rubriques suivantes:

4.1 barèmes des traitements, contributions au titre des pensions et indemnités, y compris les indemnités de poste, établis par le régime commun des Nations Unies et applicables au personnel de l'Union;

4.2 taux de change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis dans la mesure où il influe sur les dépenses afférentes au personnel payé selon le barème des Nations Unies;

4.3 pouvoir d'achat du franc suisse pour les dépenses autres que celles afférentes au personnel;

5 que le Conseil devra réaliser toutes les économies possibles en particulier en tenant compte des mesures proposées dans l'Annexe 2 de la présente Décision pour réduire les charges, et qu'à cette fin, il établira le plus bas niveau de dépenses autorisées compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées par le point 1 du *décide* ci-dessus;

6 qu'il faudrait appliquer les lignes directrices minimales ci-après pour toute réduction de dépenses:

a) que la fonction d'audit interne de l'Union devrait continuer de rester forte et efficace;

b) qu'aucune réduction de dépenses ne devrait avoir d'incidence sur les recettes au titre du recouvrement des coûts;

c) que les coûts fixes liés au remboursement des emprunts ne devraient pas être réduits;

d) que les coûts fixes liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) devraient être maintenus à un niveau conforme aux décisions prises par d'autres organisations relevant du régime commun des Nations Unies en matière de traitements et indemnités;

e) qu'aucune réduction ne devrait être appliquée aux dépenses d'entretien ordinaire des bâtiments de l'UIT lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité et la santé du personnel;

f) que la fonction des services informatiques de l'Union devrait rester efficace;

g) que des mesures devraient être prises pour réduire autant que possible les activités extrabudgétaires et les dépenses connexes;

7 que le Conseil s'efforcera de maintenir le Fonds de réserve à un niveau supérieur à 6 pour cent des dépenses annuelles totales,

charge le Secrétaire général, avec l'aide du Comité de coordination

1 d'élaborer les projets de budgets biennaux pour les années 2020-2021 ainsi que 2022-2023, sur la base des lignes directrices mentionnées au *décide* ci-dessus, des annexes de la présente Décision et de tous les documents pertinents soumis à la présente Conférence;

2 de faire en sorte que, dans chaque budget biennal, les produits et les charges soient équilibrés;

3 d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme axé sur la gestion efficace des coûts et des ressources pour toutes les activités de l'UIT,

charge le Secrétaire général

1 de fournir au Conseil, au moins sept semaines avant ses sessions ordinaires de 2019 et 2021, les données précises et complètes dont il aura besoin pour élaborer, examiner et arrêter le budget biennal;

2 de mettre en oeuvre la politique de gestion des risques établie dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018), comprenant tous les éléments d'un cadre de gestion des risques global, ainsi que de suivre sa mise en oeuvre et de proposer des améliorations, et de soumettre un rapport chaque année au Conseil;

3 de ne ménager aucun effort pour parvenir à des budgets biennaux équilibrés et de porter à l'attention des membres, par l'intermédiaire du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (CWG-FHR), toute décision susceptible d'avoir des incidences financières qui pourraient influer sur la réalisation d'un tel équilibre et de faire rapport chaque année au Conseil,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

1 de présenter chaque année au Conseil un rapport contenant une analyse des charges relatives à chaque point de l'Annexe 2 de la présente Décision, et de proposer des mesures appropriées à prendre pour réduire les dépenses à l'UIT;

2 de tout mettre en oeuvre pour parvenir à réduire les dépenses dans un souci d'efficience et d'économie et d'inclure les économies effectivement réalisées dans les budgets globaux approuvés dans le rapport susmentionné qui sera présenté au Conseil;

3 de présenter chaque année au Conseil un rapport sur la mise en oeuvre du budget de l'UIT pour l'année précédente et sur la mise en oeuvre prévue du budget de l’UIT pour l'année en cours,

charge le Conseil

1 d'autoriser le Secrétaire général, conformément à l'Article 27 du Règlement financier et des Règles financières, à affecter [au moins 1 million CHF] au Fonds ASHI grâce aux économies réalisées dans la mise en oeuvre du budget;

2 d'examiner et d'approuver les budgets biennaux équilibrés pour 2020-2021 et 2022-2023, compte dûment tenu des lignes directrices indiquées au *décide* ci-dessus, des annexes de la présente Décision et de tous les documents pertinents soumis à la présente Conférence;

3 d'autoriser le Secrétaire général à affecter jusqu'à 2 millions CHF, selon que de besoin, au Fonds pour le projet de nouveau bâtiment grâce aux économies réalisées dans la mise en oeuvre du budget;

4 d'envisager d'allouer des crédits supplémentaires au cas où des sources de recettes additionnelles seraient déterminées ou des économies réalisées;

5 d'examiner le programme de mesures d'efficacité et de réduction des dépenses élaboré par le Secrétaire général;

6 de tenir compte de l'incidence de tout programme de réduction des dépenses sur les effectifs de l'Union, y compris de la mise en oeuvre d'un plan de départ volontaire et un plan de départ à la retraite anticipée, lorsque ce plan peut être financé par des économies budgétaires;

7 lors de l'examen des mesures qui pourraient être adoptées pour renforcer le contrôle des finances de l'Union, de tenir compte des incidences financières de questions telles que le financement du Fonds ASHI et l'entretien à moyen ou à long terme ou le remplacement des bâtiments au siège de l'Union;

8 d'inviter le vérificateur extérieur des comptes, le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion et le Groupe GWG-FHR à élaborer des recommandations visant à garantir un contrôle financier accru des finances de l'Union, compte tenu, notamment, des questions recensées dans le point 8 du *charge le Conseil* ci-dessus;

9 d'examiner le rapport du Secrétaire général relatif aux questions visées au point 2 du *charge le Secrétaire général* ci-dessus et de faire rapport, au besoin, à la prochaine Conférence de plénipotentiaires,

invite de Conseil

à fixer, dans la mesure du possible, le montant préliminaire de l'unité contributive pour la période 2024-2027 à sa session ordinaire de 2021,

invite les Etats Membres

à annoncer leur classe de contribution provisoire pour la période 2024-2027 avant la fin de l'année calendaire 2021.

ANNEXE 1 DE LA DÉCISION 5 (RÉV. DUBAï, 2018)

Plan financier pour la période 2020-2023: Produits et charges

**[Le projet de plan financier pour 2020-2023 n'est pas encore disponible.]**

ANNEXE 2 DE LA DÉCISION 5 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Mesures de réduction des charges

1) Mise en évidence et suppression des doubles emplois, ainsi que du recoupement des fonctions, des travaux, des ateliers et des séminaires, et centralisation des tâches d'ordre financier et administratif, afin d'éviter les manques d'efficacité et de tirer profit d'une spécialisation des effectifs.

2) Coordination et harmonisation de tous les séminaires et ateliers par le Groupe de coordination intersectorielle (ISC-TF), afin d'éviter qu'ils ne portent sur les mêmes thèmes, d'optimiser la gestion, la logistique, la coordination et l'appui fourni par le secrétariat, d'exploiter les synergies entre les Secteurs et de tirer avantage de l'approche globale des sujets traités.

3) Veiller à ce que la présence régionale contribue à parvenir à "Une UIT unie dans l'action" moyennant la participation pleine et entière des bureaux régionaux à la planification et à l'organisation des séminaires/ateliers/réunions/conférences, y compris aux réunions préparatoires de ces séminaires/ateliers/ réunions/conférences qui se tiennent en dehors de Genève, en faisant appel aux compétences techniques locales et au réseau de contacts locaux, afin de réaliser des économies sur les frais de mission.

4) Coordination maximale avec les organisations régionales en vue d'organiser au même endroit les manifestations/réunions/conférences, de partager les charges et de réduire au minimum les coûts de participation.

5) Economies réalisées compte tenu de la réduction naturelle des effectifs, du redéploiement du personnel ainsi que de l'examen et de l'éventuel déclassement de postes vacants, en particulier dans les services non sensibles du Secrétariat général et des trois Bureaux, afin de parvenir à des niveaux optimaux de productivité, d'efficacité et d'efficience.

6) Donner la priorité au redéploiement du personnel pour la mise en œuvre d'activités nouvelles ou additionnelles. De nouveaux recrutements devraient être la dernière solution à envisager, tout en tenant compte de l'équilibre hommes/femmes, de la répartition géographique et des nouvelles compétences requises.

7) Il ne devrait être fait appel à des consultants que lorsqu'aucun membre du personnel existant ne dispose des qualifications ou de l'expérience nécessaires et après confirmation écrite de la nécessité d'un tel recrutement par la direction.

8) Moderniser la politique de renforcement des capacités pour que les fonctionnaires, y compris ceux des bureaux régionaux, puissent acquérir des compétences multisectorielles, afin d'améliorer la mobilité du personnel et sa flexibilité dans l'optique d'une réaffectation à de nouvelles activités ou à des activités additionnelles.

9) Le Secrétariat général et les trois Secteurs de l'Union devraient réduire le coût de la documentation des conférences et des réunions en organisant des manifestations/réunions/conférences entièrement sans papier et en encourageant l'adoption des TIC comme solution de remplacement viable et la plus durable.

10) Réduire au strict minimum nécessaire l'impression et la distribution de publications de l'UIT promotionnelles/ne générant pas de recettes.

11) Mise en œuvre d'initiatives visant à faire de l'UIT une organisation entièrement sans papier, par exemple en mettant à disposition uniquement en ligne les rapports des Secteurs et en adoptant des mesures comme les signatures numériques, les médias numériques, les activités publicitaires et promotionnelles sur support numérique, en encourageant le personnel à éviter d’imprimer des courriers électroniques ainsi que des documents et d’archiver des documents papier, entre autres.

12) Examen des économies possibles en ce qui concerne les services linguistiques (traduction, interprétation) assurés pour les réunions des commissions d'études et les publications, sans préjudice des objectifs énoncés dans la Résolution 154 (Rév. Dubaï, 2018), y compris la limitation de la longueur des documents.

13) Adoption d'autres méthodes de traduction pour faire baisser le coût des traductions tout en maintenant, voire en améliorant, la qualité actuelle et la précision de la terminologie des télécommunications/TIC.

14) Mise en œuvre des activités du SMSI et des activités liées aux ODD par le biais du redéploiement du personnel responsable de ces activités, dans les limites des ressources existantes conformément au plan financier et au budget biennal approuvés par le Conseil et, le cas échéant, au titre du recouvrement des coûts, de contributions volontaires et de la participation des bureaux régionaux en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies.

15) Examen du nombre de réunions des commissions d'études et de leur durée, en vue de réduire leurs coûts ainsi que ceux afférents à d'autres groupes.

16) Evaluation des groupes régionaux créés par les commissions d'études de l'UIT et, le cas échéant, mettre fin à leurs activités pour éviter tout double emploi et tout chevauchement des activités, y compris avec les organisations régionales.

17) Limitation de la durée des réunions des groupes consultatifs à trois jours par an au maximum, avec interprétation.

18) Réduction du nombre et de la durée des réunions traditionnelles des groupes de travail du Conseil à une réunion par an d'une durée de trois jours maximum, dans la mesure du possible.

19) Réduction au strict minimum nécessaire du nombre de groupes de travail du Conseil, en les intégrant dans un plus petit nombre de groupes, en mettant fin à leurs activités, si aucune évolution n'a été constatée dans leur domaine d'activité ou si leurs activités font double emploi ou se chevauchent avec celles d'autres groupes de l'UIT.

20) Examen à intervalles réguliers du niveau de réalisation des buts, des objectifs et des produits stratégiques, en vue d'accroître l'efficacité par le biais de la réaffectation des crédits budgétaires, si nécessaire.

21) Pour ce qui est des nouvelles activités, ou de celles qui supposent des ressources financières supplémentaires, une évaluation de la valeur ajoutée doit être faite et appliquée afin de renforcer l'efficacité et d'éviter tout chevauchement d'activités ou double emploi.

22) Examen approfondi de la portée des initiatives régionales, de leur localisation et des ressources qui leur sont attribuées, des produits et de l'assistance fournie aux membres, à la présence régionale, aussi bien dans les régions qu'au siège, ainsi que des résultats de la CMDT et du Plan d'action de Buenos Aires, et financés directement en tant qu'activités sur le budget du Secteur.

23) Réduction des frais de mission, par l'élaboration et la mise en œuvre de critères visant à réduire les frais de voyage. Ces critères devraient viser à réduire au minimum et autant que possible le nombre de voyages en mission, en privilégiant l'affectation de personnel venant des bureaux régionaux ou des bureaux de zone, en limitant la durée des missions ainsi qu'en favorisant la représentation commune aux réunions, en rationalisant le nombre de fonctionnaires des différents Départements/Divisions du Secrétariat général et des trois Bureaux qui sont envoyés en mission.

24) Améliorer et privilégier les méthodes de travail internes électroniques, afin de réduire les voyages entre Genève et les bureaux régionaux.

25) Compte tenu du numéro 145 de la Convention, il faut étudier la possibilité de recourir à toute une série de méthodes de travail électroniques, afin de réduire le cas échéant le coût, le nombre et la durée des réunions du Comité du Règlement des radiocommunications dans l'avenir et de ramener, par exemple, de 4 à 3 le nombre de réunions par année calendaire.

26) Mise en place de moyens et de méthodes de travail intersectoriels innovants destinés à améliorer la productivité de l'Union.

27) Supprimer la télécopie et le courrier postal traditionnel pour les communications entre l'Union et les Etats Membres et les remplacer par les méthodes de communication électronique modernes.

28) Appeler les Etats Membres à réduire au strict minimum le nombre de questions devant être examinées par les CMR.

29 Appeler les Etats Membres à insérer, dans la mesure du possible, des informations pertinentes dans une annexe à leurs propositions soumises aux conférences de l'UIT, afin que le Secrétaire général/les Directeurs des Bureaux puissent déterminer les incidences financières probables de ces propositions.

30) Poursuivre les efforts afin de simplifier et d’harmoniser (ou de supprimer), selon le cas, les procédures administratives internes, en vue de les numériser et de les automatiser.

31) Envisager de poursuivre la mutualisation de certains services communs avec d’autres organisations du système des Nations Unies, si cela est avantageux.

32) Toute autre mesure adoptée par le Conseil.

MOD IAP/63A1/31

RÉSOLUTION 189 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Aider les Etats Membres à lutter contre le vol de dispositifs mobiles et à prévenir ce phénomène

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que les incidences positives des télécommunications mobiles, les progrès techniques et la couverture étendue ainsi que le développement considérable rendus possibles par tous les services associés ont permis une pénétration de plus en plus importante des dispositifs mobiles, notamment des téléphones intelligents ("smartphones"), en raison des multiples avantages qu'ils offrent;

*b)* que la généralisation de l'utilisation des télécommunications mobiles dans le monde va également de pair avec une aggravation du problème du vol de dispositifs mobiles;

*c)* que le vol de dispositifs mobiles peut parfois avoir des conséquences préjudiciables sur la santé et la sécurité des personnes, ainsi que sur leur sentiment de sécurité;

*d)* que les problèmes qui se posent en cas de délit lié au vol de dispositifs mobiles ont pris une ampleur mondiale, étant donné que ces dispositifs volés sont souvent très facilement revendus sur les marchés internationaux;

*e)* que le commerce illicite de dispositifs mobiles volés constitue un risque pour les consommateurs et entraîne un manque à gagner pour les entreprises;

*f)* que certains gouvernements et certaines entreprises ont mis en place une réglementation, des mesures d'application de la loi et des mécanismes techniques, afin de prévenir le vol de dispositifs mobiles et de lutter contre ce phénomène;

*g)* que l'UIT peut aider tous les membres à utiliser les recommandations pertinentes de l'UIT et jouer un rôle positif, en offrant à toutes les parties intéressées une tribune visant, d'une part, à encourager les discussions, à échanger de bonnes pratiques et à favoriser la coopération avec le secteur privé, en vue de définir des lignes directrices techniques et, d'autre part, à diffuser des renseignements pour lutter contre le vol de dispositifs mobiles;

*h)* que certains fabricants de dispositifs mobiles, ainsi que des opérateurs, proposent aux consommateurs des solutions telles que des applications gratuites de protection contre le vol, afin de réduire le nombre de vols de dispositifs mobiles,

reconnaissant

*a)* que, dans plusieurs régions, l'altération volontaire (modification sans autorisation) ou la reproduction des identifiants uniques de dispositifs TIC mobiles sont devenues un moyen d'utiliser de manière illicite des dispositifs mobiles volés;

*b)* que l'altération volontaire des identifiants a des conséquences néfastes pour les détenteurs de dispositifs authentiques lorsque leur identifiant unique est reproduit dans d'autres dispositifs et a pour conséquence de bloquer l'utilisation de ces dispositifs authentiques dans les réseaux mobiles est bloquée;

*c)* la nécessité d'adopter des stratégies aux niveaux national, régional et mondial en vue de lutter contre le vol de dispositifs mobiles;

*d)* que plusieurs Etats Membres ont adopté des réglementations visant à ce que les fournisseurs de services mobiles créent et échangent des informations sur les bases de données des dispositifs mobiles volés aux niveaux national et international, et que la mise en oeuvre de ces réglementations peut servir d'outil pour mettre un terme à la réutilisation de ces dispositifs;

*e)* qu'il devient nécessaire de continuer de rechercher des solutions innovantes en vue de prévenir le vol de dispositifs mobiles,

notant avec inquiétude

que le nombre de vols de dispositifs mobiles dans diverses régions du monde reste élevé, malgré les efforts déployés au cours des dernières années,

consciente

du fait que les fabricants, les opérateurs et les associations professionnelles mettent au point différentes solutions techniques et que les gouvernements élaborent des politiques ou des réglementations pour remédier à ce problème d'envergure mondiale,

décide

d'étudier toutes les solutions et tous les moyens pour continuer de lutter contre le vol de dispositifs mobiles et prévenir ce phénomène,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en coordination avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 de rassembler des informations sur les bonnes pratiques élaborées par le secteur privé ou les gouvernements pour lutter contre le vol de dispositifs mobiles, y compris des statistiques relatives à leur efficacité;

2 de tenir des consultations avec les commissions d'études concernées du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) et du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T), avec les fabricants de dispositifs mobiles, les fabricants d'éléments de réseaux de télécommunication, les opérateurs et d'autres organisations de normalisation des télécommunications s'occupant de ces questions, comme la GSMA et le 3GPP, pour recenser les mesures technologiques existantes et futures, tant du point de vue des logiciels que du matériel, pour limiter l'utilisation de dispositifs mobiles volés;

3 de fournir une assistance, dans le domaine de compétence de l'Union, et dans les limites des ressources disponibles, selon qu'il conviendra, en coopération avec les organisations concernées, aux Etats Membres qui en font la demande, afin de limiter les vols de dispositifs mobiles et l'utilisation de dispositifs mobiles volés dans leur pays;

4 d'échanger des informations et des données d'expérience sur des pratiques liées à l'altération volontaire des identifiants de dispositifs mobiles TIC et la prévention de telles pratiques,

charge le Secrétaire général

de présenter chaque année au Conseil de l'UIT un rapport sur l'état d'avancement des travaux,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

1 à contribuer aux études et à l'élaboration de données d'expérience dans ce domaine;

2 à mettre en oeuvre des initiatives de sensibilisation afin de réduire l'utilisation de dispositifs mobiles volés;

3 à adopter des mesures pour échanger des informations sur les identifiants de dispositifs qui ont été déclarés volés ou perdus dans d'autres pays ou régions, et à bloquer l'utilisation de ces dispositifs dans leurs réseaux mobiles;

4 à prendre les mesures nécessaires pour prévenir, mettre en évidence et contrôler l'altération volontaire et la reproduction d'identifiants de dispositifs TIC mobiles, à empêcher l'accès aux réseaux mobiles des dispositifs dont l'identifiant a été altéré volontairement ou reproduit, et à trouver des solutions lorsque l'utilisation et le blocage d'identifiants qui ont été reproduits ont des conséquences néfastes pour les utilisateurs de dispositifs authentiques;

5 à prier instamment les entreprises et les fabricants de dispositifs mobiles d'adopter des mesures en vue de prévenir l'altération volontaire d'identifiants de dispositifs TIC mobiles.

**Motifs:** Le vol de dispositifs mobiles et l'altération volontaire d'identifiants de dispositifs sont des problèmes qui revêtent une grande importance pour la CITEL et auxquels elle attache de l'intérêt, comme en témoignent les travaux qu'elle a menés jusqu'à présent. Pour ces raisons, il est estimé nécessaire d'apporter certaines améliorations à la Résolution 189 (Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires.

En premier lieu, il est proposé d'apporter des modifications à la résolution de référence, afin de montrer l'importance de la coordination aux niveaux régional et mondial nécessaire pour lutter contre le vol de dispositifs mobiles.

En deuxième lieu, il est estimé nécessaire de mettre en place des initiatives de sensibilisation à l'intention des utilisateurs, afin de leur fournir des informations sur les effets néfastes découlant de l'utilisation de dispositifs volés ou dont les identifiants ont été altérés volontairement. Il s'agit d'une autre solution technique que les entreprises et les Etats Membres peuvent adopter.

Enfin, il importe d'encourager les entreprises et les Etats Membres à continuer de chercher des solutions susceptibles de réduire ou de mettre fin à cette pratique illégale.

MOD IAP/63A1/32

RÉSOLUTION 177 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Conformité et interopérabilité

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

*a)* la Résolution 76 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications;

*b)* la Résolution 47 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications;

*c)* la Résolution UIT-R 62 (Genève, 2015) de l'Assemblée des radiocommunications;

*d)* les rapports d'activité soumis par les Directeurs des Secteurs de l'UIT au Conseil et à la présente Conférence,

notant

*a)* les travaux menés au titre de la Question 4/2 du Secteur du développement des télécommunications (UIT-D) (Assistance aux pays en développement concernant la mise en oeuvre de programmes de conformité et d'interopérabilité);

*b)* les travaux menés par la Commission d'études 11 du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) sur les programmes de conformité et d'interopérabilité (C&I), y compris concernant la Commission de direction de l'UIT-T pour l'évaluation de la conformité (CASC), et sur la lutte contre la contrefaçon des équipements TIC;

*c)* que plusieurs commissions d'études de l'UIT-T ont d'ores et déjà lancé des projets pilotes relatifs à la conformité aux recommandations UIT-T;

*d)* que l'UIT-T a créé une base de données sur la conformité des produits, à caractère informatif et d'utilisation volontaire, qu'il alimente progressivement en y insérant des renseignements sur les équipements TIC ayant fait l'objet de tests de conformité aux Recommandations de l'UIT-T;

*e)* qu'un portail web de l'UIT sur la conformité et l'interopérabilité a été créé et est constamment mis à jour,

reconnaissant en outre

*a)* que les procédures de conformité et d'interopérabilité servent à protéger les consommateurs et les réseaux et à prévenir le brouillage entre les équipements radioélectriques;

*b)* que la conformité et l'interopérabilité généralisées des équipements et systèmes reposant sur les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication (TIC) par le biais de la mise en œuvre de programmes, politiques et décisions pertinents peuvent élargir les débouchés commerciaux, renforcer la fiabilité et encourager l'intégration et le commerce à l'échelle mondiale;

*c)* que la formation technique et le renforcement des capacités institutionnelles en matière de tests et de conformité sont au nombre des outils essentiels pour que de nombreux membres de l'UIT puissent développer leurs propres capacités et encourager la connectivité mondiale;

*d)* que bon nombre de membres de l'UIT peuvent aussi avoir intérêt à utiliser les moyens d'évaluation de la conformité déjà fournis par de nombreux organismes existants de normalisation régionaux et nationaux, dans le cadre des mécanismes de collaboration avec ces organismes;

*e)* qu'il n'est pas judicieux pour l'UIT elle-même de s'occuper de certification et de tests d'équipements et de services en ce sens que de nombreux organismes régionaux ou nationaux de normalisation assurent déjà des tests de conformité;

*f)* que les stratégies internationales actuelles en matière d'évaluation de la conformité fournissent une infrastructure solide et efficace dont les pays en développement tirent aussi parti;

*g)* que les tests de conformité ne garantissent pas l'interopérabilité des dispositifs ni la détection de dispositifs de contrefaçon, mais assurent que la mise en oeuvre d'une norme est conforme à la norme en question;

*h)* que les tests de conformité et d'interopérabilité peuvent faciliter l'interopérabilité de certaines technologies qui se font jour, telles que l'Internet des objets (IoT) et la 5G/IMT-2020;

*i)* qu'une décision sur la mise en œuvre d'une Marque UIT sera reportée tant que le pilier 1 (Evaluation de la conformité) du Plan d'action ne sera pas parvenu à un degré d'élaboration plus avancé (session de 2012 du Conseil),

considérant

*a)* le Plan d'action relatif au Programme C&I, mis à jour par le Conseil de l'UIT à sa session de 2013, qui repose sur les piliers suivants: 1) Evaluation de la conformité, 2) Réunions sur l'interopérabilité, 3) Renforcement des capacités, et 4) Etablissement de centres de test et d'un programme C&I dans les pays en développement;

*b)* que certains pays, notamment les pays en développement, n'ont pas encore acquis la capacité nécessaire pour tester des équipements et fournir des assurances à leurs consommateurs;

*c)* qu'une confiance accrue dans la conformité des équipements de télécommunication/TIC aux règles et aux normes en vigueur favorise l'interopérabilité des équipements fournis par différents fabricants et permet de réduire les brouillages entre les systèmes de communication et d'aider les pays en développement à choisir des produits de qualité;

*d)* l'importance de la C&I pour les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises (PME) et les jeunes développeurs, dans le cadre de la conception, de l'élaboration et de la commercialisation des équipements de télécommunication/TIC;

*e)* que, parallèlement aux Recommandations de l'UIT-T, un certain nombre de spécifications applicables aux tests de conformité et d'interopérabilité ont été élaborées par d'autres organismes d'évaluation de la conformité et organisations de normalisation, forums et consortiums;

*f)* que l'évaluation de la conformité peut aider à lutter contre la contrefaçon des dispositifs TIC, en particulier dans les pays en développement,

décide

1 d'entériner les objectifs de la Résolution 76 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT, de la Résolution UIT-R 62 (Genève, 2015) de l'Assemblée des radiocommunications et de la Résolution 47 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, ainsi que le Plan d'action relatif au Programme C&I, examiné par le Conseil à sa session de 2014 (Document C14/24(Rév.1));

2 de continuer de mettre en œuvre ce programme de travail, y compris la base de données pilote d'informations sur la conformité et son évolution vers une base de données pleinement opérationnelle, après consultation de chaque région, compte tenu a) des résultats et des conséquences que la base de données pilote sur la conformité pourrait avoir pour les Etats Membres, les Membres de Secteur et les parties prenantes (par exemple les autres organisations de normalisation), b) des incidences qu'aura la base de données sur la réduction de l'écart en matière de normalisation pour chaque région, c) des questions de responsabilité qui pourraient se poser à l'UIT ainsi qu'aux Etats Membres, aux Membres de Secteur et aux parties prenantes; et compte tenu des résultats des consultations régionales de l'UIT sur la conformité et l'interopérabilité;

3 d'aider les pays en développement à établir des centres régionaux ou sous-régionaux de conformité et d'interopérabilité pouvant effectuer des essais de conformité et d'interopérabilité, selon le cas et en fonction de leurs besoins, et d'encourager la coopération avec les organisations nationales ou régionales à caractère gouvernemental ou non gouvernemental et les organismes d'évaluation de la conformité internationaux,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 de poursuivre les consultations et les études d'évaluation dans toutes les régions, en prenant en considération les besoins de chaque région, sur la mise en œuvre du Plan d'action approuvé par le Conseil, y compris, en collaboration avec le Directeur du BDT, des recommandations relatives au renforcement des capacités humaines et à l'aide concernant la mise en place d'installations d'essai dans les pays en développement;

2 de poursuivre la mise en œuvre de projets pilotes sur la conformité aux recommandations UIT-T, afin d'accroître la probabilité d'interopérabilité conformément au Plan d'action;

3 de renforcer et d'améliorer les processus de normalisation, afin d'améliorer l'interopérabilité par le biais de la conformité;

4 de mettre à jour en permanence le Plan d'action concernant la mise en œuvre à long terme de la présente résolution;

5 de soumettre au Conseil des rapports d'activité, contenant les résultats des études, sur la mise en œuvre de la présente résolution;

6 en coopération avec le Directeur du BDT, et sur la base des consultations visées au point 1 du *charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications* ci-dessus, de mettre en œuvre le Plan d'action approuvé par le Conseil à sa session de 2012 et révisé par ce dernier à sa session de 2013,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en étroite collaboration avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 de promouvoir la mise en œuvre de la Résolution 47 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT et des parties pertinentes du Plan d'action, et de faire rapport au Conseil;

2 d'aider les Etats Membres à traiter les problèmes qu'ils rencontrent en matière d'équipements non conformes;

3 de continuer d'organiser des activités de renforcement des capacités en cours d'emploi, en collaboration avec des institutions reconnues et en s'appuyant sur l'écosystème de l'Académie de l'UIT, y compris les activités relatives à la prévention des brouillages radioélectriques causés ou subis par les équipements TIC;

4 compte tenu des piliers 3 et 4 du programme de l'UIT sur la C&I:

a) de mieux faire connaître l'applicabilité des programmes de conformité et d'interopérabilité pour certaines applications IoT; et

b) de fournir des moyens de renforcement des capacités en matière de réglementation technique et de tests de conformité pour aider les développeurs, y compris les PME et les jeunes, lorsqu'ils conçoivent leurs équipements de télécommunication/TIC de façon à permettre un accès aux marchés locaux, régionaux et mondiaux,

invite le Conseil

1 à examiner les rapports des Directeurs des trois Bureaux et à prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer à la réalisation des objectifs de la présente résolution;

2 à faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les progrès accomplis concernant la présente résolution;

3 à envisager, lorsque la réalisation du pilier 1 du Plan d'action en sera à un stade plus avancé, la possibilité de mettre en place une Marque UIT, compte tenu des incidences techniques, financières et juridiques,

invite les membres

1 à alimenter la base de données pilote sur la conformité en y versant des informations relatives à des produits dont la conformité aux recommandations UIT-T applicables aura été testée dans des laboratoires d'essai accrédités (première, deuxième ou tierce partie), ou par des organismes de certification accrédités, ou selon des procédures adoptées par une organisation de normalisation ou un Forum agréé conformément à la Recommandation UIT‑T A.5;

2 à participer aux réunions sur l'interopérabilité organisées avec l'appui de l'UIT et aux travaux des commissions d'études de l'UIT sur les questions de conformité et d'interopérabilité;

3 à participer activement au renforcement des capacités des pays en développement en matière d'essais de conformité et d'interopérabilité, notamment en ce qui concerne la formation en cours d'emploi, en particulier dans le cadre d'éventuels contrats de fourniture d'équipements, de services et de systèmes de télécommunication à ces pays;

4 à appuyer l'établissement d'installations régionales de tests de conformité, ou à faciliter l'utilisation des infrastructures de laboratoire en place, en particulier dans les pays en développement;

5 à participer aux études d'évaluation de l'UIT, afin d'encourager la mise en place de cadres de conformité et d'interopérabilité harmonisés dans les régions,

invite les organisations agréées conformément à la Recommandation UIT‑T A.5

1 à participer aux activités relatives à la base de données pilote de l'UIT sur la conformité et, en partageant des liens sur une base mutuelle, à élargir la portée de cette base de données en faisant mention d'autres recommandations et normes concernant tel ou tel produit, à mieux faire connaître les produits des fournisseurs et à élargir le choix des produits offerts aux utilisateurs;

2 à participer aux programmes et aux activités de renforcement des capacités des pays en développement organisés à l'initiative du TSB et du BDT, en offrant notamment aux experts de ces pays – en particulier aux experts représentant des opérateurs – la possibilité d'acquérir une expérience en cours d'emploi,

invite les Etats Membres

1 à contribuer à la mise en œuvre de la présente résolution;

2 à encourager les organismes nationaux ou régionaux chargés des essais à aider l'UIT à mettre en œuvre la présente résolution;

3 à adopter des systèmes et des procédures d'évaluation de la conformité fondés sur les recommandations applicables de l'UIT‑T et susceptibles de se traduire par une amélioration de la qualité de service/qualité d'expérience ainsi que de la probabilité d'interopérabilité des équipements, des services et des systèmes;

4 à oeuvrer ensemble pour lutter contre la contrefaçon des équipements en utilisant les systèmes d'évaluation de la conformité en place au niveau national ou régional.

**Motifs:** Il est proposé ici de modifier la Résolution 177 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires. La plupart des propositions de texte sont alignées sur le texte de la Résolution 76 de l'AMNT-16 – *Etudes relatives aux tests de conformité et d'interopérabilité, assistance aux pays en développement et futur programme éventuel de marque UIT*. En particulier, on encourage la coopération avec les organisations nationales ou régionales à caractère gouvernemental ou non gouvernemental, et avec les organismes d'accréditation et de certification internationaux. De plus, il n'est pas judicieux pour l'UIT elle-même de s'occuper de certification et de tests d'équipements et de services en ce sens que de nombreux organismes régionaux ou nationaux de normalisation assurent déjà des tests de conformité.

MOD IAP/63A1/33

RÉSOLUTION 102 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'Internet et à la gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies;

*b)* les résultats du Forum mondial des politiques de télécommunication/technologies de l'information et de la communication (TIC) s'agissant des questions liées aux Résolutions 101, 102 et 133 de la présente Conférence;

*c)* les Résolutions 47, 48, 49, 50, 52, 64, 69 et 75 (Rév. Dubaï, 2012) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT),

reconnaissant

*a)* toutes les résolutions pertinentes de la Conférence de plénipotentiaires;

*b)* tous les résultats pertinents du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI);

*c)* les activités relatives à l'Internet que l'UIT a entreprises dans le cadre de son mandat en ce qui concerne la mise en œuvre de la présente résolution et d'autres résolutions pertinentes de l'UIT,

considérant

*a)* que l'objet de l'Union consiste notamment à promouvoir, au niveau international, l'adoption d'une approche générale des questions de télécommunication/technologies de l'information et de la communication (TIC) en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, à étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète et à harmoniser les efforts déployés à ces fins par les Etats Membres et les Membres des Secteurs;

*b)* qu'il est nécessaire de préserver et de promouvoir le multilinguisme sur l'Internet en faveur d'une société de l'information inclusive et qui facilite l'intégration;

*c)* que les progrès réalisés dans le domaine de l'infrastructure mondiale de l'information, notamment la mise en place de réseaux fondés sur le protocole Internet (IP) et de l'Internet, revêtent une importance fondamentale et seront un important moteur de croissance de l'économie mondiale au XXIe siècle;

*d)* que le développement de l'Internet est essentiellement guidé par le marché ainsi que par des initiatives privées ou publiques;

*e)* que le secteur privé continue de jouer un rôle très important dans l'expansion et le développement de l'Internet, par exemple grâce à des investissements dans les infrastructures et les services;

*f)* que les initiatives du secteur public, communes aux secteurs public et privé, et les initiatives régionales continuent de jouer un rôle très important dans l'expansion et le développement de l'Internet, par exemple grâce à des investissements dans les infrastructures et les services;

*g)* que la gestion de l'enregistrement et de l'attribution des noms de domaine et des adresses Internet doit refléter intégralement la nature géographique de l'Internet, compte tenu du juste équilibre à trouver entre les intérêts de toutes les parties prenantes;

*h)* le rôle joué par l'UIT dans le succès des deux phases du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et le fait que la Déclaration de principes de Genève et le Plan d'action de Genève, adoptés en 2003, ainsi que l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adoptés en 2005, ont été entérinés par l'Assemblée générale des Nations Unies;

*i)* que la gestion de l'Internet suscite un intérêt légitime au niveau international et doit découler d'une collaboration internationale et multi-parties prenantes pleine et entière, sur la base des résultats des deux phases du SMSI;

*j)* que, comme indiqué dans les textes issus du SMSI, tous les gouvernements devraient avoir égalité de rôle et de responsabilité dans la gouvernance internationale de l'Internet ainsi que dans le maintien de la stabilité, de la sécurité et de la continuité de l'Internet actuel et de son évolution future ainsi que de l'internet de demain, et que la nécessité pour les gouvernements d'élaborer des politiques publiques en consultation avec toutes les parties prenantes a également été reconnue, conformément au paragraphe 68 de l'Agenda de Tunis;

*k)* les travaux actuellement menés par la Commission de la science et de la technologie au service du développement (CSTD), concernant la présente résolution,

reconnaissant en outre

*a)* que l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), les Registres Internet régionaux (RIR), le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), l'Internet Society (ISOC), le World Wide Web Consortium (W3C), ainsi que d'autres entités et organisations traitent de questions techniques et de politique générale relatives aux réseaux IP, y compris l'Internet actuel et son évolution;

*b)* que l'UIT traite de questions techniques et de politique générale relatives aux réseaux IP, y compris l'Internet actuel et le passage aux réseaux NGN, et mène des études sur l'internet de demain;

*c)* que l'UIT assure la coordination, à l'échelle mondiale, d'un certain nombre de systèmes d'attribution de ressources liées aux radiocommunications et aux télécommunications et qu'elle offre un forum pour les débats de politique générale dans ces domaines;

*d)* que l'UIT a consacré des efforts importants, dans le cadre d'ateliers et de travaux de normalisation, aux questions relatives au système ENUM, au nom de domaine ".int", aux noms de domaine internationalisés (IDN) et aux domaines de premier niveau correspondant à des codes de pays (ccTLD);

*e)* que l'UIT a publié un manuel complet et utile, intitulé "Manuel sur les réseaux IP (Internet Protocol) et sur des sujets et questions connexes";

*f)* les paragraphes 71 et 78 a) de l'Agenda de Tunis, concernant l'établissement d'une coopération renforcée sur la gouvernance de l'Internet ainsi que la création du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), en tant que deux processus distincts;

*g)* les résultats pertinents du SMSI figurant dans les paragraphes 29 à 82 de l'Agenda de Tunis, concernant la gouvernance de l'Internet;

*h)* que l'UIT devrait être encouragée à faciliter la coopération avec toutes les parties prenantes, comme indiqué dans le paragraphe 35 de l'Agenda de Tunis;

*i)* que les Etats Membres représentent les intérêts de la population du pays ou territoire pour lequel il y a eu délégation d'un ccTLD;

*j)* que les pays ne devraient pas intervenir dans des décisions relatives au ccTLD d'un autre pays,

soulignant

*a)* que la gestion de l'Internet englobe aussi bien des questions techniques que des questions de politiques publiques et devrait associer toutes les parties prenantes ainsi que les organisations intergouvernementales ou internationales concernées, conformément aux paragraphes 35 a) à 35 e) de l'Agenda de Tunis;

*b)* que le rôle des pouvoirs publics consiste notamment à établir une structure juridique claire, cohérente et prévisible, afin de promouvoir un environnement propice à l'investissement et au développement durable, permettant d'assurer l'interopérabilité des réseaux TIC mondiaux avec les réseaux Internet et de faire en sorte que ces réseaux TIC mondiaux soient largement accessibles à tous les citoyens, sans discrimination, tout en protégeant dûment l'intérêt général en matière de gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses;

*c)* que le SMSI a reconnu la nécessité, à l'avenir, de renforcer la coopération afin de permettre aux gouvernements de s'acquitter, sur un pied d'égalité, de leurs rôles et responsabilités en ce qui concerne les questions de politiques publiques internationales concernant l'Internet, mais pas les questions techniques et opérationnelles courantes qui n'ont pas d'incidence sur les questions de politiques publiques internationales;

*d)* que, pour sa part, l'UIT, qui est l'une des organisations compétentes au sens du paragraphe 71 de l'Agenda de Tunis, a entamé le processus de renforcement de la coopération et que le Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet) devrait poursuivre son travail sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet;

*e)* que l'UIT peut jouer un rôle positif en offrant à toutes les parties intéressées une tribune propice aux discussions, aux consultations et à l'échange de données d'expérience et destinée à diffuser des informations sur les activités entreprises dans le cadre du mandat de l'UIT;

*f)* que le fait d'élargir la participation aux réunions du GTC-Internet aux Membres de Secteur de l'UIT et de consulter toutes les parties prenantes concernées dans le cadre des délibérations du groupe apporteraient une valeur ajoutée à ses travaux,

notant

*a)* que le GTC-Internet a servi les objectifs de la Résolution 75 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT en ce qui concerne les questions de politiques publiques relatives à l'Internet;

*b)* les Résolutions 1305, 1336 et 1344 adoptées par le Conseil de l'UIT;

*c)* que le GTC-Internet doit tenir compte, dans ses travaux, de toutes les décisions pertinentes de la présente Conférence ainsi que de toute autre résolution présentant de l'intérêt pour ses travaux, comme indiqué dans la Résolution 1305 du Conseil et dans son annexe;

*d)* que l'ouverture et la transparence continuent de jouer un rôle important dans l'élaboration de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, conformément au paragraphe 35 de l'Agenda de Tunis*;*

*e)* la nécessité pour les gouvernements d'élaborer des politiques publiques internationales relatives à l'Internet après consultation de toutes les parties prenantes;

*f)* les travaux menés actuellement par les commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) et du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D), en ce qui concerne la présente résolution,

*notant en outre*

plusieurs dispositions et initiatives mises en oeuvre dans l'ensemble de l'UIT pour encourager les acteurs non gouvernementaux à devenir des Membres de Secteur actifs de l'UIT, telles que la réduction du montant des droits que doivent acquitter les établissements universitaires et les Membres de Secteur venant de pays en développement, décrite dans les Résolutions 169 (Rév. Busan, 2014) et 170 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, et le nouveau projet pilote à l'intention des PME,

décide

1 que le Règlement intérieur du Conseil sera appliqué par le GTC-Internet;

2 que le GTC-Internet est ouvert à la participation des Etats Membres et des Membres de Secteur de l'UIT;

3 de prier le GTC-Internet de mener des consultations en ligne et traditionnelles ouvertes à toutes les parties prenantes concernées

4 que le GTC-Internet décidera des questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet qui feront l'objet de consultations ouvertes, en tenant compte des contributions des parties prenantes aux consultations ouvertes en ligne et traditionnelles, conformément à la Résolution 1305 du Conseil;

5 que, si le GTC-Internet ne parvient pas à un accord sur la question faisant l'objet des consultations, le Conseil tranchera à sa prochaine session ordinaire, conformément à la Résolution 1305 du Conseil;

6 d'étudier les moyens pour l'UIT de compléter les travaux d'autres organisations compétentes[[13]](#footnote-15)1 participant au développement des réseaux fondés sur le protocole Internet et de l'internet de demain, dans le cadre d'une coopération et d'une collaboration, selon qu'il conviendra, afin de renforcer la sensibilisation des membres de l'UIT à la gouvernance de l'Internet, ainsi que leur participation, pour offrir le plus d'avantages possible à la communauté mondiale;

7 que les intérêts souverains et légitimes, tels qu'ils sont exprimés et définis par chaque pays, de diverses manières, en ce qui concerne les décisions ayant des incidences sur leurs ccTLD, doivent être respectés, garantis, défendus et traités dans des cadres et au moyen de mécanismes souples et améliorés;

8 de continuer d'entreprendre des activités sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, dans le cadre du mandat de l'UIT, y compris au sein du GTC‑Internet, en collaboration et en coopération avec les organisations et les parties prenantes concernées, selon qu'il conviendra, en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement[[14]](#footnote-16)2;

9 de poursuivre les activités menées par le GTC-Internet, telles qu'elles sont énumérées dans les Résolutions pertinentes du Conseil;

10 d'inviter le Conseil à envisager de futures révisions du mandat et des activités du GTC‑Internet, conformément aux résultats obtenus et à la Décision 11 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires,

charge le Secrétaire général

1 de continuer de prendre une part active dans les discussions et initiatives internationales sur la gestion des noms de domaine et adresses Internet et des autres ressources de l'Internet relevant des attributions de l'UIT, en tenant compte de l'évolution future de l'Internet, de l'objet de l'Union, et des intérêts de ses membres, tels qu'ils sont exprimés dans ses instruments, résolutions et décisions;

2 de prendre les mesures nécessaires afin que l'UIT continue d'avoir pour rôle de faciliter la coordination des questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'Internet, comme indiqué au paragraphe 35 d) de l'Agenda de Tunis, en collaborant, si nécessaire, avec d'autres organisations intergouvernementales dans ces domaines;

3 conformément au paragraphe 78 a) de l'Agenda de Tunis, de continuer à contribuer, selon qu'il conviendra, aux travaux du FGI;

4 de continuer de prendre les mesures nécessaires pour permettre à l'UIT de jouer un rôle actif et constructif dans le processus tendant à renforcer la coopération, comme prévu au paragraphe 71 de l'Agenda de Tunis;

5 de continuer de prendre les mesures nécessaires dans le cadre du processus interne de l'UIT pour renforcer la coopération en ce qui concerne les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, comme cela est indiqué au paragraphe 71 de l'Agenda de Tunis, en associant toutes les parties prenantes selon leurs rôles et responsabilités respectifs;

6 de faire rapport chaque année au Conseil sur les activités entreprises en la matière et de soumettre des propositions s'il y a lieu, et, une fois ce rapport approuvé par les Etats Membres dans le cadre des procédures de consultation en vigueur, de le soumettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

7 de continuer de diffuser, s'il y a lieu, les rapports du GTC-Internet à toutes les organisations internationales concernées et aux parties prenantes jouant un rôle actif en la matière, pour qu'elles en tiennent compte dans le processus d'élaboration de leurs politiques,

charge les Directeurs des Bureaux

1 de contribuer aux travaux du GTC-Internet concernant les activités menées par les Bureaux en rapport avec les travaux du Groupe;

2 de fournir, dans le domaine de compétence de l'Union et dans les limites des ressources disponibles, si besoin est, en coopération avec les organisations compétentes, une assistance aux Etats Membres qui en font la demande, pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs de politique déclarés en ce qui concerne, d'une part, la gestion des noms de domaine et adresses Internet, des autres ressources de l'Internet, et de la connectivité Internet internationale, dans le domaine de compétence de l'UIT, s'agissant notamment du renforcement des capacités, de la disponibilité et des coûts liés à l'infrastructure et, d'autre part, les questions de politiques publiques relatives à l'Internet, comme indiqué dans l'Annexe de la Résolution 1305 du Conseil, qui définit le rôle du GTC-Internet dans le cadre de leur mandat;

3 de travailler en liaison et en coopération avec les organisations de télécommunication régionales en application de la présente résolution,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 de faire en sorte que l'UIT‑T s'acquitte de son rôle pour ce qui est des questions techniques et continue d'apporter ses compétences spécialisées et de travailler en liaison et en coopération avec les entités compétentes sur les questions de gestion des noms de domaine et des adresses Internet et des autres ressources de l'Internet relevant du mandat de l'UIT, comme la version 6 du protocole IP (IPv6), le système ENUM et les noms IDN ainsi que sur tout autre sujet ou question technologique associé, notamment en facilitant la réalisation, par les commissions d'études de l'UIT‑T compétentes et par d'autres groupes, d'études appropriées sur ces thèmes;

2 conformément aux textes réglementaires et aux procédures de l'UIT, et en sollicitant des contributions des membres de l'UIT, de continuer, par son rôle, de faciliter la coordination et l'assistance dans l'élaboration de questions de politiques publiques relatives aux noms de domaine et adresses Internet et aux autres ressources de l'Internet relevant du mandat de l'UIT ainsi qu'à leur évolution possible;

3 de travailler avec les Etats Membres, les Membres de Secteur et les organisations internationales compétentes, selon qu'il conviendra, sur les questions relatives aux ccTLD des Etats Membres et aux expériences connexes;

4 de faire rapport au Conseil chaque année, ainsi qu'à l'AMNT, sur les activités menées et les résultats obtenus sur ces questions, en soumettant des propositions à étudier plus avant, s'il y a lieu,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 d'organiser des forums internationaux et régionaux et de mener les activités nécessaires, en collaboration avec les entités compétentes, afin d'examiner les questions politiques, opérationnelles et techniques relatives à l'Internet en général, et à la gestion des noms de domaine et adresses Internet et des autres ressources de l'Internet relevant du mandat de l'UIT en particulier, notamment pour ce qui est du multilinguisme, dans l'intérêt des Etats Membres, en particulier des pays en développement, eu égard à la teneur des résolutions pertinentes de la présente Conférence, y compris de la présente résolution, ainsi qu'à la teneur des résolutions pertinentes de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT);

2 de continuer à promouvoir, grâce aux programmes et aux activités des commissions d'études de l'UIT-D, les échanges d'informations, en encourageant les débats et l'élaboration de bonnes pratiques sur les questions relatives à l'Internet, et de continuer d'apporter un appui décisif en contribuant au renforcement des capacités, en fournissant une assistance technique et en encourageant la participation des pays en développement, aux forums internationaux sur l'Internet et à l'étude des questions internationales relatives à l'Internet;

3 de continuer à faire rapport chaque année au Conseil et au Groupe consultatif pour le développement des télécommunications, ainsi qu'à la CMDT, sur les activités menées et les résultats obtenus sur ces questions, en soumettant des propositions à étudier plus avant, s'il y a lieu;

4 d'assurer la liaison avec le Bureau de la normalisation des télécommunications et de collaborer avec d'autres organisations compétentes s'intéressant au développement et au déploiement des réseaux fondés sur le protocole Internet et au développement de l'Internet, afin de mettre à la disposition des Etats Membres des bonnes pratiques largement reconnues pour la conception, l'installation et l'exploitation de points d'échange Internet (IXP),

charge le Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet

1 d'examiner et d'étudier les activités du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux relatives à la mise en œuvre de la présente résolution;

2 de préparer les contributions de l'UIT aux activités mentionnées ci-dessus, selon qu'il conviendra;

3 de continuer d'identifier, d'étudier et d'approfondir les thèmes liés aux questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, compte tenu des résolutions pertinentes de l'UIT;

4 d'échanger des données d'expérience et des perspectives sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet relevant de la compétence de l'UIT;

5 de faire en sorte que le rapport final du Président du GTC-Internet reflète des vues consensuelles et, faute de consensus, tienne compte des points de vue divergents exprimés dans les contributions et discussions des Etats Membres et des Membres de Secteur,

charge le Conseil

1 de maintenir le GTC-Internet, ouvert à la participation des Etats Membres et des Membres de Secteur de l'Union, et de réviser sa Résolution 1344, afin de prier le GTC-Internet de continuer de mener des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes concernées, selon les lignes directrices suivantes:

i) le GTC-Internet tiendra une consultation en ligne trois mois avant la tenue de sa réunion;

ii) le GTC-Internet tiendra une réunion traditionnelle de consultation ouverte, avec participation à distance, diffusion sur le web et sous-titrage (y compris la transcription des sous-titres), la veille de sa réunion;

iii) le GTC-Internet invitera les parties prenantes concernées participant aux consultations ouvertes à inclure dans leurs contributions des questions que le GTC-Internet devrait envisager d'examiner à sa prochaine réunion – ces questions devront s'inscrire dans le droit fil de la Résolution 1305 (2009) du Conseil;

iv) le GTC-Internet facilitera la participation de toutes les parties prenantes concernées aux consultations en ligne et aux réunions traditionnelles de consultation ouverte;

v) le secrétariat de l'UIT devrait établir un projet de résumé des contributions écrites soumises dans le cadre de la consultation en ligne et proposer un résumé des discussions tenues pendant la réunion traditionnelle de consultation ouverte;

vi) les parties prenantes présentes à la réunion traditionnelle de consultation ouverte devraient se mettre d'accord sur le résumé;

vii) le résumé approuvé, sans modifications, sera soumis à la prochaine réunion du GTC‑Internet pour qu'il fasse l'objet d'un examen et d'une discussion;

viii) à l'ordre du jour de la réunion du GTC-Internet figurera un point permanent relatif à l'examen et à la discussion des résultats de la consultation en ligne et de la réunion traditionnelle de consultation ouverte;

ix) le résumé approuvé relatif à la consultation en ligne et à la réunion traditionnelle de consultation ouverte figurera en annexe au rapport du Président soumis au Conseil,

2 compte tenu des rapports annuels présentés par le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux, d'encourager les Etats Membres et les Membres de Secteur à contribuer activement aux discussions et initiatives internationales relatives aux politiques publiques internationales;

3 d'examiner les rapports du GTC-Internet et de prendre les mesures nécessaires; tandis que les résultats des travaux du GTC-Internet ne devront pas être qualifiés de politiques publiques internationales;

4 de faire rapport à la Conférence de plénipotentiaires de 2022 sur les activités menées et les résultats obtenus concernant les objectifs de la présente résolution, en soumettant des propositions devant éventuellement être étudiées plus avant,

charge le Conseil, à sa session extraordinaire qui se tiendra immédiatement après la présente Conférence,

de déterminer le premier thème de la prochaine consultation et de charger le secrétariat de l'UIT de lancer la consultation en ligne en vue de la prochaine réunion du GTC-Internet, conformément à la Résolution 1305 du Conseil,

invite les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à participer aux discussions, et à encourager d'autres parties prenantes intéressées à en faire de même, sur la gestion internationale des ressources de l'Internet, y compris des noms de domaine et adresses Internet, ainsi qu'au processus conduisant à une coopération renforcée pour ce qui est des questions relatives à la gouvernance de l'Internet et aux questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, de sorte que l'on parvienne à une représentation mondiale dans ces débats;

2 à continuer de participer activement aux discussions et à l'examen des questions de politiques publiques concernant les ressources de l'Internet, notamment la connectivité Internet internationale, relevant de la compétence de l'UIT, comme le développement durable, le renforcement des capacités, la disponibilité et les coûts liés à l'infrastructure, les noms de domaine et adresses, leur évolution possible et l'incidence des nouvelles utilisations et applications, en coopérant avec les organisations compétentes et à contribuer aux activités du GTC-Internet et des commissions d'études de l'UIT sur les questions connexes;

3 à rechercher les moyens appropriés de contribuer à renforcer la coopération sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, selon leurs rôles et responsabilités respectifs.

MOD IAP/63A1/34

RÉSOLUTION 180 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Faciliter le déploiement et l'adoption du protocole IPv6

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* la Résolution 64 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, qui traite de l'attribution des adresses IP et encourage le passage au protocole IPv6 et le déploiement de ce protocole;

*b)* l'Avis 3 (Genève, 2013) du Forum mondial des politiques des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) (FMPT) sur le renforcement des capacités pour le déploiement du protocole IPv6;

*c)* l'Avis 4 (Genève, 2013) du FMPT intitulé "Promouvoir l'adoption du protocole IPv6 et le passage du protocole IPv4 au protocole IPv6";

*d)* la Résolution 63 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications relative à l'attribution des adresses IP et à l'encouragement du déploiement du protocole IPv6 dans les pays en développement[[15]](#footnote-17)1;

*e)* la Résolution 101 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Réseaux fondés sur le protocole Internet";

*f)* la Résolution 102 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'Internet et à la gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses";

*g)* les résultats des travaux du Groupe IPv6 de l'UIT, qui ont été approuvés par le Conseil de l'UIT à sa session de 2012,

considérant en outre

*a)* que l'Internet est devenu un facteur essentiel de développement social et économique et un outil indispensable pour les communications et l'innovation technologique, ce qui a créé un changement radical dans le secteur des télécommunications et des technologies de l'information (TIC);

*b)* que l'évolution de la situation impose de passer du concept de "transition" à celui de "déploiement et d'adoption" du protocole IPv6, étant entendu que le protocole IPv4 continuera de fonctionner (même après ce que l'on a appelé "l'épuisement de l'espace d'adresses IPv4") pendant encore longtemps;

*c)* que, compte tenu de l'épuisement des adresses IPv4 et pour garantir la stabilité, la croissance et le développement de l'Internet, tout devrait être mis en oeuvre par toutes les parties prenantes pour encourager et faciliter le déploiement et l'adoption du protocole IPv6;

*d)* qu'un grand nombre de pays en développement rencontrent actuellement des difficultés techniques et qu'un renforcement des capacités en matière de déploiement et d'adoption du protocole IPv6 leur serait utile,

rappelant

que la Manifestation de haut niveau SMSI+10 (Genève, 2014), dans sa Déclaration sur la mise en œuvre des résultats du SMSI ainsi que dans la Vision du SMSI pour l'après‑2015, a établi que l'un des domaines prioritaires à prendre en considération dans le Programme de développement pour l'après‑2015 doit être: "(…) Encourager le plein déploiement du protocole IPv6 afin de garantir la viabilité sur le long terme de l'espace d'adressage, notamment à la lumière des évolutions futures de l'Internet des objets",

notant

*a)* les progrès accomplis ces dernières années en vue du déploiement et de l'adoption du protocole IPv6;

*b)* la coordination constante entre l'UIT et les organisations concernées pour ce qui est du renforcement des capacités relatives au protocole IPv6, afin de répondre aux besoins des Etats Membres et des Membres de Secteur,

reconnaissant

*a)* que les adresses utilisant le protocole Internet (IP) sont des ressources fondamentales qui sont nécessaires au développement des réseaux IP de télécommunication/TIC ainsi qu'à l'économie et à la prospérité mondiales;

*b)* que le déploiement du protocole IPv6 ouvre des perspectives pour le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et que son adoption rapide est le meilleur moyen d'éviter la pénurie d'adresses, ainsi que les conséquences que l'épuisement des adresses IPv4 pourrait avoir, notamment des coûts élevés;

*c)* que les gouvernements jouent un rôle important de catalyseur dans le déploiement et l'adoption du protocole IPv6;

*d)* que d'autres parties prenantes ont des rôles extrêmement importants à jouer afin de faciliter le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, et notamment le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), les Registres Internet régionaux (RIR), le World Wide Web Consortium (W3C) et les développeurs de logiciels et de matériels;

*e)* qu'il est nécessaire d'accélérer le déploiement et l'adoption des adresses IPv6 pour répondre aux besoins observés dans le monde à cet égard;

*f)* que la participation et la coopération de toutes les parties prenantes est essentielle pour assurer le déploiement et l'adoption du protocole IPv6;

*g)* que des experts techniques fournissent actuellement une assistance spécialisée pour le déploiement et l'adoption du protocole IPv6 et que des progrès ont été accomplis;

*h)* qu'un certain nombre de pays ont encore besoin d'une assistance technique spécialisée pour adopter le protocole IPv6,

décide

1 d'étudier les moyens de renforcer la collaboration et la coordination entre l'UIT et les organisations compétentes, notamment mais pas exclusivement, l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), les registres Internet régionaux (RIR), le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), l'Internet Society (ISOC) et le World Wide Web Consortium (W3C), participant au développement de réseaux fondés sur le protocole Internet et de l'Internet de demain, dans le cadre d'accords de coopération, le cas échéant, afin d'accélérer le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, de manière à offrir le plus d'avantages possible à la communauté mondiale;

2 d'intensifier l'échange de données d'expérience et d'informations avec toutes les parties prenantes concernant le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, afin de créer des possibilités de collaboration et de garantir l'existence de retours d'information qui soient utiles pour faciliter le déploiement et l'adoption du protocole IPv6;

3 de collaborer étroitement avec les partenaires concernés reconnus au niveau international, y compris avec la communauté Internet (par exemple les Registres Internet régionaux (RIR), le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), afin de promouvoir le déploiement du protocole IPv6 par le biais de la sensibilisation et du renforcement des capacités;

4 de fournir un appui aux Etats Membres qui sollicitent une assistance pour le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, aux termes des résolutions pertinentes;

5 de poursuivre les études sur le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, en coopération avec les autres parties prenantes concernées en fonction de leurs rôles respectifs,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en coordination avec le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 d'entreprendre et de faciliter des activités au titre des points du *décide* ci-dessus, afin que les commissions d'études compétentes du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) et du Secteur du développement des télécommunications (UIT-D) puissent continuer de promouvoir le déploiement et l'adoption du protocole IPv6;

2 tout en aidant les Etats Membres sollicitant un appui dans le domaine pour le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, de mettre en évidence et de signaler les obstacles et les défis qui se présentent dans le cadre du déploiement et de l'adoption du protocole IPv6, en coopération avec d'autres parties prenantes;

3 de formuler des propositions en vue d'améliorer les politiques actuelles, si les études précitées identifient de telles améliorations, conformément au processus d'élaboration des politiques générales en vigueur;

4 d'élaborer des statistiques sur les progrès réalisés concernant le passage au protocole IPv6, sur la base des informations qui pourront être compilées au niveau régional dans le cadre d'une collaboration avec les organisations régionales;

5 de recueillir et de diffuser des bonnes pratiques concernant les activités de coordination menées par les gouvernements au niveau national pour faciliter le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, en coopération avec les autres parties prenantes concernées,

invite les Etats Membres

1 à continuer de promouvoir au niveau national des initiatives concrètes qui favorisent les interactions avec des entités gouvernementales, publiques, privées et universitaires et la société civile, dans le but d'échanger les informations nécessaires au déploiement et à l'adoption du protocole IPv6 dans leurs pays respectifs;

2 à encourager, avec l'appui des bureaux régionaux de l'UIT, les registres RIR et d'autres organisations régionales à coordonner les activités de recherche, de diffusion et de formation, avec la participation du secteur public, du secteur privé et des milieux universitaires, afin de faciliter le déploiement et l'adoption du protocole IPv6 à l'intérieur des pays et dans la région, et à coordonner les initiatives entre les régions afin de promouvoir le déploiement de ce protocole dans le monde entier;

3 à élaborer des politiques nationales propres à favoriser la mise à jour des systèmes sur le plan technique, afin de garantir que les services publics fournis au moyen du protocole IP ainsi que l'infrastructure des communications et les applications pertinentes des Etats Membres soient compatibles avec le déploiement et l'adoption du protocole IPv6;

4 à encourager les équipementiers à commercialiser des équipements de locaux d'abonné qui prennent en charge le protocole IPv6, en plus du protocole IPv4;

5 à sensibiliser les fournisseurs de services d'information au fait qu'il est important qu'ils mettent leurs services à disposition au moyen du protocole IPv6,

charge le Secrétaire général

de soumettre au Conseil et de communiquer aux membres de l'UIT et à la communauté Internet, s'il y a lieu, des rapports d'activité sur la mise en œuvre de la présente résolution.

MOD IAP/63A1/35

RÉSOLUTION 130 (Rév. Dubaï, 2018)

Renforcement du rôle de l'UIT dans l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 68/198 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement;

*b)* la Résolution 68/167 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée "Le droit à la vie privée à l'ère du numérique";

*c)* la Résolution 68/243 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée "Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale";

*d)* la Résolution 64/211 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Création d’une culture mondiale de la cybersécurité et évaluation des efforts nationaux visant à protéger les infostructures essentielles";

*e)* la Résolution 57/239 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée "Création d'une culture mondiale de la cybersécurité";

*f)* la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information";

*g)* la Résolution 174 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales ayant trait aux risques d'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins illicites;

*h)* la Résolution 181 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur les définitions et termes relatifs à l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication;

*i)* la Résolution 45 (Rév. Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) relative aux mécanismes propres à améliorer la coopération en matière de cybersécurité, y compris la lutte contre le spam;

*j)* la Résolution 140 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et dans l'examen d'ensemble de leur mise en oeuvre par l'Assemblée générale des Nations Unies;

*k)* la Résolution 69 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur la création d'équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT), en particulier pour les pays en développement[[16]](#footnote-19)1, et la coopération entre ces équipes;

*l)* que, dans la Résolution 1305 qu'il a adoptée à sa session de 2009, le Conseil de l'UIT a défini la sécurité, la sûreté, la continuité, la durabilité et la solidité de l'Internet comme autant de questions de politiques publiques qui relèvent du mandat de l'UIT;

*m)* la Résolution 58 (Rév. Dubaï, 2012) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), intitulée "Encourager la création d'équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique, en particulier pour les pays en développement",

considérant

*a)* l'importance cruciale des infrastructures de l'information et de la communication, des TIC et de leurs applications pour le renforcement et le développement de toutes les activités sociales et économiques;

*b)* que, du fait de l'utilisation et du développement des TIC, de nouvelles menaces, d'origines diverses, sont apparues, qui ont nui à la confiance et à la sécurité dans l'utilisation des TIC par tous les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les autres parties prenantes, y compris tous les utilisateurs des TIC, et qui ont nui également au maintien de la paix ainsi qu'au développement socio‑économique de tous les Etats Membres; que, par ailleurs, ces menaces pesant sur les réseaux et les TIC et la vulnérabilité de ces derniers continuent de poser à tous les pays, en particulier aux pays en développement, des problèmes de sécurité croissants qui dépassent le cadre du territoire national, tout en notant dans ce contexte le renforcement du rôle de l'UIT dans l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC et la nécessité de renforcer la coopération internationale , notamment en ayant recours aux mécanismes nationaux, régionaux et internationaux existants appropriés (par exemple, accords, bonnes pratiques, mémorandums d'accord, etc.);

*c)* que le Secrétaire général de l'UIT a été invité à appuyer le Forum FIRST (Forum des équipes d'intervention et de sécurité en cas d'incident) et d'autres projets mondiaux ou régionaux en matière de cybersécurité, le cas échéant, et que tous les pays, en particulier les pays en développement, ont été invités à participer à leurs activités;

*d)* le Programme mondial cybersécurité (GCA) de l'UIT, qui encourage la coopération internationale dans la recherche de stratégies et de solutions pour accroître la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC;

*e)* que, pour protéger ces infrastructures et traiter ces problèmes et ces menaces, il faut établir une coopération aux niveaux national, régional et international en matière de protection, de détection, de réaction et de rétablissement en cas d'incidents liés à la sécurité informatique, par les autorités nationales (y compris la création d'équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique – CIRT) et sous‑nationales, par le secteur privé, et par les particuliers et les utilisateurs; une coopération et une coordination internationales et régionales sont également nécessaires et l'UIT a un rôle prééminent à jouer dans le cadre de son mandat et de ses compétences en la matière, en collaborant avec d'autres organisations et parties prenantes;

*f)* qu'une approche dynamique, itérative et fondée sur les risques en matière de cybersécurité permet d'élaborer et d'appliquer les pratiques de cybersécurité qui s'imposent pour faire face à l'évolution constante des menaces et des vulnérabilités, en tenant compte des risques connexes;

*g)* la nécessité d'une évolution permanente des nouvelles technologies pour appuyer la détection rapide des événements ou incidents compromettant la sécurité informatique et la coopération en la matière ou d'incidents de sécurité des réseaux informatiques qui pourraient compromettre la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des infrastructures essentielles des Etats Membres de l'UIT, et la nécessité d'adopter des stratégies qui réduiront au minimum les répercussions de tels incidents et atténueront les risques et les menaces croissants auxquels ces plates-formes sont exposées;

*h)* que les cybermenaces et les cyberattaques sont de plus en plus nombreuses et que la dépendance à l'égard de l'Internet et d'autres réseaux qui sont essentiels pour avoir accès à des services et à l'information est de plus en plus grande;

*i)* que le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) a adopté près de 300 normes sur l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC;

*j)* le rapport final sur la Question 3/2 "Sécurisation des réseaux d'information et de communication: Bonnes pratiques pour créer une culture de la cybersécurité" du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D);

*k)* qu'un grand nombre de pays en développement élaborent ou mettent en œuvre actuellement des stratégies nationales en matière de cybersécurité,

reconnaissant

*a)* que le SMSI a affirmé l'importance qu'il y a à établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, ainsi que la grande importance d'une mise en œuvre multi-parties prenantes au niveau international, et a défini la grande orientation C5 (Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC), l'UIT ayant été désignée dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information comme coordonnateur/modérateur pour cette grande orientation du SMSI, et que l'Union s'est acquittée de cette tâche ces dernières années, par exemple dans le cadre de son Programme mondial cybersécurité;

*b)* que la CMDT-17 a adopté le Plan d'action de Buenos Aires et son Objectif 2 "Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC: Promouvoir le développement d'infrastructures et de services, et notamment établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC, et en particulier le résultat 2.2, qui porte sur le renforcement de la capacité des Etats Membres d'échanger efficacement des informations, de trouver des solutions et de lutter contre les menaces en matière de cybersécurité ainsi que d'élaborer et de mettre en oeuvre des stratégies et des capacités au niveau national, y compris par le biais du renforcement des capacités, en encourageant la coopération aux niveaux national, régional et international;

*c)* le paragraphe 15 de l'Engagement de Tunis, libellé en ces termes: *"Reconnaissant les principes de l'accès universel et non discriminatoire aux TIC pour toutes les nations, la nécessité de prendre en compte le niveau de développement social et économique de chaque pays, dans le respect des aspects de la société de l'information qui privilégient le développement, nous insistons sur le fait que les TIC sont des outils efficaces pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité, pour renforcer la démocratie, la cohésion sociale, la bonne gouvernance et la primauté du droit, à l'échelle nationale, régionale et internationale. Les TIC peuvent servir à promouvoir la croissance économique et le développement des entreprises. Pour atteindre ces objectifs, il est capital de développer les infrastructures, de renforcer les capacités humaines et de sécuriser l'information et les réseaux. Nous sommes par ailleurs conscients de la nécessité de faire face efficacement aux enjeux et aux menaces résultant de l'utilisation des TIC à des fins qui sont incompatibles avec les objectifs de maintien de la stabilité et de la sécurité internationales et qui risquent de nuire à l'intégrité des infrastructures nationales, au détriment de la sécurité des Etats. Il est nécessaire de prévenir toute utilisation abusive des ressources et technologies de l'information à des fins criminelles et terroristes, tout en respectant les droits de l'homme"*, et que les problèmes créés par cette utilisation abusive des ressources TIC n'ont fait que croître depuis la tenue du SMSI;

*d)* que par sa Résolution 70/125, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé qu'il importait d'instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC et que pour continuer d'appliquer les textes issus du SMSI, il faudra que toutes les parties prenantes restent mobilisées;

*e)* que, dans l'élaboration de mesures législatives appropriées et efficaces concernant la protection contre les cybermenaces aux niveaux national, régional et international, les Etats Membres, en particulier les pays en développement, peuvent avoir besoin de l'aide de l'UIT pour mettre en place des mesures techniques et de procédure visant à sécuriser les infrastructures nationales des TIC, à la demande de ces Etats Membres, tout en notant qu'un certain nombre d'initiatives régionales et internationales peuvent aider ces pays à élaborer de telles mesures législatives;

*f)* que d'importants programmes de renforcement des capacités sont actuellement mis en oeuvre par et entre des organisations régionales telles que l'Organisation des Etats américains (OEA), la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) et le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est) (ASEAN), (ARF), ainsi que par et entre les Etats Membres, notamment par le biais du Forum mondial sur la cyberexpertise (GFCE);

*g)* l'Avis 4 (Lisbonne, 2009) du Forum mondial des politiques de télécommunication/TIC sur les stratégies de collaboration propres à instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC;

*i)* les résultats pertinents de l'AMNT-16, et en particulier:

i) la Résolution 50 (Rév. Hammamet, 2016) sur la cybersécurité;

ii) la Résolution 52 (Rév. Hammamet, 2016) intitulée "Lutter contre et combattre le spam",

consciente du fait

*a)* que l'UIT et d'autres organisations internationales examinent actuellement, dans le cadre de diverses activités, des questions liées à l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC, notamment la stabilité, ainsi que des mesures visant à combattre le spam, les logiciels malveillants, etc., et à protéger les données personnelles et la confidentialité;

*b)* que la Commission d'études 17 de l'UIT‑T et les Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D et d'autres commissions d'études compétentes de l'UIT poursuivent leurs travaux sur les moyens techniques permettant d'assurer la sécurité des réseaux d'information et de communication, conformément aux Résolutions 50 et 52 (Rév. Hammamet, 2016) et aux Résolutions 45 et 69 (Rév. Buenos Aires, 2017);

*c)* que la Commission d'études 2 de l'UIT‑D continue d'effectuer les études demandées au titre de la Question 3/2 de l'UIT-D (Sécurisation des réseaux d'information et de communication: meilleures pratiques pour créer une culture de la cybersécurité), qui a été reflétée dans la Résolution 64/211 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

*d)* que l'UIT fournit aussi une assistance aux pays en développement pour l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC et qu'elle appuie la création d'équipes CIRT, y compris d'équipes CIRT chargées de la coopération entre les gouvernements, et qu'il importe d'assurer une coordination entre toutes les organisations concernées;

*e)* que, dans la Résolution 1336 qu'il a adoptée à sa session de 2011, le Conseil a créé un Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet), qui a pour mandat d'identifier, d'étudier et d'approfondir les thèmes liés aux questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, notamment les questions recensées dans la Résolution 1305 du Conseil (2009) telles que la sécurité, la sûreté, la continuité, la durabilité et la robustesse de l'Internet;

*f)* que la CMDT-17 a adopté la Résolution 80 (Rév. Buenos Aires, 2017) intitulée "Etablir et promouvoir des cadres de l'information sécurisés dans les pays en développement afin de faciliter et d'encourager les échanges d'informations par voie électronique entre partenaires économiques";

*g)* que l'Article 6 relatif à la sécurité et à la robustesse des réseaux et l'Article 7 relatif aux communications électroniques non sollicitées envoyées en masse du Règlement des télécommunications internationales ont été adoptés par la Conférence mondiale des télécommunications internationales (Dubaï, 2012),

notant

*a)* que, en tant qu'organisation intergouvernementale aux travaux de laquelle participe le secteur privé, l'UIT est bien placée pour jouer un rôle important, de même que d'autres instances et organisations internationales compétentes, pour parer aux menaces et remédier aux vulnérabilités qui ont une incidence sur les efforts entrepris pour instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC;

*b)* les paragraphes 35 et 36 de la Déclaration de principes de Genève et le paragraphe 39 de l'Agenda de Tunis, sur le renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC;

*c)* que, bien qu'il n'existe pas de définitions universellement acceptées du spam et d'autres termes connexes, le spam a été décrit par la Commission d'études 2 de l'UIT‑T, à sa réunion de juin 2006, comme étant un terme couramment employé pour désigner l'envoi en masse de messages électroniques non sollicités, par courriel ou par messagerie mobile (SMS ou MMS), habituellement dans le but de faire vendre des produits ou services commerciaux;

*d)* l'initiative prise par l'Union concernant FIRST,

décide

1 de continuer d'accorder à ces travaux un rang de priorité élevé à l'UIT, conformément à ses compétences et à ses connaissances spécialisées, notamment en favorisant une compréhension commune, entre les gouvernements et les autres parties prenantes, de l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC aux niveaux national, régional et international;

2 d'accorder un rang de priorité élevé aux travaux de l'UIT établis par les Résolutions 50, 52 et 58 (Rév. Dubaï, 2012) de l'AMNT, les Résolutions 45 et 69 (Rév. Dubaï, 2014) de la CMDT, à l'Objectif 2 du Plan d'action de Buenos Aires, aux Questions pertinentes de l'UIT-T sur les aspects techniques de la sécurité des réseaux d'information et de communication et à la Question 3/2 de l'UIT-D, conformément à ses compétences et à ses domaines de spécialisation, et de continuer de collaborer étroitement, selon qu'il conviendra, avec d'autres organismes ou institutions concernés du système des Nations Unies et d'autres organismes internationaux concernés, compte tenu des mandats et des domaines de compétence spécifiques des différentes institutions, tout en gardant à l'esprit la nécessité d'éviter tout chevauchement des travaux entre les organisations et entre les Bureaux ou le Secrétariat général;

3 que l'UIT doit consacrer essentiellement des ressources et des programmes aux domaines de la cybersécurité qui correspondent à son mandat de base et à ses connaissances spécialisées, notamment le domaine technique et celui du développement, à l'exclusion de ceux qui concernent l'application par les Etats Membres de principes juridiques ou politiques se rapportant à la défense et la sécurité nationales, à la cybercriminalité et aux contenus, qui relèvent de leurs droits souverains. Toutefois, cela n'empêche pas l'UIT de s'acquitter de son mandat qui consiste à élaborer des recommandations techniques destinées à réduire les vulnérabilités de l'infrastructure des TIC, de fournir toute l'assistance qui a été décidée à la CMDT‑14, y compris de mettre en œuvre l'Objectif 3 et les activités au titre de la Question 3/2;

4 de mieux faire connaître les entités et les initiatives qui ont pour but d'améliorer la cybersécurité, notamment celles visées au point *f) du reconnaissant*, et d'encourager la collaboration avec ces entités et au titre de ces initiatives,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

1 de continuer d'examiner:

i) les travaux effectués à ce jour au sein des trois Secteurs, dans le cadre du Programme mondial cybersécurité de l'UIT et par d'autres organisations compétentes, ainsi que les initiatives visant à remédier aux menaces existantes et futures, afin d'instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, par exemple la lutte contre le spam, problème de plus en plus préoccupant;

ii) les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la présente résolution, l'UIT continuant de jouer un rôle de premier plan en tant que modérateur/coordonnateur pour la grande orientation C5, avec l'aide des groupes consultatifs, conformément aux dispositions de la Constitution de l'UIT et de la Convention de l'UIT;

2 conformément à la Résolution 45 (Rév. Dubaï, 2014), de faire rapport au Conseil sur les activités menées par l'UIT et d'autres organisations et entités concernées pour améliorer la coopération et la collaboration, aux niveaux régional et mondial, pour renforcer l'instauration de la confiance et de la sécurité des Etats Membres dans l'utilisation des TIC, en particulier des pays en développement, compte tenu des informations fournies par les Etats Membres, notamment des informations relatives à des situations qui sont de leur ressort et qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur cette coopération;

3 conformément à la Résolution 45 (Rév. Dubaï, 2014), de soumettre un rapport sur les mémorandums d'accord entre les pays, ainsi que sur les formes de coopération existantes, comportant une analyse de leur état d'avancement, de leur portée et des applications de ces mécanismes de coopération, dans le but de renforcer la cybersécurité et de lutter contre les cybermenaces, afin de permettre aux Etats Membres de déterminer si des mémorandums ou des mécanismes supplémentaires sont nécessaires;

4de faciliter, dans les limites du budget disponible, l'accès aux outils et aux ressources nécessaires pour renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC pour tous les Etats Membres, conformément aux dispositions adoptées par le SMSI en ce qui concerne la mise en place d'un accès universel et non discriminatoire aux TIC pour tous les pays;

5 de continuer à maintenir la passerelle sur la cybersécurité comme moyen de partager des informations sur les initiatives nationales, régionales et internationales prises dans le monde en matière de cybersécurité;

6 de faire rapport chaque année au Conseil sur ces activités et de formuler des propositions, selon qu'il conviendra;

7 d'améliorer encore la coordination entre les commissions d'études et les programmes concernés,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 d'intensifier les travaux menés au sein des commissions d'études existantes de l'UIT-T pour:

i) faire face aux menaces et aux vulnérabilités existantes ou futures qui nuisent aux efforts visant à instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, en élaborant des rapports ou des recommandations, selon qu'il conviendra, en vue de mettre en œuvre les résolutions de l'AMNT-16, en particulier les Résolutions 50, 52 (Rév. Hammamet, 2016) et 58 (Rév. Dubaï, 2012), en permettant aux travaux de commencer avant qu'une Question ne soit approuvée;

ii) rechercher des moyens de promouvoir l'échange d'informations techniques dans ces domaines, d'encourager l'adoption de protocoles et de normes qui permettent d'accroître la sécurité et de promouvoir la coopération internationale entre les entités concernées;

iii) faciliter des projets issus des résultats de l'AMNT-12, en particulier de:

• la Résolution 50 (Rév. Hammamet, 2016) relative à la cybersécurité;

• la Résolution 52 (Rév. Hammamet, 2016), intitulée "Lutter contre et combattre le spam";

2 de poursuivre la collaboration avec les organisations compétentes, afin d'échanger des informations sur les bonnes pratiques et de diffuser l'information, par le biais de mécanismes tels que des formations et des ateliers communs, des activités conjointes de coordination et, sur invitation, de contributions écrites soumises par les organisations compétentes,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 conformément aux résultats de la CMDT-17 et en application des Résolutions 45 (Rév. Dubaï, 2014) et 69 et 80 (Rév. Buenos Aires, 2017), de la CMDT et de l'Objectif 2 du Plan d'action de Buenos Aires, d'appuyer les projets mondiaux ou régionaux en cours en matière de cybersécurité et d'encourager tous les pays à prendre part à ces activités;

2 d'appuyer, sur demande, les efforts déployés par les Etats Membres de l'UIT pour renforcer les capacités en facilitant l'accès des Etats Membres aux ressources élaborées par d'autres organisations internationales compétentes qui s'intéressent aux législations nationales en matière de lutte contre la cybercriminalité; en appuyant les efforts déployés par les Etats Membres de l'UIT sur les plans national et régional pour renforcer les capacités aux fins de la protection contre les cybermenaces/la cybercriminalité, en collaboration entre eux; conformément à la législation nationale des Etats Membres dont il est question plus haut, en aidant les Etats Membres, en particulier les pays en développement, à élaborer des mesures juridiques appropriées et réalisables en matière de protection contre les cybermenaces aux niveaux national, régional et international; en établissant des mesures techniques et liées aux procédures visant à sécuriser les infrastructures TIC nationales, en tenant compte des travaux accomplis par les commissions d'études concernées de l'UIT-T et, les cas échéant, par d'autres organisations concernées; et en établissant des structures organisationnelles, telles que des équipes CIRT, pour identifier et gérer les cybermenaces et pour y réagir, ainsi que des mécanismes de coopération aux niveaux régional et international;

3 de fournir l'appui administratif et financier nécessaire à ces projets, dans les limites des ressources existantes, et de rechercher des ressources additionnelles (en espèces ou en nature) pour mettre en œuvre ces projets dans le cadre d'accords de partenariat approuvés par le Conseil de l'UIT;

4 d'assurer la coordination des travaux liés à ces projets dans le contexte des activités générales entreprises par l'UIT en sa qualité de modérateur/coordonnateur pour la grande orientation C5 du SMSI, et d'éliminer tout double emploi avec les activités du Secrétariat général et de l'UIT-T concernant ce thème important;

5 de coordonner les travaux liés à ces projets avec ceux des commissions d'études de l'UIT‑D sur cette question et avec les activités correspondantes au titre des programmes ainsi qu'avec le Secrétariat général;

6 de poursuivre la collaboration avec les organisations concernées, afin d'échanger des données sur les bonnes pratiques et de diffuser l'information grâce, par exemple, à des sessions de formation et à des ateliers communs;

7 d'aider les Etats Membres de l'UIT à élaborer leurs stratégies de cybersécurité nationales ou régionales en vue de renforcer les capacités nationales pour améliorer la cybersécurité et faire face à l'évolution des menaces, selon les principes de la coopération internationale, conformément à l'Objectif 2 du Plan d'action de Buenos Aires;

8 de faire rapport chaque année au Conseil sur ces activités et de formuler des propositions, selon qu'il conviendra,

charge en outre le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications et le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

dans les limites de leurs responsabilités respectives,

1 de mettre en œuvre les résolutions pertinentes de l'AMNT-16 et de la CMDT-17, y compris le Produit 2.2 de l'Objectif 2 du Plan d'action de Buenos Aires, en mettant l'accent en particulier sur les besoins des pays en développement dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour améliorer la cybersécurité et instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC;

2 de déterminer s'il existe des informations sur l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC et de favoriser la disponibilité de telles informations, en particulier de celles qui se rapportent aux infrastructures TIC, pour les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les organisations concernées;

3 de contribuer aux travaux au titre de la Question 3/2;

4 de coopérer avec les organisations concernées et d'autres experts internationaux et nationaux compétents, selon qu'il conviendra, afin de définir de bonnes pratiques pour l'établissement d'équipes CIRT;

5 de prendre des mesures afin que de nouvelles Questions soient examinées par les commissions d'études des Secteurs relativement à l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC;

6 de déterminer et de répertorier les mesures concrètes propres à renforcer la sécurité dans l'utilisation des TIC au niveau international, sur la base de pratiques, de lignes directrices et de recommandations largement reconnues, que les Etats Membres pourront choisir d'appliquer pour améliorer leur capacité à lutter contre les cybermenaces et les cyberattaques, notamment en faisant appel à une approche dynamique, itérative et fondée sur les risques qui tienne compte du caractère évolutif des menaces et des vulnérabilités, et de renforcer la coopération internationale pour instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, en tenant compte du Programme mondial cybersécurité (GCA) de l'UIT, et dans les limites des ressources financières disponibles;

7 de soutenir les stratégies, l'organisation, la sensibilisation, la coopération, l'évaluation et le perfectionnement des compétences;

8 de fournir l'appui technique et financier nécessaire, dans les limites des ressources budgétaires existantes, conformément à la Résolution 58 (Rév. Dubaï, 2012);

9 de mobiliser des ressources extrabudgétaires appropriées, en dehors du budget ordinaire de l'Union, pour la mise en œuvre de la présente résolution, en vue d'aider les pays en développement,

charge le Secrétaire général

dans le cadre de l'initiative qu'il a prise sur cette question:

1 de soumettre un rapport au Conseil, en tenant compte des activités des trois Secteurs, sur la mise en œuvre et l'efficacité du plan d'action visant à renforcer le rôle que joue l'UIT en aidant les Etats Membres à instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC;

2 de coopérer avec les organisations internationales concernées, y compris par le biais de l'adoption de mémorandums d'accord, sous réserve de l'approbation du Conseil à cet égard, conformément à la Résolution 100 (Minneapolis, 1998) de la Conférence de plénipotentiaires,

prie le Conseil

d'inclure le rapport du Secrétaire général dans les documents qui seront envoyés aux Etats Membres, conformément au numéro 81 de la Convention,

invite les Etats Membres

1 à envisager de participer à des initiatives internationales et régionales appropriées visant à renforcer les cadres législatifs nationaux qui ont trait à la sécurité des réseaux d'information et de communication;

2 à collaborer étroitement au renforcement de la coopération régionale et internationale, en tenant compte de la Résolution 45 (Rév. Dubaï, 2014), afin d'améliorer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC et d'atténuer les risques et les menaces;

3 à appuyer les initiatives de l'UIT en matière de cybersécurité, y compris l'Indice mondial de cybersécurité (GCI), afin de promouvoir les stratégies gouvernementales et de diffuser des informations concernant les mesures prises dans l'ensemble des entreprises et des secteurs;

4 à informer le Secrétaire général des activités menées au titre de la présente résolution concernant la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC;

5 à collaborer étroitement avec les organisations compétentes, en échangeant de bonnes pratiques sur la création et la mise en place d'équipes nationales CIRT,

invite les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés

1 à contribuer aux travaux sur cette question menés par les commissions d'études compétentes de l'UIT ainsi qu'à toute autre activité dont l'Union est responsable;

2 à contribuer à instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC aux niveaux national, régional et international, en menant à bien les activités visées au paragraphe 12 du Plan d'action de Genève, et à contribuer à la préparation d'études dans ces domaines;

3 à promouvoir l'élaboration de programmes d'enseignement et de formation pour sensibiliser davantage les utilisateurs aux risques dans le cyberespace;

4 à prendre en considération une approche dynamique, itérative et fondée sur les risques, pour faire face à l'évolution des menaces et des vulnérabilités, dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC;

5 à collaborer, s'il y a lieu, afin de résoudre et de prévenir les problèmes qui nuisent à la confiance et à la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC.

**Motifs:** La CITEL propose d'apporter les modifications ci-dessus à la Résolution 130, afin (a) de souligner la nécessité de tenir compte des besoins des pays en développement en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité; (b) de prendre en considération les travaux sur le renforcement des capacités menés par des organisations régionales (telles que l'OEA) ) et des Etats Membres, notamment, dans le domaine de la cybersécurité et c) de mettre en avant l'idée d'intégrer la notion d'approche dynamique, itérative et fondée sur les risques dans les travaux entrepris par les Bureaux, les Etats Membres et les Membres de Secteur de l'UIT et les Associés participant aux travaux de l'Union, en vue de renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC. Ces modifications ont pour but d'améliorer les efforts déployés par l'UIT au titre de ses programmes actuels.

MOD IAP/63A1/36

RÉSOLUTION 131 (Rév. Dubaï, 2018)

Mesurer les technologies de l'information et de la communication pour édifier une société de l'information inclusive et qui facilite l'intégration

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

consciente

*a)* que laprotection de l'intégrité, de la cohérence et de la pertinence de la fonction d'établissement de statistiques à l'UIT devrait constituer l'une des principales priorités stratégiques de l'Union;

*b)* que chaque Etat Membre s'efforce d'élaborer ses propres politiques et cadres réglementaires sur la base de données statistiques relatives aux TIC, afin de réduire le plus efficacement possible la fracture numérique;

*c)* que l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa Résolution 70/1, a approuvé "17 Objectifs de développement durable assortis de 169 cibles qui sont intégrées et indissociables";

*d)* que l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa Résolution 70/125 sur le document final de la réunion de haut niveau SMSI+10 de l’Assemblée générale, met l'accent sur "la contribution intersectorielle des technologies de l'information et de la communication à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'élimination de la pauvreté", reconnaît "l'importance des données et des statistiques pour les technologies de l'information et de la communication au service du développement" et préconise que davantage de données quantitatives soient mises au service d'une prise de décision éclairée;

*e)* que l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa Résolution 71/313, a défini 231 indicateurs pour mesurer la réalisation des 17 ODD et que sept des 231 indicateurs sont placés sous l'égide et le contrôle de l'UIT,

rappelant

*a)* lesRésolutions 139 (Rév. Dubaï, 2018), 140 (Rév. Dubaï, 2018), 175 (Rév. Dubaï, 2018), 179 (Rév. Dubaï, 2018), 180 (Rév. Dubaï, 2018), 198 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, sur le rôle de l'UIT dans l'établissement de statistiques détaillées sur les télécommunications/TIC;

*b)* la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, sur le *plan stratégique de l'Union pour la période 2020‑2023*et la Résolution 200 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur le *Programme Connect 2020 pour le développement des télécommunications/ TIC dans le monde*, en vertu desquelles des cibles stratégiques et des indicateurs ont été approuvés pour suivre l'évolution des TIC et de l'économie numérique et des liens détaillés ont été établis entre les buts stratégiques de l'UIT et les cibles et indicateurs associés aux ODD,

reconnaissant

*a)* que les principales parties prenantes, dont l'UIT participant à l'élaboration de statistiques relatives aux TIC pour la mesure de la société de l'information ont uni leurs efforts pour créer un Partenariat mondial sur la mesure des TIC au service du développement";

*b)* que le Partenariat mondial sur la mesure des TIC au service du développement a débouché sur la définition d'un ensemble d'indicateurs fondamentaux et d'un cadre méthodologique permettant d'établir des données comparables au niveau international pour la mesure des TIC au service du développement, conformément au § 115 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information,

considérant

*a)* qu'il est indiqué ce qui suit dans le Plan d'action de Genève adopté par le SMSI: "*En coopération avec chaque pays concerné, élaborer et mettre en place un indice composite de développement des TIC (indice d'ouverture au numérique). Cet indice, qui pourrait être publié annuellement ou tous les deux ans, dans un rapport sur le développement des TIC, reflèterait l'aspect statistique, tandis que le rapport présenterait une analyse des politiques et de leur mise en œuvre selon les pays, y compris en ce qui concerne les questions de parité hommes/femmes*";

*b)* que dans la Résolution 8 (Rév.  Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), l'accent est mis en particulier sur le fait que des informations et des données statistiques doivent être réunies par le Bureau de développement des télécommunications (BDT), afin d'éviter les activités faisant double emploi dans ce domaine;

*c)* que, dans le cadre du Plan d'action de Buenos Aires, la CMDT a donné pour mandat à l'UIT‑D et au BDT de fournir les services et produits suivants:

• collecte, harmonisation et diffusion de données et de statistiques officielles sur la société de l'information, ventilées en fonction du sexe et de l'âge, ainsi que d'autres caractéristiques présentant un intérêt dans le contexte du pays, au moyen de diverses sources de données et de divers outils de diffusion, par exemple la base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI), le portail en ligne de l'UIT "Un oeil sur les TIC" et le portail de données des Nations Unies, notamment;

• identification de nouvelles sources de données, notamment celles relatives aux mégadonnées, à l'Internet des objets et au commerce électronique, et examen des possibilités d'utilisation de ces données pour définir de nouveaux indicateurs ou améliorer les indicateurs existants;

• analyse des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC et production de rapports de recherche régionaux et mondiaux, par exemple le rapport "Mesurer la société de l'information", ainsi que d'autres notes statistiques et analytiques;

• comparaison des tendances de l'évolution de la société de l'information et évaluation précise de l'ampleur de la fracture numérique (au moyen d'outils tels que l'Indice de développement des TIC et le Panier des prix des TIC) et mesure de l'incidence des TIC sur le développement durable et la fracture numérique entre les hommes et les femmes;

• élaboration au niveau international, en collaboration étroite avec d'autres organisations régionales ou internationales, notamment les membres du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement, de normes, de définitions et de méthodologies concernant les statistiques relatives aux télécommunications/TIC, qui seront examinées par la Commission de statistique des Nations Unies;

• fournir une instance mondiale où les membres de l'UIT et d'autres parties prenantes nationales et internationales pourront examiner les mesures relatives à la société de l'information, dans le cadre de l'organisation du Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS) et des groupes de spécialistes des statistiques concernés;

• encourager les Etats Membres à réunir différentes parties prenantes issues des pouvoirs publics, des milieux universitaires et de la société civile dans le cadre d'activités nationales de sensibilisation à l'importance de la production et de la diffusion de données de qualité pour l'élaboration de politiques générales;

• contribuer au suivi de la réalisation des buts et des cibles convenus au niveau international, y compris les ODD, les grandes orientations du SMSI ainsi que les cibles figurant dans le plan stratégique de l'UIT et le Programme Connect 2020, et élaborer les cadres de mesure correspondants;

• conserver un rôle de chef de file dans le Partenariat mondial sur la mesure des TIC au service du développement et dans les groupes d'action concernés de ce Partenariat;

• fournir aux Etats Membres une assistance technique ainsi que dans le domaine du renforcement des capacités pour la collecte de statistiques sur les TIC, en particulier au moyen d'enquêtes nationales, en organisant des ateliers de formation et en élaborant des manuels méthodologiques.

*d)* les résultats du SMSI en ce qui concerne les indicateurs des TIC, en particulier les paragraphes suivants de l'Agenda de Tunis:

– le § 113, qui appelle à la formulation d'indicateurs et de critères de référence adaptés, y compris d'indicateurs de connectivité communautaire, pour préciser l'étendue de la fracture numérique, dans ses dimensions nationales et internationales, et pour l'évaluer à intervalles réguliers, afin de faire le point sur les progrès réalisés dans le monde en matière d'utilisation des TIC et d'atteindre les buts et les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment les OMD;

– le § 114, qui reconnaît l'importance de l'élaboration d'indicateurs TIC pour mesurer la fracture numérique et qui prend note du lancement du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement;

– le § 115, qui note la création de l'indice d'ouverture aux TIC et de l'indice d'ouverture au numérique, sur la base des indicateurs fondamentaux définis par le Partenariat mondial sur la mesure des TIC au service du développement;

– le § 116, qui souligne que tous les indices et indicateurs doivent prendre en compte les différents niveaux de développement des pays et des situations nationales;

– le § 117, qui appelle à poursuivre l'élaboration de ces indicateurs en collaboration avec le Partenariat mondial, de façon à garantir l'efficacité par rapport au coût et à éviter les activités faisant double emploi;

– le § 118, qui invite la communauté internationale à renforcer les capacités des pays en développement[[17]](#footnote-20)1 en matière de statistiques en leur fournissant un appui adapté à l'échelle nationale ou régionale;

– le § 119, par lequel l'engagement est pris d'examiner et de suivre les progrès concernant la réduction de la fracture numérique;

– le § 120, qui indique que l'échange d'informations sur la mise en œuvre des conclusions du SMSI est un élément d'évaluation important,

soulignant

*a)* les responsabilités que l'UIT‑D a été amené à assumer conformément à l'Agenda de Tunis, en particulier, aux § 112 à 120 dudit Agenda;

*b)* la mission assignée à l'UIT, telle qu'approuvée en vertu de la Résolution 71 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, en vue notamment de promouvoir, de faciliter et d'encourager l'accès universel, à un coût abordable, aux télécommunications/TIC;

*b)* que dans la Déclaration de Buenos Aires qu'elle a adoptée, la CMDT-17 indique qu'il est important, tant pour les Etats Membres que pour le secteur privé, de mesurer la société de l'information, d'élaborer des indicateurs/statistiques appropriés, comparables et ventilés par sexe et d'analyser l'évolution des TIC, afin que les Etats Membres puissent recenser les lacunes appelant une intervention des pouvoirs publics et que le secteur privé puisse identifier et trouver des possibilités d'investissement, et qu'il convient d'accorder une attention particulière aux outils permettant de suivre la mise en oeuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

reconnaissant en outre

que le Panier des prix des TIC et l'Indice de développement des TIC sont considérés comme les indicateurs les plus importants de la fracture numérique,

ayant à l'esprit

*a) que* pour la grande majorité des parties prenantes intéressées à l'échelle mondiale qui s'occupent des télécommunications/TIC (universitaires, dirigeants du secteur privé, décideurs et régulateurs), les statistiques sur les TIC et, en particulier, le Panier de prix pour les TIC et l'Indice de développement des TIC figurent parmi les produits les plus importants de l'UIT;

*b)* que, afin de tenir dûment informés les décideurs et toutes les parties prenantes, le BDT doit rassembler et publier périodiquement diverses statistiques relatives aux TIC qui donnent une idée des progrès réalisés concernant l'accès aux télécommunications/TIC, leur utilisation et leur accessibilité financière dans les différentes régions du monde,

notant

*a)* que, dans le Plan d'action de Genève adopté par le SMSI, les indicateurs et les critères de référence appropriés, y compris les indicateurs sur l'accès aux TIC, leur utilisation et leur accessibilité financière, sont cités comme éléments de suivi et d'évaluation de ce plan;

*b)* que l'UIT-D a mené les études relatives au Panier des prix des TIC et élaboré l'Indice de développement des TIC (IDI) qui sont publiés chaque année depuis 2009;

*c)* qu'aux termes de la Résolution 8 (Rév. Buenos Aires, 2017), le Directeur du BDT est chargé, notamment, d'examiner, de revoir et de perfectionner les critères de référence, notamment dans le cadre de consultations et en invitant les Etats Membres et des experts à soumettre des contributions, et de veiller à ce que les indicateurs sur les TIC, l'Indice de développement des TIC (IDI) et le Panier des prix pour les TIC reflètent l'évolution réelle du secteur des TIC, compte tenu des différents niveaux de développement des pays et des situations nationales, ainsi que des tendances dans le domaine des TIC, en application des résultats du SMSI,

décide

1 que l'UIT, en sa qualité d'institution spécialisée du système des Nations Unies, devra prendre l'initiative des activités visant à rassembler des informations et des données statistiques sur les télécommunications/TIC, ainsi que des données permettant d'évaluer les tendances dans le domaine des TIC et de mesurer les incidences de ces technologies sur la réduction de la fracture numérique, en mettant en évidence, autant que possible, leurs incidences sur les questions d'égalité hommes/femmes, les personnes handicapées et les différents secteurs de la société, ainsi que sur l'inclusion sociale, qui découlent de l'accès dans des domaines comme l'éducation, la santé ou l'administration publique en ligne, y compris leurs incidences sur le développement et la qualité de vie de tous, en soulignant leur contribution au progrès et au développement durable;

2 que l'UIT devra renforcer la coordination avec les autres organisations internationales concernées participant à la collecte de données sur les TIC et définir, dans le cadre du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement, un ensemble normalisé d'indicateurs destinés à améliorer la disponibilité et la qualité des données et des indicateurs sur les TIC et à favoriser l'élaboration de stratégies et de politiques aux niveaux national, régional et international,

charge le Secrétaire général et le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de prendre les mesures nécessaires pour permettre à l'UIT de s'acquitter des tâches décrites aux points 1 et 2 du *décide* ci-dessus;

2 de veiller à ce que les indicateurs de connectivité communautaire ainsi que ceux relatifs à l'accès aux TIC, à leur utilisation et à leur accessibilité financière soient pris en compte dans les réunions régionales ou mondiales convoquées pour assurer l'évaluation et le suivi du Plan d'action de Genève, de l'Agenda de Tunis, de la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le SMSI+10 et des difficultés nouvelles qui se font jour pour édifier une société de l'information inclusive, dans le cadre plus général du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

3 de veiller à ce que les projets, même lorsque leurs objectifs et leur portée sont très différents, tiennent compte des données, des indicateurs et des indices pour la mesure des TIC, afin qu'il soit possible d'en faire une analyse comparative et d'en mesurer les résultats,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 d'encourager l'adoption des statistiques relatives aux TIC élaborées par l'UIT, qui reposent essentiellement sur les données officielles fournies par les Etats Membres, et de les publier régulièrement;

2 de publier chaque année le Panier des prix des TIC et l'Indice de développement des TIC, y compris le classement, les études, les graphiques, les éléments de comparaison et une analyse approfondie des bonnes pratiques mises en œuvre avec succès, afin de rendre compte des progrès ou de l'absence de progrès accomplis en ce qui concerne l'accès aux TIC, leur utilisation et leur accessibilité financière, et d'inviter les Etats Membres et les Membres de Secteur à participer à ces processus;

3 d'élaborer et de tenir à jour, sur le site web de l'UIT, des outils de visualisation et d'analyse perfectionnés ainsi que des bases de données sur les statistiques et les indicateurs qui seront mis à la disposition du grand public, en ce qui concerne plus particulièrement le Panier des prix des TIC et l'Indice de développement des TIC afin de permettre l'établissement de comparaisons dans le temps et de séries chronologiques d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre, en fonction des niveaux de développement socio-économique;

4 d'établir une liaison avec d'autres organisations internationales de premier plan et de tenir compte des bonnes pratiques et des méthodes que celles-ci appliquent en matière de collecte, d'analyse, de tenue à jour et de présentation de statistiques, d'indicateurs, de rapports et d'outils graphiques;

5 de promouvoir les activités nécessaires à la définition et à l'adoption de nouveaux indicateurs, y compris des indicateurs sur les cyberapplications, afin de mesurer l'incidence réelle des TIC sur le développement des pays;

6 d'intensifier les efforts visant à diffuser les méthodes et les indicateurs relatifs aux TIC convenus à l'échelle internationale;

7 de maintenir un groupe d'experts sur les indicateurs et les statistiques relatifs aux TIC, afin que les Etats Membres affinent les indicateurs existants et procèdent à un examen systématique de leurs méthodes et définitions, et formulent, au besoin, les autres indicateurs des TIC qui pourraient être nécessaires;

8 d'organiser, à intervalles réguliers, le Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde ainsi que des réunions d'experts, dans les limites budgétaires disponibles, avec la participation de tous les Etats Membres et Membres des Secteurs, d'experts des indicateurs et statistiques relatifs aux TIC et des autres parties s'intéressant à la mesure des TIC et de la société de l'information;

9 de coopérer avec les organismes internationaux concernés, en particulier avec ceux qui participent au Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement, à la mise en œuvre de la présente résolution,

charge le Secrétaire général

1 d'examiner la fonction assumée par l'UIT en matière de statistiques et d'indicateurs des TIC, afin que les statistiques mondiales sur les TIC constituent une priorité stratégique pour l'UIT;

2 de présenter les conclusions de l'examen ci-dessus au Conseil pour qu'il les étudie;

3 de soumettre à la prochaine conférence de plénipotentiaires un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la présente résolution,

invite les Etats Membres

à participer activement à la mise en œuvre de la présente Résolution, en fournissant à l'UIT-D les informations demandées sur l'accès aux télécommunications/TIC, leur utilisation et leur accessibilité financière, pour élaborer des éléments de comparaison sur les télécommunications/TIC, en particulier le Panier des prix des TIC et l'Indice de développement des TIC.

**Motifs:** La modification de la Résolution 131 (Rév Busan, 2014) (Annexe 1) proposée par la CITEL a un double objectif:

1) mettre l'accent sur l'importance de la fonction d'établissement de statistiques à l'UIT et en faire une priorité stratégique pour l'Union;

2) reconnaître et mettre en avant l'importance des statistiques, des indicateurs, des classements, des études, des éléments de comparaison et des bonnes pratiques concernant les prix et l'accessibilité financière des télécommunications/TIC.

MOD IAP/63A1/37

RÉSOLUTION 70 (Rév. Dubaï, 2018)

Intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, promotion de l'égalité hommes/femmes et autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* l'Objectif de développement durable (ODD) 5 "Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles" défini dans la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

*b)* la Résolution 55 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, qui encourage l'intégration du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les travaux du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T);

*c)* la Résolution 55 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT);

*d)* la Résolution 1327 adoptée par le Conseil à sa session de 2011, sur le rôle de l'UIT dans l'autonomisation des femmes et des jeunes filles grâce aux TIC;

*e)* les conclusions concertées 1997/2et la Résolution 2012/24 du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) sur l'intégration et la transversalisation[[18]](#footnote-22) de la problématique hommes/femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies, dans laquelle l'ECOSOC se félicite de la mise en place du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP)[[19]](#footnote-23)2,

notant

*a)* la Résolution 64/289 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la cohérence du système des nations Unies, adoptée le 21 juillet 2010, par laquelle a été créée l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, qui s'appellera "ONU Femmes" et qui a pour mandat de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;

*b)* que le Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies, en avril 2013, s'est prononcé en faveur du Plan d'action du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en vertu duquel l'UIT participera aux activités de diffusion de l'information, de coordination, de communication et de travail en réseau qui font partie intégrante de la stratégie;

*c)* les conclusions approuvées à la 55ème session de la Commission des Nations Unies sur le statut des femmes, tenue en mars 2011, concernant l'accès et la participation des femmes et des jeunes filles à l'éducation, à la formation ainsi qu'à la science et la technologie;

*d)* les conclusions de la 61ème session de la Commission de la condition de la femme, tenue en 2017, sur l’autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en mutation[[20]](#footnote-24)3;

*e)* les conclusions de la 62ème session de la Commission de la condition de la femme, tenue en 2018, sur les problèmes à régler et les possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural, dans lesquelles les Etats conviennent de prévenir et d'éliminer le harcèlement sexuel, le cyberharcèlement et le harcèlement en ligne[[21]](#footnote-25)4;

*f)* les cinq objectifs approuvés lors du Sommet "Women 20" (WOMEN 20/W20), qui a eu lieu à l'occasion du Sommet du G20 tenu en Allemagne en 2017, en particulier ceux visant à favoriser l'inclusion numérique des femmes faisant carrière dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), ainsi que l'appui à l'entrepreneuriat féminin;

*g)* la décision adoptée par le Conseil à sa session de 2013, qui entérine la politique de l'Union relative à l'égalité hommes/femmes et à l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes (GEM), afin de faire de l'Union l'organisation de référence en matière d'égalité hommes/femmes et d'exploiter le potentiel des télécommunications/TIC au service de l'autonomisation des femmes et des hommes;

*h)* que l'UIT a inclus dans son plan stratégique les questions de genre, afin de procéder à des débats et à des échanges d'idées pour définir, à l'échelle de l'organisation tout entière, un plan d'action concret assorti d'échéances et d'objectifs,

reconnaissant

*a)* que l'ensemble de la société, particulièrement dans le cadre de la société de l'information et du savoir, bénéficiera de la participation égalitaire des femmes et des hommes à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions et d'un accès égalitaire pour les femmes et les hommes aux services de communication;

*b)* que la diversité ethnique est également un facteur de discrimination, même sur le lieu de travail, et place fréquemment les femmes connaissant ces conditions en situation de plus grande vulnérabilité;

*c)* que les TIC sont des outils permettant de faire progresser l'égalité hommes/femmes et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles et sont un élément indispensable à la création de sociétés inclusives auxquelles les femmes et les hommes puissent contribuer et participer de manièrevisible;

*e)* que, dans la Déclaration du SMSI+10 sur la mise en œuvre des résultats du SMSI, il est indiqué qu'il faut garantir que la société de l'information favorise l'autonomisation des femmes et leur participation pleine et entière, sur un pied d'égalité, dans toutes les sphères de la société et à tous les processus de prise de décisions;

*f)* que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 approuvé par les Nations Unies en septembre 2015 a inscrit parmi ses Objectifs de développement durable l'Objectif 5, qui est de parvenir à l'égalité des sexes et d'autonomiser toutes les femmes et les filles, et qu'il préconise, dans ses Objectifs, le renforcement de l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes et mettre un terme aux violences sous toutes leurs formes dont sont victimes les femmes et les jeunes filles dans les sphères publique et privée;

*g)* qu'il est fondamental que les femmes ayant un pouvoir décisionnel dans le secteur des télécommunications/TIC, notamment au sein des ministères concernés, des autorités de régulation nationales et du secteur privé, promeuvent les travaux de l'UIT, afin d'encourager les jeunes filles à choisir une carrière dans le secteur des télécommunications/TIC et de favoriser l'utilisation des TIC en vue de l'autonomisation sociale et économique des femmes et des jeunes filles;

*h)* qu'il est de plus en plus nécessaire de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes pour permettre l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, en accordant une attention particulière aux habitantes des zones rurales ou des zones urbaines ou marginalisées, soumises à certaines restrictions imposées par la tradition qui renforcent la discrimination;

*i)* que les télécommunications/TIC peuvent contribuer à l'édification de sociétés inclusives et égalitaires, exemptes de discrimination fondée sur le sexe, dans lesquelles les femmes et les jeunes filles ont accès aux mêmes possibilités et peuvent vivre une vie sans violence,

reconnaissant en outre

*a)* les progrès réalisés dans le travail de sensibilisation, au sein tant de l'UIT que des Etats Membres, à l'importance de l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes dans tous les programmes de travail de l'UIT et l'augmentation à l'UIT du nombre de femmes occupant des emplois de la catégorie professionnelle, en particulier au niveau des cadres supérieurs, tout en œuvrant en faveur de l’accès égalitaire des hommes et des femmes aux emplois de la catégorie des services généraux;

*b)* le succès de la Journée internationale "Les jeunes filles dans le secteur des TIC" organisée chaque année par l'UIT le quatrième jeudi d'avril;

*c)* la reconnaissance considérable dont a fait l'objet le travail de l'UIT dans les domaines de la parité hommes/femmes et des télécommunications/TIC dans la famille des organisations des Nations Unies, et notamment les Prix "EQUALS in Tech" (anciennement Prix GEM-TECH);

*d)* l'Initiative mondiale "EQUALS", à laquelle participe l'UIT et qui associe des dirigeants d'entreprises, des gouvernements, des organisations à but non lucratif, des communautés et des particuliers du monde entier qui vise à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes dans le monde;

*e)* quele Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dans sa Recommandation générale No. 37 relative aux aspects de la réduction des risques de catastrophe et des changements climatiques ayant trait à la problématique hommes-femmes, recommande aux Etats de faire en sorte que les femmes aient accès aux techniques permettant de prévenir les catastrophes et les changements climatiques et d’en atténuer les conséquences néfastes et qu’elles puissent utiliser les technologies relatives à l’adaptation aux changements climatiques et à l’atténuation de leurs effets, y compris dans le domaine des énergies renouvelables et de la production agricole durable, et en tirer parti,

notant en outre

*a)* que l'UIT doit poursuivre l'étude et l'évaluation des incidences qu'ont les techniques de télécommunication/TIC, en recueillant des données et en établissant des statistiques ventilées par âge et par sexe, afin de réduire les disparités entre les hommes et les femmes;

*b)* que l'UIT devrait jouer un rôle dans l'établissement pour le secteur des télécommunications/TIC d'indicateurs concernant la parité hommes/femmes, qui contribueraient à réduire les disparités en termes d'accès aux TIC et d'adoption de ces technologies, et à intégrer le principe de l'égalité hommes/femmes aux niveaux national, régional et international;

*c)* qu'il faut faire plus encore pour assurer l'intégration des principes de l'égalité hommes/femmes dans l'ensemble des politiques, des programmes de travail, des activités de diffusion de l'information, des publications, des travaux des commissions d'études et des conférences de l'UIT, par le biais du renforcement des capacités;

*d)* qu'il convient d'encourager les femmes et les jeunes filles à participer très tôt aux activités du secteur des télécommunications/TIC, pour faire en sorte que la société de l'information et du savoir contribue à leur autonomisation;

*e)* qu'il est nécessaire de disposer d'outils et d'applications TIC susceptibles de donner davantage d'autonomie aux femmes et aux jeunes filles et de faciliter leur accès au marché du travail dans les domaines liés à ces technologies – où elles ne sont généralement pas présentes – ainsi qu'aux carrières STEM,

tenant compte

des modifications apportées à la Résolution 48 (Rév. Busan, 2014) de la présente Conférence, relative à la gestion et au développement des ressources humaines, qui met en avant des procédures visant à faciliter le recrutement des femmes à l'UIT,

encourage les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à étudier les politiques et les stratégies qu'ils appliquent en ce qui concerne la société de l'information, afin de prendre des mesures visant à intégrer le principe de l'égalité hommes/femmes dans le secteur public, le secteur privé, les établissements universitaires et l'industrie, en vue de promouvoir l'innovation en ce qui concerne l'apprentissage sur un pied d'égalité, pour les hommes et les femmes, dans le domaine des télécommunications/TIC et de favoriser l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, en mettant tout particulièrement l'accent sur les zones rurales et isolées;

2 à examiner et, le cas échéant, à revoir leurs politiques et pratiques pour faire en sorte que le recrutement, l'emploi, la formation et la promotion des candidates et candidats s'effectuent dans des conditions justes et égalitaires;

3 à faciliter le renforcement des capacités et l'emploi de femmes et d'hommes sur un pied d'égalité, dans le domaine des télécommunications/TIC, y compris à des postes de responsabilité dans les administrations de télécommunication/TIC, les instances gouvernementales et de régulation, les organisations intergouvernementales et les institutions et entreprises du secteur privé, en particulier à celles qui se rapportent aux télécommunications/TIC;

4 à susciter et à accroître l'intérêt des femmes et des jeunes filles, ainsi que les possibilités de carrière dans le secteur des télécommunications/TIC et dans le secteur des STEM, l'accent étant mis en particulier sur les habitantes des zones rurales, au cours de l'enseignement élémentaire, secondaire et supérieur, ainsi que dans le cadre de l'éducation permanente, et à renforcer les politiques éducatives ainsi que les plans d'étude dans les domaines des sciences et technologies;

5 à inciter davantage de femmes et de jeunes filles à choisir une carrière dans le secteur des STEM et à reconnaître la réussite des femmes qui occupent de hautes responsabilités dans certains secteurs, notamment de celles qui œuvrent en faveur de l'innovation;

6 à promouvoir les investissements dans les technologies durables et les travaux de recherche en la matière, à encourager davantage de femmes à tirer parti des possibilités qu'offrent les télécommunications/TIC pour mettre en place et développer une activité et à promouvoir la contribution qu'elles peuvent apporter à la croissance économique;

7 à protéger les droits des femmes enceintes et de celles ayant des enfants en bas âge, afin qu'elles puissent faire carrière dans le domaine des télécommunications/TIC,

décide

1 de poursuivre le travail que fait actuellement l'UIT, et en particulier le BDT, en vue de promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le secteur des télécommunications/TIC en recommandant des mesures relatives aux politiques et aux programmes aux niveaux international, régional et national, qui améliorent la situation socio‑économique des femmes et des jeunes filles, notamment dans les pays en développement[[22]](#footnote-26)3;

2 d'accorder un rang de priorité élevé à l'intégration des politiques d'égalité hommes/femmes dans la gestion, le recrutement et le fonctionnement de l'UIT, afin que l'UIT puisse devenir une organisation prééminente pour la mise en oeuvre des valeurs et des principes relatifs à l'égalité hommes/femmes, de façon à tirer parti des possibilités qu'offrent les TIC au service de l'autonomisation des hommes aussi bien que des femmes;

3 d'intégrer le principe de l'égalité hommes/femmes dans la mise en oeuvre des plans stratégiques et du plan financier de l'UIT pour la période 2020‑2023 et dans les plans ultérieurs, ainsi que dans les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général;

4 de faire en sorte que l'UIT rassemble et traite les données statistiques fournies par les pays, ventilées par sexe et par âge, et établisse des indicateurs, ventilés par sexe, qui tiennent compte de la problématique hommes/femmes et mettent en lumière l'évolution du secteur, ainsi que les effets et les incidences de l'utilisation et de l'adoption des télécommunications/TIC sur la réduction de la fracture numérique;

5 de mettre en place un programme de mentorat, ouvert à la participation des Etats Membres et des établissements universitaires, dans le cadre duquel les jeunes femmes et les jeunes filles qui commencent des études dans des filières STEM pourront se faire accompagner par un mentor qui leur transmettra ses compétences spécialisées et ses connaissances tout au long de leur carrière,

charge le Conseil

1 d'accorder un rang de priorité élevé au suivi de la mise en oeuvre de la politique GEM de l'UIT, afin que l'Union puisse devenir une organisation de référence en matière d'égalité hommes/femmes et d'exploiter le potentiel des télécommunications/TIC aux fins de l'autonomisation des femmes, des jeunes filles, des hommes et des garçons;

2 de poursuivre et de développer les initiatives lancées au cours des années écoulées, et d'accélérer l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes, en prenant, au besoin des mesures volontaristes, dans l'ensemble de l'UIT, dans la limite des ressources budgétaires existantes, afin de garantir le renforcement des capacités et l'accession des femmes à des emplois de cadres supérieurs, y compris aux postes de fonctionnaires élus de l'UIT;

3 d'examiner la possibilité pour l'UIT, en étroite collaboration avec les organisations régionales concernées, de prendre les mesures voulues pour mettre en place une plate-forme régionale pour les femmes destinée à mettre les TIC au service de la promotion de l'égalité hommes/femmes et de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles,

charge le Secrétaire général

1 de continuer à faire en sorte que le principe de l'égalité hommes/femmes soit intégré dans les programmes de travail, les méthodes de gestion et les activités de développement des ressources humaines de l'UIT et de soumettre chaque année au Conseil un rapport écrit sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique EQUALS, assorti de statistiques ventilées par sexe et par âge et indiquant la répartition des postes occupés par des femmes et des hommes par catégorie au sein de l'UIT ainsi que la participation des femmes et des hommes aux conférences et réunions de l'UIT, rapport qui sera communiqué aux pays membres;

2 d'assurer l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes dans toutes les contributions de l'UIT pour ce qui est des domaines prioritaires à prendre en compte en vue de la mise en œuvre des résultats du SMSI pour l'après-2015;

3 d'accorder une attention particulière à la parité hommes/femmes dans les emplois des catégories professionnelle et supérieure à l'UIT, particulièrement aux postes à responsabilité;

4 de donner la priorité voulue à la parité hommes/femmes dont il est question ci-dessus lors du choix entre les candidates et les candidats à un emploi donné, à qualifications égales, compte tenu de la répartition géographique (numéro 154 de la Constitution de l'UIT) et de l'égalité entre hommes et femmes;

5 de modifier les procédures de recrutement de l'UIT afin de faire en sorte que, si le nombre de candidates et de candidats ayant les qualifications et les compétences requises le permet, à chaque étape du recrutement, l'objectif soit qu'au moins un tiers des candidats qui accèdent à la prochaine étape soient des femmes, en vue d'atteindre la parité (50%) à court terme;

6 de s'assurer, sauf s'il n'y a pas de femmes parmi les candidatures remplissant les conditions requises, que chaque liste restreinte soumise au Secrétaire général en vue d'une nomination comprenne une candidature féminine;

7 de garantir l'égalité entre les hommes et les femmes dans la composition des commissions statutaires de l'UIT;

8 de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus et les progrès réalisés en ce qui concerne l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes dans les activités de l'UIT et sur la mise en œuvre de la présente Résolution;

9 d'organiser à l'intention de l'ensemble du personnel une formation sur l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes, y compris à l'intention des personnes occupant des postes à responsabilité;

10 de continuer d'appuyer l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes en coopération avec les autres organisations concernées, dans le cadre d'initiatives spéciales telles que l'initiative EQUALS et les Prix "EQUALS in Tech", qui visent à récompenser et à mettre en valeur les contributions individuelles et les modèles de direction pour promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le domaine des télécommunications/TIC;

11 de continuer de participer aux réunions du G20 et de "Women20" (W20), afin de favoriser la réduction des disparités entre hommes et femmes et d'encourager l'utilisation des télécommunications/TIC en tant qu'outils d’autonomisation et de développement social, économique, culturel et environnemental des femmes et des jeunes filles;

12 de s'efforcer de mobiliser à cette fin des contributions volontaires auprès des Etats Membres, des Membres des Secteurs et d'autres sources;

13 d'encourager les administrations à donner des chances égales aux candidatures féminines et aux candidatures masculines aux postes de fonctionnaires élus et de membres du Comité du Règlement des radiocommunications;

14 d'encourager la création d'un "Réseau mondial des femmes décideurs dans le secteur des TIC";

15 de porter la présente résolution à l'attention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, afin de promouvoir le renforcement de la coordination et de la coopération en ce qui concerne les politiques, les programmes et les projets qui sont mis en œuvre par l'UIT et établissent un lien entre l'accès aux télécommunications/TIC et au large bande ainsi que l'utilisation et l'adoption de ces outils par les femmes et les jeunes filles, et d'encourager l'égalité hommes/femmes, l'autonomisation et le développement intégré des femmes et des jeunes filles;

16 de s'acquitter de l'obligation de soumettre des rapports, conformément au programme SWAP des Nations Unies,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

de veiller à ce que le Secrétariat général et les Bureaux accordent la plus haute des priorités à l'égalité hommes/femmes, en octroyant des bourses d'études destinées à permettre la participation aux réunions et activités de l'UIT,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de continuer d'encourager les autres institutions du système des Nations Unies ainsi que les Etats Membres et les Membres des Secteurs de l'UIT à célébrer la Journée internationale "Les jeunes filles dans le secteur des TIC", qui se tient chaque année le quatrième jeudi d'avril depuis 2011, et au cours de laquelle les entreprises de télécommunication/TIC, d'autres entreprises ayant un département de télécommunication/TIC, les instituts de formation aux télécommunications/TIC, les universités, les centres de recherche, les organismes publics et toutes les institutions s'occupant de télécommunications/TIC sont invités à organiser des activités pour les jeunes filles et les jeunes femmes, ainsi que des formations ou des ateliers en ligne, des camps de jour et des camps d'été, afin de susciter et d'accroître l'intérêt des femmes et des jeunes filles, ainsi que les possibilités de carrière dans le secteur des télécommunications/TIC, au cours de l'enseignement élémentaire, secondaire et supérieur;

2 d'inviter les organisations de femmes et les organisations non gouvernementales ainsi que les organisations de la société civile, dans le monde entier, à participer à la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC et d'organiser notamment des formations ou des ateliers en ligne et des camps de jour;

3 d'assurer, sur le site web de l'UIT, une large diffusion des mesures prises et des activités menées par les membres dans le monde à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC ainsi que des résultats de ces mesures et activités;

4 de poursuivre les travaux menés par le BDT pour promouvoir l'utilisation des télécommunications/TIC en faveur de l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes filles, afin de les aider à éliminer les disparités et de faciliter l'acquisition de compétences nécessaires à la vie courante,

invite les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à fournir à l'UIT des contributions volontaires pour faciliter dans toute la mesure possible la mise en œuvre de la présente résolution;

2 à célébrer chaque année, le quatrième jeudi d'avril, la Journée internationale "Les jeunes filles dans le secteur des TIC", et à la faire connaître, à communiquer au BDT les enseignements tirés des activités organisées à cette occasion, et à inviter les entreprises du secteur des TIC, les autres entreprises ayant un département des TIC, les instituts de formation aux TIC, les universités, les centres de recherche, les organismes publics et toutes les institutions s'occupant de TIC à organiser une journée portes ouvertes pour les jeunes filles;

3 à apporter leur soutien et à participer activement aux travaux menés par le BDT pour encourager l'utilisation des télécommunications/TIC en faveur de l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes filles;

4 à participer activement à la création d'un "Réseau mondial des femmes décideurs dans le secteur des TIC", qui vise à promouvoir les travaux de l'UIT concernant l'utilisation des TIC en faveur de l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes filles, notamment en créant des partenariats et des synergies entre les réseaux existants aux niveaux national, régional et international, et en encourageant la formulation de stratégies efficaces destinées à renforcer l'égalité hommes/femmes pour les emplois de cadres supérieurs dans les administrations des télécommunications/TIC, les instances gouvernementales, les organismes de régulation, les organisations intergouvernementales, y compris l'UIT, et le secteur privé;

5 à mettre l'accent sur l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes dans les Questions étudiées par les commissions d'études de l'UIT‑D et dans les programmes du Plan d'action de Buenos Aires;

6 à poursuivre l'élaboration d'outils et de lignes directrices internes relatives à l'élaboration de programmes, afin de promouvoir l'égalité hommes/femmes en ce qui concerne l'utilisation des TIC;

7 à promouvoir les programmes, les initiatives de communication et les mécanismes d'appui visant à protéger les femmes et les jeunes filles, en particulier celles qui vivent en milieu rural et sont en situation de vulnérabilité, contre toutes les formes de discrimination qui influent sur leur développement dans les domaines social, professionnel et économique;

8 à collaborer avec les parties prenantes concernées ayant acquis une vaste expérience en matière d'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes dans des projets et programmes, afin de proposer aux femmes une formation spécialisée à l'utilisation des TIC;

9 à fournir un appui, en participant au programme de mentorat, pour que les femmes et les jeunes filles puissent accéder à des études et à des carrières dans le secteur des télécommunications/TIC, en créant des débouchés, en favorisant leur intégration dans les processus d'enseignement et d'apprentissage ou en encourageant leur formation professionnelle;

10 à appuyer ou à promouvoir le financement d'études, de projets et de propositions qui contribuent à faire disparaître les inégalités hommes/femmes et encouragent l'utilisation des télécommunications/TIC au service de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles;

11 à désigner chaque année des organisations et des personnes méritantes en vue de l'attribution du Prix "EQUALS Tech";

12 à garantir la réalisation de l'Objectif 5 du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**Motifs:** Il est proposé, dans la présente contribution, de revoir le texte de la Résolution 70 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (UIT), intitulée "Intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, promotion de l'égalité hommes/femmes et autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication".

Les principales modifications apportées visent à:

1) mettre à jour les références correspondantes aux Résolutions des Assemblées et/ou des Conférences mondiales et de la Conférence de plénipotentiaires proprement dite;

2) mettre à jour les initiatives portant sur la question de l'égalité hommes/femmes;

3) intégrer l'Objectif 5 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles;

4) prévoir la mise en oeuvre d'un programme de mentorat à l'intention des jeunes femmes et des jeunes filles;

5) organiser, sachant que l'UIT est composée d'Etats Membres, de Membres de Secteur et d'établissements universitaires, un programme de mentorat dans le cadre duquel les représentants des divers secteurs, qu'ils soient issus du secteur public ou du secteur privé, transféreront leurs compétences spécialisées et leurs connaissances à des jeunes femmes et des jeunes filles tout au long de leurs études;

6) inviter les Etats Membres et les Membres de Secteur à promouvoir les programmes, les initiatives de communication et les mécanismes d'appui destinés à protéger les femmes et les jeunes filles contre toutes les formes de discrimination, à encourager l'adoption de stratégies de prévention des actes de cyberviolence et de cyberharcèlement à l’égard des femmes et des jeunes filles – en particulier celles qui vivent en milieu rural et sont en situation de vulnérabilité – qui influent sur leur développement dans les domaines social, professionnel et économique.

MOD IAP/63A1/38

RÉSOLUTION 101 (Rév. dubaï, 2018)

Réseaux fondés sur le protocole Internet

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* les Résolutions 102, 130, 133 et 180 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires;

*b)* la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030";

*c)* les résultats des phases de Genève (2003) et de Tunis (2005) du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), et en particulier les paragraphes 27 c) et 50 d) de l'Agenda de Tunis qui se rapportent à la connectivité Internet internationale;

*d)* que la Manifestation de haut niveau SMSI+10 (Genève, 2014), dans sa Déclaration sur la mise en œuvre des résultats du SMSI et dans la Vision du SMSI pour l'après‑2015, a établi que l'un des domaines prioritaires à prendre en considération dans le Programme de développement pour l'après‑2015 doit être: "(…) *Encourager le plein déploiement du protocole IPv6 afin de garantir la viabilité sur le long terme de l'espace d'adressage, notamment à la lumière des évolutions futures de l'Internet des objets"*;

*e)* le numéro 196 de la Convention de l'UIT qui dispose que les commissions d'études de la normalisation des télécommunications doivent porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des recommandations directement liées à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en développement[[23]](#footnote-27)1, aux niveaux régional et international;

*f)* que dans la Résolution 23 (Rév. Buenos Aires) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), relative à l'accès à l'Internet et à la disponibilité de l'Internet pour les pays en développement et aux principes de taxation applicables aux connexions Internet internationales, il est noté "que la composition des coûts à la charge des opérateurs, qu'ils soient régionaux ou locaux, dépend en partie et de manière significative du type de connexion (transit ou échange de trafic entre homologues) et de la disponibilité ainsi que du coût des infrastructures de raccordement et des infrastructures longue distance", dans le cas des pays en développement, et qu'il se pourrait que les majorations tarifaires qu'un Etat Membre, en particulier un pays de transit, applique aux parties ayant des activités au niveau national (y compris les exploitations reconnues), soient répercutées dans les tarifs appliqués aux parties (y compris les exploitations reconnues) ayant des activités à l'étranger et soumises aux règles en vigueur dans un autre Etat Membre";

*g)* la Résolution 69 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), relative à l'accès non discriminatoire aux ressources de l'Internet et à l'utilisation non discriminatoire de ces ressources;

*h)* la Résolution 64 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT, relative à l'attribution des adresses IP et aux mesures propres à faciliter le passage au protocole IPv6 ainsi que le déploiement de ce protocole;

*i)* la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée "Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information", dans laquelle l'accent est mis sur la contribution intersectorielle des technologies de l'information et de la communication à la réalisation des Objectifs de développement durable et à l'élimination de la pauvreté, et dans laquelle il est fait remarquer que l'accès aux TIC est également devenu un indicateur de développement et une aspiration en soi;

*j)* les Avis du Forum mondial des politiques de télécommunication/technologies de l'information et de la communication (TIC) (FMPT), qui visent à promouvoir l'utilisation des points d'échange Internet (IXP), la connectivité large bande, le déploiement et l'adoption du protocole IPv6, une approche multi-parties prenantes pour la gouvernance de l'Internet et un processus de renforcement de la coopération,

consciente

*a)* que l'Union a notamment pour objet de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;

*b)* que l'Union a notamment pour objet d'encourager et d'élargir la participation d'entités et d'organisations aux activités de l'Union et d'assurer une coopération et un partenariat fructueux entre elles et les Etats Membres;

*c)* que, pour atteindre ses buts, l'Union devrait notamment faciliter la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante,

considérant

*a)* que les progrès réalisés dans le domaine de l'infrastructure mondiale de l'information, notamment la mise en place de réseaux fondés sur le protocole Internet (IP) utilisés pour l'Internet, et les évolutions futures des protocoles , continuent d'être une question de la plus haute importance, et sont un puissant moteur de développement social, économique, environnemental et culturel au XXIe siècle;

*b)* la nécessité de préserver et de promouvoir le multilinguisme sur l'Internet en faveur d'une société de l'information facilitant l'intégration et inclusive;

*c)* que l'Internet permet la mise en oeuvre de nouvelles applications supplémentaires dans les services de télécommunication/TIC, reposant sur sa technologie;

*d)* que malgré des problèmes concernant la qualité de service et en dépit du coût élevé de la connectivité internationale, ces nouvelles applications des services de télécommunication/TIC contribuent à accroître les avantages sociaux et favorisent l'inclusion sociale en créant de nouveaux liens entre les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics, ce qui permet à chacun de partager et d'enrichir son savoir et de prendre parti aux décisions concernant sa vie et son travail, et permet à un plus grand nombre de personnes d'accéder à des services et à des données auparavant hors de portée ou trop chers;

*e)* qu'en raison du développement du large bande et de la progression de la demande d'accès à l'Internet, en particulier dans les pays en développement, il est nécessaire d'assurer une connectivité Internet internationale financièrement abordable;

*f)* qu'il conviendrait de poursuivre l'examen des résultats des études portant sur les coûts des connexions Internet internationales, en particulier pour les pays en développement, en vue de rendre la connectivité Internet financièrement plus abordable;

*g)* la Résolution 1 (Dubaï, 2012) de la Conférence mondiale des télécommunications internationales (CMTI), relative aux mesures spéciales en faveur des pays en développement sans littoral (PDSL) et des petits Etats insulaires en développement (PEID) pour le transport et la connexion concernant les réseaux à fibres optiques internationaux;

*h)* que dans sa Résolution 77 (Rév. Buenos Aires, 2017), la CMDT a reconnu les travaux menés par l'Internet Society, l'Internet Exchange Federation (IEF) et les associations régionales s'occupant de points IXP, ainsi que par d'autres parties prenantes, pour faciliter la mise en place de points IXP, afin d'améliorer la connectivité;

*i)* que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa Résolution 70/125, a salué l'évolution et la diffusion remarquables, grâce aux secteurs public et privé, des technologies de l'information et de la communication, qui se sont répandues presque partout sur la planète et qui ont créé de nouvelles possibilités d'interactions sociales, donné naissance à de nouveaux modèles commerciaux et contribué à la croissance et au développement économiques de tous les autres secteurs, tout en prenant acte des nouvelles difficultés spécifiques qui en découlent,

considérant en outre

*a)* que le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) a réalisé des progrès importants et a entrepris plusieurs études sur le renforcement de l'infrastructure et l'utilisation de l'Internet dans les pays en développement au titre du Plan d'action d'Hyderabad de 2010, du Plan d'action de Dubaï de 2014 et, actuellement, du Plan d'action de Buenos Aires, qui a approuvé la poursuite de ces études;

*b)* que des études sont en cours au sein du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) sur diverses questions liées aux réseaux IP, notamment l'interopérabilité des services avec d'autres réseaux de télécommunication, le numérotage, les prescriptions en matière de signalisation et les protocoles, la sécurité et le coût des éléments d'infrastructure, les réseaux existants et l'évolution vers les réseaux futurs;

*c)* que des travaux sont en cours au sein d'autres entités et organisations internationales ayant des responsabilités dans le domaine des réseaux IP, notamment au sein de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), des Registres Internet régionaux (RIR), du Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), de l'Internet Society, de l'Internet Exchange Federation (IEF) et des associations régionales s'occupant de points IXP, en vue de promouvoir l'interopérabilité, la normalisation, le développement et le déploiement de nouvelles applications et de nouveaux services, ainsi qu'une connectivité internationale abordable, en particulier dans les pays en développement;

*d)* que l'accord général de coopération conclu entre l'UIT-T et l'Internet Society (ISOC)/IETF (Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet), dont il est fait mention dans le Supplément 3 aux recommandations UIT-T de la série A, est toujours en vigueur,

reconnaissant

*a)* que les réseaux IP sont devenus un support largement accessible utilisé pour le commerce et la communication à l'échelle mondiale et qu'il est donc nécessaire de continuer à recenser les activités consacrées à ces réseaux aux niveaux mondial et régional en ce qui concerne, par exemple:

i) l'infrastructure, l'interopérabilité et la normalisation;

ii) le nommage et l'adressage sur Internet;

iii) la diffusion d'informations relatives aux réseaux IP et les incidences de leur mise en place et de leur déploiement ainsi que les perspectives qu'ils ouvrent pour les Etats Membres de l'UIT, en particulier pour les pays en développement;

iv) l'appui et les conseils mis à la disposition des Etats Membres de l'UIT, en particulier les pays en développement, par l'UIT et d'autres entités et organisations ayant des responsabilités dans le domaine des réseaux IP;

*b)* que l'UIT et de nombreux autres organismes internationaux étudient activement les réseaux fondés sur le protocole Internet et l'internet de demain;

*c)* que la qualité de service des réseaux IP devrait être conforme aux recommandations de l'UIT‑T et aux autres normes internationales reconnues;

*d)* qu'il est de l'intérêt général que les réseaux IP et les autres réseaux de télécommunication puissent être interopérables et accessibles dans le monde entier, compte tenu du point *c)* du *reconnaissant* ci-dessus,

prie le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT

de de développer et de renforcer sa collaboration au sujet des réseaux IP avec des organisations ayant des responsabilités dans le domaine des réseaux IP, telles que l'ICANN, les RIR, l'IETF, l'ISOC, l'IEF, les associations régionales s'occupant de points IXP et d'autres organisations concernées et reconnues en ce qui concerne l'interconnectivité avec les réseaux de télécommunication existants et les réseaux futurs,

prie les trois Secteurs

1 de continuer d'examiner et de mettre à jour leurs programmes de travail concernant les réseaux IP et les réseaux futurs, notamment en renforçant la collaboration avec d'autres entités et organisations dans l'intérêt des Etats Membres;

2 de renforcer la coordination entre les différentes activités relevant de leur responsabilité dans le domaine des réseaux IP, en particulier celles qui se rapportent à la mise en oeuvre des résultats pertinents des deux phases du SMSI (Genève, 2003 et Tunis, 2005) et d'examiner la Déclaration SMSI+10 relative à la mise en oeuvre des textes issus du SMSI adoptée lors de la Manifestation de haut niveau coordonnée par l'UIT,

décide

1 d'étudier les moyens d'accroître la collaboration et la coordination entre l'UIT et les organisations concernées participant au développement des réseaux fondés sur le protocole Internet et de l'internet de demain, notamment, mais non exclusivement, l'ICANN, les RIR, l'IETF, l'ISOC et le W3C, sur une base de réciprocité, au moyen notamment d'accords de coopération, selon qu'il conviendra, afin d'encourager une participation et une mobilisation accrues des membres de l'UIT s'agissant de la gouvernance de l'Internet et de favoriser une connectivité internationale financièrement abordable, en vue d'offrir le plus d'avantages possible à la communauté mondiale;

2 que l'UIT doit pleinement exploiter et promouvoir les possibilités de développement des télécommunications/TIC qu'offre la croissance des services IP en conformité avec les objectifs de l'Union et les résultats des phases de Genève (2003) et de Tunis (2005) du SMSI, compte tenu de la qualité et de la sécurité des services, et de l'accessibilité économique de la connectivité internationale pour les pays en développement, en particulier les PDSL et les PEID;

3 que l'UIT doit clairement identifier, pour ses Etats Membres et Membres des Secteurs ainsi que pour le grand public, l'ensemble des questions liées à l'Internet qui relèvent des responsabilités dont elle est investie en vertu de ses textes fondamentaux et les activités prévues dans les documents adoptés par le SMSI dans lesquelles elle est appelée à jouer un rôle;

4 que l'UIT doit aider les Etats Membres à identifier les conseils et l'appui mis à disposition par d'autres entités et organisations compétentes et à y accéder, selon les besoins, afin d'encourager le développement et le déploiement des réseaux IP;

5 que l'UIT doit continuer de collaborer avec d'autres organisations compétentes pour faire en sorte que la croissance des réseaux IP, conjointement avec celle des réseaux traditionnels et compte tenu de ceux-ci, offre le plus d'avantages possible à la communauté mondiale, et qu'elle doit continuer de participer, si nécessaire, à toute nouvelle initiative internationale directement liée à cette question, telle que l'initiative en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), sur les réseaux large bande dans le cadre de la Commission des Nations Unies "Le large bande au service du développement numérique" créée à cet effet;

6 de demander à l'UIT‑T, en particulier aux commissions d'études de ce Secteur, de continuer d'analyser les ressources d'identification/de numérotage des télécommunications;

7 de demander à l'UIT-D, en particulier à la Commission d'études 1, de faciliter l'accès des Etats Membres et des Membres de Secteur aux informations relatives aux orientations sur les bonnes pratiques mises à disposition par l'UIT-T, l'ISOC, l'IEF, les associations régionales s'occupant de points IXP et les autres parties prenantes concernées;

8 de poursuivre l'élaboration de stratégies visant à rendre la connectivité internationale financièrement plus abordable, comme cela est demandé au paragraphe 50 d) de l'Agenda de Tunis (2005), de façon à contribuer au déploiement de réseaux IP,

charge le Secrétaire général

1 d'élaborer à l'intention du Conseil de l'UIT, et sur la base des contributions fournies par les Etats Membres, les Membres des Secteurs, les trois Secteurs et le Secrétariat général, un rapport annuel récapitulant toutes les activités que l'UIT a déjà entreprises concernant les réseaux IP et les modifications éventuelles à ces réseaux, y compris le développement et le déploiement des réseaux futurs, et résumant le rôle et les activités des autres organisations internationales concernées en décrivant leur participation à l'étude des questions liées aux réseaux IP; ce rapport précisera le degré de collaboration entre l'UIT et ces organisations, les informations requises étant extraites, chaque fois que cela sera possible, de sources existantes et contenant des propositions concrètes en vue d'améliorer les activités de l'UIT et cette collaboration, et sera diffusé largement auprès des Etats Membres et des Membres des Secteurs, des groupes consultatifs des trois Secteurs et des autres groupes concernés un mois avant la session du Conseil;

2 de présenter un projet du rapport visé au point 1 du *charge le Secrétaire général* lors d'une réunion ouverte du Groupe de travail du Conseil (Internet), afin que toutes les parties prenantes puissent l'examiner et formuler leurs commentaires à cet égard, et de tenir compte de ces commentaires lorsqu'il élaborera son Rapport final à l'attention du Conseil;

3 de poursuivre la collaboration relative aux réseaux IP, en particulier les activités qui se rapportent à la mise en œuvre des résultats pertinents des deux phases du SMSI (Genève, 2003 et Tunis, 2005), et d'examiner la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui constitue le document final relatif à son examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du SMSI;

4 de continuer à sensibiliser à l'importance essentielle que revêt une connectivité financièrement abordable aux réseaux IP pour le développement durable, notamment dans le cadre du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de fournir des moyens de renforcement des capacités aux pays en développement, y compris aux PMA, aux PEID et aux PDSL, afin de connecter ceux qui ne le sont pas encore, notamment en faisant appel aux bureaux régionaux de l'UIT pour qu'ils fournissent l'assistance nécessaire à cette fin, en particulier par le biais d'une collaboration et d'une coopération avec les entités et organisations ayant des responsabilités dans le domaine des réseaux IP;

2 de coordonner les mesures visant à dispenser une formation et à fournir une assistance technique en ce qui concerne les modèles de connectivité,

invite le Conseil

à examiner le rapport mentionné dans le point 4 du *charge le Secrétaire général* ci-dessus, à tenir compte des observations, le cas échéant, formulées par les groupes consultatifs des trois Secteurs par l'intermédiaire des Directeurs des Bureaux sur la mise en œuvre de la présente résolution et à prendre les mesures nécessaires, selon qu'il conviendra,

invite les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à participer aux travaux actuels des Secteurs de l'Union et à en suivre l'avancement, et à contribuer, dans le cadre du mandat des différentes commissions d'études, à l'élaboration de recommandations relatives aux réseaux IP qui soient conformes aux normes techniques émanant des organisations techniques compétentes;

2 à sensibiliser davantage, aux niveaux national, régional et international, toutes les parties non gouvernementales intéressées et à faciliter leur participation aux activités pertinentes de l'UIT et d'autres organisations ayant des responsabilités dans le domaine des réseaux IP*,* et à toute autre activité appropriée résultant des phases de Genève (2003) et de Tunis (2005) du SMSI;

3 à sensibiliser à l'importance essentielle que revêt une connectivité financièrement abordable aux réseaux IP pour le développement durable, notamment dans le cadre du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable.

**Motifs:** La CITEL propose de modifier la Résolution 101, en y ajoutant de nouveaux éléments destinés à renforcer la proposition de la CEPT.

MOD IAP/63A1/39

RÉSOLUTION 179 (Rév. dubaï, 2018)

Rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfants

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

*a)* la Résolution 67 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) relative au rôle du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) dans la protection en ligne des enfants;

*b)* la Résolution 45 (Rév. Dubaï, 2014) de la CMDT sur les mécanismes propres à améliorer la coopération en matière de cybersécurité, y compris la lutte contre le spam,

considérant

*a)* que l'Internet joue un rôle très important dans l'éducation des enfants, contribuant à enrichir les programmes scolaires et à surmonter les obstacles scolaires, notamment linguistiques, entre les enfants de toutes les nations;

*b)* que l'Internet est devenu une plate-forme essentielle pour différents types d'activités destinées aux enfants dans les domaines de l'éducation, de la culture et des loisirs;

*c)* que les enfants comptent parmi les utilisateurs les plus actifs de l'Internet;

*d)* que les parents, les tuteurs et les éducateurs, qui sont responsables des activités des enfants, ont peut-être besoin d'orientations en ce qui concerne les stratégies de médiation sur la manière d'assurer la protection en ligne des enfants;

*e)* que les initiatives en faveur de la protection en ligne des enfants prennent toujours en considération l'autonomisation de l'enfant en ligne et tiennent dûment compte de la nécessité d'assurer un juste équilibre entre les droits des enfants d'être protégés contre tout préjudice et leurs droits civils et politiques ainsi que leurs droits d'accéder à des possibilités en ligne;

*f)* que la protection des enfants contre l'exploitation et l'exposition au danger et à la tromperie lorsqu'ils utilisent l'Internet ou les technologies de l'information et de la communication (TIC) est devenue une nécessité urgente et une exigence mondiale;

*g)* le développement, la diversification et la généralisation croissants de l'accès aux TIC dans le monde entier, en particulier à l'Internet, et son utilisation toujours plus large par les enfants, parfois sans médiation, contrôle ni orientation;

*h)* que, pour régler le problème de la cybersécurité des enfants, il est indispensable de prendre des mesures volontaristes afin d'assurer la protection en ligne des enfants aux niveaux national, régional ou international;

*i)* la nécessité d'une coopération internationale et de la poursuite de l'application d'une approche multi‑parties prenantes pour promouvoir la responsabilité sociale dans le secteur des TIC, afin d'utiliser efficacement les divers outils disponibles pour instaurer la confiance dans l'utilisation des réseaux et services TIC, en réduisant les risques pour les enfants;

*j)* que la protection en ligne des enfants est une question dont l'intérêt est reconnu dans le monde entier et qui est inscrite à l'ordre du jour des instances internationales;

*k)* que la protection en ligne des enfants suppose l'existence d'un réseau national, régional et international de collaboration, conjointement avec d'autres institutions et partenaires des Nations Unies, dont le but est de promouvoir la protection en ligne des enfants, en fournissant des directives sur un comportement en ligne sécurisé,

rappelant

*a)* la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989), la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives à la protection des enfants et à la protection en ligne des enfants;

*b)* que, dans le cadre de la Convention relative aux droits de l'enfant, les Etats Parties se sont engagés à protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle et qu'à cette fin, ils prennent en particulier toutes les mesures appropriées sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher: a) que des enfants ne soient incités ou contraints à se livrer à une activité sexuelle illégale; b) que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales; et c) que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique (article 34);

*c)* que, conformément aux dispositions de l'article 10 du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant (New York, 2000), concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, les Etats Parties prennent toutes les mesures nécessaires pour renforcer la coopération internationale par des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux ayant pour objet de prévenir, d'identifier, de poursuivre et de punir les responsables d'actes liés à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants, à la pornographie et au tourisme pédophile et qu'ils favorisent en outre la coopération et la coordination internationales entre leurs autorités, les organisations non gouvernementales nationales et internationales et les organisations internationales;

*d)* la Résolution 20/8 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, adoptée le 5 juillet 2012, dans laquelle il est souligné que "les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne";

*e)* que le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a reconnu, au paragraphe 24 de l'Engagement de Tunis (2005), le rôle des TIC dans la protection et l'épanouissement des enfants, a exhorté les Etats Membres à renforcer les mesures destinées à protéger les enfants contre tout abus et à assurer la défense de leurs droits dans le contexte des TIC et a insisté sur le fait que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. En conséquence, l'engagement a été pris dans le cadre de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information (alinéa q) du paragraphe 90) d'utiliser les TIC comme outils pour atteindre les buts et objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment les Objectifs de développement durable et le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, entre autres en intégrant dans les plans d'action nationaux et les cyberstratégies nationales des politiques et des cadres de réglementation, d'autoréglementation, ou autres, pour protéger les enfants et les jeunes contre toute forme d'abus ou d'exploitation reposant sur l'utilisation des TIC;

*f)* que le Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet), dont le rôle a été défini par le Conseil à sa session de 2009, a mené une consultation ouverte sur la protection des enfants et des jeunes contre les abus et l'exploitation, afin de comprendre comment ce thème, en tant que question de politique publique, sera abordé dans le cadre du mandat du Groupe GTC-Internet;

*g)* la Résolution 1306 adoptée par le Conseil de l'UIT à sa session de 2009, aux termes de laquelle un groupe de travail pour la protection en ligne des enfants a été créé, avec la participation d'Etats Membres et de Membres de Secteur, groupe dont le mandat a été défini par les membres de l'UIT en collaboration étroite avec le secrétariat de l'Union;

*h)* que, à l'occasion du Forum 2012 du SMSI tenu à Genève, une réunion a été organisée avec les partenaires de l'initiative pour la protection en ligne des enfants (COP) et qu'à l'issue de cette réunion, il a été décidé de collaborer étroitement avec le Family Online Safety Institute (FOSI) et l'Internet Watch Foundation (IWF), afin de fournir aux Etats Membres l'assistance nécessaire,

rappelant en outre

*a)* que l'UIT est le modérateur/facilitateur pour la grande orientation C5 (Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC);

*b)* que l'initiative COP a été présentée au Segment de haut niveau du Conseil lors de sa session de 2008, au cours de laquelle elle a été approuvée par des chefs d'Etat, des Ministres et des chefs de secrétariat d'organisations internationales du monde entier;

*c)* que l'UIT, en collaboration avec ses membres participant à l'initiative COP, a créé quatre ensembles de lignes directrices pour la protection des enfants dans le cyberespace, à savoir les lignes directrices pour les enfants, les lignes directrices pour les parents, les tuteurs et les éducateurs, les lignes directrices à l'usage du secteur privé et les lignes directrices à l'intention des décideurs;

*d)* que malgré les problèmes techniques, qui n'ont pas permis d'établir un numéro unique harmonisé à l'échelle internationale, comme indiqué dans le Supplément 5 à la Recommandation UIT‑T E.164 (11/2009), les contributions que peuvent apporter les différentes commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) sont très importantes pour définir des solutions et identifier des outils concrets permettant de faciliter l'accès à des permanences téléphoniques pour la protection en ligne des enfants dans le monde entier,

tenant compte

*a)* des discussions et des observations formulées lors des réunions du groupe du travail du Conseil pour la protection en ligne des enfants (GTC-COP);

*b)* de la nécessité de continuer de travailler aux niveaux mondial, régional et national, afin de recenser les solutions existantes sur le plan des technologies, de la gestion et de l'organisation pour assurer la protection en ligne des enfants ainsi que des applications innovantes, de façon à permettre aux enfants d'appeler plus facilement les numéros d'urgence pour la protection en ligne des enfants;

*c)* des activités menées par l'UIT dans le domaine de la protection en ligne des enfants, aux niveaux national, régional et international;

*d)* des activités entreprises dans ce domaine par de nombreux pays ces dernières années;

*e)* de l'appel lancé par les jeunes du monde entier à l'occasion du Sommet mondial sur la jeunesse BYND2015 tenu à San José (Costa Rica) en 2013, pour que les Etats Membres élaborent des politiques propres à assurer la sécurité et la sûreté en ligne des communautés,

décide

1 que l'UIT doit poursuivre l'initiative COP comme moyen de sensibiliser davantage l'opinion aux problèmes liés à la sécurité en ligne des enfants et d'échanger de bonnes pratiques en la matière;

2 que l'UIT doit continuer d'apporter une assistance et un appui aux Etats Membres, en particulier aux pays en développement[[24]](#footnote-29)1, pour l'élaboration et la mise en œuvre de feuilles de route concernant l'initiative COP;

3 que l'UIT doit continuer d'assurer la coordination de l'initiative sur la protection en ligne des enfants, en coopération avec les parties prenantes concernées,

prie le Conseil

1 de maintenir le Groupe GTC‑COP, afin de faciliter la fourniture par les membres de contributions et d'orientations sur le rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfants;

2 de faciliter la contribution et la participation de toutes les parties prenantes concernées aux travaux du GTC-COP, afin d'assurer la plus grande collaboration possible lors de la mise en oeuvre de la présente résolution;

3 d'encourager le GTC-COP à mener, avant sa réunion, une consultation en ligne d'une journée, pour recueillir auprès des jeunes leurs vues et leur avis sur les différentes questions liées à la protection en ligne des enfants;

4 de continuer de rendre accessibles au public, sans protection par des mots de passe, les documents finals relatifs aux questions de protection en ligne des enfants,

charge le Secrétaire général

1 de continuer de déterminer les activités menées par d'autres organisations du système des Nations Unies dans ce domaine et d'assurer une coordination appropriée avec ces organisations, en vue de nouer des partenariats destinés à optimiser les efforts et à établir des synergies dans ce domaine important;

2 de coordonner les efforts de l'UIT avec d'autres institutions et entités des Nations Unies s'occupant de cette question, afin de verser dans les bases de données mondiales existantes des informations, des statistiques et des outils utiles concernant la protection en ligne des enfants;

3 de poursuivre la coordination des activités menées par l'UIT avec d'autres initiatives analogues prises aux niveaux national, régional et international, afin de supprimer les chevauchements d'activités éventuels;

4 de porter la présente résolution à l'attention des autres membres participant à l'initiative COP et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, afin de renforcer l'engagement pris par le système des Nations Unies en faveur de la protection en ligne des enfants;

5 de soumettre un rapport d'activité sur les résultats de la mise en œuvre de la présente résolution à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

6 de continuer de diffuser les documents et les rapports du Groupe GTC‑COP à toutes les organisations internationales, ainsi qu'à toutes les parties prenantes s'occupant de ces questions, afin de s'assurer de leur collaboration pleine et entière;

7 d'encourager les Etats Membres et les Membres des Secteurs à soumettre de bonnes pratiques relatives aux questions liées à la protection en ligne des enfants,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

1 de continuer de coordonner, avec le comité de coordination sur la protection en ligne des enfants, les activités relatives à la mise en oeuvre de la protection en ligne des enfants, pour ce qui est de l'application concrète des points 1, 2 et 3 du *décide*, afin d'éviter tout chevauchement d'activités entre les Bureaux et le Secrétariat général;

2 de s'efforcer d'améliorer la page web de l'UIT consacrée à l'initiative COP pour que tous les utilisateurs y trouvent davantage d'informations, dans les limites des ressources disponibles,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de soumettre chaque année au Conseil, selon qu'il conviendra, un rapport sur l'application de la Résolution 67 (Rév. Dubaï, 2014);

2 de collaborer étroitement avec le GTC-COP et le GTC-Internet, afin d'éviter tout double emploi et d'obtenir les meilleurs résultats possibles, dans le cadre des travaux relatifs aux Questions pertinentes confiées aux commissions d'études de l'UIT‑D ainsi que des initiatives régionales, en ce qui concerne la protection en ligne des enfants;

3 d'assurer une coordination avec les autres initiatives analogues actuellement mises en oeuvre aux niveaux national, régional et international, afin d'établir des partenariats pour optimiser les efforts déployés dans ce domaine important;

4 de fournir une assistance aux pays en développement pour qu'ils accordent toute l'attention voulue au problème de la protection en ligne des enfants;

5 de diffuser les lignes directrices élaborées par l'UIT, en collaboration avec les partenaires de l'initiative COP, par l'intermédiaire des bureaux régionaux de l'UIT et des entités concernées;

6 de diffuser des cadres méthodologiques pour la production de données et de statistiques sur la protection en ligne des enfants, afin de faciliter au maximum, à l'échelle mondiale, la comparaison de données entre pays et le renforcement des capacités pour la production de données à titre volontaire;

7 de tenir compte des besoins des enfants handicapés dans les campagnes de sensibilisation en cours et futures, menées en coordination avec le Bureau de la normalisation des télécommunications et en coopération avec les parties prenantes concernées et les pays intéressés,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 d'encourager les commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT‑T), dans le cadre de leurs compétences respectives et compte tenu des nouvelles avancées techniques, à étudier la possibilité d'identifier des solutions et des outils concrets propres à faciliter l'accès aux permanences téléphoniques pour la protection en ligne des enfants dans le monde entier et d'encourager les Etats Membres, pour le moment, à promouvoir l'attribution d'un numéro de téléphone au niveau régional à cette fin;

2 d'encourager la Commission d'études 2 de l'UIT‑T à continuer d'étudier la possibilité d'introduire, à terme, un numéro de téléphone unique à l'échelle mondiale pour la protection en ligne des enfants;

3 d'apporter une assistance aux commissions d'études de l'UIT‑T dans les diverses activités en matière de protection en ligne des enfants, qu'elles mèneront, selon les besoins, en collaboration avec les autres organismes concernés,

invite les Etats Membres

1 à collaborer et à continuer de participer activement aux travaux du GTC‑COP et aux activités connexes de l'UIT, afin de procéder à un examen et à un échange détaillés d'informations relatives aux bonnes pratiques sur les questions juridiques, techniques, d'organisation et de procédure, ainsi qu'au renforcement des capacités et à la coopération internationale en ce qui concerne la protection des enfants en ligne;

2 à obtenir des informations et à mettre en place des campagnes de sensibilisation des consommateurs destinées aux parents, aux enseignants, au secteur privé et à l'ensemble de la population, et à les sensibiliser à cet égard, afin de faire prendre conscience aux enfants des risques auxquels ils s'exposent en ligne;

3 à appuyer la collecte et l'analyse de données et la production de statistiques, ventilées si possible par sexe, sur la protection en ligne des enfants, qui contribueront à la conception et à la mise en oeuvre de politiques publiques, ce qui permettra l'établissement de comparaisons entre les pays et encouragera la production de données par les bureaux nationaux de la statistique et d'autres organismes producteurs de données;

4 à échanger des informations sur la situation actuelle des mesures législatives, administratives et techniques dans le domaine de la protection en ligne des enfants;

5 à envisager de créer des cadres pour la protection en ligne des enfants au niveau national et de les intégrer dans les stratégies en matière de cybersécurité;

6 à encourager l'attribution de numéros spéciaux pour les communications de service concernant exclusivement la protection en ligne des enfants;

7 à appuyer la collecte et l'analyse de données et de statistiques sur la protection en ligne des enfants pour contribuer à la définition et à la mise en œuvre de politiques publiques et permettre l'établissement de comparaisons entre les pays;

8 à mettre en place des mécanismes de collaboration entre les administrations publiques et les institutions s'occupant de cette question, afin de recueillir des données statistiques sur l'accès des étudiants à l'Internet, notamment en ayant recours aux réseaux sociaux,

invite les Membres de Secteur

1 à participer activement aux travaux du GTC‑COP et à d'autres activités de l'UIT, en vue d'informer les membres de l'UIT des solutions technologiques propres à assurer la protection en ligne des enfants;

2 à concevoir des solutions et des applications innovantes, pour faciliter la communication entre les enfants et les permanences téléphoniques pour la protection en ligne des enfants;

3 à collaborer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à la diffusion des politiques publiques et des initiatives qui sont mises en œuvre pour la protection en ligne des enfants;

4 à travailler à l'élaboration de différents programmes et applications destinés à sensibiliser davantage les pères, les mères, les tuteurs, les enseignants et les écoles;

5 à informer les Etats Membres des solutions technologiques modernes qui existent pour assurer la protection en ligne des enfants, compte tenu des bonnes pratiques utilisées par le secteur et les autres parties prenantes concernées,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

à échanger des informations sur des méthodes pratiques permettant de recenser et de mettre en œuvre les technologies les plus efficaces, afin de contribuer à renforcer la protection en ligne des enfants.

**Motifs:** Les modifications que la CITEL propose d'apporter à la Résolution 179 sur la protection en ligne des enfants (COP) visent à actualiser certaines références, en faisant notamment mention des Objectifs de développement durable et du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, mais ont également pour objet de soumettre au Secrétaire général et aux Directeurs des Bureaux des cadres méthodologiques pour la production de données et de statistiques sur la protection en ligne des enfants, afin de faciliter au maximum, à l'échelle mondiale, la comparaison de données entre pays et le renforcement des capacités pour la production de données à titre volontaire.

De plus, la collecte et l'analyse de données ainsi que la production de statistiques sur la protection en ligne par les Etats Membres peuvent contribuer à la conception et à la mise en oeuvre de politiques publiques, ce qui permettra l'établissement de comparaisons entre les pays et encouragera la production de données par les bureaux nationaux de la statistique et d'autres organismes producteurs de données.

ADD IAP/63A1/40

Projet de nouvelle Résolution [IAP-2]

Mesures visant à améliorer, à promouvoir et à renforcer l'octroi   
de bourses de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

reconnaissant

*a)* l'utilité et l'importance des travaux menés par les commissions d'études et les groupes sous‑régionaux ainsi que dans le cadre des réunions régionales, des cours de formation, des ateliers et des séminaires;

*b)* qu'aux termes de la Résolution 58 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, le Secrétaire général est chargé, en coopération étroite avec les Directeurs des trois Bureaux, d'octroyer des bourses aux représentants des pays en développement, des petits Etats insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, afin de les aider à assister aux réunions de l'UIT ainsi qu'aux réunions interrégionales de coordination;

*c)* que, conformément à la Résolution 123 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux sont chargés de définir des moyens de favoriser la participation de représentants des pays en développement aux réunions des trois Secteurs de l'UIT ainsi que la diffusion d'informations sur la normalisation;

d) la Résolution 70 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, la promotion de l'égalité hommes/femmes et l'autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication;

*e)* la Résolution 175 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur l'accessibilité des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers,

considérant

*a)* que conformément à l'une des valeurs de l'Union énoncées dans le plan stratégique de l'Union faisant l'objet de la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, l'UIT, en améliorant les processus relatifs à la transparence et à la responsabilité pour améliorer les décisions, les mesures et les résultats ainsi que la gestion des ressources, communique et met en évidence les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs;

*b)* que conformément à la Résolution 72 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence, le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux sont chargés de contribuer à la transparence de l'UIT en publiant des renseignements détaillés sur tous les coûts encourus lors de l'utilisation ou du déploiement de ressources humaines extérieures pour répondre aux besoins approuvés par les membres de l'UIT,

consciente

du fait que les critères régissant l'octroi de bourses, y compris les critères d'admissibilité, sont disponibles sur les sites web des trois Secteurs de l'UIT,

décide

1 de prendre des mesures qui permettent d'encourager l'inclusion et la participation des Etats Membres aux réunions et manifestations de l'UIT et soient conformes au plan financier ainsi qu'au budget biennal approuvé par le Conseil;

2 de veiller à ce que les bourses soient accordées d'une manière équitable et transparente, en vue d'assurer une répartition géographique équitable, l'équilibre homme/femme et l'inclusion des délégués handicapés ainsi que des délégués ayant des besoins particuliers;

3 de prendre des mesures pour assurer la responsabilisation de chaque Secteur et du Secrétariat général en ce qui concerne les bourses,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

de présenter chaque année au Conseil un rapport sur la mise en oeuvre de la présente Résolution, indiquant les coûts associés aux bourses de l'UIT,

charge le Conseil

1 de prendre toutes les mesures voulues pour mettre en oeuvre la présente Résolution d'ici à 2020;

2 de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur la mise en oeuvre de la présente Résolution,

prie instamment les Etats Membres

de prendre en compte l'équilibre entre les hommes et les femmes et l'inclusion des délégués handicapés ainsi que des délégués ayant des besoins particuliers lorsqu'ils proposent des délégués remplissant les conditions requises pour l'obtention d'une bourse.

**Motifs:** La CITEL propose un projet de nouvelle Résolution intitulée "Mesures visant à améliorer, à promouvoir et à renforcer l'octroi de bourses de l'UIT".

MOD IAP/63A1/41

RÉSOLUTION 166 (Rév. dubaï, 2018)

Nombre de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études, des groupes de travail et des autres groupes des Secteurs

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* que l'article 20 de la Convention de l'UIT relatif à la conduite des travaux des commissions d'études dispose ce qui suit:

|  |  |
| --- | --- |
| ***242 PP-98*** | *1* *L'assemblée des radiocommunications, l'assemblée mondiale de normalisation des télécommunications et la conférence mondiale de développement des télécommunications nomment le président de chaque commission d'études et un ou plusieurs vice-présidents. Lors de la nomination des présidents et des vice-présidents, on tiendra compte tout particulièrement des critères de compétence et de l'exigence d'une répartition géographique équitable, ainsi que de la nécessité de favoriser une participation plus efficace des pays en développement;* |
| ***243 PP-98*** | *2* *Si le volume de travail des commissions d'études l'exige, l'assemblée ou la conférence nomme autant de vice-présidents qu'elle l'estime nécessaire;* |

*b)* que l'Assemblée des radiocommunications (AR), l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) et la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) ont adopté des résolutions relatives à la nomination et à la durée maximale du mandat des présidents et vice-présidents des groupes consultatifs et des commissions d'études respectifs,

reconnaissant

*a)* qu'à l'heure actuelle, les trois Secteurs de l'UIT ont établi une procédure de nomination, défini les qualifications requises et mis au point des lignes directrices en ce qui concerne les présidents et vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs[[25]](#footnote-30)1;

*b)* les résultats de la CMDT (Buenos Aires, 2017), qui a nommé par consensus jusqu'à deux vice-présidents pour chacune des six régions, afin de garantir l'efficacité et l'efficience du fonctionnement et de la direction de chacun des groupes en question;

*c)* la nécessité de favoriser et d'encourager une représentation appropriée des présidents et des vice-présidents, issus des pays en développement[[26]](#footnote-31)2;

*d)* la nécessité d'encourager la participation efficace de tous les vice-présidents élus aux travaux de leurs groupes consultatifs et de leurs commissions d'études respectifs, en définissant des rôles spécifiques pour chacun des vice-présidents élus, afin de mieux répartir la charge de travail qui incombe à la direction des réunions de l'Union,

reconnaissant en outre

*a)* que les groupes consultatifs, les commissions d'études et les autres groupes des Secteurs devraient nommer uniquement le nombre de vice-présidents qui est jugé nécessaire pour assurer une gestion et un fonctionnement efficients et efficaces du groupe en question;

*b)* que des mesures devraient être prises pour assurer une certaine continuité en ce qui concerne les présidents et les vice-présidents;

*c)* les avantages liés à l'instauration d'un nombre maximal de mandats, afin, d'une part, de garantir une stabilité suffisante pour faire avancer les travaux, et, d'autre part, de permettre un renouvellement grâce à la nomination de candidats ayant de nouvelles perspectives et une nouvelle vision;

*d)* qu'il importe d'intégrer efficacement le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques de tous les Secteurs de l'UIT,

compte tenu

du fait qu'à l'heure actuelle, une personne originaire d'un même Etat Membre peut occuper plusieurs fonctions dans un Secteur donné ou dans les trois Secteurs, ce qui peut aller à l'encontre du principe de la répartition géographique équitable et de la nécessité de favoriser une participation plus efficace des pays en développement,

décide d'inviter l'Assemblée des radiocommunications, l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications et la Conférence mondiale de développement des télécommunications, après consultation des Directeurs des trois Bureaux

à continuer d'examiner la situation actuelle, en vue d'améliorer encore les critères applicables à la nomination, et d'assurer un nombre optimal de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs (y compris, dans la mesure du possible, de la Réunion de préparation à la conférence et de la Commission spéciale chargée d'examiner les questions réglementaires et de procédure de l'UIT-R) selon le cas, en tenant compte des lignes directrices suivantes:

1) le nombre de vice-présidents devrait être limité au nombre minimal nécessaire de professionnels expérimentés, conformément aux Résolutions de chaque Secteur relatives à la nomination des vice‑présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs;

2) il conviendrait de tenir compte d'une répartition géographique équitable entre les régions de l'UIT et de la nécessité d'encourager une participation plus effective des pays en développement, de façon à faire en sorte que chaque région soit représentée au moins par une ou deux personnes compétentes et expérimentées dans les groupes consultatifs, les commissions d'études et les autres groupes des Secteurs;

3) le nombre total de présidents et de vice-présidents proposé par une administration devrait être suffisamment raisonnable pour respecter le principe de la répartition équitable des postes entre les Etats Membres concernés;

4) il conviendrait de tenir compte de la représentation régionale dans les groupes consultatifs, les commissions d'études et les autres groupes des trois Secteurs, de sorte qu'une personne ne puisse pas occuper plus d'un poste de vice-président de ces groupes dans l'un quelconque des Secteurs, et ne puisse occuper un tel poste dans plus d'un Secteur qu'à titre exceptionnel[[27]](#footnote-32)3, en fonction des besoins de chaque région;

5) il conviendrait d'encourager la désignation de candidats venant de pays dont aucun représentant n'occupe un poste de président ou de vice-président;

6) chaque région de l'UIT participant à l'AR, à l'AMNT et à la CMDT est encouragée, lors de l'attribution des fonctions à différents professionnels expérimentés, à respecter pleinement le principe de la répartition géographique équitable entre les régions de l'UIT et la nécessité d'encourager une participation plus efficace des pays en développement;

7) les lignes directrices susmentionnées pourront s'appliquer, dans la mesure du possible, à la RPC et à la Commission spéciale chargée d'examiner les questions réglementaires et de procédure de l'UIT-R,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la mise en œuvre appropriée de la présente résolution,

charge les Directeurs des trois Bureaux, après consultation des Présidents du Groupe consultatif des radiocommunications, du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications et du Groupe consultatif pour le développement des télécommunications

1 d'examiner en permanence l'efficacité des critères de choix/nomination et le travail accompli par tous les vice-présidents élus dans la gestion des commissions d'études et des groupes consultatifs;

2 de prendre les dispositions nécessaires pour que l'AR, l'AMNT et la CMDT définissent des rôles spécifiques devant être assurés par tous les vice-présidents élus dans la gestion des travaux de chaque commission d'études et de chaque groupe consultatif, en leur confiant des fonctions de direction concernant les tâches ou les groupes de travail pertinents,

invite les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à apporter un appui à leurs candidats qui ont été choisis pour occuper les postes proposés et à leur faciliter la tâche pendant la totalité de leur mandat;

2 à encourager la nomination de femmes au sein des groupes consultatifs, des commissions d'études et des autres groupes des Secteurs de l'UIT.

**Motifs:** La CITEL propose de modifier la Résolution 166 intitulée "Nombre de vice-présidents des groupes consultatifs, des commissions d'études, des groupes de travail et des autres groupes des Secteurs".

ADD IAP/63A1/42

Projet de nouvelle Résolution [IAP-3]

Rationalisation des Résolutions de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

que la Conférence de plénipotentiaires est l'organe décisionnel suprême de l'Union et que ses décisions fournissent des orientations politiques générales à l'Union,

gardant à l'esprit

que des Résolutions font double emploi entre les Conférences et les Assemblées de l'UIT, ce qui est à l'origine d'inefficacités et engendre des surcoûts,

consciente du fait

que des initiatives ont été prises par les trois Secteurs de l'UIT, en vue de remédier au problème des Résolutions qui font double emploi entre les Secteurs et de rationaliser les Résolutions dans l'ensemble de l'UIT,

décide

d'examiner et d'identifier avant la session de 2019 du Conseil, en vue de leur abrogation ou de leur révision, les Résolutions et Recommandations de l'Assemblée des radiocommunications (AR), de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) et de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) qui font double emploi avec des Décisions, des Résolutions et des Recommandations de la Conférence de plénipotentiaires,

charge le Secrétaire général

1 d'établir un rapport détaillé, pour examen par le Conseil à sa session de 2019, sur les Résolutions et Recommandations de l'AR, de l'AMNT et de la CMDT qui font double emploi avec des Décisions, des Résolutions et des Recommandations de la Conférence de plénipotentiaires;

2 d'inviter les Etats Membres et les Membres de Secteur à soumettre des contributions sur la mise en oeuvre de la présente Résolution;

3 de communiquer le rapport final aux Etats Membres et aux Membres de Secteur, de recueillir leurs commentaires et de les soumettre au Conseil,

charge le Conseil

1 d'examiner et d'approuver le rapport détaillé qui lui sera soumis conformément au point 1 du charge le Secrétaire général et de le transmettre à l'AR, à l'AMNT et à la CMDT pour suite à donner;

2 de communiquer pour observations aux Etats Membres et aux Membres de Secteur, 90 jours avant sa session de 2020, un rapport intérimaire sur la mise en oeuvre de la présente Résolution,

charge l'Assemblée des radiocommunications, l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications et la Conférence mondiale de développement des télécommunications

d'abroger ou de réviser les Résolutions et les Recommandations qui, de l'avis du Conseil, font double emploi avec des Décisions, des Résolutions et des Recommandations de la Conférence de plénipotentiaires,

invite les Etats Membres

à présenter des propositions sur la rationalisation des Résolutions de l'UIT, en soumettant des contributions au *Conseil*.

ADD IAP/63A1/43

Projet de nouvelle Décision [IAP-4]

Sixième Forum mondial des politiques de télécommunication/technologies de l'information et de la communication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

la Résolution 2 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires relative au maintien du Forum mondial des politiques de télécommunication/technologies de l'information et de la communication (FMPT), afin de continuer de débattre des politiques de télécommunication/TIC et des questions de réglementation, en particulier des problèmes mondiaux et intersectoriels et de procéder à des échanges de vues et de renseignements à cet égard,

notant

*a)* les résultats pertinents du Sommet mondial sur la société de l'information;

*b)* que l'Union a notamment pour objet de promouvoir, au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète et d'harmoniser les efforts des Etats Membres et des Membres des Secteurs vers ces fins;

*c)* que l'UIT est exceptionnellement bien placée et possède l'expérience nécessaire pour servir de cadre à la coordination, à l'examen et à l'harmonisation des politiques et stratégies nationales, régionales et internationales en matière de télécommunications ainsi qu'à l'échange d'informations à ce sujet;

*d)* que le FMPT a constitué un cadre de discussion où des participants de haut niveau ont pu débattre de questions de portée mondiale ou intersectorielle, contribuant ainsi au progrès des télécommunications mondiales,

considérant en outre

*a)* que le développement constant de la convergence, des réseaux de la prochaine génération et de l'internet a par ailleurs des conséquences importantes dans plusieurs domaines, en particulier celui du renforcement des capacités, notamment dans les pays en développement;

*b)* qu'une étude de la façon dont les télécommunications/TIC favorisent et influencent l'économie numérique fait aussi partie des sujets présentant actuellement un grand intérêt pour les Etats Membres et les Membres des Secteurs de l'UIT,

decide

1 de convoquer le sixième FMPT en 2021, afin de procéder à des débats et à des échanges de vues sur un thème qui sera approuvé par le Conseil;

2que le sixième FMPT rédigera un rapport et, si possible, formulera des avis qui seront examinés par les Etats Membres et les Membres des Secteurs de l'UIT ainsi que dans le cadre des réunions pertinentes de l'UIT;

3 que les dispositions prises pour le sixième FMPT seront conformes aux décisions du Conseil applicables aux forums de ce type,

charge le Conseil

d'arrêter un thème pour le sixième FMPT à sa session de 2019.

**Motifs:** La CITEL propose un projet de nouvelle Décision intitulée “Sixième Forum mondial des politiques de télécommunication/technologies de l'information et de la communication". La CITEL considère que 2021 est l'année qui convient le mieux pour l'organisation du sixième FMPT, étant donné que le Groupe d'experts du FMPT a besoin de deux ans pour bien se préparer en vue du Forum, eu égard aux nouvelles lignes directrices proposées dans la Résolution 2 révisée. Etant donné qu'il reste trois ans avant 2021, il est prématuré d'arrêter le thème à la PP-18, de sorte que le Conseil à sa session de 2019 devrait se charger de cette tâche.

MOD IAP/63A1/44

RÉSOLUTION 201 (rev. Dubaï, 2018)

Créer un environnement propice au déploiement et à l'utilisation des applications des technologies de l'information et de la communication

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

a) la Résolution (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications sur la réduction de la fracture numérique et, en particulier, le rôle que jouent les applications des TIC à cet égard;

*b)* la Résolution 137 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur le déploiement de réseaux de prochaine génération dans les pays en développement[[28]](#footnote-33)1;

*c)* la Résolution 139 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur les télécommunications et les TIC pour réduire la fracture numérique et édifier une société de l'information inclusive;

*d)* la Résolution 140 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur le rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI);

*e)* la grande orientation C7 du SMSI sur les applications des TIC (ci-après dénommées cyberapplications), à savoir:

• l'administration électronique;

• le commerce électronique;

• le cyberenseignement;

• la cybersanté;

• le cybertravail;

• la cyberécologie;

• la cyberagriculture;

• la cyberscience;

*f)* le paragraphe 14 du Plan d'action de Genève adopté par le SMSI, dans lequel il est noté que les applications des TIC peuvent contribuer au développement durable dans les domaines de l'administration publique, du commerce, de l'enseignement et de la formation, de la santé, de l'emploi, de l'environnement, de l'agriculture et des sciences, dans le cadre des cyberstratégies nationales,

rappelant en outre

*a)* la Résolution 136 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur l'utilisation des télécommunications/TIC dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours;

*b)* la Résolution 182 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur le rôle des télécommunications/TIC en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement;

*c)* la Résolution 183 (Rév. Dubaï, 2018) de la présente Conférence sur les applications des télécommunications/TIC au service de la cybersanté,

notant

*a)* que le plan stratégique de l'Union pour la période 2020‑2023 vise à promouvoir un environnement propice au développement des TIC et d'encourager le développement des réseaux de télécommunication/TIC, ainsi que des applications et des services correspondants;

*b)* que l'UIT, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a institué en 2010 la Commission "Le large bande au service du développement numérique", afin de renforcer les activités visant à développer le large bande et à donner davantage de poids à l'utilisation des applications des TIC;

*c)* que l'UIT a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre des résultats du SMSI, aussi bien pour les réseaux que pour les cyberapplications, en tant que modérateur et coordonnateur pour l'infrastructure de l'information et la communication (grande orientation C2) et en tant que co‑coordonnateur dans l'intensification de la mise en œuvre des applications des TIC (grande orientation C7),

reconnaissant

*a)* que l'utilisation des télécommunications/TIC peut renforcer la compétitivité et la productivité et permettre des gains d'efficacité ainsi qu'une amélioration de tous les aspects de notre vie quotidienne;

*b)* que les avantages du déploiement des réseaux de télécommunication ne se concrétiseront pleinement qu'avec la mise en place et l'utilisation active de diverses applications et divers services TIC;

*c)* que, pour faciliter le déploiement des réseaux de télécommunication et l'essor des applications des TIC, une coopération entre les différents protagonistes concernés est nécessaire à plusieurs niveaux;

*d)* que, pour permettre l'accès aux applications des TIC et leur utilisation, il est important de concevoir une approche adaptée aux besoins locaux,

décide de charger le Conseil de l'UIT

1 d'examiner le rapport du Secrétaire général visé au point 5 du *charge le Secrétaire général* ci-dessous;

2 de réfléchir aux moyens d'étudier plus avant cette question, le cas échéant,

charge le Secrétaire général

1 de continuer de suivre de près les progrès réalisés et les résultats obtenus dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations Unies ainsi que des objectifs du SMSI et de la Commission sur le large bande;

2 de participer activement aux discussions relatives au Programme de développement durable à l'horizon 2030, afin que l'Union joue un rôle de premier plan en favorisant l'utilisation accrue des cyberapplications;

3 de poursuivre les consultations avec toutes les organisations et institutions concernées du secteur des TIC ainsi que des secteurs autres que celui des TIC, afin d'étudier les possibilités de coopération pour promouvoir l'expansion et l'utilisation active des cyberapplications dans différents domaines;

4 de progresser dans toutes les activités relatives à la présente résolution dans le cadre du mandat de l'UIT;

5 de présenter au Conseil un rapport sur l'état d'avancement des activités menées au titre de la présente résolution,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de continuer de développer davantage l'Indice de développement des TIC (IDI), afin qu'il rende compte de la disponibilité, de l'utilisation et de l'accessibilité financière des applications des TIC et de leurs incidences socio‑économiques;

2 de sensibiliser davantage au rôle et aux avantages des applications des TIC dans le développement socio-économique, notamment en ce qui concerne l'IoT et d'autres applications permettant de mettre en place des villes et des communautés intelligentes;

3 de collaborer avec le Directeur du Bureau des radiocommunications (BR) et le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB), le cas échéant, afin d'encourager la coopération avec les autres organisations compétentes en ce qui concerne l'élaboration de bonnes pratiques relatives à l'infrastructure de réseau permettant l'utilisation d'une large gamme de cyberapplications,

invite les Etats Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires

1 à encourager la mise en place de cyberapplications pour contribuer au développement durable dans les domaines de l'administration publique, du commerce, de l'enseignement et de la formation, de la santé, de l'emploi, de l'environnement, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des sciences, entre autres, dans le cadre de cyberstratégies nationales;

2 à examiner la manière dont les cadres institutionnels peuvent favoriser l'utilisation des cyberapplications;

3 à promouvoir des mesures de politique générale destinées à encourager l'adoption de cyberapplications dans leur pays;

4 à étudier les mesures propres à intensifier la coopération et la coordination avec d'autres Etats Membres et Membres de Secteur et différentes entités, par exemple des organisations nationales, régionales et internationales, des instituts de développement, des établissements universitaires, des entreprises et d'autres organisations concernées, afin de renforcer leurs rôles et activités se rapportant aux applications des TIC.

**Motifs:** La CITEL propose de modifier la Résolution 201 intitulée "Créer un environnement propice au déploiement et à l'utilisation des applications des technologies de l'information et de la communication". Cette Résolution traite des applications des TIC et de leurs incidences dans différents secteurs de la société.

ADD IAP/63A1/45

Projet de nouvelle Résolution [IAP-4]

Participation de nouveaux acteurs à la réduction de la fracture numérique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a*) que l'article 1 de la Constitution de l'UIT dispose que l'Union a pour objet:

• de s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;

• de promouvoir [...] le développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays; et

• de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public,

considérant

*a)* la Résolution 200 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée "Programme Connect 2020 pour le développement des télécommunications/technologies de l'information et de la communication dans le monde" et, en particulier, l'Objectif 2, qui est de [...] réduire la fracture numérique et de mettre le large bande à la portée de tous;

*b)* la Résolution 139 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires sur l'utilisation des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication pour réduire la fracture numérique et édifier une société de l'information inclusive;

*c)* la Résolution 11 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) sur les services issus des télécommunications/technologies de l'information et de la communication dans les zones rurales, isolées et mal desservies et au sein des communautés autochtones;

*d)* la Résolution 37 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur la réduction de la fracture numérique,

considérant en outre

*a)* la Recommandation UIT-D 19 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, qui dispose:

– qu'il est important de prendre en considération les petits opérateurs communautaires à but non lucratif, dans le cadre de mesures réglementaires appropriées qui leur permettent d'avoir accès aux infrastructures de base, dans des conditions équitables, pour fournir une connectivité large bande aux utilisateurs des zones rurales et isolées, en tirant parti des progrès techniques;

– qu'il est également important que les administrations, dans le cadre de leurs activités de planification du spectre des fréquences radioélectriques et d'octroi de licences, envisagent des mécanismes propres à faciliter le déploiement de services large bande dans les zones rurales et isolées par les petits opérateurs communautaires à but non lucratif;

– que des modèles d'activité économique viables du point de vue opérationnel et financier peuvent être exploités par des chefs d'entreprise locaux dans le cadre de diverses initiatives et que ces installations, le cas échéant, devraient également être financées à l'aide de fonds pour le service universel, car elles constituent une composante essentielle des communications rurales;

*b*) la Recommandation UIT-D 20 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT, sur les initiatives politiques et réglementaires en faveur du développement des télécommunications/technologies de l'information et de la communication/du large bande dans les zones rurales et isolées,

soulignant

*a)*que la Déclaration de principes de Genève adoptée par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) tenu en 2004 réaffirme la détermination commune d'édifier une société de l'information inclusive privilégiant le développement durable ainsi que l'amélioration de la qualité de vie de tous et souligne que la connectivité est facteur déterminant, qu'un accès universel, ubiquitaire, équitable et financièrement abordable aux infrastructures et aux services TIC constitue l'un des principaux défis à relever et que si ces infrastructures sont suffisamment développées, adaptées aux conditions régionales, nationales et locales, facilement accessibles et financièrement abordables, et utilisent davantage les atouts du large bande et d'autres technologies innovantes, lorsqu'elles existent, il sera possible d'accélérer le progrès social et économique des pays et de favoriser la prospérité de tous les citoyens, de toutes les communautés et de tous les peuples;

*b*) que dans les cibles 1.4 et 9.c associées aux Objectifs de développement durable 1 et 9 qui ont été présentés à la Conférence sur le développement durable de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2015, il est noté qu'il convient:

• 1.4 d'ici à 2030, de faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, et à des nouvelles technologies.

• 9.c d'accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et des communications et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020.

c) que, lors du Forum du SMSI tenu à Genève du 19 au 23 mars 2018, il a été reconnu que les réseaux communautaires fonctionnent grâce à la participation des communautés locales à la conception, à l'élaboration, au déploiement et à la gestion d'infrastructures qui sont partagées en tant que ressources communes appartenant à la communauté et exploitées de manière démocratique, ce qui montre que ces réseaux constituent des solutions viables, financièrement abordables et durables pour réduire la fracture numérique,

reconnaissant

*a)* que dans la Résolution qu'il a adoptée le 6 juillet 2017,le Conseil économique et social a demandé qu'il soit procédé à une évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre et le suivi des textes issus du SMSI et a notamment conclu:

– que quatre milliards de personnes environ n'ont toujours pas accès à l'Internet et que plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à des services téléphoniques de base;

– qu'il est peu probable que la plupart des habitants des régions rurales et défavorisées sur le plan économique retirent des avantages de la connectivité à court terme;

– que les modèles traditionnels d'accès à l'Internet n'ont pas permis de desservir les communautés rurales et les zones marginalisées, qui représentent près de 60% de la population mondiale;

*b)* qu'il est nécessaire de trouver des solutions permettant de remédier, à court terme, à l'absence de connectivité et de services de télécommunications/TIC dans les zones qui en sont privées ou dans lesquelles cette connectivité et ces services ne sont pas financièrement abordables;

*c)* que dans certains Etats Membres, les petits opérateurs communautaires à but non lucratif sont de nouveaux acteurs qui offrent dans différentes régions des solutions de remplacement innovantes pour réduire la fracture numérique et répondent ainsi aux besoins de communication des zones rurales et isolées qui étaient privées d'un accès aux communications ou dans lesquelles cet accès n'était pas financièrement abordable;

*d)* qu'il est nécessaire d'analyser une série de modèles réglementaires qui permettent en pareils cas aux petits opérateurs communautaires à but non lucratif de mettre en place les infrastructures de télécommunication nécessaires pour fournir une connectivité large bande aux utilisateurs des zones rurales et isolées;

*e)* qu'il est nécessaire d'élaborer un cadre réglementaire et de politique publique appropriée pour faciliter l'existence et le développement de ces nouveaux acteurs, afin qu'ils puissent contribuer à la réduction de la fracture numérique et à la réalisation des cibles définies dans les Objectifs de développement durable,

décide

1 d'encourager la participation des petits opérateurs communautaires à but non lucratif, en tant que nouveaux acteurs offrant des solutions de remplacement pour réduire la fracture numérique dans les pays qui comptent des zones mal desservies dans lesquelles il n'est ni prévu, ni rentable pour d'autres entreprises d'assurer une couverture ou d'investir, en particulier dans les pays en développement, en vue d'assurer une couverture dans les zones rurales et isolées mal desservies ainsi qu'au sein des communautés autochtones;

2 d'étudier l'expérience acquise par les Etats Membres en ce qui concerne l'existence de petits opérateurs communautaires à but non lucratif, afin de dégager les tendances et de recenser les bonnes pratiques s'agissant de la mise en oeuvre des éléments réglementaires, des politiques publiques, de la planification et de l'attribution de bandes de fréquences, afin de faciliter l'existence et le développement de ces nouveaux acteurs,

charge le Secrétaire général

de prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre la présente Résolution,

charge le Conseil

1. de dégager des ressources financières suffisantes pour appuyer et encourager la mise en œuvre de projets visant à atteindre les objectifs fixés dans la présente Résolution;
2. de présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur la mise en oeuvre de la présente Résolution,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 d'encourager la diffusion d'informations, la formation et l'échange de bonnes pratiques sur les diverses approches adoptées pour réduire la fracture numérique, et notamment sur l'expérience acquise par les Etats Membres concernant l'existence de petits opérateurs communautaires à but non lucratif dans les Etats Membres, comme autre solution possible pour réduire la fracture numérique;

2 de prodiguer un appui et des conseils aux Etats Membres souhaitant mettre en oeuvre des cadres réglementaires, des politiques publiques et des méthodes de planification et d'attribution de bandes de fréquences ou les adapter, et de collaborer avec eux, afin de permettre l'existence et le développement de ces nouveaux acteurs;

3 de mettre en oeuvre des projets pilotes dans les Etats Membres qui en font la demande, en tenant compte des ressources dont dispose l'UIT, sur les aspects liés au déploiement d'infrastructures de télécommunication et à la fourniture de services de télécommunication par les petits opérateurs communautaires à but non lucratif dans les zones rurales qui sont mal desservies ou dont les besoins ne sont pas satisfaits au sens de la présente Résolution,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

d'encourager les études relatives aux modèles de gestion du spectre liés à la présente Résolution, de façon à permettre et à faciliter le respect et l'exécution de ces modèles par les administrations,

invite les Etats Membres

à faciliter la mise en œuvre de la présente Résolution.

MOD IAP/63A1/46

RÉSOLUTION 197 (Rév. Dubaï, 2018)

Faciliter l'avènement de l'Internet des objets dans la perspective d'un monde global interconnecté

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 66 (Genève, 2015) de l'Assemblée des radiocommunications intitulée "Etudes relatives aux systèmes et applications sans fil pour le développement de l'Internet des objets";

*b)* la Résolution 98 (Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications intitulée "Renforcer la normalisation de l'Internet des objets ainsi que des villes et communautés intelligentes pour le développement à l'échelle mondiale";

*c)* la Résolution 85 (Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications intitulée "Faciliter l'avènement de l'Internet des objets ainsi que des villes et communautés intelligentes pour le développement à l'échelle mondiale",

considérant

*a)* qu'un monde global interconnecté de "l'Internet des objets (IoT)" reposera sur la connectivité et les fonctionnalités rendues possibles par les réseaux de télécommunication;

*b)* que ce monde global interconnecté nécessitera également une amélioration considérable du débit de transmission, de la connectivité des dispositifs et du rendement énergétique, pour tenir compte des volumes importants de données échangées entre une multitude de dispositifs;

*c)* que, compte tenu de l'évolution rapide des techniques concernées, ce monde global interconnecté pourrait voir le jour plus rapidement que prévu;

*d)* que l'Internet des objets est appelé à jouer un rôle fondamental dans les domaines de l'énergie, des transports, de la santé, de l'agriculture, de la gestion des catastrophes, de la sécurité du public et des réseaux domestiques, et qu'il pourrait offrir des avantages aussi bien aux pays en développement[[29]](#footnote-34)1 qu'aux pays développés;

*e)* que l'Internet des objets se diversifie en une multitude d'applications ayant des objectifs et des besoins très divers et faisant intervenir différentes parties prenantes;

*f)* que des forums du secteur privé et des organisations de normalisation élaborent actuellement des spécifications techniques relatives à l'Internet des objets;

*g)* que l'Internet des objets aura des conséquences importantes et profondes grâce aux applications très diverses qu'offrent les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les secteurs autres que celui des TIC;

*h)* qu'il convient d'accorder une attention particulière aux pays en développement, compte tenu des ressources financières et des ressources humaines limitées dont disposent ces pays,

reconnaissant

*a)* le rôle que joue le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) en effectuant des études et des travaux de normalisation associés à l'Internet des objets et à ses applications, y compris en ce qui concerne les villes et les communautés intelligentes;

*b)* le rôle que joue le Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) en procédant à des études sur les aspects techniques et opérationnels des réseaux et des systèmes de radiocommunication pour l'Internet des objets;

*c)* le rôle que joue le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) en encourageant le déploiement des télécommunications/TIC et l'adoption de l'Internet des objets à l'échelle mondiale et, en particulier, les travaux correspondants menés par les commissions d'études de l'UIT‑D;

*d)* la nécessité de continuer à collaborer avec d'autres organisations compétentes, y compris avec les forums du secteur de l'Internet des objets, les organisations de normalisation et les organisations chargées de l'élaboration des politiques;

*e)* que, de même que les dispositifs d'identification par radiofréquence (RFID) et les réseaux de capteurs ubiquitaires (USN) ont facilité l'avènement de l'Internet des objets, l'Internet des objets jouera à son tour un rôle important en tant que catalyseur d'autres techniques connexes actuellement étudiées par l'Union;

*f)* que la mise en oeuvre de la version 6 du protocole Internet (IPv6) contribuera peut-être au développement futur de l'Internet des objets;

*g)* qu'il est souhaitable d'établir une coopération entre toutes les organisations et communautés concernées, pour sensibiliser davantage l'opinion et promouvoir l'adoption du protocole IPv6 parmi les Etats Membres ainsi que par le biais d'activités de renforcement des capacités relevant du mandat de l'Union,

gardant à l'esprit

*a)* que l'interopérabilité est une nécessité dans de nombreux secteurs pour développer les services issus de l'Internet des objets (dénommés ci-après "services IoT") à l'échelle mondiale, si possible dans le cadre d'une collaboration mutuelle entre les organisations et entités concernées, notamment les autres organisations de normalisation participant à l'élaboration et à l'utilisation, dans la mesure du possible, de normes ouvertes;

*b)* que des forums du secteur privé élaborent actuellement les spécifications techniques de l'Internet des objets;

*c)* qu'il est prévu que l'Internet des objets trouve des applications dans tous les secteurs, y compris, mais non exclusivement, dans les secteurs de l'énergie, des transports, de la santé, de l'agriculture, etc. et qu'il sera nécessaire de tenir compte de la diversité des objectifs et des besoins des différents secteurs;

*d)* qu'il est important d'encourager la participation de toutes les organisations ou entités concernées du monde entier aux activités visant à promouvoir la mise en place et l'expansion de l'Internet des objets;

*e)* que le monde global interconnecté grâce à l'Internet des objets pourrait également contribuer à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

*f)* que l'Internet des objets pourrait redéfinir les relations entre les personnes et les dispositifs,

décide

de promouvoir les investissements dans l'Internet des objets et le développement de ce dernier, afin d'atteindre les objectifs visés aux points *d)* et *e)* du *considérant* ci‑dessus,

charge le Secrétaire général, après consultation des Directeurs des trois Bureaux et en collaboration avec eux

1 de coordonner les activités menées par l'Union pour mettre en oeuvre la présente résolution;

2 de faciliter l'échange de données d'expérience et d'informations avec toutes les organisations et entités concernées s'occupant de l'Internet des objets et des services qui s'y rattachent, afin d'ouvrir des perspectives de coopération destinées à favoriser le déploiement de l'Internet des objets;

3 de sensibiliser les membres de l'UIT et les autres parties prenantes aux perspectives et aux enjeux de l'adoption de l'Internet des objets, pour les pays en développement;

4 de soumettre au Conseil de l'UIT, à ses sessions de 2019‑à 2022, un rapport annuel sur les résultats de la mise en œuvre de la présente résolution;

5 de soumettre un rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, qui se tiendra en 2022,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 d'appuyer les travaux menés par les commissions d'études compétentes de l'UIT-T sur l'Internet des objets, qui constitue un instrument essentiel propre à faciliter l'émergence de différents services dans le monde global interconnecté, en collaboration avec les secteurs concernés;

2 de poursuivre la coopération avec les organisations compétentes, y compris les organisations de normalisation, afin d'échanger de bonnes pratiques et de diffuser des informations pour accroître l'interopérabilité des services IoT, dans le cadre d'ateliers communs, de stages de formation et d'activités conjointes de coordination et par tout autre moyen approprié,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

d'appuyer les travaux menés par les commissions d'études compétentes de l'UIT-R concernant les aspects techniques et opérationnels des réseaux et des systèmes de radiocommunication pour l'Internet des objets,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 d'encourager et d'aider les pays qui ont besoin d'une assistance à adopter l'Internet des objets et les services qui s'y rattachent, en coordination avec les organisations régionales ou internationales concernées, en leur communiquant des renseignements utiles, en renforçant les capacités et en mettant à disposition des bonnes pratiques pour permettre l'adoption de l'Internet des objets, dans le cadre de séminaires, d'ateliers, etc.;

2 d'apporter un appui au Etats Membres de l'UIT, en particulier aux pays en développement, en fournissant des informations sur les études et les travaux de normalisation dont disposent l'UIT et les autres organisations concernées, pour permettre l'adoption de l'Internet des objets,

charge le Conseil

1 d'examiner le rapport du Secrétaire général visé au point 3 du *charge le Secrétaire* *général* ci-dessus et de prendre les mesures nécessaires, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de la présente résolution;

2 de présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente résolution, sur la base du rapport du Secrétaire général,

invite les Etats Membres, les Membres des Secteurs, les Associés et les établissements universitaires

1 à envisager d'élaborer des bonnes pratiques propres à promouvoir le développement de l'Internet des objets;

2 à coopérer et à échanger des données d'expérience et des connaissances sur ce sujet;

3 à participer activement aux études relatives à l'Internet des objets au sein de l'Union, en soumettant des contributions et à l'aide d'autres moyens appropriés.

**Motifs:** Cette proposition vise à mettre à jour la Résolution 197 relative à l'Internet des objets, en faisant notamment mention du Programme de développement durable, et à renforcer l'assistance que l'UIT peut apporter aux Etats Membres.

ADD IAP/63A1/47

Projet de nouvelle Décision [IAP-5]

Création de groupes régionaux des commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* l'article 14A de la Convention de l'UIT;

*b)* la Résolution 1 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), sur le Règlement intérieur du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT;

*c)* la Résolution 54 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT sur la création de groupes régionaux et l'assistance à ces groupes;

*d)* la Résolution 22 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT sur le pouvoir conféré au Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications d'agir entre les Assemblées mondiales de normalisation des télécommunications,

reconnaissant

*a)* les travaux correspondants menés par les groupes régionaux des commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T);

*b)* la nécessité de maintenir et d'accroître l'efficacité des travaux menés par les commissions d'études de l'UIT-T et de les optimiser,

reconnaissant en outre

*a)* que l'AMNT est responsable au premier chef de la réalisation des activités de l'UIT-T s'agissant du maintien, de la création ou de la dissolution de commissions d'études et de groupes associés, de la désignation de leurs présidents et vice‑présidents et de l'établissement de leur mandat et ce, pour une durée définie, conformément aux numéros 191A et 191B de la Convention;

*b)* que le Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT) agit en tant qu'organe directeur de l'UIT-T dans l'intervalle qui sépare les Assemblées mondiales de normalisation des télécommunications;

*c)* qu'il est entendu que le GCNT, conformément à la Convention de l'UIT et à la Résolution 1 de l'AMNT, examine et approuve les propositions ayant des incidences opérationnelles et financières pour l'UIT-T, l'UIT et les membres;

*d)* que la création de groupes régionaux des commissions d'études de l'UIT-T a des incidences opérationnelles et financières pour l'UIT et les membres,

décide

1 de veiller à l'application cohérente de la Constitution et de la Convention ainsi que des méthodes de travail adoptées par l'AMNT pour ce qui est de la création et de la dissolution des commissions d'études et des groupes régionaux qui en relèvent;

2 que le GCNT doit examiner et approuver les propositions relatives à la création et à la dissolution des groupes régionaux des commissions d'études de l'UIT-T,

charge les commissions d'études de l'UIT-T

d'élaborer le projet de mandat et les méthodes de travail des groupes régionaux, en se fondant sur les contributions soumises, et de transmettre ces propositions au GCNT pour examen et approbation,

charge l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications

d'examiner les Résolutions 1, 22 et 54 de l'AMNT, en vue de clarifier le rôle du GCNT dans la création et la dissolution de groupes régionaux dans l'intervalle séparant les AMNT.

MOD IAP/63A1/48

RÉSOLUTION 133 (Rév. dubaï, 2018)

Rôle des Administrations des Etats Membres dans la gestion de noms de domaine (multilingues) internationalisés

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

les dispositions des Résolutions 101 et 102 (Rév. Busan, 2014) de la présente Conférence relatives au rôle de l'UIT en ce qui concerne les questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'Internet et à la gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses,

rappelant

*a)* le rôle du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT‑T), tel qu'il est défini dans les résolutions adoptées par l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications et, entre autres, dans la Résolution 47 (Rév. Dubaï, 2012) sur les noms de domaine de premier niveau de type code de pays et dans la Résolution 48 (Rév. Dubaï, 2012) sur les noms de domaine internationalisés, ainsi que les activités en cours au sein de la Commission d'études 16 de l'UIT‑T à cet égard;

*b)* l'engagement pris par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, en vue de faire progresser l'adoption du multilinguisme dans un certain nombre de secteurs, par exemple, les noms de domaine, les adresses de courrier électronique et la recherche par mot clé;

*c)* la nécessité de promouvoir l'expansion au niveau régional des instances de racines du système de noms de domaine (DNS) pour rendre le système DNS plus résilient et encourager l'utilisation de noms de domaine internationalisés, afin de surmonter les obstacles linguistiques à l'accès à l'Internet;

*d)* les activités de normalisation déjà entreprises avec succès par l'UIT-T en ce qui concerne l'adoption de recommandations ayant trait aux jeux de caractères non latins pour le télex (code de cinq caractères) et le transfert de données (code de sept caractères), permettant l'utilisation de jeux de caractères non latins pour le télex sur les plans national et régional et pour le transfert de données aux niveaux mondial, régional et international,

consciente

*a)* des progrès constants de l'intégration des télécommunications et de l'Internet;

*b)* du fait que les internautes sont généralement plus à l'aise lorsqu'ils lisent ou consultent des textes rédigés dans leur propre langue et que, pour être plus largement accessible à un grand nombre d'utilisateurs, (les noms de domaine) doivent être mis à disposition dans des alphabets non latins, compte tenu des progrès accomplis récemment à cet égard;

*c)* que, compte tenu des résultats du SMSI et des résolutions de la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006), il faudrait continuer à s'efforcer d'œuvrer assidûment à rendre l'Internet multilingue, dans le cadre du processus multilatéral, transparent et démocratique, associant les gouvernements et toutes les autres parties prenantes, dans leurs rôles respectifs, aux fins de la mise en œuvre de la présente résolution;

*d)* des progrès accomplis par toutes les parties prenantes, en particulier dans le cadre des organisations et entités concernées, par exemple le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), et l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), dans la mise en œuvre de noms de domaine internationalisés (IDN);

*e)* des progrès considérables réalisés dans la mise en place de noms de domaine internationalisés ainsi que des avantages de l'utilisation des jeux de caractères non latins disponibles sur l'Internet;

*f)* des progrès accomplis en vue d'assurer le multilinguisme sur l'Internet,

soulignant

*a)* que le système actuel des noms de domaine a progressé vers une meilleure prise en compte des besoins linguistiques différents et croissants de tous les utilisateurs, tout en reconnaissant qu'il reste encore beaucoup à faire;

*b)* que les noms IDN, et plus généralement les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'Internet, sont largement accessibles à tous les habitants du monde;

*c)* que les noms de domaine Internet ne doivent privilégier aucun pays ou aucune région du monde au détriment des autres et doivent tenir compte de la diversité des langues dans le monde;

*d)* le rôle joué par l'UIT pour aider ses membres à promouvoir l'utilisation des alphabets utilisés dans leurs langues pour les noms de domaine;

*e)* que, compte tenu des résultats du SMSI et des besoins des groupes linguistiques, il est important de poursuivre les efforts pour:

• faire progresser l'adoption du multilinguisme dans un certain nombre de secteurs, par exemple, les noms de domaine, les adresses de courrier électronique et la recherche par mot clé;

• mettre en œuvre des programmes permettant la présence de noms de domaine et de contenus multilingues sur l'Internet et l'utilisation de divers modèles logiciels pour faire face au problème de la fracture numérique linguistique et assurer la participation de tous à la nouvelle société qui se fait jour;

• renforcer la collaboration entre les organismes concernés, afin de poursuivre l'élaboration de normes techniques et de faciliter leur mise en œuvre dans le monde entier,

reconnaissant

*a)* que les questions de propriété intellectuelle et de mise en service des noms de domaine internationalisés posent plusieurs problèmes pour lesquels des solutions adaptées devraient être recherchées;

*b)* le rôle joué par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en ce qui concerne le règlement des différends en matière de noms de domaine;

*c)* le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en ce qui concerne la promotion de la diversité et de l'identité culturelles, de la diversité linguistique et des contenus locaux;

*d)* que l'UIT travaille en étroite collaboration tant avec l'OMPI qu'avec l'UNESCO;

*e)* qu'il est indispensable de conserver une interopérabilité à l'échelle mondiale, alors que les noms de domaine s'élargissent à des jeux de caractères non latins,

décide

d'étudier les moyens d'accroître la collaboration et la coordination entre l'UIT et les organisations compétentes,notamment, mais non exclusivement, l'ICANN, les Registres Internet régionaux (RIR), l'IETF, l'Internet Society (ISOC) et le World Wide Web Consortium (W3C), participant au développement de réseaux fondés sur le protocole Internet et de l'internet de demain, au moyen d'accords de coopération, selon qu'il conviendra, afin de renforcer le rôle de l'UIT dans la gouvernance de l'Internet, en vue d'offrir le plus d'avantages possible à la communauté mondiale,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

1 de prendre une part active à toutes les discussions, initiatives et activités internationales relatives à la mise en service et à la gestion des noms IDN, en collaboration avec les organisations concernées, dont l'ICANN, l'OMPI et l'UNESCO;

2 d'encourager les membres de l'UIT, selon qu'il conviendra, à élaborer et à mettre en service les noms IDN dans les alphabets de leurs langues respectives utilisant des jeux de caractères spécifiques;

3 d'aider les Etats Membres à satisfaire aux engagements du Plan d'action de Genève et de l'Agenda de Tunis en ce qui concerne les noms IDN;

4 de formuler des propositions, s'il y a lieu, pour atteindre les objectifs de la présente résolution;

5 de porter la présente résolution à l'attention de l'OMPI et de l'UNESCO, qui est chargée de coordonner la mise en œuvre de la grande orientation C8 du SMSI, en soulignant les préoccupations et les demandes d'assistance des Etats Membres, en particulier des pays en développement1, à propos des noms IDN, ainsi que leur insistance à obtenir de l'Union une aide dans ce domaine, afin d'assurer l'utilisation et la progression de l'Internet en dépit des obstacles linguistiques et d'accroître par là même l'utilisation de l'Internet à l'échelle internationale;

6 de faire rapport chaque année au Conseil de l'UIT sur les activités entreprises dans ce domaine et sur les résultats obtenus,

charge le Conseil

d'examiner les activités du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux en ce qui concerne la mise en œuvre de la présente résolution et de prendre, selon qu'il convient, les décisions qui s'imposent,

invite les Etats Membres et les Membres des Secteurs

1 à participer activement à toutes les discussions et initiatives internationales sur la poursuite de l'élaboration et de la mise en service de noms IDN, y compris aux initiatives des groupes linguistiques concernés, et à présenter des contributions écrites à l'UIT‑T, afin de favoriser la mise en œuvre de la présente résolution;

2 à exhorter toutes les entités concernées qui œuvrent à l'élaboration et à la mise en oeuvre des noms IDN à accélérer leurs activités dans ce domaine.

RÉSOLUTION 71 (Rév. DubaÏ, 2018)

Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023

MOD IAP/63A1/49#48507

Annexe 1 DE la Résolution 71 (RÉv. DuBAÏ, 2018)

Plan stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023

**1 Cadre stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **🡨 Planification GAR** | **Mise en oeuvre 🡪** | **Vision et mission** | La **vision** est le monde meilleur envisagé par l'UIT.  La **mission** désigne les principaux objectifs généraux de l'Union, conformément aux instruments fondamentaux de l'UIT. | **Valeurs**: Convictions communes à toute l'UIT qui déterminent ses priorités  et guident tous les processus décisionnels |
| **Buts stratégiques  et cibles** | Les **buts stratégiques** désignent les cibles de haut niveau de l'Union, à la réalisation desquelles les objectifs contribuent directement ou indirectement. Ils concernent l'ensemble de l'UIT.  Les **cibles** correspondent aux résultats attendus pendant la période couverte par le plan stratégique; elles indiquent si le but est en passe d'être atteint. Les cibles ne sont pas toujours atteintes pour des raisons qui sont parfois indépendantes de la volonté de l'Union. |
| **Objectifs et résultats** | Les **objectifs** sont les buts spécifiques des activités sectorielles et intersectorielles pendant une période donnée.  Les **résultats** indiquent les progrès accomplis dans la réalisation d'un objectif. En général, ils sont partiellement, mais non totalement, sous le contrôle de l'organisation. |
| **Produits** | Les **produits** sont les résultats, les prestations, les produits et services finals et concrets résultant de la mise en œuvre par l'Union des plans opérationnels. |
| **Activités** | Les **activités** sont les différentes mesures ou les différents services permettant de transformer les ressources (contributions) en produits. Elles peuvent être regroupées en processus. |

## 1.1 Vision

"Une **société de l'information** s'appuyant sur un **monde interconnecté**, où les **télécommunications/technologies de l'information et de la communication** permettent et accélèrent une **croissance** et un **développement** **socio-économiques** et **écologiquement** durables pour tous."

## 1.2 Mission

"**Promouvoir, faciliter** et **encourager** **l'accès universel, à un coût abordable**, aux **réseaux, services et applications de télécommunication/technologies de l'information** **et de la communication** et leur **utilisation** au service **d'une croissance et d'un développement socio-économiques et écologiquement durables**."

## 1.3 Valeurs

L'Union est consciente qu'elle a besoin pour s'acquitter de sa mission de gagner et de conserver la **confiance** de ses membres et d'inspirer **confiance** au public au sens large. Ce constat s'applique aussi bien à ce que fait l'Union qu'à la façon dont elle le fait.

L'Union s'engage à instaurer et conserver en permanence cette confiance en faisant en sorte que son action soit guidée par les valeurs suivantes:

**Efficacité:** mettre l'accent sur l'objet de l'Union, prendre des décisions sur la base d'études appropriées, d'éléments factuels et de données d'expérience, prendre des mesures efficaces et contrôler les produits, en évitant les chevauchements d'activités sur le plan interne;

**Transparence et responsabilité**: en améliorant les processus relatifs à la transparence et à la responsabilité pour améliorer les décisions, les mesures et les résultats ainsi que la gestion des ressources, l'UIT communique et présente les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs;

**Ouverture**: faire preuve d'attention et de réactivité en ce qui concerne les besoins de tous ses membres, ainsi qu'en ce qui concerne les activités et les attentes des organisations intergouvernementales, du secteur privé, de la société civile, des milieux techniques et universitaires;

**Universalité et neutralité**: en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'UIT couvre, dessert et représente toutes les régions du monde. Dans les limites fixées par les instruments fondamentaux de l'Union, les travaux et les activités menés par l'UIT traduisent la volonté expresse de ses membres, qui se manifeste de préférence par consensus. L'UIT reconnaît également la primauté absolue des droits de l'homme, notamment le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique la liberté de rechercher, de recevoir et de transmettre, sans considérations de frontières, des informations et des idées par quelque moyen d'expression que ce soit, et le droit de chacun de ne pas être l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée;

**Dimension humaine, orientée services et axée sur les résultats**: l'UIT privilégie une approche centrée sur les personnes pour fournir des résultats qui comptent pour tous. En étant orientée services, l'UIT est déterminée à continuer de fournir des services d'excellente qualité et de donner entière satisfaction aux bénéficiaires et aux parties prenantes. En étant axée sur les résultats, l'UIT cherche à obtenir des résultats concrets et à optimiser l'incidence de ses travaux.

L'Union attend de l'ensemble de son personnel qu'il se conforme scrupuleusement aux Normes de conduite des fonctionnaires internationaux et au Code d'éthique de l'UIT. Elle attend de ses partenaires qu'ils respectent les normes de conduite et d'éthique les plus élevées.

## 1.4 Buts stratégiques

Les buts stratégiques de l'Union, énumérés ci-après, appuient le rôle que joue l'UIT en favorisant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**But 1: Croissance – Permettre et encourager l'accès aux télécommunications/TIC et leur utilisation accrue à l'appui de l'économie et de la société numériques**

Consciente du rôle des télécommunications/TIC en tant que catalyseur essentiel du développement social, économique et écologiquement durable, l'UIT s'emploiera à permettre et à encourager l'accès aux télécommunications/TIC et à promouvoir leur utilisation accrue, à favoriser le développement des télécommunications/TIC à l'appui de l'économie numérique et à aider les pays à opérer la transition vers l'économie numérique. La progression de l'utilisation des télécommunications/TIC a un effet positif sur le développement socio‑économique à court terme et à long terme, ainsi que sur la croissance de l'économie numérique, en vue de l'édification d'une société de l'information inclusive. L'Union est déterminée à œuvrer de concert et à collaborer avec toutes les parties prenantes de l'environnement des télécommunications/TIC pour atteindre ce but.

**But 2: Inclusion – Réduire la fracture numérique et fournir à tout un chacun un accès au large bande**

Déterminée à faire en sorte que tous, sans exception, bénéficient des télécommunications/TIC, l'UIT s'emploiera à réduire la fracture numérique pour édifier une société numérique inclusive et à permettre la fourniture à tout un chacun d'un accès au large bande, en ne laissant personne sans connexion. Réduire la fracture numérique consiste à parvenir à l'inclusion mondiale dans le domaine des télécommunications/TIC, en encourageant l'accès aux télécommunications/TIC, leur accessibilité, y compris sur le plan économique, ainsi que leur utilisation dans tous les pays et dans toutes les régions, pour toutes les catégories de population, y compris les femmes et les jeunes filles, les jeunes et les populations marginalisées ou vulnérables, les personnes appartenant aux groupes socio-économiques défavorisés, les peuples autochtones, les personnes âgées et les personnes handicapées.

**But 3: Durabilité – Gérer les nouveaux risques, enjeux et perspectives résultant de l'essor rapide des télécommunications/TIC**

Afin que l'utilisation des télécommunications/TIC profite au plus grand nombre, l'UIT reconnaît qu'il est nécessaire de gérer les nouveaux risques, enjeux et perspectives qui résultent du développement rapide des télécommunications/TIC. Elle axe son action sur le renforcement de la qualité, de la fiabilité, de la pérennité et de la résilience des réseaux et des systèmes ainsi que sur l'instauration de la confiance et de la sécurité dans le cadre de l'utilisation des télécommunications/TIC. En conséquence, l'Union mettra tout en œuvre pour permettre de saisir les opportunités qu'offrent les télécommunications/TIC, tout en s'employant à réduire au minimum les effets négatifs indirects.

**But 4: Innovation – Permettre l'innovation dans le domaine des télécommunications/TIC pour appuyer la transformation numérique de la société**

L'Union reconnaît le rôle primordial que jouent les télécommunications/TIC dans la transformation numérique de la société. L'Union s'efforce de contribuer à la mise en place d'un environnement qui soit propice à l'innovation, où les progrès accomplis dans le domaine des nouvelles technologies deviennent un élément essentiel de la mise en œuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**But 5: Partenariats – Renforcer la coopération entre les membres de l'UIT et toutes les autres parties prenantes pour appuyer la réalisation de tous les buts stratégiques de l'UIT**

Afin d'atteindre plus facilement les buts stratégiques ci-dessus, l'Union reconnaît qu'il est nécessaire d'encourager la participation des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, des organisations intergouvernementales et internationales, et des milieux techniques et universitaires, ainsi que la coopération entre ces entités. L'Union reconnaît en outre qu'il est nécessaire de contribuer au partenariat mondial pour renforcer le rôle des télécommunications/TIC en tant qu'outils pour mettre en œuvre les grandes orientations du SMSI et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## 1.5 Cibles

Les cibles représentent les effets et les incidences à long terme des activités de l'UIT et indiquent les progrès accomplis dans la réalisation des buts stratégiques. L'Union collaborera avec l'ensemble des organisations et entités qui, de par le monde, s'emploient à promouvoir l'utilisation des télécommunications/TIC. Ces cibles ont pour objet d'indiquer dans quelles directions l'Union devrait faire porter ses efforts et de concrétiser la vision qu'a l'UIT d'un monde interconnecté pour la période 2020-2023. Les cibles ci-après pour chacun des buts stratégiques de l'UIT respectent les critères suivants: les cibles sont spécifiques, mesurables, orientées action, réalistes, pertinentes, assorties d'échéances et permettant une traçabilité.

**Tableau 1. Cibles**

|  |
| --- |
| **Cible** |
| **But 1: Croissance** |
| **Cible 1.1**: D'ici à 2023, 65% des ménages dans le monde auront accès à l'Internet |
| **Cible 1.2**: D'ici à 2023, 70% de la population dans le monde utilisera l'Internet |
| **Cible 1.3**: D'ici à 2023, l'accès à Internet devrait être 25% moins cher (année de référence 2017) |
| **Cible 1.4**: D'ici à 2023, tous les pays adopteront un programme/une stratégie en matière de numérique |
| **Cible 1.5**: D'ici à 2023, le nombre d'abonnements au large bande aura progressé de 50% |
| **Cible 1.6**: D'ici à 2023, 40% des pays auront plus de la moitié des abonnements au large bande avec un débit supérieur à 10 Mbit |
| **Cible 1.7**: D'ici à 2023, 40% de la population devrait utiliser les services publics en ligne |
| **But 2: Inclusion** |
| **Cible 2.1**: D'ici à 2023, dans les pays en développement, 60% des ménages devraient avoir accès à l'Internet |
| **Cible 2.2**: D'ici à 2023, dans les pays les moins avancés, 30% des ménages devraient avoir accès à l'Internet |
| **Cible 2.3**: D'ici à 2023, dans les pays en développement, 60% de la population utilisera l'Internet |
| **Cible 2.4**: D'ici à 2023, dans les pays les moins avancés, 30% de la population utilisera l'Internet |
| **Cible 2.5**: D'ici à 2023, l'écart en matière d'accessibilité économique entre pays développés et pays en développement devrait être réduit de 25% (année de référence 2017) |
| **Cible 2.6**: D'ici à 2023, le prix des services large bande ne devrait pas représenter plus de 3% du revenu mensuel moyen dans les pays en développement |
| **Cible 2.7**: D'ici à 2023, 96% de la population mondiale sera desservie par le large bande |
| **Cible 2.8**: D'ici à 2023, l'égalité hommes/femmes en matière d'utilisation de l'Internet et de possession de téléphone mobile devrait être assurée. |
| **Cible 2.9**: D'ici à 2023, des environnements propices garantissant l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées devraient être mis en place dans tous les pays |
| **Cible 2.10**: D'ici à 2023, la proportion de jeunes et d'adultes disposant de compétences dans le domaine des télécommunications/TIC augmentera de 40% |
| **But 3: Durabilité** |
| **Cible 3.1**: D'ici à 2023, l'état de préparation des pays en matière de cybersécurité, avec des capacités essentielles: existence d'une stratégie, d'équipes nationales d'intervention en cas d'incident/d'urgence informatique et d'une législation, sera renforcé |
| **Cible 3.2**: D'ici à 2023, le taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le monde sera porté à 30% |
| **Cible 3.3**: D'ici à 2023, le pourcentage de pays dotés d'une législation relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques sera porté à 50% |
| **Cible 3.4**: D'ici à 2023, la part nette de la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux télécommunications/TIC devrait augmenter de 30% par rapport à l'année de référence 2015 |
| **Cible 3.5**: D'ici à 2023, tous les pays devraient avoir un plan national pour les télécommunications d'urgence dans le cadre de leurs stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe |
| **But 4: Innovation** |
| **Cible 4.1**: D'ici à 2023, tous les pays devraient être dotés de politiques/stratégies encourageant l'innovation centrée sur les télécommunications/TIC |
| **But 5: Partenariats** |
| **Cible 5.1**: D'ici à 2023, l'efficacité des partenariats avec les parties prenantes et la coopération avec d'autres organisations et entités de l'environnement des télécommunications/TIC sera renforcée |

## 1.6 Gestion des risques stratégiques

Compte tenu des difficultés, évolutions et transformations actuelles qui auront très probablement une incidence sur les activités de l'UIT au cours de la période couverte par le plan stratégique, la liste des principaux risques stratégiques présentée dans le Tableau ci-dessous a été établie, analysée et évaluée. Ces risques ont été examinés lors de la planification de la stratégie pour 2020‑2023 et les mesures d'atténuation correspondantes ont été définies selon les besoins. [Il est à souligner que ces risques stratégiques ne correspondent pas à des défaillances dans les activités de l'UIT, mais à des incertitudes concernant l'avenir qui pourraient avoir des répercussions sur les efforts déployés pour mener à bien la mission de l'Union pendant la période couverte par le plan stratégique.

L'UIT a recensé, analysé et évalué ces risques stratégiques. Outre les processus de planification stratégiques, qui permettent d'établir le cadre général d'atténuation de ces risques, des mesures d'atténuation des risques opérationnels seront définies et mises en oeuvre dans le cadre du processus de planification opérationnelle de l'Union.

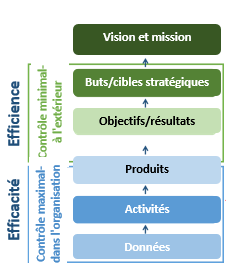
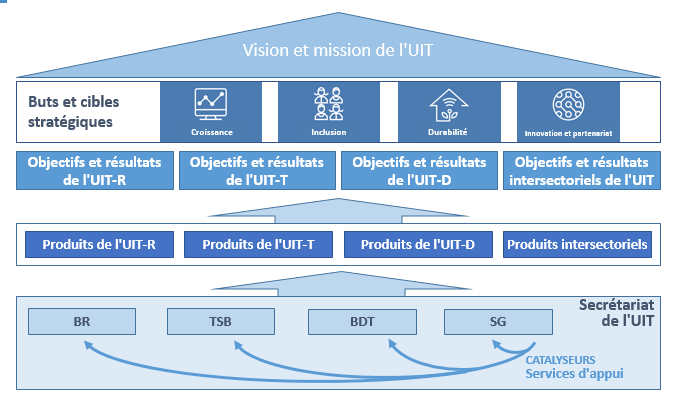
**Tableau 2. Risques stratégiques et stratégies d'atténuation de ces risques**

| **Risques** | **Stratégie d'atténuation des risques** |
| --- | --- |
| **1 Moindres pertinence et capacité à mettre clairement en évidence l'apport de la valeur ajoutée**  – Risque de chevauchement entre les efforts et d'incompatibilité au sein de l'organisation qui nuisent à notre capacité à mettre clairement en évidence l'apport de valeur ajoutée  – Risque d'incompatibilité entre les efforts déployés, d'incohérences et de concurrence avec d'autres organisations et organismes qui peut conduire à une perception erronée du mandat, de la mission et du rôle de l'UIT | – Prévention des risques: en définissant **clairement les mandats** de chaque structure et **le rôle au sein de l'Union**  – Limitation des risques: **améliorer le cadre de coopération**  – Prévention des risques: identifier les **domaines apportant clairement une valeur** ajoutée et se **concentrer sur ces domaines**  – Transfert des risques: en nouant des **partenariats sur le long terme**  – Limitation des risques: en mettant en place une **stratégie de communication** (**interne** et **externe**) |
| **2 Dispersion**  – Risque de voir la mission vidée de sa substance et risque d'éloignement par rapport à la mission première de l'organisation | – Prévention des risques: en **fixant des priorités**, en se **concentrant** et en **misant sur les forces de l'Union**  – Limitation des risques: en garantissant une certaine **cohérence** des activités de l'UIT/en **décloisonnant les activités** |
| **3 Incapacité de répondre rapidement aux nouveaux besoins et d'innover suffisamment tout en continuant d'offrir des prestations de qualité**  – Risque d'absence de réactivité qui se traduirait par un désengagement des membres et d'autres parties prenantes  – Risque d'être laissé de côté  – Risque d'offrir des prestations de moins bonne qualité | – Prévention des risques: **planifier l'avenir** en faisant preuve de **souplesse**, de **réactivité** et **d'innovation, mettre l'accent sur l'objet de l'Union**  – Limitation des risques: définir, promouvoir et mettre en oeuvre une **culture de l'organisation adaptée**  – Transfert des risques: **mobiliser** en amont **les parties prenantes** |
| **4 Préoccupations suscitées dans le domaine de la confiance**  – Risque de susciter des préoccupations grandissantes concernant la confiance des membres et des parties prenantes  – Risque de susciter des préoccupations grandissantes concernant la confiance au sein des membres | – Prévention des risques: **adopter et mettre en oeuvre des valeurs communes** – toutes les actions doivent être guidées par les valeurs adoptées  – Limitation des risques: **s'impliquer avec les membres** et d'autres parties prenantes, **améliorer la communication et la transparence**, **s'engager en faveur des valeurs** et **encourager l'appropriation d'initiatives stratégiques; veiller à l'adhésion à la mission première ainsi qu'aux buts et aux procédures de l'organisation** |
| **5 Structures, outils, méthodes et processus internes inadaptées**  – Risque que les structures, les méthodes et les outils ne soient plus adaptés et soient inefficaces | – Limitation des risques: optimiser les structures internes, **améliorer les outils**, **les méthodes** et **les processus**  – Transfert des risques: Engager des processus de **contrôle de la qualité**  – Limitation des risques: améliorer la **communication interne** et la **communication externe** |
| **6 Financement insuffisant**  – Risque de réduction des contributions financières et des sources de recettes | – Limitation des risques: se concentrer sur les **nouveaux marchés** et les **nouveaux acteurs; donner la priorité aux activités fondamentales**  – Limitation des risques: assurer une **planification financière efficace**  – Limitation des risques: **stratégies en faveur de l'engagement** des membres  – Transfert des risques: accroître la **pertinence des activités de l'UIT** |

# 2 Cadre UIT de présentation des résultats

L'UIT mettra en oeuvre les buts stratégiques de l'Union pour la période 2020-2023 moyennant la réalisation d'un certain nombre d'objectifs au cours de cette période. Chaque Secteur contribuera à atteindre les buts fondamentaux de l'Union dans le domaine de compétence qui est le sien, par la mise en oeuvre des objectifs qui lui sont propres et des objectifs intersectoriels fondamentaux. Le Conseil assurera une coordination et un contrôle efficaces de ces travaux.

Les catalyseurs visent à appuyer la réalisation des objectifs généraux et des buts stratégiques de l'Union. Les activités et les services d'appui du Secrétariat général et des Bureaux fournissent ces catalyseurs pour les travaux des Secteurs et de l'Union dans son ensemble.



**Objectifs de l'UIT‑R**

• R.1 (Réglementation et gestion du spectre/des orbites): Répondre, de manière rationnelle, équitable, efficace, économique et rapide aux besoins des membres de l'UIT en ce qui concerne les ressources du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites, tout en évitant les brouillages préjudiciables

• R.2 (Normes relatives aux radiocommunications): Assurer la connectivité et l'interopérabilité à l'échelle mondiale, l'amélioration de la qualité de fonctionnement, de la qualité, de l'accessibilité économique et de la rapidité d'exécution du service et une conception générale économique des systèmes dans le domaine des radiocommunications, notamment en élaborant des normes internationales

• R.3 (Echange de connaissances): Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire dans le domaine des radiocommunications

**Objectifs de l'UIT‑T**

• T.1 (Elaboration de normes): Elaborer dans les meilleurs délais des normes internationales (Recommandations UIT‑T) et promouvoir l'interopérabilité et l'amélioration de la qualité de fonctionnement des équipements, des réseaux, des services et des applications

• T.2 (Réduire l'écart en matière de normalisation): Encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales (Recommandations UIT-T) en vue de réduire l'écart en matière de normalisation

• T.3 (Ressources de télécommunications): Garantir l'attribution et la gestion efficaces des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux procédures et aux Recommandations de l'UIT-T

• T.4 (Echange de connaissances): Encourager la sensibilisation ainsi que l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire concernant les activités de normalisation de l'UIT-T

• T.5 (Coopération avec les organismes de normalisation): Elargir et faciliter la coopération avec les organismes internationaux, régionaux et nationaux de normalisation

**Objectifs de l'UIT‑D**

• D.1 (Coordination): Coordination: Promouvoir **la coopération et la conclusion d'accords à l'échelle internationale** concernant les questions de développement des télécommunications/TIC

• D.2 (**Infrastructure moderne et sûre** pour les télécommunications/TIC): **Infrastructure moderne et sûre** pour les télécommunications/TIC: Promouvoir le développement d'infrastructures et de services, et notamment établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC

• D.3 (Environnement favorable): Environnement favorable: Promouvoir la **mise en place de politiques et d'un environnement** réglementaire propice au développement durable des télécommunications/TIC

• D.4 (Société de l'information inclusive): Société numérique inclusive: Encourager le développement et l'utilisation des télécommunications/TIC et d'applications pour mobiliser les individus et les sociétés en faveur du développement **socio- économique et de la protection de l'environnement**

**Objectifs intersectoriels**

• l.1 (Collaboration): Encourager une collaboration plus étroite entre toutes les parties prenantes de l'écosystème des télécommunications/TIC

• l.2 (Nouvelles tendances en matière de télécommunications/TIC): Améliorer l'identification, la prise en compte et l'analyse des nouvelles tendances dans l'environnement des télécommunications/TIC

• l.3 (Accessibilité des télécommunications/TIC): Améliorer l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées [et pour les personnes ayant des besoins particuliers]

• l.4 (Egalité hommes/femmes et inclusion): Renforcer l'utilisation des télécommunications/TIC au service de l'égalité hommes/femmes et de l'inclusion ainsi que de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles

• l.5 (Environnement durable): Mettre à profit les télécommunications/TIC pour réduire l'empreinte environnementale

• l.6 (Réduction des chevauchements et des doubles emplois): Réduire les chevauchements et les doubles emplois et favoriser une coordination plus étroite et transparente entre le Secrétariat général et les Secteurs de l'UIT, compte tenu des crédits budgétaires de l'Union ainsi que des compétences spécialisées et du mandat de chaque Secteur

**Tableau 3. Liens entre les objectifs et les buts stratégiques de l'UIT[[30]](#footnote-38)2**

|  | | **But 1: Croissance** | **But 2: Inclusion** | **But 3: Durabilité** | **But 4: Innovation** | **But 5: Partenariats** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs** | **Objectifs de l'UIT-R** |  |  |  |  |  |
| R.1 Réglementation et gestion du spectre/des orbites | ☑ | ☑ | ☑ | ☑ | 🗸 |
| R.2 Normes relatives aux radiocommunications | ☑ | ☑ | 🗸 | ☑ | 🗸 |
| R.3 Echange de connaissances | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| **Objectifs de l'UIT-T** |  |  |  |  |  |
| T.1 Elaboration de normes | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| T.2 Réduire la fracture numérique en matière de normalisation | 🗸 | ☑ |  | 🗸 |  |
| T.3 Ressources de télécommunications | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| T.4 Echange de connaissances | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| T.5 Coopération avec les organismes de normalisation | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 | ☑ |
| **Objectifs de l'UIT-D** |  |  |  |  |  |
| D.1 Coordination | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | ☑ |
| D.2 Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| D.3 Environnement favorable | 🗸 | 🗸 | ☑ | ☑ | 🗸 |
| D.4 Société de l'information inclusive | 🗸 | ☑ | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
|  | **Objectifs intersectoriels** |  |  |  |  |  |
| I.1 Collaboration | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 | ☑ |
| I.2 Nouvelles tendances dans le domaine des télécommunications/TIC | 🗸 |  | 🗸 | ☑ | 🗸 |
| I.3 Accessibilité des télécommunications/TIC | 🗸 | ☑ |  | 🗸 | 🗸 |
| I.4 Egalité hommes/femmes et inclusion | 🗸 | ☑ |  |  | 🗸 |
| I.5 Environnement durable | 🗸 |  | ☑ | 🗸 | 🗸 |
|  | I.6 Réduction des chevauchements et des doubles emplois | 🗸 | 🗸 | 🗸 | 🗸 | ☑ |

**2.1 Objectifs, résultats et produits/catalyseurs**

**Tableau 4. Objectifs, résultats et produits de l'UIT‑R**

|  |  |
| --- | --- |
| **R.1 (Règlementation et gestion du spectre/des orbites): Répondre, de manière rationnelle, équitable, efficace, économique et rapide aux besoins des membres de l'UIT en ce qui concerne les ressources du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites, tout en évitant les brouillages préjudiciables** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| R.1-a: Nombre accru de pays ayant des réseaux à satellite et des stations terriennes inscrits dans le Fichier de référence international des fréquences (Fichier de référence)  R.1-b: Nombre accru de pays pour lesquels des assignations de fréquence sont inscrites dans le Fichier de référence  R.1-c: Pourcentage accru d'assignations inscrites dans le Fichier de référence avec une conclusion favorable  R.1-d: Pourcentage accru de pays ayant mené à bien le passage à la télévision numérique de Terre  R.1-e: Pourcentage accru de fréquences assignées à des réseaux à satellite et exemptes de brouillage préjudiciable  R.1-f: Pourcentage accru d'assignations à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence et exemptes de brouillage préjudiciable | R.1-1: Actes finals des conférences mondiales des radiocommunications, mise à jour du Règlement des radiocommunications  R.1-2: Actes finals des conférences régionales des radiocommunications, accords régionaux  R.1-3: Règles de procédure et autres décisions adoptées par le Comité du Règlement des radiocommunications (RRB)  R.1-4: Publication des fiches de notification (services spatiaux) et autres activités connexes  R.1-5: Publication des fiches de notification (services de Terre) et autres activités connexes |
| **R.2 (Normes relatives aux radiocommunications): Assurer la connectivité et l'interopérabilité à l'échelle mondiale, l'amélioration de la qualité de fonctionnement, de la qualité, de l'accessibilité économique et de la rapidité d'exécution du service et une conception générale économique des systèmes dans le domaine des radiocommunications, notamment en élaborant des normes internationales** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| R.2-a: Accès et recours accrus au large bande mobile, y compris dans les bandes de fréquences identifiées pour les Télécommunications mobiles internationales (IMT)  R.2-b: Diminution du panier des prix du large bande mobile en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant  R.2-c: Nombre accru de liaisons fixes et volume accru de trafic acheminé par le service fixe (Tbit/s)  R.2-d: Nombre accru de ménages recevant la télévision numérique de Terre  R.2-e: Nombre accru de répéteurs de satellite (équivalent 36 MHz) installés sur des satellites de communication en service et capacité correspondante (Tbit/s); nombre de microstations, nombre de ménages recevant la télévision par satellite  R.2-f: Nombre accru de dispositifs pouvant recevoir les signaux du service de radionavigation par satellite  R.2-g: Nombre accru de satellites ayant une charge utile pour l'exploration de la Terre en service, quantité et résolution correspondantes des images transmises et volume de données téléchargées (Toctets) | R.2-1: Décisions de l'Assemblée des radiocommunications, résolutions de l'UIT-R  R.2-2: Recommandations, rapports  (y compris le rapport de la RPC) et manuels de l'UIT-R  R.2-3: Avis formulés par le Groupe consultatif des radiocommunications |
| **R.3 (Echange de connaissances): Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire dans le domaine des radiocommunications** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| R.3-a: Renforcement des connaissances et du savoir-faire en ce qui concerne le Règlement des radiocommunications, les Règles de procédure, les accords régionaux, les recommandations et les bonnes pratiques en matière d'utilisation du spectre  R.3-b: Renforcement de la participation, en particulier des pays en développement, aux activités de l'UIT-R (y compris par la participation à distance) | R.3-1: Publications UIT-R  R.3-2: Assistance aux membres, en particulier ceux des pays en développement et des PMA  R.3-3: Liaison/appui concernant les activités de développement  R.3-4: Séminaires, ateliers et autres |

**Tableau 5. Catalyseurs pour l'UIT-R**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) appuyé(s) | Activités du BR | Contribution aux résultats du Secteur | Résultats |
| **R.1** | Traitement efficace des fiches de notification d'assignation de fréquence | Stabilité accrue pour la planification des nouveaux réseaux de radiocommunication | Réduction du temps de traitement des fiches de notification en vue de leur publication,  Temps de traitement conforme aux délais réglementaires |
| **R.1, R.2, R.3** | Développement, maintenance et amélioration des logiciels, bases de données et outils en ligne de l'UIT-R  Activités techniques, réglementaires, administratives, promotionnelles et logistiques à l'appui des objectifs de l'UIT-R | Fiabilité, efficacité et transparence accrues concernant l'application du Règlement des radiocommunications | Mise au point de logiciels, de bases de données et d'outils en ligne nouveaux et améliorés pour l'UIT-R  Fourniture efficace et dans les délais des produits de l'UIT-R et appui aux objectifs de l'UIT-R  Contribution du BR aux réunions, conférences et manifestations de l'UIT-R |

**Tableau 6. Objectifs, résultats et produits de l'UIT‑T**

|  |  |
| --- | --- |
| **T.1 (Elaboration de normes): Elaborer dans les meilleurs délais des normes internationales (Recommandations UIT-T) dans le domaine des télécommunications/TIC et promouvoir l'interopérabilité et l'amélioration de la qualité de fonctionnement des équipements, des réseaux, des services et des applications** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| T.1-a: Utilisation accrue des recommandations UIT-T  T.1-b: Amélioration de la conformité aux recommandations UIT-T  T.1-c: Amélioration des normes applicables aux nouvelles technologies et aux nouveaux services | T.1-1: Résolutions, recommandations et voeux de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT)  T.1-2: Sessions régionales de consultation en vue de l'AMNT  T.1-3: Avis et décisions du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT)  T.1-4: Recommandations UIT-T et résultats connexes des travaux des commissions d'études de l'UIT-T  T.1-5: Assistance générale et coopération fournies par l'UIT-T  T.1-6: Base de données sur la conformité  T.1-7: Centres de tests et réunions sur l'interopérabilité  T.1-8: Elaboration de suites de tests |
| **T.2 (Réduire l'écart en matière de normalisation): Encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales (Recommandations UIT-T) dans en vue de réduire l'écart en matière de normalisation** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| T.2-a: Participation accrue, en particulier des pays en développement, aux travaux de normalisation de l'UIT-T, notamment en ce qui concerne la participation aux réunions, la soumission de contributions, l'exercice de fonctions, à des postes à responsabilité, et l'organisation de réunions ou d'ateliers  T.2-b: Augmentation du nombre de membres de l'UIT-T, notamment de Membres de Secteur, d'Associés et d'établissements universitaires | T.2-1: Réduction de l'écart en matière de normalisation (participation à distance, bourses d'études, création de commissions d'études régionales, par exemple)  T.2-2: Ateliers et séminaires, y compris activités de formation en ligne et hors ligne, complétant les activités de renforcement des capacités en vue de réduire l'écart en matière de normalisation  T.2-3: Sensibilisation et promotion |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **T.3 (Ressources de télécommunications): Garantir l'attribution et la gestion efficaces des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux procédures et aux Recommandations de l'UIT‑T** | | |
| *Résultats* | *Produits* | |
| T.3-a: Attribution rapide et correcte des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux recommandations pertinentes | T.3-1: Bases de données pertinentes du TSB  T.3-2: Attribution et gestion des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux recommandations et procédures de l'UIT-T | |
| **T.4 (Echange de connaissances): Encourager la sensibilisation ainsi que l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir‑faire concernant les activités de normalisation de l'UIT-T** | | |
| *Résultats* | | *Produits* |
| T.4-a: Renforcement des connaissances relatives aux normes UIT-T et aux bonnes pratiques concernant leur mise en oeuvre  T.4-b: Renforcement de la participation aux activités de normalisation de l'UIT-T et prise de conscience accrue de l'importance des normes UIT-T  T.4-c: Visibilité accrue du Secteur | | T.4-1: Publications UIT-T  T.4-2: Publications de bases de données  T.4-3: Sensibilisation et promotion  T.4-4: Bulletin d'exploitation de l'UIT |
| **T.5 (Coopération avec les organismes de normalisation): Elargir et faciliter la coopération avec les organismes internationaux, régionaux et nationaux de normalisation** | | |
| *Résultats* | | *Produits* |
| T.5-a: Renforcement de la communication avec d'autres organismes de normalisation  T.5-b: Diminution du nombre de normes incompatibles entre elles  T.5-c: Nombre accru de mémorandums d'accord/d'accords de collaboration conclus avec d'autres organisations  T.5-d: Nombre accru d'organisations habilitées conformément aux recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6  T.5-e: Nombre accru d'ateliers ou de réunions organisés conjointement avec d'autres organisations | | T.5-1: Mémorandums d'accord et accords de collaboration  T.5-2: Habilitations conformément aux recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6  T.5-3: Ateliers ou réunions organisés conjointement |

**Tableau 7. Catalyseurs pour l'UIT-T**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) de l'UIT-T appuyé(s) | Activités du TSB | Contribution aux résultats du Secteur | Résultats |
| **T.1** | – Mise à disposition dans les délais et efficace des documents (Résolutions de l'AMNT, recommandations, Voeux, Recommandations UIT-T, documents relatifs aux CE, rapports)  – Appui administratif et appui organisationnel et logistique pour les réunions  – Services consultatifs  – Services EWM et services d'information du TSB  – Exploitation et maintenance des bases de données C&I, appui logistique aux réunions sur l'interopérabilité/tests, bancs d'essai | – Qualité accrue des Recommandations UIT-T | – Mise à disposition rapide d'informations actualisées à l'intention des délégués et des organismes de normalisation concernant les produits et les services de l'UIT-T |
| **T.2** | – Organisation de sessions de formation pratiques BSG; appui financier sous forme de bourses; appui logistique aux groupes régionaux  – Organisation d'ateliers  – Annonces (blog d'actualités de l'UIT, activités de promotion)  – Gestion des comptes des membres de l'UIT-T, fidélisation des membres actuels et recherche active de nouveaux membres | – Augmentation du nombre de membres de l'UIT-T et renforcement de leur participation au travail de normalisation | – Participation active des délégués et des organisations qui jusqu'à présent n'ont pas pris part, ou uniquement de manière passive, aux activités de l'UIT-T |
| **T.3** | – Traitement et publication des demandes/ressources internationales de numérotage, d'adressage, de nommage et d'identification | – Attribution rapide et exacte des ressources | – La mise à disposition rapide d'informations concernant le numérotage facilite la gestion des réseaux |
| **T.4** | – Services de publication de l'UIT-T  – Mise au point et maintenance des bases de données de l'UIT-T  – Service de sensibilisation et de promotion (blog d'actualités de l'UIT, réseaux sociaux, web)  – Organisation d'ateliers, de réunions du groupe CTO, de la manifestation Kaleidoscope, de sessions dans le cadre d'ITU Telecom, du Forum du SMSI, etc. | – Renforcement des connaissances et de la sensibilisation concernant les normes de l'UIT-T, renforcement de la participation aux activités de l'UIT-T et renforcement de la visibilité du Secteur | – La mise à disposition rapide des publications (documents, bases de données) et la facilité d'utilisation des services permettent aux délégués de bénéficier d'une meilleure expérience |
| **T.5** | – Mise à jour et gestion des mémorandums d'accord; mise en place de nouveaux mémorandums d'accord  – Maintenance et gestion de la base de données A.4/A.5/A.6  – Appui logistique pour les ateliers et manifestations organisés conjointement  – Services d'appui pour diverses activités de collaboration (WSC, GSC, CITS, FIGI, SMSI, U4SSC …) | – Renforcement de la coopération avec les autres organisations | – Activités de collaboration |

**Tableau 8. Objectifs, résultats et produits de l'UIT‑D**

|  |  |
| --- | --- |
| **D.1 (Coordination): Coordination: Promouvoir la coopération et la conclusion d'accords à l'échelle internationale concernant les questions de développement des télécommunications/TIC** | |
| *Résultats* | *Produits[[31]](#footnote-39)1* |
| D.1-a: Examen plus approfondi et meilleure adhésion au projet de contribution de l'UIT-D au projet de **plan stratégique** de l'UIT, à la **Déclaration** de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) et au **Plan d'action** de la CMDT  D.1-b: Evaluation de la mise en oeuvre du **Plan d'action** et du **plan d'action du SMSI**  D.1-c: Renforcement de l'**échange de connaissances, du dialogue** et des **partenariats** entre les Etats Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires et d'autres parties prenantes participant aux travaux du Secteur concernant les questions de télécommunication/TIC  D.1-d: Renforcement du processus et de la mise en oeuvre de projets de développement des télécommunications/TIC et d'initiatives régionales  D.1-e: Faciliter la conclusion d'accords de coopération concernant des programmes de développement des télécommunications/TIC entre les Etats Membres, ainsi qu'entre les Etats Membres et d'autres parties prenantes de l'écosystème des TIC, sur la base des demandes formulées par les Etats Membres concernés de l'UIT | D.1-1 Conférence mondiale de développement des télécommunications (**CMDT**) et rapport final de la CMDT  D.1-2 Réunions préparatoires régionales (**RPM**) et rapports finals des RPM  D.1-3 Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (**GCDT**) et rapports du GCDT à l'intention du Directeur du BDT et de la CMDT  D.1-4 **Commissions d'études** et lignes directrices, recommandations et rapports des Commissions d'études  D.1-5 Plates-formes pour la coordination régionale, y compris les Forums régionaux de développement (**RDF**)  D.1-6: Projets de développement des télécommunications/TIC mis en oeuvre et services se rapportant aux initiatives régionales. |
| **D.2 (Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC): Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC: Promouvoir le développement d'infrastructures et de services, et notamment établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| D.2-a: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT de fournir des infrastructures et des services de télécommunication/TIC robustes,  D.2-b: Renforcement de la capacité des Etats Membres d'échanger efficacement des informations, de trouver des solutions et de lutter contre les menaces en matière de cybersécurité ainsi que d'élaborer et de mettre en oeuvre des stratégies et des capacités au niveau national, y compris par le biais du renforcement des capacités, en encourageant la coopération aux niveaux national, régional et international en vue d'une participation accrue entre les Etats Membres et les acteurs concernés  D.2-c: Renforcement de la capacité des Etats Membres d'utiliser les télécommunications/TIC pour l'atténuation et la gestion des risques de catastrophe, pour garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence et appuyer la coopération dans ce domaine | D.2-1: Produits et services relatifs aux infrastructures et aux services de télécommunication/TIC, au large bande hertzien et fixe, au raccordement des zones rurales et isolées, à l'amélioration de la connectivité internationale, à la réduction de l'écart en matière de normalisation, à la conformité et à l'interopérabilité, à la gestion du spectre, au contrôle des émissions et à la gestion efficace et efficiente ainsi qu'à l'utilisation adéquate des ressources des télécommunications, dans le cadre du mandat de l'UIT, et au passage à la radiodiffusion numérique, par exemple des études d'évaluation, des publications, des ateliers, des lignes directrices et des bonnes pratiques  D.2-2 Produits et services relatifs à **l'établissement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC**  D.2-3: Produits et services relatifs à la réduction et à la gestion des risques de catastrophe et aux télécommunications d'urgence, y compris la fourniture d'une assistance pour permettre aux Etats Membres d'aborder toutes les étapes de la gestion des catastrophes, telles que l'alerte avancée, les interventions, les opérations de secours et la remise en état des réseaux de télécommunication |
| **D.3 (Environnement favorable): Environnement favorable: Promouvoir la mise en place de politiques et d'un environnement réglementaire propice au développement durable des télécommunications/TIC** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| D.3-a: Renforcement de la capacité des Etats Membres d'élaborer des cadres politiques, juridiques et réglementaires favorables au développement des télécommunications/TIC  D.3-b: Renforcement de la capacité des Etats Membres de produire des statistiques sur les télécommunications/TIC de qualité et comparables à l'échelle internationale, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC, à partir de normes et de méthodologies convenues  D.3-c: Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT à exploiter pleinement du potentiel des télécommunications/TIC  D.3-d: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé | D.3-1: Produits et services relatifs aux politiques et à la réglementation en matière de télécommunications/TIC, en vue d'améliorer la coordination et la cohérence au niveau international, par exemple des études d'évaluation et d'autres publications, ainsi que d'autres cadres d'échange d'informations  D.3-2: Produits et services relatifs aux statistiques sur les télécommunications/TIC et aux analyses de données, notamment établissement de rapports de recherche, collecte, harmonisation et diffusion de données statistiques de qualité et comparables au niveau international, et forums de discussion  D.3-3: Produits et services relatifs au renforcement des capacités et au développement des compétences humaines, y compris celles portant sur la gouvernance internationale de l'Internet, comme les plates‑formes en ligne, les programmes de formation à distance et traditionnels visant à améliorer les compétences pratiques et le partage de supports, compte tenu des partenariats avec les parties prenantes s'occupant d'éducation dans le domaine des télécommunications/TIC  D.3-4: Produits et services relatifs à l'innovation dans le secteur des télécommunications/ TIC, par exemple échange de connaissances et assistance, sur demande, concernant l'élaboration d'un programme national en faveur de l'innovation; mécanismes de partenariat; conception de projets, réalisation d'études et élaboration de politiques d'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC |

|  |  |
| --- | --- |
| **D.4 (Société de l'information inclusive): Encourager le développement et l'utilisation des télécommunications/TIC et d'applications pour mobiliser les individus et les sociétés en faveur du développement durable** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| D.4-a: Amélioration de l'accès aux télécommunications/TIC et de leur utilisation dans les pays les moins avancés (**PMA**), les petits Etats insulaires en développement (**PEID**) et les pays en développement sans littoral (**PDSL**), ainsi que dans les **pays dont l'économie est en transition**  D.4-b: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'accélérer le développement économique et social en exploitant et en utilisant les nouvelles technologies et les services et applications des télécommunications/TIC  D.4-c: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques favorisant l'inclusion numérique, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées et des autres personnes ayant des besoins particuliers  D.4-d: Renforcement de la capacité des membres de l'UIT de concevoir des stratégies et des solutions en matière de télécommunications/TIC relatives à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi qu'à l'utilisation d'énergies vertes/renouvelables | D.4-1: Produits et services visant à fournir une assistance ciblée aux PMA, aux PEID, aux PDSL et aux pays dont l'économie est en transition, afin de favoriser la disponibilité et l'accessibilité financière des télécommunications/TIC  D.4-2: Produits et services relatifs aux politiques en matière de télécommunications/TIC propres à favoriser le développement de l'économie numérique, aux applications des TIC et aux nouvelles technologies, par exemple échange d'informations et l'appui à la mise en oeuvre, les études d'évaluation et les kits pratiques  D.4-3: Produits et services relatifs à l'inclusion numérique des jeunes filles et des femmes ainsi que des personnes ayant des besoins particuliers (personnes âgées, jeunes, enfants et populations autochtones, entre autres), par exemple activités de sensibilisation sur les stratégies, les politiques et les pratiques en matière d'inclusion numérique, perfectionnement des compétences numériques, kits pratiques et lignes directrices et forums de discussion pour échanger des pratiques et des stratégies  D.4-4: Produits et services relatifs aux applications des TIC concernant l'adaptation aux effets des changements climatiques et l'atténuation de ces effets, par exemple promotion de stratégies et diffusion de bonnes pratiques relatives à l'établissement de cartes des zones exposées et à l'élaboration de systèmes d'information, de critères de mesure et de modes de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques |

**Tableau 9. Catalyseurs pour l'UIT-D**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) appuyé(s) | Activités du BDT | Contribution aux résultats du Secteur | Résultats |
| **D.1, D.2, D.3, D.4** | 1) Elaboration et mise en oeuvre de stratégies efficaces de développement des télécommunications/TIC en vue de la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et des Objectifs de développement durable (ODD), y compris activités de communication et de promotion. | – Renforcement de la compréhension et du partage des objectifs et des produits de l'UIT-D  – Orientations plus précises pour les activités de l'UIT-D  – Programme des activités plus clair | – Progrès mesurables concernant le rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et des ODD  – Renforcement de la coopération internationale dans le domaine du développement des télécommunications/TIC  – Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres concernant les services et les produits fournis par le BDT |
| 2) Administration et appui efficaces pour les activités de développement des télécommunications/TIC grâce à la coordination à la collaboration entre services, à l'administration financière et budgétaire, à un appui à l'organisation de manifestations et à un appui informatique. | – Programmation claire et coordonnée des manifestations  – Fourniture de l'appui financier, informatique et humain nécessaire dans la limite des ressources disponibles  – Fourniture d'un appui fiable pour les manifestations | – Renforcement de la coordination et de la collaboration pour l'organisation des manifestations et la mise en oeuvre des activités  – Utilisation efficace des ressources financières  – Organisation efficace et dans les délais des manifestations  – Amélioration de la qualité et de la coordination des rapports présentés par le BDT aux Etats Membres |
| 3) Organisation et appui efficaces pour les activités relatives aux infrastructures de télécommunication/TIC, aux applications TIC et à la cybersécurité. | – Identification des priorités et des besoins des Etats Membres  – Elaboration de produits et de services adaptés et fourniture dans les délais de ces produits et services aux utilisateurs finals  – Association efficace de toutes les parties prenantes concernées à l'élaboration et à la fourniture aux Etats Membres de produits et de services | – Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des produits, services et compétences développés et mis à disposition par le BDT dans les domaines de l'infrastructure de télécommunication/TIC, des applications TIC et de la cybersécurité  – Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres  – Amélioration tangible de la situation des Etats Membres de l'UIT découlant des activités du BDT dans les domaines de l'infrastructure de télécommunication/TIC, des applications TIC et de la cybersécurité  – Renforcement du rôle des télécommunications/TIC dans le développement social et économique des Etats Membres |
| 4) Organisation et appui efficaces pour les activités relatives à la gestion des projets et des connaissances grâce au renforcement des capacités, à l'appui aux projets, aux données et statistiques sur les TIC et à l'appui aux télécommunications d'urgence. | – Identification des priorités et des besoins des Etats Membres  – Elaboration de produits et de services adaptés et fourniture dans les délais de ces produits et services aux utilisateurs finals  – Association efficace de toutes les parties prenantes concernées à l'élaboration et à la fourniture aux Etats Membres de produits et de services | – Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des produits, services et compétences développés et mis à disposition par le BDT dans le domaine de la gestion des projets et des connaissances  – Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres  – Amélioration tangible de la situation des Etats Membres de l'UIT découlant des activités du BDT dans le domaine de la gestion des projets et des connaissances  – Atténuation des risques associés aux télécommunications d'urgence |
| 5) Organisation et appui efficaces pour les activités relatives à l'innovation et aux partenariats grâce aux services, de mobilisation des partenariats, de l'innovation et de coordination des commissions d'études. | – Identification des priorités et des besoins des Etats Membres  – Elaboration de produits et de services adaptés et fourniture dans les délais de ces produits et services aux utilisateurs finals  – Association efficace de toutes les parties prenantes concernées à l'élaboration et à la fourniture aux Etats Membres de produits et de services | – Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des produits, services et compétences développés et mis à disposition par le BDT dans les domaines de la mobilisation des partenariats et de l'innovation  – Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres  – Elargissement de la participation des parties prenantes et des partenaires au développement des télécommunications/TIC dans les pays en développement  – Augmentation des ressources mises à disposition par les donateurs pour appuyer l'action menée par les Etats Membres en vue de développer leurs télécommunications/TIC |
| 6) Exécution et coordination efficaces des activités de développement des télécommunications/TIC grâce aux activités des bureaux régionaux et des bureaux de zone. | – Renforcement du rayonnement de l'UIT dans les différentes régions et parties du monde | – Fourniture efficace et efficiente des produits, services, informations et compétences du BDT et de l'UIT aux Etats Membres  – Augmentation du niveau de satisfaction des Etats Membres concernant les services et les produits fournis par le BDT |

**Tableau 10. Objectifs, résultats et produits intersectoriels**

|  |  |
| --- | --- |
| **I.1** **(Collaboration) Encourager une collaboration plus étroite entre toutes les parties prenantes de l'écosystème des TIC pour la réalisation des ODD** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.1-a: Renforcement de la collaboration entre les parties prenantes concernées  I.1-b: Renforcement des synergies nées des partenariats concernant les télécommunications/TIC  I.1-c: Meilleure reconnaissance des télécommunications/TIC, d'une part, en tant que catalyseur intersectoriel pour la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030  I.1-d: Appui accru aux entreprises technologiques membres de l'UIT élaborant et fournissant des produits et des services TIC | I.1-1: Conférences, forums, manifestations et réunions intersectoriels au niveau mondial offrant un cadre de discussion de haut niveau  I.1-2: Echange de connaissances, création de réseaux de relations et partenariats  I.1-3: Mémorandums d'accord  I.1-4: Rapports et autres contributions aux processus interinstitutions des Nations Unies, multilatéraux et intergouvernementaux  I.1-5: Création de services d'appui pour les entreprises technologiques participant aux activités et aux manifestations de l'UIT |
|  | |
| **I.2: (Nouvelles tendances en matière de TIC) Améliorer l'identification, la prise en compte et l'analyse des nouvelles tendances dans l'environnement des télécommunications/TIC** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| I. 2-a: Identification, prise en compte et analyse des nouvelles tendances des télécommunications/TIC | I.2-1: Initiatives et rapports intersectoriels sur les nouvelles tendances pertinentes dans le secteur des télécommunications/TIC et autres initiatives analogues  I.2-2: Nouvelles de l'UIT en version numérique  I.2-3: Plates-formes d'échange d'informations concernant les nouvelles tendances |
|  |  |
| **I.3 (Accessibilité des télécommunications/TIC) Améliorer l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.3-a: Disponibilité accrue d'équipements, de services et d'applications de télécommunication/TIC conformes aux principes de conception universelle  I.3-b: Renforcement de la participation des organisations de personnes handicapées et de personnes ayant des besoins particuliers aux travaux de l'Union  I.3-c: Sensibilisation accrue, y compris par une reconnaissance multilatérale et intergouvernementale, à la nécessité d'améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers | I.3-1: Rapports, lignes directrices, normes et récapitulatifs concernant l'accessibilité des télécommunications/TIC  I.3-2: Mobilisation de ressources et de compétences techniques, par exemple, en encourageant une participation accrue des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers aux réunions internationales et régionales  I.3-3: Poursuite de l'amélioration et de la mise en oeuvre de la politique de l'UIT en matière d'accessibilité et des plans connexes  I.3-4: Campagnes de sensibilisation, tant au niveau des Nations Unies qu'aux niveaux régional et national |
|  |  |
| **I.4 (Egalité hommes/femmes et inclusion) Renforcer l'utilisation des télécommunications/TIC au service de l'égalité hommes/femmes et de l'inclusion ainsi que de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.4-a: Renforcement de l'accès aux télécommunications/TIC et de leur utilisation pour promouvoir l'autonomisation des femmes  I.4-b: Participation accrue des femmes à tous les niveaux du processus décisionnel dans le cadre des travaux de l'Union et du secteur des télécommunications/TIC  I. 4-c: Engagement accru auprès d'autres organisations du système des Nations Unies et parties prenantes s'occupant de l'utilisation des télécommunications/TIC pour promouvoir l'autonomisation des femmes  I.4-d: Mise en œuvre complète, dans le cadre des attributions de l'UIT, de la stratégie sur la parité hommes/femmes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies | I.4-1: Kits pratiques, outils d'évaluation et lignes directrices pour l'élaboration de politiques et le développement des compétences et autres pratiques de mise en oeuvre  I.4-2: Réseaux, collaboration, initiatives et partenariats  I.4-3: Campagnes de sensibilisation, tant au niveau des Nations Unies qu'aux niveaux régional et national  I.4-4: Appui au partenariat Equals |
|  |  |
| **I.5 (Environnement durable) Mettre à profit les télécommunications/TIC pour réduire l'empreinte environnementale** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.5-a: Efficacité accrue des politiques et normes relatives à l'environnement  I.5-b: Réduction de la consommation d'énergie des applications de télécommunication/TIC  I.5-c: Augmentation du volume de déchets d'équipements électriques et électroniques recyclés  I.5-d: Amélioration des solutions pour les villes intelligentes et durables | I.5-1: Politiques et normes en matière d'efficacité énergétique  I.5-2: Sécurité et performance environnementale des équipements et des installations TIC (gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques)  I.5-3: Plate-forme mondiale pour les villes intelligentes et durables, y compris élaboration d'indicateurs fondamentaux de performance |
|  |  |
| **I.6 (Réduction des chevauchements et des doubles emplois) Réduire les chevauchements et les doubles emplois et favoriser une coordination plus étroite et transparente entre le Secrétariat général et les Secteurs de l'UIT, compte tenu des crédits budgétaires de l'Union ainsi que des compétences spécialisées et du mandat de chaque Secteur** | |
| *Résultats* | *Produits* |
| I.6-a: Collaboration plus étroite et transparente entre les Secteurs de l'UIT, le Secrétariat général et les trois Bureaux  I.6-b: Réduction des chevauchements et des doubles emplois entre les Secteurs de l'UIT et les travaux du Secrétariat général et des trois Bureaux  I.6-c: Réalisation d'économies en évitant les chevauchements | I.6-1: Mettre en évidence et supprimer tous les types et tous les cas de recoupement des fonctions et de chevauchement des activités entre tous les organes structurels de l'UIT, en optimisant, notamment, les méthodes de gestion, la logistique, la coordination et l'appui fourni par le secrétariat.  I.6-2: Mettre en oeuvre le concept d'une "UIT soudée", en harmonisant, dans la mesure du possible, le rôle des Secteurs et des bureaux régionaux/de la présence régionale dans la réalisation des buts et objectifs de l'UIT et des Secteurs |

**Tableau 11. Catalyseurs pour le Secrétariat général/Services d'appui**

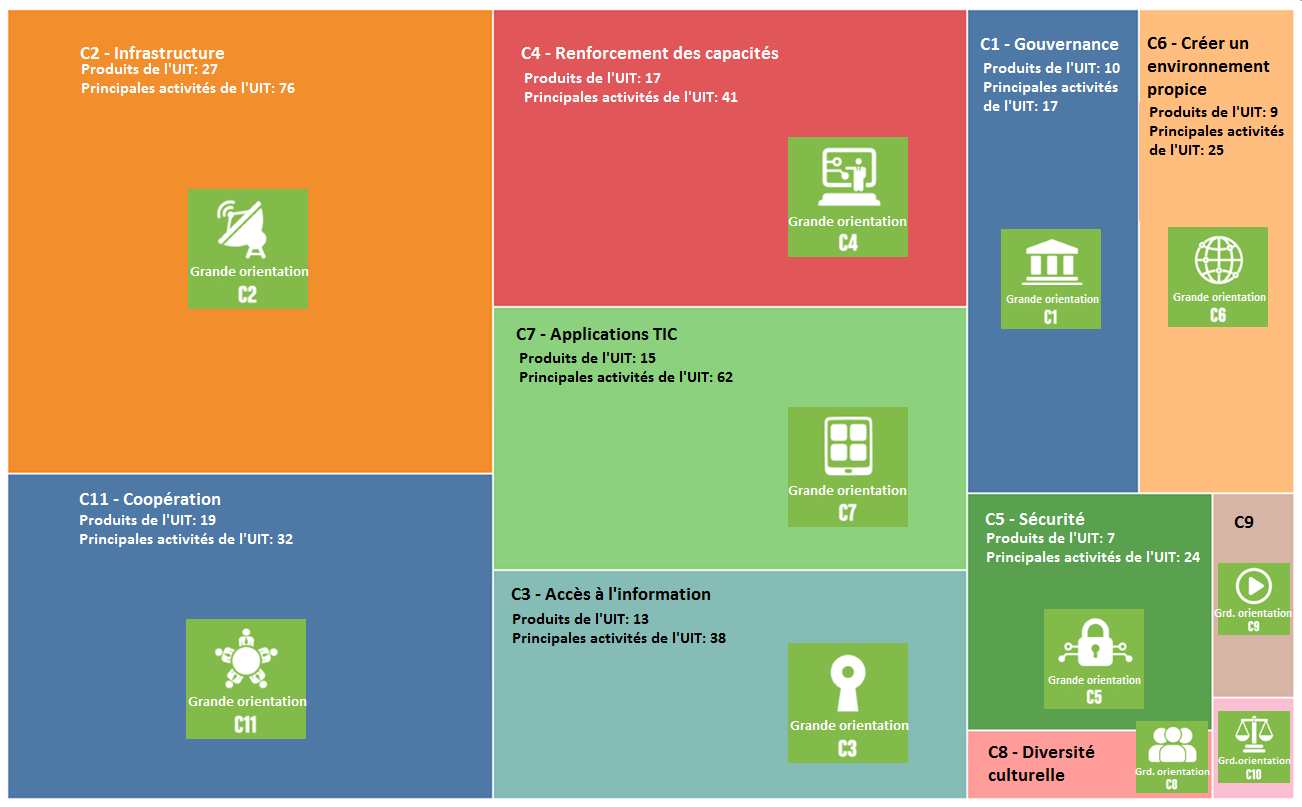
|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif(s) appuyé(s) | Activités du SG | Contribution aux résultats | Résultats |
| Tous | Direction de l'Union | – Gouvernance efficace et efficiente de l'organisation  – Coordination efficace entre les Secteurs de l'Union | – Amélioration de la coordination interne  – Gestion des risques stratégiques de l'organisation  – Mise en oeuvre des décisions des organes directeurs  – Elaboration, mise en oeuvre et suivi des plans stratégique et opérationnel  – Niveau de mise en oeuvre des recommandations acceptées  – Application de mesures d'efficacité  – Qualité globale des services d'appui fournis |
| Tous | Services de gestion des manifestations (traduction et interprétation comprises) | – Efficacité et accessibilité des conférences, réunions, manifestations et atelier organisés par l'UIT | – Qualité élevée des services fournis pour les manifestations de l'UIT (disponibilité des documents, courtoisie et professionnalisme des fonctionnaires des services des conférences de l'UIT, qualité de l'interprétation, qualité des documents, qualité des locaux et des installations pour les conférences)  – Efficacité financière accrue |
| Tous | Services de publication | – Garantir la qualité, la disponibilité et la rentabilité des publications de l'UIT | – Qualité élevée des publications de l'UIT  – Rapidité du processus de publication  – Efficacité financière accrue |
| Tous | Services TIC | – Fiabilité, efficacité et accessibilité des infrastructures et services des technologies de l'information et de la communication | – Satisfaction des utilisateurs concernant les services TIC fournis par l'UIT  – Disponibilité et fonctionnalité des services TIC (grande disponibilité, sûreté et sécurité informatiques, services de bibliothèque et d'archives, fourniture des services promis dans les délais, service d'aide à l'utilisation efficace des technologies, mise en place de services TIC nouveaux et innovants, services TIC utiles pour les fonctionnaires de l'UIT et les délégués)  – Augmentation du nombre de plates-formes/systèmes facilitant la transformation numérique de l'organisation  – Application de mesures pour garantir la continuité des activités et le rétablissement en cas de catastrophe |
| Tous | Services de sûreté et de sécurité | – Garantir un environnement de travail sûr et sécurisé pour les fonctionnaires de l'UIT et les délégués | – Sûreté et sécurité globales des locaux et des actifs de l'organisation partout dans le monde  – Réduction du nombre d'accidents ou d'incidents au travail  – Préparation des fonctionnaires en vue des émissions |
| Tous | Services de gestion des ressources humaines (y compris salaires, administration du personnel, le bien-être du personnel, design organisationnel et recrutement, planification et développement) | – Garantir l'utilisation efficace des ressources humaines, dans un environnement de travail propice | – Elaborer et mettre en oeuvre le cadre RH favorisant la stabilité et l'épanouissement du personnel, y compris les éléments se rapportant au développement professionnel et à la formation  – Ressources humaines adaptées à l'évolution de l'environnement et des besoins de l'organisation  – Rapidité du processus de recrutement  – Parité hommes-femmes au sein du personnel de l'UIT/parité hommes‑femmes au sein des commissions statutaires de l'UIT |
| Tous | Services de gestion des ressources financières (y compris budget et analyse financière, comptabilité, achats, voyages) | – Garantir la planification et l'utilisation efficaces des ressources financières et en capital | – Respect des normes IPSAS et vérification annuelle des comptes ne donnant lieu à aucune réserve  – Services d'achat et des voyages: application des lignes directrices définies par l'UIT et des bonnes pratiques définies par les Nations Unies  – Absence de dépassement dans le cadre de la mise en oeuvre du budget  – Economies découlant de la mise en oeuvre de mesures d'efficacité |
| Tous | Services juridiques | – Fourniture d'avis juridiques  – Garantie du respect des règles et procédures | – Protection des intérêts, de l'intégrité et de la réputation de l'Union  – Respect des statuts et règlements |
| Tous | Audit interne | – Veiller à l'efficience et à l'efficacité de la gouvernance et des contrôles de gestion | – Mise en oeuvre des recommandations de l'audit interne |
| Tous | Bureau d'éthique | – Encourager les normes les plus strictes en matière de comportement étique | – Respect des Normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux et du code d'éthique de l'UIT |
| Tous | Collaboration avec les membres/services d'appui aux membres | – Fourniture de services efficaces en ce qui concerne les membres | – Augmentation du nombre de membres  – Satisfaction accrue des membres  – Augmentation des recettes provenant des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires |
| Tous | Services de communication | – Fourniture de services de communication efficaces | – Renforcement de la participation régulière des principales parties prenantes sur les plates-formes numériques de l'UIT  – Renforcement de la couverture médiatique de l'UIT  – Amélioration de l'image des travaux de l'UIT  – Augmentation du trafic sur les chaînes multimédias de l'UIT (Flickr, YouTube, etc.)  – Augmentation du trafic et de l'activité concernant les Nouvelles de l'UIT  – Activité accrue et augmentation du nombre de recommandations sur les réseaux sociaux |
| Tous | Services du protocole | – Veiller à la gestion efficace des services du protocole | – Satisfaction accrue des délégués et des visiteurs |
| Tous | Facilitation des travaux des organes directeurs (PP, Conseil, GTC) | – Appuyer et faciliter les processus décisionnels des organes directeurs | – Renforcement de l'efficacité des réunions des organes directeurs |
| Tous | Services de gestion des installations | – Veiller à la gestion efficace des locaux de l'UIT | – Gestion efficace du processus de conception du nouveau bâtiment de l'UIT  – Economies concernant la gestion des installations de l'UIT  – Maintien de l'empreinte carbone nulle de l'UIT |
| Tous | Services d'élaboration et de gestion des contenus/Gestion et planification de la stratégie institutionnelle | – Garantir une planification efficace  – Fournir des avis stratégique à la haute direction | – Approbation des instruments de planification de l'UIT par les membres  – Appui à l'élaboration d'initiatives stratégiques |
| Objectifs intersectoriels I.1, I.2 | Coordination et coopération concernant la promotion de l'utilisation des télécommunications/TIC au service de la mise en œuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 | – Renforcement des synergies, de la collaboration, de la transparence et de la communication interne concernant les partenariats mis en place et les activités menées dans le domaine de la coopération internationale pour la promotion de l'utilisation des TIC au service des ODD  – Meilleure coordination de l'organisation des manifestations et réunions de l'UIT  – Renforcement de la cohérence de la planification de la participation aux conférences et forums | – Mesures et mécanismes nouveaux et améliorés visant à accroître l'efficacité et l'efficience de l'organisation  – Coordination des travaux et de la contribution de l'UIT à la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 |
| Objectifs intersectoriels I.3, I.4, I.5, I.6 | Coordination et coordination dans des domaines d'intérêt mutuel (y compris l'accessibilité, l'égalité hommes‑femmes, l'environnement durable) | – Coordination des travaux dans les domaines d'intérêt mutuel, en encourageant les synergies et en mettant en place des mesures d'efficacité et d'économie concernant l'utilisation des ressources de l'UIT  – Renforcement de la cohérence de la planification de la participation aux conférences et forums  – Renforcement de la communication interne concernant les activités menées sur tous les domaines thématiques.  – Meilleure coordination de l'organisation des manifestations et réunions de l'UIT | – Mise en oeuvre du Plan de travail annuel consolidé par domaine thématique  – Mesures et mécanismes nouveaux et améliorés visant à accroître l'efficacité et l'efficience de l'organisation |

**3 Liens avec les grandes orientations du SMSI et le Programme de développement durable à l'horizon 2030**

**Liens avec les grandes orientations du SMSI**

L'UIT joue un rôle de premier plan dans le processus du SMSI, dans lequel, en tant que coordonnateur principal avec l'UNESCO et le PNUD, elle coordonne la mise en oeuvre multi-parties prenantes du Plan d'action de Genève. En particulier, l'Union est le coordonnateur unique de trois grandes orientations du SMSI différentes, à savoir les grandes orientations **C2** (L'infrastructure de l'information et de la communication), **C5** (Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC) et **C6** (Créer un environnement propice).

**Mise en correspondance des produits et des principales activités de l'UIT avec les grandes orientations du SMSI** (sur la base des informations tirées de l'outil de l'UIT de mise en correspondance des ODD)



**Liens avec les Objectifs de développement durable**

Avec l'adoption de la Résolution "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030" par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'UIT, tout comme les autres organisations du système des Nations Unies, doit fournir un appui aux Etats Membres et contribuer à l'action menée dans le monde pour atteindre les ODD. Les 17 ODD et les 169 cibles qui y sont associées offrent une vision globale au système des Nations Unies.

Le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) en tant que catalyseurs indispensables pour accélérer la réalisation des ODD est mis expressément en avant dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, aux termes duquel "l'expansion de l'informatique et des communications et l'interdépendance mondiale des activités ont le potentiel d'accélérer les progrès de l'humanité, de réduire la fracture numérique et de donner naissance à des sociétés du savoir". En tant qu'institution spécialisée des Nations pour les TIC et la connectivité, l'UIT a un rôle de premier plan à jouer dans la promotion de la prospérité dans notre monde numérique.

Pour contribuer au mieux à la mise en oeuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'UIT se concentre avant tout sur la réalisation de l'**ODD 9** (Industrie, innovation et infrastructure) et de la cible 9.c visant à accroître nettement l'accès aux TIC et à fournir à tous un accès à Internet à un coût abordable. Par conséquent, l'infrastructure qui permet à notre monde de fonctionner et constitue la colonne vertébrale de la nouvelle économie numérique est vitale.

Elle est essentielle pour nombre des applications technologiques et des solutions possibles pour atteindre les ODD et indispensable pour permettre à ces applications et solutions d'être mondiales et modulables.

Etant donné que l'**ODD 17** (Partenariats pour la réalisation des Objectifs) met en avant les TIC en tant qu'instrument de mise en oeuvre doté d'un potentiel de transformation transversal, il est impératif que l'UIT exploite ces vastes retombées. L'Union a un rôle particulièrement important à jouer dans la mise en oeuvre de l'**ODD 11** (Villes et communautés durables), de l'**ODD 10** (Inégalités réduites), de l'**ODD 8** (Travail décent et croissance économique), de l'**ODD 1** (Pas de pauvreté), de l'**ODD 3** (Bonne santé et bien-être), de l'**ODD 4** (Education de qualité) et de l'**ODD 5** (Egalité entre les sexes).

Par conséquent, c'est en fournissant des infrastructures et une connectivité et en travaillant en partenariat avec toutes les parties prenantes que l'UIT contribuera le plus à la réalisation des ODD qui n'ont pas encore été atteints.

**Mise en correspondance des produits et des principales activités de l'UIT avec les ODD** (selon l'outil de l'UIT de mise en correspondance des ODD[[32]](#footnote-41)5)



L'UIT est en outre l'agence centralisatrice pour l'établissement de cinq indicateurs relatifs aux ODD (4.4.1, 5.b.1, 9.c.1, 17.6.2 et 17.8.1) contribuant au suivi de la réalisation des ODD par la Commission de statistique de l'ONU.

Le tableau ci-après présente les liens qui existent entre les cinq buts stratégiques de l'UIT pour la période 2020‑2023 et les ODD. Les indicateurs relatifs aux ODD se rapportant aux TIC sont indiqués en caractères gras.

**[[33]](#footnote-42)6**

|  |
| --- |
| **But 1 – Croissance** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s))**: 1.4 (1.4.1), 2.4 (2.4.1), 4.1 (4.1.1), 4.2 (**4.2.2**), 4.3 (4.3.1), 4.4 (**4.4.1**), 4.A (4.A.1), 5.5 (**5.5.1**, **5.5.2**), 5.B (**5.B.1**), 6.1, 6.4 (6.4.1), 7.3 (7.3.1), 8.2 (8.2.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.C (**9.C.1**), 11.3 (11.3.2), 11.5 (11.5.2), 11.B (11.B.1, 11.B.2), 13.1 (13.1.2), 13.3 (13.3.2), 17.6 (17.6.1, **17.6.2**) |
| **But 2 – Inclusion** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s))**: 1.4 (1.4.1), 1.5 (1.5.3), 2.C (2.C.1), 3.D (3.D.1), 4.1 (4.1.1), 4.2 (**4.2.2**), 4.3 (4.3.1), 4.4 (4.4.1), 4.5 (4.5.1), 4.6 (4.6.1), 4.7 (4.7.1), 4.A (4.A.1), 4.B (**4.B.1**), 4.C (4.C.1), 5.1, 5.2 (5.2.1, 5.2.2), 5.3, 5.5 (**5.5.1,** **5.5.2**), 5.6 (5.6.1, 5.6.2), 5.A (5.A.1, 5.A.2), 5.B (**5.B.1**), 5.C, 6.1, 6.4 (6.4.1), 7.1 (7.1.1, 7.1.2), 7.B (7.B.1), 8.3 (8.3.1), 8.4 (8.4.2), 8.5 (8.5.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 9.B (9.B.1), 9.C (**9.C.1**), 10.2 (10.2.1), 10.6, 10.7 (10.7.1), 10.B (10.B.1), 10.C (10.C.1), 11.1 (11.1.1), 11.2, 11.3 (11.3.2), 11.5 (11.5.2), 11.A, 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.1 (12.1.1), 12.A (12.A.1), 13.1 (13.1.2), 13.3 (13.3.2), 13.A(13.A.1), 13.B (13.B.1), 14.A (14.A.1), 16.2 (16.2.2), 16.8 (16.8.1), 17.3 (17.3.2), 17.6 (17.6.1, **17.6.2**), 17.7, 17.8 (**17.8.1**), 17.9 (17.9.1), 17.18 |
| **But 3 – Durabilité** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s)):** 1.5 (1.5.3), 2.4 (2.4.1), 8.4 (8.4.2), 8.5 (8.5.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 11.6 (11.6.1, 11.6.2), 11.A, 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.1 (12.1.1), 12.2 (12.2.1, 12.2.2), 12.4 (12.4.1, 12.4.2), 12.5 (12.5.1), 12.6 (12.6.1), 12.7 (12.7.1), 12.8 (12.8.1), 12.A (12.A.1), 16.2 (16.2.2), 16.4, 17.7 |
| **But 4 – Innovation** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s)):** 2.4 (2.4.1), 2.C (2.C.1), 3.6 (3.6.1), 3.D (3.D.1), 4.3 (4.3.1), 4.4 (**4.4.1**), 4.5 (4.5.1), 4.6 (4.6.1), 4.7 (4.7.1), 4.A (4.A.1), 4.B (**4.B.1**), 5.A (5.A.1, 5.A.2), 6.1, 6.4 (6.4.1), 7.1 (7.1.1, 7.1.2), 7.2 (7.2.1), 7.3 (7.3.1), 8.2 (8.2.1), 8.3 (8.3.1), 8.10 (8.10.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 9.B (9.B.1), 9.C (**9.C.1**), 10.5 (10.5.1), 10.C (10.C.1), 11.2, 11.3 (11.3.2), 11.4, 11.5 (11.5.2), 11.6 (11.6.1, 11.6.2), 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.3, 12.5 (12.5.1), 12.A (12.A.1), 12.B (12.B.1), 13.1 (13.1.2), 14.4 (14.4.1), 14.A (14.A.1), 16.3, 16.4, 16.10 (16.10.2), 17.7 |
| **But 5 – Partenariats** |
| **Cibles associées aux ODD (indicateur(s)):** 3.D (3.D.1), 4.4 (**4.4.1**), 4.7 (4.7.1), 4.A (4.A.1), 4.B (**4.B.1**), 4.C (4.C.1), 5.1, 5.2 (5.2.1, 5.2.2), 5.3, 5.5 (**5.5.1, 5.5.2**), 5.6 (5.6.1, 5.6.2), 5.A (5.A.1, 5.A.2), 5.B (**5.B.1**), 5.C, 7.B (7.B.1), 8.3 (8.3.1), 8.4 (8.4.2), 9.1, 9.2, 9.3 (9.3.1, 9.3.2), 9.4 (9.4.1), 9.5, 9.A (9.A.1), 9.B (9.B.1), 9.C (**9.C.1**), 10.5 (10.5.1), 10.6, 10.B (10.B.1), 10.C (10.C.1), 11.1 (11.1.1), 11.2, 11.3 (11.3.2), 11.5 (11.5.2), 11.B (11.B.1, 11.B.2), 12.3, 12.6 (12.6.1), 12.7 (12.7.1), 12.8 (12.8.1), 12.A (12.A.1), 12.B (12.B.1), 13.1 (13.1.2), 13.3 (13.3.2), 16.2 (16.2.2), 16.3, 16.4, 16.8 (16.8.1), 16.10, (16.10.2), 17.6 (17.6.1, **17.6.2**), 17.7, 17.8 (**17.8.1**), 17.9 (17.9.1), 17.18 |

Partenariats

Durabilité

Inclusion

Croissance

**4 Mise en oeuvre et évaluation du Plan stratégique**

La coordination étroite et cohérente des planifications stratégique, opérationnelle et financière de l'Union est assurée grâce à la mise en oeuvre du cadre UIT de gestion axée sur les résultats (GAR), conformément aux Résolutions 71, 72 et 151 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires.

Les résultats seront l'axe principal de la stratégie, de la planification et de la budgétisation dans le cadre UIT de gestion axée sur les résultats. Le contrôle et l'évaluation de la performance, ainsi que la gestion des risques, permettront de veiller à ce que les processus de planification stratégique, opérationnelle et financière reposent sur des décisions prises en connaissance de cause et sur une affectation adéquate des ressources.

Le cadre UIT de contrôle et d'évaluation de la performance sera élaboré conformément au cadre stratégique décrit dans le plan stratégique pour la période 2020-2023 et permettra de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des résultats, ainsi que des buts stratégiques et des cibles de l'UIT énoncés dans ce plan, en évaluant la performance et en repérant les problèmes à résoudre.

Le cadre UIT de gestion des risques sera élaboré plus avant, l'objectif étant que le cadre UIT de gestion axée sur les résultats défini dans le plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 fasse l'objet d'une approche intégrée.

Critères de mise en oeuvre

Les critères de mise en oeuvre établissent le cadre qui permet d'identifier comme il se doit les activités pertinentes de l'Union, afin que les objectifs, les résultats et les buts stratégiques de l'Union soient atteints de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible. Ils correspondent aux critères à appliquer pour fixer les priorités pour le processus d'affectation des ressources dans le cadre du budget biennal de l'Union.

Les critères de mise en œuvre définis pour la stratégie de l'Union pour la période 2020-2023 sont les suivants:

• **Adhésion aux valeurs de l'Union**: Les valeurs essentielles de l'UIT définissent des priorités et servent de base à la prise de décisions.

• **Respect des principes de la gestion axée sur les résultats** notamment:

– **Contrôle et évaluation de la performance**: L'état d'avancement de la réalisation des buts/objectifs sera contrôlé et évalué conformément aux plans opérationnels, approuvés par le Conseil, et des possibilités d'amélioration seront identifiées en vue d'appuyer le processus décisionnel.

– **Identification, évaluation et atténuation des risques**: Mise en place d'un processus intégré visant à gérer les aléas pouvant avoir une incidence sur la réalisation des objectifs et des buts et qui permet ainsi la prise de décisions en connaissance de cause.

– **Principes de la budgétisation axée sur les résultats**: Le processus de budgétisation consistera à affecter les ressources sur la base des buts et des objectifs à atteindre, tels qu'ils sont définis dans le présent plan stratégique.

– **Soumission de rapports orientés sur les retombées**: Les progrès accomplis dans la réalisation des buts stratégiques de l'UIT feront l'objet de rapports clairs, portant sur les retombées des activités de l'Union.

• **Efficacité économique de la mise en œuvre**: L'efficacité économique devient un impératif pour l'Union. L'UIT déterminera si ses parties prenantes tirent un bénéfice maximal des services qu'elle fournit, en fonction des ressources disponibles (bonne utilisation des fonds).

• **Recherche de l'intégration des recommandations de l'ONU et de l'application de pratiques opérationnelles harmonisées**, puisque l'UIT est une institution spécialisée du système des Nations Unies.

• **Une** **UIT unie dans l'action**: Les Secteurs travailleront de concert à la mise en oeuvre du plan stratégique. Le Secrétariat appuiera une planification opérationnelle coordonnée, en évitant les redondances et les doublons et en optimisant les synergies entre les Secteurs, les Bureaux et le Secrétariat général.

• **Développement à long terme de l'organisation au service de la performance et de compétences adaptées**: Attachée à la culture de l'apprentissage, l'organisation continuera à fonctionner de manière interconnectée et à investir plus avant dans son personnel afin d'offrir durablement les meilleurs services.

• **Hiérarchisation des priorités**: Il est important de définir des critères précis pour établir un ordre de priorité entre les différentes activités et initiatives que l'Union souhaite entreprendre. Les facteurs à prendre en considération sont les suivants:

– **Valeur ajoutée**:

• Etablir les priorités en fonction de la valeur unique offerte par l'UIT (résultats qui ne peuvent être obtenus par ailleurs).

• Prendre part à des activités pour lesquelles l'UIT apporte une forte valeur ajoutée.

• Ne pas faire figurer parmi les priorités les activités que d'autres parties prenantes peuvent entreprendre.

• Etablir les priorités en fonction des compétences dont l'UIT dispose pour la mise en œuvre.

– **Impact et attention**:

• S'attacher à obtenir le plus grand impact pour le plus large public possible lorsqu'il est question d'inclusion.

• Mener à bien un plus petit nombre d'activités mais ayant un impact plus fort, plutôt qu'un grand nombre d'activités ayant un faible impact.

• Travailler de manière cohérente et entreprendre des activités qui contribuent incontestablement à atteindre le principal objectif défini par le cadre stratégique de l'UIT.

• Donner la priorité à des activités produisant des résultats concrets.

– **Besoins des membres**:

• Accorder un degré de priorité élevé aux demandes des membres, en appliquant une approche orientée client.

• Accorder la priorité à des activités que les Etats Membres ne peuvent pas mettre en oeuvre sans l'appui de l'organisation.

**Appendice A  
  
Attribution des ressources (coordination avec le Plan financier)**

(A mettre à jour conformément au Plan financier pour la période 2020-2023)

ADD IAP/63A1/50

Projet de nouvelle Résolution [IAP-5]

Admission des petites et moyennes entreprises à participer aux travaux de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* le rapport de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (Hammamet, 2016), par lequel le Conseil est invité à examiner dès que possible la question de la participation des petites et moyennes entreprises (PME) aux travaux de l'UIT, en particulier du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T);

*b)* la décision prise par le Conseil de l'UIT, à sa session de 2017, en vue de lancer un projet pilote jusqu'à la Conférence de plénipotentiaires de 2018 concernant la participation des PME aux travaux des commissions d'études de l'UIT-T et de l'UIT-D intéressées, dans le cadre duquel les PME peuvent participer pleinement aux réunions des commissions d'études qui décident de s'associer au projet, avec des restrictions concernant leur rôle dans les processus de prise de décision, y compris l'élection aux postes de direction et l'adoption des résolutions ou des recommandations;

*c)* que les manifestations ITU Telecom, depuis 2016, s'attachent à favoriser la croissance des PME dans l'écosystème numérique, et distinguent les solutions TIC créées par des PME;

*d)* les Objectifs de développement durable 8 et 9 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 visant à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous, et à bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation, en particulier les cibles 8.3 "*Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financier*" et 9.3 "*Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration aux chaînes de valeur et aux marchés*";

*e)* que l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu qu'il était nécessaire d'améliorer l'accès des petites entreprises à la microfinance et au crédit et a décidé de proclamer le 27 juin 2017 Journée des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises,

*considérant*

*a)* que les PME sont essentielles pour atteindre les objectifs de croissance et de développement économiques au niveau national, notamment pour faire progresser les écosystèmes numériques sur lesquels repose le développement économique durable;

*b)* que les micro-entreprises et les PME sont également cruciales pour réduire le chômage, en particulier celui des jeunes, pour favoriser, à l'échelle mondiale, l'intégration du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les femmes et les filles, et pour promouvoir l'innovation et le progrès dans le secteur des télécommunications/TIC;

*c)* que l'innovation et la croissance des PME sont favorisées par le renforcement des capacités, par la mise à profit des bonnes pratiques existantes, et par l'acquisition de connaissances en matière de télécommunications et de TIC, y compris concernant les normes et rapports techniques pertinents sur les TIC;

*d)* que, dans un grand nombre de pays, essentiellement dans les pays en développement, les PME sont devenues des acteurs de premier plan dans le processus de développement industriel et dans l'augmentation de la production locale, jusqu'à représenter dans certains cas plus de 90% de l'industrie nationale;

*e)* que l'identification par les PME des besoins spécifiques en matière de télécommunications et autres TIC et la compréhension des obstacles à l'adoption de ces télécommunications et autres TIC pourraient apporter une contribution précieuse pour les travaux de l'Union, ainsi que pour renforcer les ressources humaines spécifiques ayant une spécialisation dans les télécommunications/TIC et dont les connaissances peuvent avoir un impact sur le développement national;

*f)* la participation des PME à un projet pilote en 2018 mené par les commissions d'études de l'UIT‑T et de de l'UIT-D intéressées conformément à la décision prise par le Conseil de l'UIT à sa session de 2017,

*reconnaissant*

*a)* que les revenus, le nombre d'employés et le domicile des PME peuvent avoir une incidence sur les ressources financières dont elles disposent pour participer en tant que Membres de Secteur;

*b)* que la divulgation des travaux des Secteurs aux PME, en particulier dans les pays en développement, permet de renforcer les capacités, de transférer de bonnes pratiques essentielles en matière de télécommunications et de TIC, et de contribuer à favoriser le développement économique national,

*décide*

1 d'admettre la participation des PME aux travaux des Secteurs de l'Union, conformément aux dispositions de la présente Résolution, sans qu'il soit nécessaire de modifier les articles 2 et 3 de la Constitution de l'UIT, ni l'article 19 de la Convention de l'UIT, ni toute autre disposition de la Convention, avec un niveau différencié de contribution financière, pendant une période d'essai allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

2 de fixer le niveau de la contribution financière pour la participation aux travaux de chaque Secteur de l'Union à un seizième de la valeur de l'unité contributive des Membres de Secteur dans le cas de PME venant de pays développés, et à un trente-deuxième de la valeur de l'unité contributive des Membres de Secteur dans le cas de PME venant de pays en développement[[34]](#footnote-43)1;

3 que les demandes de participation seront acceptées à condition que les Etats Membres de l'Union dont relèvent les organismes en question appuient ces demandes, en attestant que le requérant est une entité commerciale légitime et en conformité avec la catégorie et/ou la définition du pays, sous réserve qu'il ne s'agisse pas d'une solution de rechange pour les organismes figurant actuellement sur la liste des Membres de Secteur ou sur celle des Associés de l'Union, et conformément à une procédure à définir;

4 qu'en aucun cas, une filiale ou une concession d'une société internationale ne peut être présentée comme une PME;

5 que la qualité de membre doit être ratifiée chaque année par l'Etat Membre, faute de quoi l'appui est automatiquement supprimé et la qualité de membre est annulée;

6 que les PME sont invitées à participer aux conférences mondiales et régionales, ateliers et activités de l'Union, à l'exception des Conférences de plénipotentiaires, des conférences mondiales des radiocommunications, des conférences mondiales des télécommunications internationales et du Conseil, et ce conformément au règlement intérieur des différents Secteurs;

7 que les PME ne doivent pas intervenir dans le processus de prise de décisions, notamment en ce qui concerne l'adoption de résolutions ou de recommandations, indépendamment de la procédure d'approbation;

8 que les PME seront admises à participer aux travaux et à soumettre leurs propositions et faire leurs interventions à distance, selon qu'il conviendra, conformément aux dispositions de la Résolution 167 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, relative au renforcement des capacités de l'UIT pour les réunions électroniques et des moyens permettant de faire avancer les travaux de l'Union;

9 que les PME pourront accéder aux documents de l'UIT conformément à la politique d'accès aux documents de l'UIT;

10 qu'un représentant des PME puisse remplir les fonctions de rapporteur ou de rapporteur associé, conformément au règlement intérieur des différents Secteurs,

*charge le Conseil*

1 d'établir des procédures d'admission, d'approbation, de suppression et de supervision de la participation des PME à sa première session en 2019 afin de compléter la présente Résolution par toutes conditions, mesures correctives ou procédures détaillées supplémentaires, y compris l'ajustement des droits de participation, s'il le juge approprié;

2 de soumettre à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport d'activité sur la mise en œuvre de l'essai et la participation des PME; tout effet sur l'amélioration des capacités et l'adoption des TIC par les PME; et une analyse de la viabilité économique de la participation des PME, en tenant compte de l'évaluation des groupes consultatifs des trois Secteurs, l'objectif étant d'adopter une décision finale concernant les modalités de participation susmentionnées,

*charge le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux*

1 de prendre les mesures nécessaires et appropriées pour mettre en œuvre la présente Résolution;

2 de continuer à encourager la participation des PME à diverses manifestations ouvertes et activités organisées ou co-organisées par l'UIT, à l'exception de celles indiquées au point 6 du *décide*,

*invite les Etats Membres de l'UIT*

à informer les PME de la présente Résolution, à les encourager à rejoindre l'UIT et à participer à ses travaux, et à leur fournir un appui en la matière.

**Motifs:** La CITEL présente pour examen à la Conférence de plénipotentiaires une proposition relative à un projet de nouvelle Résolution sur l'Admission des petites et moyennes entreprises (PME) à participer aux travaux de l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Convaincus que les PME sont essentielles pour assurer la croissance et le développement économiques, pour réduire le chômage et pour promouvoir l'innovation et le progrès dans le secteur des télécommunications/TIC, en particulier dans les pays en développement, nous pensons qu'elles pourraient apporter une contribution précieuse aux travaux de l'UIT, tout en contribuant à accroître la participation des pays en développement au niveau international et à renforcer leurs ressources humaines.

Mais pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'établir un mode de participation des PME qui soit cohérent avec leurs spécificités, en termes de taille (nombre d'employés), de revenus et d'origine (pays en développement), ce qui les place dans une situation différente de celle des autres entreprises qui sont actuellement membres de l'Union, que ce soit en tant qu'Associés ou en tant que Membres de Secteur.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'admettre les PME à participer aux travaux de l'Union, pendant une période d'essai allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

SUP IAP/63A1/51

RÉSOLUTION 187 (Busan, 2014)

Examen des méthodes actuelles et définition d'une vision de l'avenir concernant la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux activités de l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

**Motifs:** Une participation solide des Membres de Secteur est essentielle à la réussite dont l'UIT fait preuve de longue date pour étendre les avantages des services de télécommunication à tous les habitants de la planète. Les Membres de Secteur non seulement contribuent de manière significative à l'assise financière de l'Union, mais ils fournissent également des contributions techniques et intellectuelles au service des progrès de l'Union et de la réalisation de ses objectifs.

La Conférence de plénipotentiaires de l'UIT tenue à Busan a adopté la Résolution 187, par laquelle elle a appelé à examiner les méthodes actuelles et à définir une vision de l'avenir concernant la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux activités de l'UIT. Ces quatre dernières années, le Conseil, et son Groupe de travail sur les ressources financières et les ressources humaines, avec le soutien efficace du Secrétariat, a mené à bien une série de tâches et d'études décrites dans la Résolution 187. Après des consultations et une analyse détaillée, le Conseil a décidé de ne pas modifier les méthodes de tarification en vigueur pour les Membres de Secteur ni de modifier les conditions applicables aux membres. Il a achevé des études sur l'augmentation de la participation des entités à but non lucratif aux travaux de l'Union. Il a examiné et mis à jour les critères relatifs à l'exonération de certaines entités du paiement des droits de membre.

Même si les Etats Membres, les Membres de Secteur et les autres participants aux activités de l'Union doivent continuellement évaluer les moyens d'améliorer leur participation, les travaux menés au titre de la Résolution 187 sont terminés et ladite Résolution peut désormais être supprimée.

RÉSOLUTION 71 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023

MOD IAP/63A1/52#48510

Annexe 2 de la RÉsolution 71 (RÉV. DUBAÏ, 2018)

Analyse de la situation

# 1 Rappel: Organes directeurs et Secteurs

Conformément à la Constitution et à la Convention de l'UIT, l'Union comprend: a) la Conférence de plénipotentiaires, qui est l'organe suprême de l'Union; b) le Conseil de l'UIT, qui agit au nom de la Conférence de plénipotentiaires pendant les quatre années séparant les Conférences de plénipotentiaires; c) les conférences mondiales des télécommunications internationales; d) le Secteur des radiocommunications (UIT-R), y compris les conférences mondiales et régionales des radiocommunications, les assemblées des radiocommunications et le Comité du Règlement des radiocommunications; e) le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T), y compris les assemblées mondiales de normalisation des télécommunications; f) le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D) y compris les conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications; et g) le Secrétariat général. Les trois Bureaux (Bureau des radiocommunications, ou BR, pour l'UIT-R; Bureau de la normalisation des télécommunications, ou TSB, pour l'UIT-T; et Bureau de développement des télécommunications, ou BDT, pour l'UIT-D) font office de secrétariat pour chaque Secteur.

# 2 Analyse de la situation

## 2.a Analyse de la situation stratégique

L'UIT en tant qu'organisation du système des Nations Unies

L'UIT est l'institution spécialisée des Nations Unies pour les télécommunications/TIC. L'Union attribue sur le plan international des fréquences radioélectriques et des orbites de satellites, élabore des normes techniques qui garantissent la parfaite interconnexion des réseaux et l'interopérabilité des technologies, et s'efforce d'améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les communautés mal desservies dans le monde entier. L'UIT a pris l'engagement de connecter tous les habitants de la planète, quel que soit l'endroit où ils vivent et quels que soient leurs moyens. Par son action, elle s'efforce de préserver et de défendre le droit fondamental de chacun de communiquer.

Enseignements tirés du plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019

Le plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019, adopté par les Etats Membres de l'UIT lors de la Conférence de plénipotentiaires tenue en 2014, a servi de base à l'adoption du Programme Connect 2020 pour le développement des télécommunications/TIC dans le monde, qui définit la vision, les buts et les cibles communs que les Etats Membres se sont engagés à atteindre d'ici à 2020, en collaboration avec toutes les parties prenantes de l'écosystème des TIC. Le plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019 expose les grandes lignes des travaux menés par l'Union en vue de mettre en oeuvre les quatre buts stratégiques que sont la croissance, l'inclusion, la durabilité ainsi que l'innovation et les partenariats.

Dans le plan stratégique pour la période 2016-2019, les buts stratégiques étaient tous complémentaires les uns des autres: en élargissant l'accès aux TIC, les membres de l'UIT entendaient stimuler la croissance de l'utilisation des TIC et encourager le développement socio‑économique à court terme et à long terme. En assurant l'inclusion de tous, les avantages des TIC devaient être étendus à tous – ce qui permettrait de réduire la fracture numérique entre pays développés et pays en développement, mais aussi d'offrir un accès aux populations marginalisées et vulnérables de tous les pays. Pour pouvoir tirer durablement parti des avantages considérables qu'apportent les TIC, il était nécessaire de reconnaître que cette croissance s'accompagne aussi de difficultés et de risques à surmonter. En innovant et en favorisant les partenariats, l'écosystème des TIC en pleine évolution a pu s'adapter à un environnement technologique, économique et social en mutation rapide.

Les résultats d'ensemble obtenus lors de la mise en oeuvre du plan stratégique et du Programme Connect 2020 ont été impressionnants, même s'il reste encore beaucoup à faire. Les Etats Membres devraient atteindre bon nombre des cibles définies dans le Programme Connect 2020 en matière de connectivité avant 2020: ainsi, la Cible 1.2, selon laquelle 60% de la population mondiale devrait utiliser l'Internet, ce qui revient à permettre à 1,5 milliard de personnes supplémentaires d'être en ligne de 2014 à 2020, est en passe d'être atteinte, en raison notamment de la forte croissance que connaissent les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA). Les Cibles 2.2.A et 2.2.B, selon lesquelles 50% de la population dans les pays en développement et 20% de la population dans les PMA devraient utiliser l'Internet, devraient donc elles aussi être atteintes avant 2020. Les objectifs fixés en matière de connectivité des ménages devraient également être atteints d'ici à 2020, puisque selon la Cible 1.1, 55% des ménages devraient être connectés dans le monde et que conformément au But 2, 50% des ménages des pays en développement (2.1.A) et 15% des ménages des PMA (2.1.B) devraient être connectés. Toutefois, d'après les estimations, 3,9 milliards de personnes ne sont toujours pas connectées, il existe toujours une fracture numérique entre les hommes et les femmes et, bien que les coûts de l'accès à l'Internet soient en diminution, les buts définis dans le Programme Connect 2020 en ce qui concerne la réduction de l'écart en matière d'accessibilité économique entre pays développés et pays en développement ne pourront pas être atteints.

Le plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019 a également permis d'apporter d'importantes améliorations sur le plan interne pour l'organisation, en renforçant le concept d'une UIT "unie dans l'action". La vision et la mission commune ainsi que les objectifs stratégiques de l'ensemble de l'organisation visaient à permettre à tous les Secteurs de travailler de concert à la mise en oeuvre du plan stratégique et au secrétariat d'appuyer, de manière coordonnée, la mise en oeuvre des plans opérationnels, en évitant les redondances et les doubles emplois et en optimisant les synergies entre les Secteurs, les Bureaux et le Secrétariat général.

Le plan a permis un renforcement de la méthode de gestion axée sur les résultats pour l'organisation et l'établissement de liens plus clairs entre les plans stratégique, opérationnels et financier, ainsi que la transparence de l'attribution des ressources aux buts et objectifs stratégiques (objectifs sectoriels et intersectoriels). Les nouvelles modalités d'établissement de rapports sur la mise en oeuvre du plan stratégique, qui consistent à présenter les indicateurs fondamentaux de performance convenus pour les résultats des travaux des Secteurs, et les services d'appui fournis par le secrétariat – soit environ 150 indicateurs en tout, ont permis aux membres de mieux évaluer les résultats et les progrès accomplis[[35]](#footnote-44)2.

Faits nouveaux survenus depuis la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT tenue en 2014

On trouvera dans les lignes qui suivent une description de certains des principaux faits nouveaux survenus depuis l'adoption du plan stratégique précédent par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT tenue à Busan (Corée) en octobre 2014, qu'il conviendra de prendre en compte pour l'élaboration du nouveau plan stratégique pour la période 2020-2023.

En septembre 2015, tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont approuvé la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Transformer notre monde: le programme de développement durable à l'horizon 2030", qui vise à permettre à tous les pays et toutes les parties prenantes d'agir de concert pour mettre en oeuvre ce plan pour le développement durable. Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) et les 169 cibles qui ont été approuvées témoignent de l'ampleur de ce nouveau Programme universel et montrent à quel point il est ambitieux.

Les Etats Membres reconnaissent, dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, que "l'expansion de l'informatique et des communications et l'interdépendance mondiale des activités ont le potentiel d'accélérer les progrès de l'humanité, de réduire la fracture numérique et de donner naissance à des sociétés du savoir". Les TIC ouvrent d'extraordinaires perspectives pour accélérer la réalisation de tous les ODD et améliorer radicalement la vie quotidienne de tous.

Il y a lieu de citer à cet égard l'**Objectif 9** (Industrie, Innovation et Infrastructure) et, en particulier, la Cible 9.c "Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés (PMA) aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020", qui indique clairement que sans l'infrastructure numérique, le monde ne sera pas en mesure d'offrir des solutions modulables permettant d'atteindre les ODD. Il est tout particulièrement souligné que les TIC constituent un instrument de mise en oeuvre au titre de l'**ODD 17** (Partenariats pour la réalisation des Objectifs, Cible 17.8), l'accent étant mis sur le potentiel de transformation transversal de ces technologies. Selon l'**ODD 5** (Egalité entre les hommes et les femmes, Cible 5.b), les TIC représentent également une technologie clé pour favoriser l'autonomisation des femmes, et l'importance des compétences dans le domaine des TIC est également reconnue dans l'**ODD 4** (Education de qualité, Cible 4.b).

L'UIT, qui fait partie du système des Nations Unies, doit aider les Etats Membres et contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre les ODD. Tous les Etats Membres (comme cela est souligné dans la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies) sont convenus qu'un engagement mondial fort au service de la réalisation de tous les objectifs et cibles s'impose, "rassemblant ainsi les gouvernements, le secteur privé, la société civile, le système des Nations Unies et les autres acteurs concernés et mobilisant toutes les ressources disponibles".

En outre, en adoptant la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), tous les Etats Membres ont demandé que le processus du SMSI soit aligné sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans cette Résolution, il est demandé aux entités des Nations Unies qui coordonnent la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI de revoir leurs mécanismes d'établissements de rapports et leurs programmes de travail pour promouvoir la mise en oeuvre du Programme 2030.

Parallèlement, les progrès scientifiques et techniques et dans le domaine de l'ingénierie, y compris les nouvelles tendances qui se font jour, sont le moteur de transformations importantes non seulement pour l'écosystème des télécommunications/TIC, mais aussi pour différents secteurs d'activité, et doivent dès lors être pris en considération lors de l'élaboration du plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023. Ces avancées, et les évolutions correspondantes, ont trait à la transformation numérique et comprennent, notamment, l'Internet des objets (IoT), les technologies 5G et les IMT-2020, l'intelligence artificielle (AI), les mégadonnées, l'informatique en nuage, ce qu'il est convenu d'appeler la 4ème "Révolution industrielle", les villes intelligentes, les technologies des registres distribués, les réseaux pilotés par logiciel, la virtualisation des fonctions de réseau, les systèmes de transport intelligent (ITS) et les logiciels à code source ouvert.

Il est largement admis que l'économie numérique et la transformation numérique constituent des leviers importants pour parvenir au développement durable, comme l'ont également souligné les ministres du G20 chargés du numérique dans leur déclaration intitulée "Façonner le passage au numérique pour un monde interconnecté", qui a été approuvée à Düsseldorf (Allemagne) en avril 2017. Les ministres chargés de l'industrie et des TIC des pays du G7, réunis à Turin (Italie) en septembre 2017, ont également réaffirmé leur vision commune dans une Déclaration[[36]](#footnote-45)3, en vue de tirer parti des possibilités et de relever les défis en constante évolution de l'économie numérique, tandis que la Conférence mondiale de développement des télécommunications tenue à Buenos Aires (Argentine) en octobre 2017 a réaffirmé la nécessité de promouvoir et de développer l'économie numérique dans la Déclaration de Buenos Aires[[37]](#footnote-46)4.

La transformation numérique, à savoir la pénétration du numérique dans tous les secteurs, la mise en place de réseaux et l'omniprésence des TIC dans pratiquement tous les domaines du quotidien et de la vie professionnelle, ainsi que la capacité de recueillir et d'analyser des informations, entraînent un remodelage de la société et de l'économie. Les procédés de traitement sont de plus en plus effectués en parallèle et en temps réel, ce qui était inenvisageable jusqu'alors. Ainsi, il est devenu possible non seulement de réaliser des gains de productivité considérables, mais aussi d'accélérer le changement. En outre, les produits et les services contiennent de plus en plus une valeur ajoutée numérique et deviennent "intelligents" du fait de leur intégration dans des systèmes intelligents et en réseau.

Les technologies, les applications intelligentes et les autres innovations qui apparaissent dans l'économie numérique permettent d'améliorer les services et de contribuer à remédier aux problèmes qui se posent en matière de politique générale dans des domaines très divers[[38]](#footnote-47)5, parmi lesquels figurent les soins de santé, l'agriculture, la gouvernance publique, la fiscalité, les transports, l'éducation et l'environnement. Les TIC contribuent non seulement à l'innovation en ce qui concerne les produits, mais aussi à l'innovation des processus et des procédures organisationnelles. Les technologies numériques peuvent stimuler la croissance mais peuvent aussi avoir des effets déstabilisateurs et influer sur l'emploi et le bien-être. Bien qu'elles ouvrent des perspectives aux entreprises (en particulier les PME) et offrent aux employés ainsi qu'aux particuliers la possibilité de prendre part à l'activité économique, les nouvelles technologies risquent également de se substituer aux employés effectuant des tâches bien précises et d'accroître encore les inégalités existantes en matière d'accès et d'utilisation, créant ainsi de nouvelles fracture numériques et renforçant les inégalités.

Perspectives et menaces pour l'Union

La transformation numérique et l'essor de l'économie numérique ont favorisé l'émergence de nouveaux marchés et l'arrivée de nouveaux acteurs de premier plan dans l'écosystème des télécommunications/TIC, ce qui offre à l'UIT de nouvelles occasions d'instaurer un dialogue avec de nouveaux membres et partenaires et d'aborder les nouveaux enjeux de la généralisation du numérique, qu'il faudra peut-être gérer dans le cadre d'une coopération internationale appropriée, par exemple par le biais de l'échange de bonnes pratiques.

Les Etats Membres des pays en développement participent de plus en plus au système multilatéral, ce qui encourage l'instauration de partenariats de toutes sortes, afin de surmonter les obstacles à la généralisation du numérique et de permettre l'échange de ressources, de technologies et de savoir dans l'économie numérique mondiale.

Les technologies de l'information et de la communication transforment également la société. A l'heure où quiconque peut créer, utiliser et échanger des informations et des connaissances et y accéder, les individus, les sociétés et les peuples peuvent réaliser l'intégralité de leur potentiel en encourageant le développement durable et en améliorant leur qualité de vie. Les TIC peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la réalisation des ODD, tant sur le plan des soins médicaux et de la protection sociale que sur le plan de l'éducation, en favorisant la croissance économique et en permettant la réduction des inégalités et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. L'UIT pourrait promouvoir ce rôle de catalyseur.

Il n'en reste pas moins que les fractures numériques subsistent, ce qui souligne combien il est important pour l'Union d'atteindre ses objectifs de connectivité. Plus de la moitié de la population mondiale ne dispose toujours pas d'une connexion Internet (soit 3,9 milliards de personnes d'après des données de 2017), tandis qu'en Afrique, près de 3 personnes sur 4 n'ont pas accès à l'Internet. La fracture numérique entre les hommes et les femmes perdure également, puisque la proportion d'internautes hommes reste supérieure à la proportion d'internautes femmes dans deux tiers de tous les pays. Dans les pays les moins avancés (PMA), seule une femme sur sept utilise l'Internet, contre un homme sur cinq. Dans la plupart des PMA, les coûts du large bande mobile représentent plus de 5% du RNB par habitant, de sorte que cette technologie reste économiquement inaccessible pour la très grande majorité des habitants.

Pour ce qui est du secteur privé, de nouveaux modèles économiques ont été adoptés par les fournisseurs de services numériques et la concurrence s'est intensifiée. Cela amène à se demander quels sont les types de réglementation nécessaires et fait ressortir l'opposition entre l'environnement réglementaire applicable aux services en ligne et l'environnement applicable aux services de télécommunication traditionnels.

Enfin, afin de tirer parti des possibilités et des avantages offerts par l'essor rapide des TIC et la pénétration croissante du numérique dans le monde, les Membres doivent aussi se pencher sur les défis que l'Union est à même de relever, dans le cadre de son mandat, notamment l'impact environnemental des réseaux et dispositifs connectés toujours plus nombreux; les problèmes qui ont une incidence sur la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC ainsi que sur l'emploi, la croissance économique durable, les inégalités socio-économiques, et les questions liées à la protection des consommateurs.

Les éléments de l'analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces (SWOT) à prendre en considération lors de l'élaboration de la stratégie, qui présente les points forts et les points faibles de l'UIT, ainsi que les perspectives pour l'organisation et les menaces auxquelles elle doit faire face, sont exposés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 – Analyse SWOT

|  |  |
| --- | --- |
| Points forts | Points faibles |
| 1 **Institution spécialisée des Nations unies** qui existe depuis 150 ans  2 **Rôle de chef de file dans l'organisation de l'utilisation** des ressources des TIC dans le monde entier, par le biais de **règlements et de normes** d'application universelle  3 **Composition unique** – des gouvernements, des entreprises du secteur privé et des établissements universitaires participent aux activités de l'organisation  4 Rôle double **en tant qu'organisation de normalisation** et en tant qu'organisation possédant de l'expérience dans la mise en oeuvre **d'initiatives de développement**  5 **Position de premier plan pour promouvoir le rôle de catalyseur** que jouent les TIC en accélérant la mise en oeuvre des **ODD**  6 **Cadre mondial, neutre et inclusif** – **bonne image de marque** et **réputation bien établie**  7 **Partenariats** avec les **principales parties prenantes** et **établissement d'une collaboration**  8 Structure fédérale – **permet de mieux cibler certains domaines**  9 **Légitimité et capacité à organiser** de grandes conférences et manifestations internationales  10 Connaissances et compétences des membres et du personnel de l'UIT sur les questions **techniques** (radiocommunications et normalisation par exemple), **de politique générale et de réglementation et en matière de statistiques et de développement** (plate‑forme "participative" de compétences) | 1 Longueur du **processus décisionnel des organes directeurs**  2 La structure fédérale **nécessite une coordination** et une **clarification** des rôles de chaque Secteur pour éviter tout double emploi/différend  3 **Certains éléments de la culture de l'organisation** sont **conservateurs** et **peu enclins à courir des risques**  4 Il est difficile de décider de la diversification des **sources de recettes** |
| Perspectives | Menaces |
| 1 La création de **nouveaux marchés** et l'arrivée de **nouveaux acteurs de premier plan offrent de nouvelles possibilités aux membres**  2 Les Etats Membres des pays **en développement participent de plus en plus au système multilatéral**  3 **Importance** accrue **des TIC dans la société**, les données étant considérées comme le "**nouvel or noir**"?  4 **Rôle de catalyseur des TIC dans la réalisation des ODD** (incidences sur les soins médicaux et la protection sociale, l'éducation, l'identité sociale, etc.).  5 **Transformation numérique** des services du secteur privé et du secteur public  6 De nouvelles technologies, de nouveaux systèmes et de nouveaux acteurs tirent parti d'un environnement politique et réglementaire propice qui favorise l'innovation.7 De nouvelles **technologies/nouveaux marchés** **respectueux** de l'environnement ouvrent de nouvelles possibilités de partenariat  8 Appui apporté par certains **médias et certaines organisations** de défense des droits | 1 **Disparités accrues** (par exemple, disparités numériques, disparités entre les hommes et femmes, disparités géographiques)  2 **L'économie mondiale** éprouve des difficultés à retrouver le chemin d'une croissance forte, équilibrée et soutenue  3 **Problèmes ayant une incidence sur la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC**  4 Pérennité de la croissance des TIC  5 **Impact environnemental** du nombre croissant de réseaux, de données et de dispositifs connectés  6 Différentes parties prenantes font **pression** pour que soient mises en oeuvre des **approches qui n'ont pas fait leurs preuves**  7 Les **travaux font double emploi** avec ceux menés par d'autres organisations/associations/Concurrence avec d'autres organisations/associations |

## 2.b Examen des cibles du plan stratégique pour la période 2016-2019

Le plan stratégique pour la période 2016-2019 comprend quatre buts: croissance, inclusion, durabilité, innovation et partenariats, dont chacun est associé à plusieurs cibles stratégiques (y compris les cibles définies dans le Programme Connect 2020).

Conformément à la Cible 1.1, à l'échelle mondiale, 55% des ménages devraient avoir accès à l'Internet; au titre du But 2, il existe des cibles correspondantes selon lesquelles 50% des ménages dans les pays en développement (2.1.A) et 15% des ménages dans les PMA (2.1.B) doivent avoir accès à l'Internet. Toutes ces cibles concernant l'accès des ménages à l'Internet devraient être atteintes à l'horizon 2020.

Les Cibles 1.2, 2.2.A et 2.2.B définissent le pourcentage de la population qui devrait utiliser l'Internet à l'échelle mondiale (60%), dans les pays en développement (50%) et dans les PMA (20%). Toutes ces cibles devraient également être atteintes à l'horizon 2020.

Selon la Cible 1.3, les prix des télécommunications/TIC devraient avoir baissé de 40% à l'horizon 2020 par rapport à 2014; au rythme actuel, il est prévu que la réduction des coûts à l'horizon 2020 soit de l'ordre de 32% en moyenne et que la réduction de l'écart en matière d'accessibilité économique entre pays développés et pays en développement soit du même ordre (Cible 2.3.A). Selon la Cible 2.3.B, le coût de l'accès à l'Internet devrait être ramené à moins de 5% du RNB par habitant, ce qui est actuellement le cas dans 120 pays sur les 160 pour lesquels on dispose de données; il est prévu que ce chiffre augmente d'ici à 2020, mais tel ne sera pas le cas dans tous les pays.

Selon la Cible 2.4, à l'échelle mondiale, 90% de la population rurale devrait être desservie par le large bande à l'horizon 2020. La réalisation de cette cible dépendra dans une large mesure du rythme auquel les connexions 2G seront remplacées par des connexions 3G. Actuellement, plus de 90% des habitants des zones rurales bénéficient de connexions 2G, de sorte que cette cible pourrait être atteinte moyennant des mises à niveau suffisantes.

La Cible 2.5.A porte sur l'égalité hommes/femmes parmi les internautes. Ces dernières années, la croissance rapide qu'ont connue les pays en développement est allée de pair avec une progression des inégalités entre les hommes et les femmes, encore que d'après les données les plus récentes de l'UIT, l'écart hommes/femmes ait diminué, tombant de 12,2% en 2016 à 11,6% en 2017.

L'adoption d'une stratégie permettant de garantir l'accessibilité pour les personnes handicapées fait l'objet de la Cible 2.5.B. Actuellement, 48 pays sur les 64 ayant fourni des données ont adopté une stratégie à cette fin.

En vertu de la Cible 3.1, l'état de préparation en matière de cybersécurité devrait être amélioré à l'horizon 2020. Depuis 2016, l'UIT mesure cet état de préparation à l'aide de l'Indice mondial de cybersécurité, qui servira à évaluer cette amélioration en 2020.

La Cible 4.1 traite de la mise en place d'un environnement des télécommunications/TIC qui soit propice à l'innovation. Dernièrement, on a constaté une augmentation rapide du nombre de pays ayant adopté à cet effet une stratégie nationale en matière d'innovation.

MOD IAP/63A1/53

RÉSOLUTION 25 (Rév. DubaÏ, 2018)

Renforcement de la présence régionale

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

considérant

*a)* les avantages qu'offrent les télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la population et la nécessité d'améliorer la disponibilité de ces technologies dans les pays en développement[[39]](#footnote-48)1;

*b)* que le développement des infrastructures nationales et régionales de télécommunication/technologies de l'information et de la communication (TIC) contribue à réduire les fractures numériques aux niveaux national et mondial;

*c)* que les Etats Membres de l'UIT se sont engagés à promouvoir l'accès aux télécommunications/TIC à des prix abordables, en accordant une attention particulière aux secteurs les plus défavorisés, et aux zones isolées et difficiles d'accès,

ayant à l'esprit

*a)* la Résolution 123 (Rév. Busan, 2014) de la présente Conférence, intitulée "Réduire l'écart qui existe en matière de normalisation entre pays en développement et pays développés";

*b)* la Résolution 5 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), sur le renforcement de la participation des pays en développement aux activités de l'Union;

*c)* la Résolution UIT-R 48 (Rév. Genève, 2012) de l'Assemblée des radiocommunications, sur le renforcement de la présence régionale dans les travaux des commissions d'études des radiocommunications;

*d)* la Résolution 44 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), intitulée "Réduire l'écart qui existe en matière de normalisation entre pays en développement et pays développés";

*e)* le rapport du Corps commun d'inspection des Nations Unies de 2009, qui contient plusieurs recommandations sur les moyens d'améliorer la présence régionale de l'UIT;

*f)* laRésolution 18 (Rév. Hammamet, 2016) de l'AMNT,

reconnaissant

*a)* que de nombreux pays, en particulier les pays en développement soumis à des contraintes budgétaires sévères, ont du mal à participer aux activités de l'UIT;

*b)* que les bureaux régionaux constituent un prolongement de l'UIT dans son ensemble;

*c)* que la capacité de l'UIT à organiser des réunions électroniques, conformément aux dispositions de la Résolution 167 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, contribue à renforcer l'efficacité des activités de l'Union, et notamment la mise en oeuvre de projets, comme indiqué dans la Résolution 157 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires,

*d)* que la présence régionale est un outil qui permet à l'UIT de travailler en collaboration aussi étroite que possible avec ses membres, et constitue un moyen de diffuser des informations sur ses activités, d'instaurer des liens plus étroits avec des organisations régionales ou sous-régionales et de fournir une assistance technique aux pays qui en ont particulièrement besoin;

*e)* l'importance de la coordination entre le Bureau des radiocommunications (BR), le Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB), le Bureau de développement des télécommunications (BDT) et le Secrétariat général afin de promouvoir et d'améliorer les travaux des bureaux régionaux;

*f)* que les bureaux régionaux et les bureaux de zone permettent à l'UIT d'être plus réactive et plus sensible aux besoins propres aux régions;

*g)* que les ressources sont limitées, de sorte que l'efficacité et l'efficience sont des éléments essentiels pour les activités que l'UIT doit entreprendre et qu'il est nécessaire de renforcer les compétences et les connaissances techniques des ressources humaines affectées aux bureaux régionaux et aux bureaux de zone, afin de représenter les trois Secteurs de l'UIT;

*h)* que, pour que la présence régionale soit efficace, il est indispensable de lui conférer les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour répondre aux différents besoins des membres;

*i)* que des moyens d'accès en ligne appropriés entre le siège et les bureaux hors siège améliorent sensiblement les activités de coopération technique;

*j)* que tous les bureaux régionaux devraient avoir accès aux mêmes informations sur support électronique pertinentes que celles disponibles au siège, afin de pouvoir tenir informés les pays de la région;

*k)* que la participation pleine et entière des bureaux régionaux et des bureaux de zone est essentielle au succès de la mise en œuvre du plan stratégique de l'Union et du Plan d'action de Buenos Aires,

notant

*a)* le rôle que devraient jouer les bureaux régionaux de l'UIT dans l'exécution et le suivi des projets relatifs aux initiatives régionales et la nécessité d'encourager une plus grande collaboration avec les organisations régionales de télécommunication;

*b)* que la Conférence de plénipotentiaires et le Conseil de l'UIT ont approuvé le principe selon lequel il convient de confier des fonctions claires et précises aux bureaux régionaux et aux bureaux de zone;

*c)* que la coordination entre les trois Bureaux et le Secrétariat général est fondamentale pour encourager la participation des bureaux régionaux dans leurs domaines respectifs;

*d)* qu'il est nécessaire d'évaluer en permanence les besoins de personnel des bureaux régionaux et des bureaux de zone,

notant en outre

que les bureaux régionaux et les bureaux de zone représentent la présence de l'Union tout entière, que leurs activités devraient être rattachées au siège de l'UIT et devraient tenir compte des objectifs coordonnés des trois Secteurs et que les activités régionales devraient renforcer l'efficacité de la participation de tous les membres aux travaux de l'UIT,

décide

1 de continuer d'étudier le renforcement de la présence régionale de l'UIT dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires consécutives;

2 de renforcer les fonctions des bureaux régionaux, afin qu'ils puissent participer à la mise en œuvre des programmes et des projets dans le cadre des initiatives régionales, dans les limites des ressources allouées par le plan financier;

3 que les bureaux régionaux doivent jouer un rôle essentiel pour faciliter les discussions portant sur des questions régionales et la diffusion d'informations se rapportant aux trois Secteurs de l'UIT et des résultats de leurs travaux, en évitant tout double emploi de ces fonctions avec le siège;

4 que les bureaux régionaux et les bureaux de zone doivent être habilités à prendre des décisions dans le cadre de leur mandat, tout en facilitant et en améliorant les fonctions de coordination et l'équilibre entre le siège de l'UIT et les bureaux régionaux et les bureaux de zone;

5 que les bureaux régionaux et les bureaux de zone devront contribuer, dans la mesure du possible, notamment, à l'élaboration des plans opérationnels annuels quadriennaux glissants du Secrétariat général et des trois Secteurs, en présentant un contenu propre à chacun d'eux, en rapport avec le plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 et avec le Plan d'action de Buenos Aires, puis devront établir et continuer de publier le plan/calendrier annuel des conférences et réunions sur le site web de l'UIT en vue de sa mise en œuvre;

6 que les bureaux régionaux et les bureaux de zone doivent participer activement à la mise en oeuvre du plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023, notamment en ce qui concerne les cinq buts stratégiques, tous les objectifs sectoriels et intersectoriels, ainsi qu'au suivi de la réalisation des cibles stratégiques;

7 que les bureaux régionaux et les bureaux de zone doivent participer activement à la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires, notamment en ce qui concerne les quatre objectifs et les résultats, produits et initiatives régionales correspondants qui y ont été approuvés;

8 que les bureaux régionaux et les bureaux de zone doivent prendre une part active à la mise en oeuvre des indicateurs de résultats et des IFP définis dans le Plan d'action de Buenos Aires et par le GCDT;

9 qu'il faut continuer à améliorer la coopération entre les bureaux régionaux et les bureaux de zone de l'UIT, les organisations régionales compétentes et d'autres organisations internationales s'occupant de développement et de questions financières, afin d'optimiser l'utilisation des ressources et d'éviter tout double emploi, et qu'il faut tenir les Etats Membres informés par l'intermédiaire du BDT, lorsque cela est nécessaire, pour faire en sorte que leurs besoins soient satisfaits d'une façon coordonnée et concertée;

10 que les bureaux régionaux doivent pleinement participer à l'organisation de toutes les manifestations, réunions ou conférences de l'UIT, en étroite collaboration avec le Secrétariat général, le ou les Bureaux concernés et les organisations régionales compétentes, afin d'améliorer l'efficacité de la coordination de ces manifestations, d'éviter tout chevauchement d'activité en ce qui concerne les manifestations ou les questions et de tirer parti de la synergie entre les Bureaux et les bureaux régionaux;

11 que, pour pouvoir s'acquitter efficacement des fonctions qui leur sont confiées, les bureaux régionaux doivent disposer de ressources suffisantes, dans les limites des ressources allouées par le plan financier, et notamment de plates-formes technologiques qui leur permettent de tenir des réunions électroniques et de recourir à des méthodes de travail électroniques (EWM), ainsi que de diffuser des informations pertinentes via les divers moyens électroniques existants aux Etats Membres concernés;

12 que des ressources suffisantes doivent être mises à disposition pour que le BDT puisse travailler efficacement à réduire la fracture numérique; les bureaux régionaux devraient donc prendre, en coordination avec le siège de l'UIT, des mesures pour mettre en oeuvre les objectifs définis dans le Plan d'action de Buenos Aires;

13 que les objectifs et les résultats identifiés dans le plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023, ainsi que les plans opérationnels quadriennaux glissants du Secrétariat général et des trois Secteurs et les critères d'évaluation recensés dans l'annexe de la présente résolution, doivent être utilisés pour évaluer la présence régionale et, que lorsque des bureaux régionaux ou des bureaux de zone ne satisfont pas aux critères d'évaluation convenus, le Conseil devra en déterminer les raisons et prendre les mesures correctives nécessaires qu'il jugera appropriées, après consultation des pays concernés,

charge le Conseil

1 d'inscrire le renforcement de la présence régionale à l'ordre du jour de chacune de ses sessions, pour qu'il en suive l'évolution et adopte des décisions visant à en assurer l'adaptation structurelle et le fonctionnement continus, le but étant de mettre en oeuvre intégralement le mandat et les objectifs définis dans les Plans stratégique et financier de l'Union à travers la coordination et les aspects complémentaires des activités entre l'UIT et les organisations régionales ou sous-régionales de télécommunication;

2 de tenir compte des besoins des membres de l'Union et de donner effet aux décisions adoptées aux réunions de l'Union;

3 d'allouer les ressources financières appropriées, dans les limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires;

4 d'établir des lignes directrices et des recommandations relatives à la mise en oeuvre de la présente résolution afin de continuer à renforcer la présence régionale de l'Union;

5 de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente résolution, en particulier en ce qui concerne les recommandations mentionnées au point e) du *ayant à l'esprit*;

6 d'analyser les résultats obtenus par les bureaux régionaux et les bureaux de zone sur la base du rapport du Secrétaire général, du plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023, des plans opérationnels quadriennaux glissants du Secrétariat général et des trois Secteurs et des critères d'évaluation recensés dans l'annexe de la présente résolution et de prendre les mesures voulues pour améliorer la présence régionale de l'UIT;

7 d'analyser le rapport sur les résultats de l'enquête de satisfaction que doit mener le Secrétaire général;

8 de continuer d'envisager la poursuite de la mise en oeuvre des recommandations du rapport du CCI de 2009 (Document du Conseil C09/55),

charge le Secrétaire général

1 de faciliter la tâche du Conseil en fournissant tout l'appui nécessaire au renforcement de la présence régionale, conformément à la présente résolution;

2 d'adapter, s'il y a lieu, les clauses et les conditions en vigueur du ou des accords conclus avec le pays hôte en fonction de l'évolution de l'environnement dans le pays hôte concerné, après avoir mené au préalable des consultations avec les pays concernés et les représentants des organisations intergouvernementales régionales de ces pays;

3 de tenir compte des éléments d'évaluation figurant dans l'annexe de la présente résolution;

4 de soumettre chaque année au Conseil un rapport sur la présence régionale contenant, pour chaque bureau régional, des renseignements détaillés sur la façon dont les buts et objectifs identifiés dans le plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 et dans les plans opérationnels quadriennaux glissants du Secrétariat général et des trois Secteurs sont mis en oeuvre dans le contexte du cadre de gestion axée sur les résultats; ce rapport devra donner des renseignements détaillés sur:

i) les effectifs, y compris le nombre de fonctionnaires et la catégorie d'emploi;

ii) les finances, y compris le budget alloué aux bureaux et les dépenses par objectif et par produit, conformément au Plan d'action de Buenos Aires;

iii) les activités relatives aux trois Secteurs, les résultats des projets, y compris des initiatives régionales, les manifestations, réunions ou conférences et les réunions préparatoires régionales, ainsi que les mesures propres à attirer de nouveaux Membres de Secteur, en coordination avec les organisations intergouvernementales régionales;

5 de suggérer l'adoption de mesures propres à assurer l'efficacité de la présence régionale de l'UIT, y compris l'évaluation effectuée par le Corps commun d'inspection des Nations Unies, ou de confier cette tâche à une autre entité indépendante, compte tenu des éléments exposés dans l'annexe de la présente résolution;

6 de mener tous les quatre ans, dans les limites des ressources financières actuelles, une enquête sur le niveau de satisfaction des Etats Membres, des Membres des Secteurs et des organisations régionales de télécommunication concernant la présence régionale de l'UIT, et d'en présenter les résultats dans un rapport à la session du Conseil précédant chaque Conférence de plénipotentiaires,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 de mettre en oeuvre les mesures ci‑après pour renforcer encore la présence régionale:

i) développer et renforcer les bureaux régionaux et les bureaux de zone, en déterminant les fonctions qui pourraient être décentralisées et en les mettant en œuvre dès que possible;

ii) faire en sorte que les bureaux régionaux et les bureaux de zone disposent de personnel formé concernant chacun des trois Secteurs;

iii) revoir les procédures administratives internes liées aux travaux des bureaux régionaux, afin de les simplifier, d'en assurer la transparence et d'améliorer l'efficacité des travaux;

iv) aider les pays à mettre en œuvre les initiatives régionales définies dans le Plan d'action de Buenos Aires, conformément à la Résolution 17 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT;

v) établir des procédures claires à suivre pour consulter les Etats Membres, afin de fixer des priorités concernant l'ensemble des initiatives régionales et de tenir les Etats Membres informés du choix et du financement des projets;

vi) demander aux bureaux régionaux et aux bureaux de zone leur contribution spécialisée afin de prendre des décisions en meilleure connaissance de cause et de répondre aux besoins vitaux des membres de l'UIT faisant partie de la région;

vii) donner davantage de souplesse aux bureaux régionaux et aux bureaux de zone notamment (sans que cette liste soit exhaustive):

• assumer des fonctions de diffusion de l'information, de formulation d'avis spécialisés et d'organisation de réunions, de cours et de séminaires ainsi que de mise à disposition de tous les moyens électroniques nécessaires pour mener à bien ces activités;

• assumer les fonctions et les tâches qui peuvent leur être déléguées en ce qui concerne l'établissement et la mise en œuvre des budgets qui leur sont alloués;

• veiller à ce qu'ils participent de manière efficace aux débats sur l'avenir de l'Union et aux questions stratégiques concernant le secteur des télécommunications/TIC,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en collaboration étroite avec le Secrétaire général et les Directeurs du Bureau des radiocommunications et du Bureau de la normalisation des télécommunications

1 de prendre les mesures nécessaires pour renforcer encore la présence régionale en tant que prolongement de l'UIT dans son ensemble, ainsi que les mesures visant à garantir que les activités du BR et du TSB soient dûment prises en compte dans les bureaux régionaux et les bureaux de zone, comme indiqué dans la présente résolution;

2 de soutenir l'évaluation de l'efficacité de la présence régionale de l'UIT, compte tenu des éléments exposés dans l'annexe de la présente résolution;

3 d'analyser et de déterminer les emplois appropriés, y compris les emplois permanents, dans les bureaux régionaux et les bureaux de zone, pour que chaque région ait au moins un professionnel possédant les compétences et les connaissances pertinentes concernant chacun des trois Secteurs, rendant compte au directeur régional, y compris en formant le personnel en place ou en recrutant du personnel spécialisé au fur et à mesure que cela se révélera nécessaire pour répondre à des besoins particuliers;

4 de pourvoir en temps voulu les emplois vacants dans les bureaux régionaux et les bureaux de zone, selon les besoins, en planifiant la disponibilité du personnel et en tenant dûment compte de la répartition régionale des postes des fonctionnaires, ainsi que des connaissances et des compétences concernant les trois Secteurs de l'UIT;

5 de faire en sorte que les bureaux régionaux et les bureaux de zone aient un rang de priorité suffisant parmi les activités et les programmes de l'ensemble de l'Union et disposent, pour superviser l'exécution des projets financés sur des fonds d'affectation spéciale et des projets financés sur le Fonds pour le développement des TIC, de l'autonomie voulue, du pouvoir de décision et des moyens appropriés;

6 de prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'échange d'information entre le siège et les bureaux hors siège;

7 de renforcer les capacités en matière de ressources humaines et de laisser aux bureaux régionaux et aux bureaux de zone une marge de manœuvre pour recruter des fonctionnaires de la catégorie professionnelle ainsi que du personnel d'appui,

charge les Directeurs du Bureau des radiocommunications et du Bureau de la normalisation des télécommunications

de continuer à assurer une coordination avec le Directeur du BDT pour améliorer la capacité des bureaux régionaux et des bureaux de zone de fournir des informations sur les activités de leurs Secteurs, ainsi que les compétences techniques nécessaires, de renforcer la coopération et la coordination avec les organisations régionales concernées et d'encourager les Etats Membres et les Membres des Secteurs à participer aux activités des trois Secteurs de l'Union.

ANNEXE DE LA RÉSOLUTION 25 (RÉV. BUSAN, 2014)

Eléments d'évaluation de la présence régionale de l'UIT

L'évaluation de la présence régionale de l'UIT devrait se faire sur la base des attributions confiées aux bureaux régionaux en vertu de l'Annexe A: "Activités génériques attendues de la présence régionale" de la Résolution 1143 adoptée par le Conseil de l'UIT à sa session de 1999, des points 2 à 13 du *décide* de la Résolution 25 (Rév. Busan, 2014) de la présente Conférence et d'autres décisions pertinentes.

L'évaluation de la présence régionale devrait tenir compte, sans s'y limiter, des éléments suivants:

a) la mesure dans laquelle les dispositions de la Résolution 25 (Rév. Busan, 2014) sont appliquées par le Bureau de développement des télécommunications, le Secrétariat général et les deux autres Bureaux, selon le cas;

b) en quoi une décentralisation encore plus poussée pourrait garantir des gains d'efficacité à moindre coût, compte tenu des principes de responsabilisation et de transparence;

c) une enquête, menée tous les quatre ans, concernant le degré de satisfaction des Etats Membres, des Membres des Secteurs et des organisations régionales de télécommunication en ce qui concerne la présence régionale de l'UIT;

d) l'étendue des éventuels doubles emplois entre les fonctions du siège de l'UIT et celles de ses bureaux régionaux;

e) le degré d'autonomie de prise de décisions actuellement accordée aux bureaux régionaux et la question de savoir si une plus grande autonomie pourrait améliorer leur efficience et leur efficacité;

f) l'efficacité de la collaboration entre les bureaux régionaux de l'UIT, les organisations régionales de télécommunication et d'autres organisations régionales ou internationales s'occupant de développement ou de questions financières;

g) en quoi la présence régionale et l'organisation d'activités dans les régions peuvent améliorer la participation effective de tous les pays aux travaux de l'UIT;

h) les ressources actuellement mises à la disposition des bureaux régionaux pour réduire la fracture numérique;

i) l'identification des fonctions et des pouvoirs qui pourraient être attribués à la présence régionale en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action adopté par le Sommet mondial sur la société de l'information;

j) la structure optimale de la présence régionale de l'UIT, y compris la localisation et le nombre des bureaux régionaux et des bureaux de zone.

Aux fins de cette évaluation, il conviendrait de demander leur contribution aux Etats Membres et aux Membres des Secteurs qui bénéficient de la présence régionale de l'UIT, ainsi qu'aux bureaux régionaux, aux organisations régionales et internationales et à toute autre entité concernée.

Un rapport sur le processus et la méthode retenus pour mener cette enquête devrait être soumis par le Secrétaire général au Conseil à sa session de 2015. Le Conseil devrait alors examiner la suite à donner en vue de faire rapport à la Conférence de plénipotentiaires de 2018 sur la question.

**Motifs:** Dans la présente contribution, il est proposé de réviser le texte de la Résolution 25 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (UIT) intitulé "*Renforcement de la présence régionale*"*.* Les principales modifications concernent:

1) La mise à jour des références aux Résolutions des Assemblées et/ou Conférences mondiales, ainsi que les références à la Conférence de plénipotentiaires.

2) Le mandat des bureaux régionaux et des bureaux de zone en tant que prolongement de l'UIT dans son ensemble.

Comme indiqué dans la Résolution 25, les bureaux régionaux et les bureaux de zone représentent l'UIT dans chacune des régions où ils sont situés, ce qui signifie qu'ils doivent tenir les pays informés, et que leurs travaux doivent être menés en collaboration avec les activités des trois Secteurs et du Secrétariat général.

3) La présence des trois Secteurs de l'UIT dans les Régions.

Concernant le personnel des bureaux régionaux et des bureaux de zone, il convient d'envisager de faire appel à au moins un expert pour chacun des trois Secteurs dans les régions.

MOD IAP/63A1/54

RÉSOLUTION 139 (Rév. DUBAÏ, 2018)

Utilisation des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication pour réduire la fracture numérique et édifier une société de l'information inclusive

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Dubaï, 2018),

rappelant

*a)* la Résolution 16 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) sur les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des petits Etats insulaires en développement, des pays en développement sans littoral et des pays dont l'économie est en transition;

*b)* la Résolution 37 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT sur la réduction de la fracture numérique;

*c)* la Résolution 44 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) sur la réduction de l'écart en matière de normalisation entre pays en développement et pays développés;

*d)* la Recommandation UIT-T D.53 sur les aspects internationaux du service universel;

*e)* la Résolution 23 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT relative à l'accès à l'Internet et à la disponibilité de l'Internet pour les pays en développement et aux principes de taxation applicables aux connexions Internet internationales;

reconnaissant

*a)* que l'utilisation des TIC améliore la croissance socio‑économique, culturelle et environnementale, contribue au développement durable, et offre aux pays développés et aux pays en développement de nouvelles possibilités de tirer parti des avantages de ces nouvelles technologies;

*b)* qu'il est nécessaire de créer des services disponibles sous forme numérique dans les pays en développement[[40]](#footnote-50)1, en tirant parti des avantages de la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC);

*c)* que le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a mis en lumière le fait que l'infrastructure des TIC est un fondement essentiel d'une société de l'information inclusive et a demandé à tous les Etats de s'engager à mettre les TIC et leurs applications au service du développement;

*d)* que la Manifestation de haut niveau SMSI+10, dans la Vision du SMSI+10 pour l'après‑2015, réaffirme que l'objectif de ce Sommet est de réduire la fracture numérique ainsi que sur le plan des technologies et du savoir, et de créer une société de l'information à dimension humaine, inclusive, ouverte et privilégiant le développement, une société de l'information dans laquelle chacun ait la possibilité de créer, d'utiliser, de partager l'information et le savoir et d'y avoir accès;

*e)* qu'aux termes de la Résolution 70/125 de l'Assemblée générale des Nations Unies, concernant un examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, il est reconnu que la vitesse, la stabilité, le coût, la langue, le contenu local et l'accessibilité pour les personnes handicapées constituent désormais des éléments clefs de la qualité et que le haut débit est un facteur essentiel du développement durable,

considérant

*a)* que, malgré toutes les initiatives susmentionnées et les améliorations observées à certains égards, il est aujourd'hui manifeste que, dans de nombreux pays en développement, les coûts de l'accès aux TIC et aux applications des TIC ne sont toujours pas abordables pour la majorité des habitants, particulièrement ceux des zones rurales ou isolées;

*b)* que les pays les moins avancés (PMA), les petits Etats insulaires en développement (PEID), les pays en développement sans littoral (PDSL) et les pays dont l'économie est en transition restent confrontés à des problèmes particuliers en ce qui concerne la réduction de la fracture numérique, et tireraient parti de mesures spéciales en faveur du développement des télécommunications/TIC et ce, afin d'améliorer leur connectivité;

*c)* qu'il est nécessaire d'étudier et d'analyser le contexte social, démographique, économique et technologique des communautés dans lesquelles il est nécessaire de déployer des infrastructures de télécommunication/TIC et de mettre en œuvre des plans de renforcement des capacités;

*d)* que la mise en œuvre de politiques favorisant l'accès universel aux services de télécommunication/TIC dans les zones rurales, isolées ou mal desservies s'est révélée être un outil essentiel pour réduire la fracture numérique;

*e)* que différents modèles peuvent être financièrement viables dans les zones mal desservies où les besoins ne sont pas satisfaits, en particulier dans le cadre de programmes publics, privés ou public-privé;

*f)* que le déploiement du large bande, fixe et mobile, est nécessaire pour l'inclusion numérique de l'ensemble de la population, en particulier des personnes disposant de moins de ressources;

*g)* que les fournisseurs de services de petite taille et de taille moyenne peuvent jouer un rôle important dans le déploiement des réseaux large bande, en particulier dans les zones rurales et isolées, et que les mesures incitant à mettre en place un écosystème pluriel sont avantageuses et contribuent à rendre les services abordables pour les communautés;

*h)* qu'il est toujours nécessaire d'élaborer des stratégies visant à réduire les coûts des services de télécommunication/TIC pour les utilisateurs afin de les rendre abordables,

considérant en outre

*a)* que les installations, les services et les applications de télécommunication/TIC sont, non seulement la résultante de la croissance économique, mais également une condition préalable au développement social, culturel et environnemental, et notamment à la croissance économique;

*b)* que les télécommunications/TIC et les applications des TIC font partie intégrante du processus de développement national, régional et international;

*c)* qu'un environnement favorable, intégrant les politiques, les compétences et les capacités techniques nécessaires à l'utilisation et au développement des technologies, est considéré comme aussi important que les investissements dans les infrastructures de télécommunication/TIC;

*d)* que les progrès récents, en particulier la convergence des technologies et des services de télécommunication, d'information, de radiodiffusion et informatiques, dans certains pays, sont des moteurs de changement pour les sociétés de l'information et du savoir;

*e)* que la plupart des pays en développement ont constamment besoin d'investissements dans divers secteurs du développement, tout en accordant la priorité aux investissements dans le secteur des télécommunications/TIC, compte tenu de la nécessité urgente pour les télécommunications/TIC de contribuer à la croissance et au développement dans d'autres secteurs;

*f)* qu'il demeure nécessaire de fournir aux responsables de la normalisation, en temps opportun, des informations pertinentes sur le rôle des TIC et de leurs applications dans les plans de développement généraux et leur contribution globale à ces plans;

*g)* que des études effectuées dans le passé à l'initiative de l'Union pour évaluer les avantages des télécommunications/TIC et des applications des TIC dans le secteur ont eu un effet salutaire dans d'autres secteurs et sont une condition nécessaire à leur développement;

*h)* que l'utilisation de systèmes de Terre et de systèmes à satellites pour fournir un accès aux communautés locales vivant dans des zones rurales ou isolées, sans augmenter les coûts de la connexion en raison de la distance ou d'autres caractéristiques géographiques, doit être considérée comme un moyen extrêmement utile de réduire la fracture numérique;

*i)* que la participation des communautés locales au développement, à la conception, au déploiement et à la gestion d'infrastructures partagées s'est avérée être une solution viable, financièrement abordable et durable pour réduire la fracture numérique dans certains cas, comme l'a souligné le Forum 2018 du Sommet mondial sur la société de l'information;

*j)* que les services par satellite large bande permettent de fournir des solutions de communication rentables offrant une connectivité, un débit et une fiabilité élevés, dans les zones urbaines, rurales et même isolées, et qu'ils deviennent par conséquent un moteur de développement économique et social essentiel pour les pays et les régions,

*k)* que la mise au point d'équipements à faible coût a conduit à la mise en place de réseaux sur le dernier kilomètre par de petits opérateurs, des opérateurs à but non lucratif et les communautés dans les régions que les opérateurs privés considèrent comme non viables sur le plan économique;

*l)* que, dans certains cas, le fonds de service universel ne fait pas l'objet d'une obligation de rendre des comptes et que, conformément au rapport de 2013 de l'UIT sur le fonds de service universel, un problème persiste, à savoir le fait que “le périmètre du fonds est mal défini ou l'est de manière ambigüe, ce qui pose des problèmes pour identifier et sélectionner les projets";

soulignant

*a)* le rôle important joué par les télécommunications/TIC et les applications des TIC dans le développement du cybergouvernement, de l'emploi, de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, des transports, de l'industrie, des droits humains, de la protection de l'environnement, du commerce et du transfert d'informations pour la protection sociale, entre autres, ainsi que dans le progrès socio-économique général des pays en développement, en particulier pour les habitants des zones rurales ou isolées;

*b)* que l'infrastructure et les applications des télécommunications/TIC sont capitales pour atteindre l'objectif de l'inclusion numérique, en permettant un accès durable, ubiquitaire et abordable à l'information,

consciente

*a)* que de nombreux Etats Membres ont eu recours à un large éventail de stratégies pour faciliter l'accès aux services de télécommunication/TIC et leur utilisation, ce qui contribue à réduire la fracture numérique au niveau national;

*b)* que des initiatives réglementaires concernant, par exemple, le développement d'infrastructures de télécommunication/TIC et la gestion du spectre, l'élimination/la réduction du complément tarifaire imposé aux utilisateurs finals pour l'itinérance, l'utilisation des fonds de service universel, la participation de petits opérateurs communautaires à but non lucratif, entre autres, dont l'applicabilité est toujours assujettie aux réglementations et politiques en matière de télécommunication de chaque État, ont été mises en œuvre avec succès pour faciliter l'accès aux services de télécommunication/TIC et leur utilisation, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique;

*c)* que plusieurs Etats Membres de l'UIT ont élaboré des stratégies et des programmes visant à encourager et à favoriser les investissements dans la mise en œuvre de projets de déploiement d'infrastructures de télécommunication/TIC, en mettant l'accent en particulier sur les réseaux de transport propres à créer les conditions économiques propices à la mise en place de nouveaux réseaux d'accès dans les zones où les besoins ne sont pas satisfaits, en particulier par des fournisseurs de services de petite taille et de moyenne taille, ce qui va dans le sens d'une meilleure accessibilité financière,

se félicitant

*a)* des diverses études menées dans le cadre du programme de coopération technique et des activités d'assistance de l'Union;

*b)* du fait que l'UIT, conformément à ses attributions et à son mandat, contribue à réduire la fracture numérique au niveau national, régional et international dans le domaine des TIC et de leurs applications en facilitant l'interopérabilité, l'interconnexion et la connectivité mondiale des réseaux et des services de télécommunication, l'objectif étant de poursuivre et d'atteindre les principaux buts et objectifs du SMSI,

décide

1 que la mise en œuvre de la Résolution 37 (Rév. Buenos Aires, 2017) doit se poursuivre;

2 que l'Union doit continuer d'organiser, de commanditer ou de mener les études nécessaires pour faire ressortir, dans un contexte différent et changeant, la contribution des TIC et de leurs applications au développement global;

3 que l'Union doit continuer de faire fonction de centre d'échange d'informations et de compétences spécialisées à cet égard, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires de 2017 et en partenariat avec d'autres organisations compétentes, et de mettre en œuvre des initiatives, des programmes et des projets visant à promouvoir l'accès aux télécommunications/TIC et aux applications des TIC;

4 que l'UIT, en coopération avec les organisations compétentes, doit poursuivre la tâche consistant à mettre au point des indicateurs de référence appropriés sur les TIC pour mesurer la fracture numérique, recueillir des données statistiques, mesurer l'incidence des TIC et faciliter la réalisation d'une analyse comparative de l'intégration numérique, tâche qui demeurera un impératif fondamental pour soutenir la croissance économique;

5 que l'UIT doit continuer d'appuyer les efforts déployés par les Etats Membres pour renforcer leurs cadres réglementaires et cadres de politique publique et pour mettre en oeuvre des projets propres à offrir de nouveaux moyens de desservir les zones isolées, non desservies ou mal desservies et impliquant la participation de nouveaux acteurs locaux tels que de petits opérateurs, des opérateurs à but non lucratif et les communautés,

continue d'inviter

les administrations et les gouvernements des Etats Membres, les agences et organisations du système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales, les organisations régionales de télécommunication, les institutions financières et les fournisseurs d'équipements et de services de télécommunication et de TIC à prêter leur concours pour la mise en œuvre satisfaisante de la présente résolution,

continue d'encourager

toutes les institutions d'aide et d'assistance au développement, notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le PNUD et les fonds de développement régionaux et nationaux, ainsi que les Etats Membres de l'Union, donateurs ou bénéficiaires, à continuer d'attacher de l'importance aux TIC dans le processus de développement et à accorder un rang de priorité élevé à l'affectation de ressources dans ce secteur,

charge le Secrétaire général

1 de porter la présente résolution à l'attention de toutes les parties intéressées et, en particulier, du PNUD, de la BIRD, des fonds régionaux et des fonds de développement nationaux pour qu'elles coopèrent à la mise en œuvre de la présente résolution;

2 de faire rapport chaque année au Conseil de l'UIT sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la présente résolution;

3 de faire en sorte que les conclusions découlant des résultats des activités menées en application de la présente résolution soient largement diffusées,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en coordination avec les Directeurs des autres Bureaux, selon qu'il conviendra

1 de continuer d'aider les Etats Membres et les Membres des Secteurs à élaborer un cadre politique et réglementaire pour les TIC et les applications des TIC qui favorise le développement;

2 de continuer d'aider les Etats Membres et les Membres des Secteurs grâce à des stratégies qui étendent l'accès à l'infrastructure des télécommunications/TIC, particulièrement pour les zones rurales ou isolées, en faisant notamment appel à des fournisseurs de services de petite taille et de taille moyenne;

3 d'évaluer des modèles de systèmes financièrement abordables et durables permettant l'accès des zones rurales ou isolées à l'information, aux communications et aux applications des TIC sur le réseau mondial, à partir d'études consacrées à ces modèles;

4 de favoriser l'évaluation des bonnes pratiques en matière de responsabilisation et de gouvernance concernant les fonds de service universel, le cas échéant, et une analyse d'autres moyens visant à encourager les investissements dans les infrastructures de télécommunication dans les zones qui ne sont pas rentables pour le secteur privé;

5 de continuer de mener, dans la limite des ressources disponibles, des études de cas sur les télécommunications/TIC dans les zones rurales et isolées et, si nécessaire, de mettre en place des modèles pilotes utilisant des solutions innovantes pour développer l'accès dans les zones rurales, y compris de solutions reposant sur les ressources spectrales;

6 de promouvoir et de faciliter l'adoption de mesures concertées entre les différents Secteurs de l'Union, pour mener à bien les études, les projets et les activités étroitement liés identifiés dans les plans d'action des Secteurs;

7 de continuer de fournir un appui aux Etats Membres en mettant à disposition une base de données répertoriant les experts dans le domaine requis, et de financer les mesures nécessaires pour réduire la fracture numérique dans les pays en développement, dans les limites des ressources prévues dans le plan financier;

8 de renforcer la coopération et la coordination avec les organisations internationales ou régionales concernées, en particulier avec celles des pays en développement, en ce qui concerne les activités liées à la réduction de la fracture numérique;

9 de rassembler et de diffuser des bonnes pratiques et des données d'expérience en matière de réglementation concernant les stratégies nationales et régionales utilisées pour promouvoir les investissements dans la mise en oeuvre de services de télécommunication/TIC, renforcer l'accès et promouvoir des services financièrement abordables pour les consommateurs,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

de mettre en œuvre, en coordination avec le Directeur du BDT, des mesures visant à appuyer des études et des projets et, parallèlement, d'encourager des activités communes destinées à renforcer les capacités, pour permettre une utilisation de plus en plus efficace des ressources orbites/spectre, en vue d'élargir l'accès, dans des conditions financièrement abordables, aux services large bande par satellite et de faciliter la connectivité entre les réseaux, et entre des zones, des pays et des régions différents, en particulier dans les pays en développement, et de diffuser des informations sur les nouveaux outils souples et efficaces pour l'administration et la gestion du spectre des fréquences radioélectriques, qui permettent d'accéder aux ressources radioélectriques,

charge le Conseil

1 d'affecter des crédits suffisants, dans la limite des ressources budgétaires approuvées, pour la mise en œuvre de la présente résolution;

2 d'examiner les rapports du Secrétaire général et de prendre les mesures appropriées pour assurer la mise en œuvre de la présente résolution;

3 de soumettre un rapport d'activité sur la présente résolution à la prochaine Conférence de plénipotentiaires,

invite les Etats Membres

1 à continuer d'entreprendre une action concertée pour atteindre les objectifs énoncés dans la Résolution 37 (Rév. Buenos Aires, 2017);

2 à mener des consultations auprès des bénéficiaires des plans, des programmes et des investissements concernant les infrastructures de télécommunication/TIC, en tenant compte des différences actuelles découlant des conditions sociales et de la dynamique de la population, afin de garantir l'adoption appropriée des TIC;

3 à promouvoir la mise en œuvre de politiques propres à stimuler les investissements publics, privés et public-privé, ainsi que la participation des communautés et de petits opérateurs, en vue du développement et de la construction de systèmes de radiocommunication, y compris de systèmes à satellites, dans leur pays et leur région, et à envisager d'intégrer l'utilisation de ces systèmes dans leurs plans sur le large bande, comme moyen supplémentaire pour contribuer à réduire la fracture numérique et répondre aux besoins de télécommunication, en particulier dans les pays en développement;

4 à mettre au point des mesures de transparence et de responsabilisation ainsi qu'une stratégie et des objectifs généraux pour garantir que les fonds de service universel sont utilisés aux fins pour lesquelles ils sont prévus et pour atteindre les niveaux souhaités de supervision et de gouvernance, selon qu'il conviendra;

5 à élaborer et à mettre en œuvre des politiques permettant d'élargir et d'améliorer l'accès aux services de télécommunication/TIC, par exemple en encourageant l'adoption et le déploiement de nouvelles technologies et la mise en œuvre de politiques de réglementation favorisant le déploiement d'infrastructures de télécommunication/TIC et permettant une utilisation plus efficace des ressources radioélectriques.

**Motifs:** Cette contribution de la CITEL vise à organiser le texte de la résolution de manière à mettre en évidence les points relatifs à la nécessité de promouvoir le déploiement des télécommunications/TIC pour réduire la fracture numérique.

Afin que le texte soit plus concret, de nombreuses références qui, de notre point de vue, renvoient à d'autres résolutions traitant plus en détail des sujets en question ont été supprimées.

Notre objectif est de spécifier quelques mesures qui sont nécessaires pour parvenir à l'inclusion numérique, telles que l'amélioration de la connectivité des réseaux de télécommunication internationaux, le déploiement du large bande, en particulier du large bande mobile, l'adoption de stratégies pour réduire les coûts et rendre les services abordables, etc.

Dans le même temps, nous souhaitons que le BDT recueille et diffuse des bonnes pratiques et des données d'expérience en matière de réglementation sur divers sujets qui sont considérés comme importants pour faciliter l'accès aux services de télécommunications/TIC et leur utilisation.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. 1 Telles que la politique contractuelle, la planification du renouvellement des effectifs, la formation et le développement des ressources humaines, etc. [↑](#footnote-ref-1)
2. 2 Numéro 154 de la Constitution: *"2 La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération."* [↑](#footnote-ref-2)
3. 1 Les pays en développement comprennent aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-3)
4. 1 Compte tenu des décisions de la Conférence de plénipotentiaires. [↑](#footnote-ref-4)
5. 1 Par "prix du marché", on entend le prix déterminé par la Division des ventes et du marketing, qui est établi de façon à augmenter au maximum les recettes sans être trop élevé, de manière à ne pas décourager les ventes. [↑](#footnote-ref-5)
6. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-6)
7. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-7)
8. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-8)
9. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-9)
10. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-10)
11. 1 Sauf dans le cas des conférences mondiales des télécommunications internationales. [↑](#footnote-ref-11)
12. 1 Les pays en développement comprennent aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-12)
13. 1 Organisations comprenant, entre autres, l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), les Registres Internet régionaux (RIR), le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), l'Internet Society (ISOC) et le World Wide Web Consortium (W3C), sur une base de réciprocité. [↑](#footnote-ref-15)
14. 2 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-16)
15. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-17)
16. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-19)
17. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-20)
18. Intégration du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes": intégrer le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes consiste à évaluer les incidences pour les femmes et les hommes de toute mesure prévue, y compris législative, de toute politique ou de tout programme dans tous les domaines et à tous les niveaux <http://www.un.org/womenwatch/osagi/pdf/ECOSOCAC1997.2.PDF> [↑](#footnote-ref-22)
19. 2 <http://www.unwomen.org/~/media/Headquarters/Media/Stories/en/unswap-brochure.pdf> [↑](#footnote-ref-23)
20. 3 Conclusions adoptées par la 61ème session de la Commission de la condition de la femme tenue en 2017 concernant l'automatisation économique des femmes dans un monde du travail en mutation. [↑](#footnote-ref-24)
21. 4 Conclusions adoptées par la 62ème session de la Commission de la condition de la femme tenue en 2018 concernant l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural. [↑](#footnote-ref-25)
22. 3 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-26)
23. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-27)
24. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-29)
25. 1 Les critères énoncés dans la présente Résolution ne s'appliquent pas à la désignation des présidents ou des vice-présidents des groupes spécialisés. [↑](#footnote-ref-30)
26. 2 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-31)
27. 3 Le critère indiqué dans ce paragraphe ne devrait pas empêcher le vice-président d'un groupe consultatif donné ou le vice-président d'une commission d'études donnée d'occuper un ou des postes de président ou de vice-président d'un groupe de travail donné ou encore un poste de rapporteur ou de rapporteur associé d'un groupe relevant du mandat de ce groupe de Secteur. [↑](#footnote-ref-32)
28. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-33)
29. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-34)
30. [↑](#footnote-ref-38)
31. 2 Les cases et les croix indiquent les liens primaires et secondaires avec les buts.1 Dans le contexte des produits de la contribution de l'UIT-D au plan stratégique de l'UIT, les "produits et services" désignent les activités menées par l'UIT-D dans le cadre de son mandat, tel que défini à l'article 21 de la Constitution de l'UIT, qui prévoit, entre autres, le renforcement des capacités et la diffusion des compétences spécialisées et des connaissances de l'UIT. [↑](#footnote-ref-39)
32. 5 Outil de l'UIT de mise en correspondance des ODD: <https://www.itu.int/sdgmappingtool> [↑](#footnote-ref-41)
33. [↑](#footnote-ref-42)
34. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-43)
35. 2 Les rapports peuvent également être consultés en ligne à l'adresse: <https://www.itu.int/annual-report-2016>. [↑](#footnote-ref-44)
36. 3 [Déclaration des ministres des TIC et de l'industrie des pays du G7](https://teamdigitale.governo.it/upload/docs/2017/10/Declaration_and_Annexes_final_26_09_2017.pdf) intitulée "Pour une prochaine révolution de la production inclusive, ouverte et sécurisée". [↑](#footnote-ref-45)
37. 4 UIT, CMDT-17 – [Déclaration de Buenos Aires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/Documents/declaration/ba_declaration_f.pdf). [↑](#footnote-ref-46)
38. 5 [Source](https://www.oecd.org/g20/key-issues-for-digital-transformation-in-the-g20.pdf): Principaux enjeux de la transformation numérique dans les pays du G20, Présidence allemande du G20/OCDE. [↑](#footnote-ref-47)
39. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-48)
40. 1 Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-50)